

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET CHRISTIAN PFISTER.

No quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.
CICÉRON, *de Orat.*, II, 15.

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE.

TOME CENT VINGT-TROISIÈME

Septembre-Décembre 1916.



PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
1916

D

I

R6

t. 123

1916

H

R3282

t. 123

6 Mar '17.

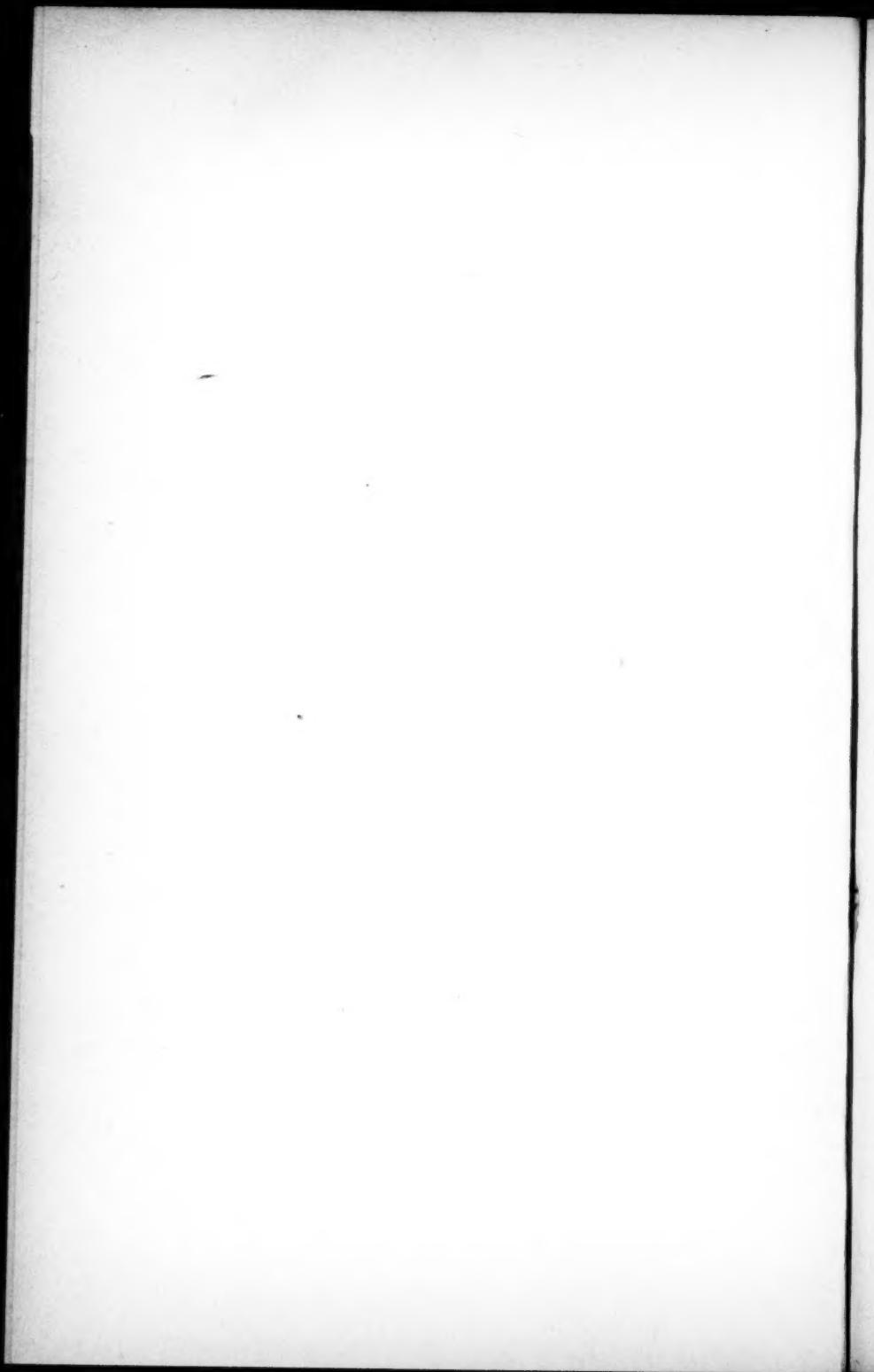
HTUOMITÄÄR 137458

COLLECTOR

VIARELLI

**REVUE
HISTORIQUE**

✓



LES

INSTITUTIONS MUNICIPALES DE BORDEAUX

AU MOYEN AGE

LA MAIRIE ET LA JURADE

Le présent travail n'est pas une histoire de Bordeaux au moyen âge, histoire qui a été écrite de main de maître¹; ce n'est pas davantage une étude d'ensemble sur les institutions municipales de cette ville; le sujet demanderait, pour être traité comme il faut, une longue pratique des archives communales que je ne possède pas. J'ai voulu seulement retracer les origines et les phases essentielles du développement de la mairie et de la jurade. J'ai été amené à m'occuper de ce sujet par le bel ouvrage de Giry sur les *Établissements de Rouen*. Giry, qui a si bien connu les documents concernant la diffusion de cette forme assez spéciale d'organisation communale dans les pays de France occupés par les rois d'Angleterre et que les conquêtes de Philippe-Auguste et de Louis VIII ramenèrent dans le domaine des Capétiens, n'a pas poussé aussi loin ses recherches dans le domaine aquitain. Il n'a étudié de près que Bayonne, négligeant beaucoup d'autres villes où les traces des *Établissements de Rouen*, pour n'être pas toujours très apparentes, m'ont paru certaines. Ce sont ces traces que je me suis efforcé de retrouver et de suivre dans une série d'études destinées à former un livre, qui est maintenant écrit en entier. J'en détache aujourd'hui le premier chapitre.

I. — *Bordeaux avant Jean sans Terre.*

Jusqu'à l'extrême fin du XII^e siècle, nous n'avons pour ainsi dire aucun renseignement écrit sur Bordeaux et sur son orga-

1. Par M. Camille Julian : *Histoire de Bordeaux depuis les origines jusqu'en 1895* (1895).

nisation municipale. On peut suivre son histoire religieuse depuis l'époque gallo-romaine¹; avant Jean sans Terre, son histoire civile nous est pour ainsi dire inconnue; les pierres seules peuvent parler. Je ne pense ni aux inscriptions romaines publiées par M. Camille Jullian², ni aux bas-reliefs anciens édités par M. le commandant Espérandieu³, mais à cette masse de monuments et de débris archéologiques, dont Leo Drouyn, par exemple, le savant continuateur de l'abbé Baurein, s'est servi pour tracer la topographie de la ville au moyen âge⁴.

Ces témoins nous disent d'abord que la ville a changé d'aspect dans le cours du III^e ou du IV^e siècle. Avant les invasions qui à cette époque ruinèrent la Gaule, elle était ouverte et, adossée au fleuve, s'épanouissait librement en éventail vers la campagne. Le centre était formé par le forum avec le temple consacré à la déesse *Tutela*. Après 275, la ville dévastée se renferma étroitement derrière un rectangle d'épaisses murailles flanquées de nombreuses tours demi-circulaires. Le temple païen et l'amphithéâtre dit de Gallien furent laissés hors de cette enceinte et ne tardèrent pas à tomber en ruines. Au XII^e siècle, ce qui frappe dans l'intérieur de la ville, c'est, à l'angle du sud, le groupe formé par l'archevêché et la cathédrale Saint-André; puis, à l'angle de l'est, la tour du roi et son palais que précédait une esplanade plantée d'ormes et qui de là prit le nom de l'Ombrière; sur le milieu de l'autre grand côté, une hauteur que couronnait la forteresse de Puy Paulin⁵. Entre les demeures habitées par des seigneurs ou de riches bourgeois et qui avaient plus ou moins l'aspect et la destination de forteresses, s'élevaient de nombreuses églises paroissiales. Sauf la maison possédée par les Templiers, il n'y avait pas de couvent. Deux riches monastères, celui de Sainte-Croix, près du fleuve, et celui de Saint-Seurin, près de la « forêt royale », étaient hors des murs, dans la banlieue, où s'établirent aussi plus tard les Franciscains et les Dominicains, où se construisirent les hôpitaux. Saint-André,

1. Voir Hierosme Lopès, *Histoire de l'église métropolitaine et primatiale de Saint-André de Bordeaux* (1668). Réimpression par Callen (2 vol., 1881-1882).

2. *Inscriptions romaines de Bordeaux* (2 vol., 1887-1890).

3. *Recueil général des bas-reliefs de la Gaule romaine*, t. II (1908), p. 120-220 (documents inédits).

4. *Bordeaux vers 1450* (Archives municipales de Bordeaux, 1874).

5. Leo Drouyn, *Bordeaux vers 1450*, p. 101.

Sainte-Croix et Saint-Seurin étaient trois « sauvetés » et jouissaient de pouvoirs très étendus¹.

En dehors du mur méridional, un faubourg s'est développé, d'ailleurs plus près du château royal que de l'archevêché, sans doute à cause des commodités que fournissait le voisinage du fleuve et du port de Bordeaux dont il va être question. Ce faubourg avait pour centre la place du marché où viennent se croiser les rues de la Boucherie, des Aires, de Saint-Jacques ; à la porte Saint-Jacques est l'église Saint-Éloi, près de laquelle s'établira le premier hôtel de ville. Sur le bord du fleuve est le port de Bordeaux, situé à l'embouchure du Peugue, ruisseau qui longeait le mur méridional de l'enceinte gallo-romaine. C'est le port des étrangers ou des pèlerins, où le duc d'Aquitaine, même avant Jean sans Terre, percevait d'assez productifs droits de passage. Là est la ville des commerçants ; les rues étroites, sinuées comme si les maisons avaient été bâties le long de chemins ruraux, présentent un contraste, aujourd'hui encore saisissant, avec celles de la vieille ville, qui ont dû conserver toujours quelque chose de la rectitude géométrique du plan pré-moderne. Ce faubourg fut, lui aussi, protégé par une seconde enceinte formée d'une double ligne semi-circulaire de murailles. Mais ces deux villes juxtaposées l'une à l'autre n'eurent jamais d'existence séparée ; de quelques textes on pourrait conclure à une distinction entre la *civitas* et le *burgus* ; mais ils sont trop peu nombreux et trop imprécis pour qu'on s'y arrête. L'histoire de Bordeaux ignore les conflits qui par exemple ont mis si souvent aux prises la cité de Périgueux et la ville du Puy-Saint-Front, la cité et le château de Limoges.

Comment était administré le peuple de Bordeaux avant 1199 ? En réalité, nous l'ignorons. Nous n'avons pas de chartes et les chroniques sont muettes ; non pas seulement l'informe et misérable Chronique de Guyenne qui a été transcrit au XIV^e siècle sur le *Livre des Coutumes*², et qui ne contient pas un seul mot relatif à des événements quelconques accomplis entre la mort du comte Roland à Roncevaux et celle de Richard Cœur de Lion, mais même les annales et chroniques anglaises et fran-

1. Leo Drouyn, *loc. cit.*, p. 151-155.

2. Pages 395-402.

çaises, cependant si riches pour le XII^e siècle. Suger raconte¹ le mariage du roi de France Louis VII avec Aliénor d'Aquitaine, qui fut célébré à Bordeaux le 24 juillet (ou le 1^{er} août) 1137; d'autre part, nous avons une charte de ce roi datée du même temps : « Actum Burdegale in palatio nostro publice². » Le roi avait donc sa demeure à Bordeaux, sans doute dans le palais des anciens ducs d'Aquitaine. Il y avait aussi un prévôt : en 1145-1146, le roi notifie au prévôt, aux nobles et aux bourgeois de Bordeaux qu'il a soumis les chanoines de Saint-André à la règle de saint Augustin³. Il y avait enfin une « tour », dont le gardien vint à mourir en 1149, au grand regret de l'archevêque⁴. Henri II passa la Noël de 1156 à Bordeaux⁵. Après la fête, il « proclama la paix aux barons de Gascogne et aux autres peuples⁶ ». Puis il nomma son fils cadet, Richard, comte de Poitou et duc d'Aquitaine (1169). Du comte Richard, nous avons une charte datée de Bordeaux (1174)⁷; nous savons aussi qu'à Noël 1176, il y « tint sa cour⁸ »; qu'à un de ses fidèles, Pierre de Dauzac, il donna deux terrains à bâtir, avec ordre à tous les bourgeois (« civibus ») de le maintenir et de le protéger dans la possession de ces biens⁹. Devenu roi, Richard séjourne encore à Bordeaux (9 juin 1190) avant de partir pour la Croisade¹⁰. Ces faits, glanés ça et là, ne nous apprennent rien sur la vie municipale de la ville. Une lettre patente du roi Jean (15 avril 1214) qui a été transcrise dans le *Livre des Coutumes*¹¹ laisse entendre quelque chose de plus; il y est dit que Richard, tout en maintenant les impôts précédemment payés par les marchan-

1. *Vie de Louis le Gros*, édit. Molinier, p. 128-129.

2. Luchaire, *Actes de Louis VII*, n° 1.

3. *Ibid.*, n° 165.

4. *Historiens de France*, t. XV, p. 515.

5. C'est à ce séjour de Henri II que M. Leroux place une pénitence publique de ce roi, scène qui, d'après lui, est figurée par une suite de personnages sculptés au-dessus d'un des portails (le « portail royal ») de la cathédrale (Alfred Leroux, *la Procession expiatoire au portail royal de Bordeaux*, dans la *Revue historique de Bordeaux*, 1913, p. 81-105, et 1914).

6. *Historiens de France*, t. XII, p. 121 et 147.

7. Publ. dans *Archives historiques de la Gironde*, t. XXVI, p. 6; mentionné par Round, *Calendar of documents in France*, p. 450, et dans *Calendar charter rolls*, t. I, p. 175.

8. Roger de Howden, t. II, p. 117; Benoit de Peterborough, t. I, p. 131.

9. *Recogniciones feodorum*, n° 495.

10. Round, *Calendar of documents in France*, p. 15.

11. Page 524.

dises à destination ou en provenance de Bordeaux par la Gironde, avait chargé la ville de les percevoir. C'est donc que cette ville possédait déjà une sorte de personnalité administrative; mais composée de quels éléments? Voilà ce qu'il nous importera de savoir. D'autre part, ces impôts, dont Jean sans Terre supprimera plus tard la partie la plus onéreuse aux Bordelais, sont la marque d'une étroite dépendance de la ville à l'égard du roi d'Angleterre, et comme, au temps de Richard, on ne constate dans la ville d'autre autorité que celle du roi, de son prévôt, de ses baillis, il faut bien croire que la ville ne possède pas encore d'organisation municipale, d'autonomie communale. Cette conclusion s'impose, à moins pourtant qu'on ne tienne pour exacts deux faits, deux dates sur lesquels autrefois certains historiens ont élevé de fragiles hypothèses.

On a dit en premier lieu¹ que les coutumes de Bordeaux avaient été rédigées en 1187, en second lieu, que la ville reçut de Henri II en 1173 ses premières institutions municipales et, en particulier, le droit d'avoir un maire². Mais, sans entrer dans le détail, on peut tenir pour certain, surtout depuis les études de M. Henri Barckhausen³, que la plus ancienne rédaction des coutumes de Bordeaux ne peut être antérieure au XIII^e siècle et qu'avant 1199 aucun document authentique ne fait la moindre allusion à la mairie.

Depuis au moins le VII^e siècle, l'histoire civile de Bordeaux est donc pour nous une page blanche. Je souscris très volontiers à ces paroles de M. Jullian : « Il est malaisé de croire qu'il n'y ait point eu pendant six siècles de corps municipal à Bordeaux;

1. Dans le *Discours sur l'état des lettres au XII^e siècle*, qui se trouve en tête du t. XVI de l'*Histoire littéraire de la France*, p. 81.

2. C'est Gabriel de Lurbe qui, dans sa *Chronique*, a mis cette date en circulation : en l'année 1173, dit-il, « Henry, roy d'Angleterre, octroye aux habitants de Bordeaux la libre élection de maire de ladite ville... , et dès lors ce magistrat fut annuel pour quelques années ». Cette opinion fut adoptée par Marie de Saint-George de Montmerci (*Recherches historiques sur l'office de maire de Bordeaux*, 1785), par Bernadau (*Annales de la ville de Bordeaux*, 1803, p. 40), par Jouannet (*Statistique du département de la Gironde*, t. I, 1837, p. 195), par Alex. Ducourneau (*Essai sur l'histoire de Bordeaux*, 1844, p. 50), par l'abbé O'Reilly (*Histoire complète de Bordeaux*, t. IV, p. 205-206). Elle a été victorieusement réfutée par Sansas (*Actes de l'Académie de Bordeaux*, t. XXIV, 1862) et par M. Henry Barckhausen (*Essai sur l'administration municipale de Bordeaux sous l'ancien régime*, en tête du *Livre des priviléges*, 1878).

3. Préface du *Livre des Coutumes*.

le comte et l'évêque ont-ils suffi à administrer la cité, l'évêque occupé par le soin des âmes, le comte représentant militaire du roi et juge au nom de l'État?... Il est difficile d'expliquer par un réveil subit la puissance de l'idée communale au XIII^e siècle; l'histoire des institutions n'offre pas de ces brusques changements. Il est plus logique de supposer à Bordeaux une longue habitude d'administration commune et la persistance d'un collège de chefs municipaux issus de la cité et regardés comme ses représentants¹. » Sans doute; mais la logique ne domine pas toujours les faits de l'histoire. D'ailleurs, le changement n'a pas été aussi brusque qu'on se l'imagine tout d'abord. Il se rattache à l'histoire des *Établissements de Rouen* qui se sont adaptés peu à peu aux besoins soit de la royauté, soit des villes. Mais ce n'est pas avant l'avènement de Jean sans Terre qu'a commencé en Gascogne ce mouvement dont Giry a montré la propagation féconde en Normandie et en Poitou pendant le dernier quart du XII^e siècle.

II. — *Bordeaux de 1199 à 1206. Origine de la Jurade et de la mairie.*

On sait dans quelles circonstances mourut le roi Richard Cœur de Lion. Ce prince avait usé les derniers temps de sa vie à guerroyer contre une partie de ses sujets aquitains, surtout contre la noblesse; il semble que la reine Aliénor et son fils Jean aient été d'accord pour favoriser les villes. En tout cas, c'est de leur règne que date l'essor municipal en Guyenne. Au même temps s'opérait dans la chancellerie des rois d'Angleterre une transformation dont l'importance est d'une incalculable portée pour les études historiques : les actes du pouvoir royal avant d'être expédiés sous forme de « chartes », de « lettres patentes », de « lettres closes », etc., furent transcrits sur des rouleaux de parchemin dont la série commence dès la première année du nouveau souverain pour se continuer sans interruption jusqu'à l'époque moderne et même contemporaine. Nous pourrons désormais puiser à cette source nouvelle des renseignements précis, datés exactement et de plus en plus abondants, à mesure qu'on avance dans le temps. L'obscurité où l'on était plongé, peut-être

1. *Aperçu historique* (extrait de la *Monographie sur Bordeaux*, 1892, p. 30).

à cause du peu de soin qu'on apportait à conserver auparavant les actes de la royauté, va se dissiper.

Au moment de la mort de Richard (6 avril 1199), la reine sa mère était à Bordeaux¹. Il est probable qu'elle s'employa très activement pour faire reconnaître son dernier fils Jean comme due d'Aquitaine; le « peuple de la ville » la pria humblement² d'abolir « certaines impositions mauvaises, inouïes et injustes » appelées en langue vulgaire « luch », « vinada », « bech » pour le prévôt, « bech³ » pour les vendanges. Pendant que Jean allait se faire proclamer roi d'Angleterre, elle promit (1^{er} juillet) qu'elles seraient abolies dans les trois semaines qui suivraient l'Assomption⁴. Une enquête de l'année 1236⁵ nous apprend en outre qu'au temps des rois Henri et Richard le pays était « en bonne et légitime liberté », mais qu'à la mort de Richard, divers abus avaient été perpétrés par Mercadier, Martin d'Algais et autres chefs de mercenaires : levées de troupes contraires à la coutume, logement abusif des gens de guerre, contributions de toute espèce. C'est sans doute pour empêcher le retour de ces abus que le nouveau roi confirma (17 juillet) aux « citoyens » de la ville les « libertés » que leur avait concédées sa mère Aliénor⁶. Chose curieuse : la charte de Jean n'a pas été transcrise sur le *Livre des Coutumes*, tandis qu'on y trouve celle d'Aliénor, considérée dès lors comme un des fondements des libertés bordelaises. Le début nous en paraît bien humble; mais il était tout à fait conforme aux besoins du temps : il importait d'abord aux habitants d'échapper à l'arbitraire. De magistrats municipaux, il n'est pas encore question. Aliénor ne parle que de ses bailli⁷ et Jean n'en dit pas davantage; mais en peu d'années l'aspect des choses, d'abord si incertain, va changer complètement.

Une lettre royale du 4 février 1200⁸ est adressée « aux jurats

1. « Cum, post mortem karissimi filii nostri Richardi... apud Burdeguale essemus » (lettre d'Aliénor du 1^{er} juillet 1199, *Livre des Coutumes*, p. 437).

2. *Ibidem* : « ejusdem ville populus humili devotione nobis supplicavit... ».

3. J'ignore le sens des mots *luch* et *bech*.

4. *Livre des Coutumes*, p. 437.

5. Publiéée dans *Gallia christiana*, t. II, Preuves, col. 289, et dans *Arch. histor. de la Gironde*, t. III, p. 113.

6. *Rot. Chartarum*, p. 4 bis.

7. « Modic omnibus inhibentes ne a bayllivis nostris... hujusmodi prave consuetudines ulterius exiguantur. »

8. *Rot. Chartarum*, p. 59.

et aux bourgeois de Bordeaux¹ ». La jurade est-elle déjà organisée? Peut-être; mais ces jurats semblent disparaître aussitôt nés. Le roi en effet, le 6 février 1202, annonce aux bourgeois (« *civibus* ») l'envoi de l'archevêque de Bordeaux et du sénéchal, Raoul de Tourneham, chargés de percevoir une aide (« *auxilium* ») telle « qu'il ait lieu, lui, le roi, d'en être satisfait² ». En 1204, des lettres patentes en faveur de l'évêque de Londres (23 janvier) sont adressées « aux baillis et prud'hommes » de la ville³. En 1205, le roi donne « à ses chers et fidèles, les prud'hommes demeurant à Bordeaux », quittance de toute redevance illégitime perçue sur leurs marchandises tant à l'entrée dans la ville qu'en transit sur le fleuve (29 mars)⁴. De même une charte sur le partage des biens après décès est accordée quelques jours après (3 avril) « sur les instances et la pétition commune de tous nos prud'hommes de Bordeaux⁵ ». Le lendemain (4 avril), une lettre patente est accordée par le roi « au sénéchal de Gascogne et à tous ses prud'hommes de Bordeaux⁶ ». Le 29 avril, le roi remercie les « prud'hommes » de Bordeaux, de Bazas, de Saint-Émilion, etc., des bons services qu'ils lui ont rendus, car ils lui ont conservé la possession de leur pays⁷. Le 15 avril 1206 encore, le roi s'adresse « aux prud'hommes de Bordeaux » tout court⁸. Puis subitement cette formule, à peu près immuable depuis sept années, où ne sont nommés que les prud'hommes de la ville sans qu'il soit fait aucune mention d'autres magistrats, est remplacée par une nouvelle : le 30 avril en effet, nous voyons apparaître le maire, les jurats et autres fidèles⁹.

Que s'est-il donc passé? Dira-t-on que dans la chancellerie anglaise, si récemment réorganisée, il y eut plusieurs années de flottement, que les formules d'adresse ne se sont précisées qu'après d'assez longs tâtonnements, que les rédactions abrégées par les clercs de la chancellerie¹⁰ ne valent pas et ne sauraient

1. « *Juratis et burgensisbus* [le texte ne dit pas *civibus*] Burdeg. »

2. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 5.

3. *Ibid.*, t. I, p. 38 : « *ballivis et probis hominibus de Burd.* ».

4. *Livre des Bouillons*, p. 156.

5. *Rot. Chartarum*, p. 145; *Livre des Bouillons*, p. 287.

6. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 52.

7. *Ibid.*, p. 53.

8. *Ibid.*, p. 62.

9. Voir plus loin, p. 10.

10. On a vu plus haut un type de lettre collective adressée aux « prud'hommes » de Bordeaux, de Bazas, de Saint-Émilion, etc. Il ne faudrait pas

remplacer un texte formel? Je le croirais volontiers. Ne pourrait-on pas cependant hasarder une explication moins négative?

A quel événement par exemple Jean sans Terre fait-il allusion en remerciant ses « prud'hommes » de lui avoir « conservé la possession de leur pays »? Sans doute aux graves difficultés que venait de lui susciter le roi de Castille et de Léon, Alfonse VIII le Noble. Alfonse avait, trente-cinq ans auparavant, épousé (1169) une des filles de Henri II et d'Aliénor (elle s'appelait Aliénor, comme sa mère) et c'est sa dot qu'il revendiquait¹ lorsqu'après la mort de sa belle-mère, la vieille reine Aliénor (1204), il entreprit une expédition au nord des Pyrénées². Le 26 octobre, il eut à Saint-Sébastien une entrevue avec Gaston VIII, comte de Béarn, Giraud, comte d'Armagnac, les vicomtes de Tartas et d'Orthe³, les évêques de Bayonne et de Bazas⁴. Dans une charte du même jour, où il fait une donation à « son cher ami » l'évêque de Bazas, il prend le titre de « seigneur de Gascogne » et, un peu plus loin, il parle de lui-même comme « régnant en Castille et à Tolède, ainsi qu'en Gascogne⁵ ». Une autre charte, qui est un accord passé entre Raimond Garcie de Navailles et le vicomte de Béarn, est donnée « en l'an de l'incarnation 1205, au temps où l'illustre roi de Castille disputait la Gascogne à Jean, roi d'Angleterre⁶ ». Cette date est probablement d'ancien style; du moins est-ce en 1206 que la misérable Chronique de Gascogne, qui a été transcrise dans le *Livre des Coutumes*⁷, place cet épisode : « L'an 1206, la ville de Bordeaux fut assiégée par le roi de Castille. » Nous trouvons quelques détails de plus, mais sans date précise, dans la Chronique latine des rois de Castille qu'a récemment publiée M. Cirot : « Au temps du roi Jean, le roi de Castille avec plusieurs de ses vassaux entra en Gascogne et

en conclure que ces villes fussent administrées seulement par des « prud'hommes »; Saint-Émilion, par exemple, qui avait en 1199 reçu les Établissements de Rouen, avait à sa tête un maire et des jurats.

1. Opinion seulement probable, selon Lafuente, *Historia de España*, t. III (1861), p. 99-100.

2. A. Richard (*Histoire des comtes de Poitou*, t. II, p. 454) suppose qu'il y eut alors un traité secret passé entre les deux rois de France et de Castille contre le roi d'Angleterre.

3. Et non d'Orthez, comme le dit A. Richard, *loc. cit.*

4. Monlezun, *Histoire de Gascogne*, t. II, p. 248.

5. Marca, *Histoire de Béarn*, livre VI, col. 13 : « dominus Vasconie,... regnans in Castella et Toledo et in Vasconia ».

6. Marca, *loc. cit.*, p. 506. Cf. *Historiens de France*, t. XVIII, p. 245, note.

7. Page 396.

l'occupa presque tout entière, à l'exception de Bayonne et de Bordeaux. Il prit Blaye et Bourg, qui sont outre Garonne, et le pays qui est entre les deux mers; puis il retourna dans son royaume¹. » Il était à Burgos le 22 mai 1206, date d'un diplôme par lequel il confirmait l'abbaye de Sauve-Majeure dans la possession de ses biens².

Telles sont les circonstances dans lesquelles a été rédigée la lettre du 30 avril 1206 où se rencontre la première mention constatée jusqu'ici des « maire, jurats et fidèles de Bordeaux³ ». Son contenu est peut-être encore plus significatif que l'adresse : le roi annonce aux magistrats municipaux sa volonté que Renaud de Pons soit sénéchal de Bordeaux et de Gascogne; mais il leur demande sur ce point leur conseil⁴; en attendant, il « les prie » de lui obéir. Le lendemain (1^{er} mai), il écrit, en même temps qu'à son sénéchal et à ses baillis, « au maire et à la commune⁵ ». Entre ces mentions toutes fraîches du maire et l'invasion de la Gascogne par le roi de Castille, n'y a-t-il qu'une coïncidence purement fortuite? Je croirais plutôt que, menacés par l'attaque espagnole, n'ayant aucun secours à espérer d'un roi qui s'était laissé dépouiller de la Normandie sans opposer aucun effort sérieux à l'entreprise de Philippe-Auguste, les Bordelais prirent sur eux-mêmes d'organiser la résistance, qu'ils mirent alors à leur tête des magistrats pris dans leur sein et qu'enfin le roi, acceptant les faits accomplis, reconnut tacitement le maire et la commune qu'ils s'étaient spontanément donnés. Si les choses se sont ainsi passées, on ne dira plus avec M. Barckhausen⁶ que les origines de la municipalité « nous échappent », et il est superflu d'ajouter avec lui au sujet de la mairie : « On ignore quelle est la charte qui la créa. » M. Barckhausen a connu tous les actes signalés plus haut et il les a victorieusement opposés aux historiens qui avaient jusque-là prétendu faire remonter l'origine de la mairie au roi Henri II ; s'il s'était avisé des rapprochements

1. *Bulletin hispanique*, 1912, p. 356.

2. Bibl. nat., ms. lat. 12751, p. 339, et 12771, p. 339 : « apud Burgis, aera .M. CC XLIV., xxii die Maii ». L'an 1244 de l'ère d'Espagne correspond à l'année 1206.

3. *Rot. litt. pat.*, p. 63. Cf. une note de Rabanis dans le *Compte-rendu des travaux de la Commission des monuments historiques de la Gironde*, t. X, 1849, p. 55.

4. « *Si consilium vestrum ad hoc intervenierit.* »

5. *Rot. litt. pat.*, p. 63 (deux fois).

6. *Livre des Priviléges*, p. viii.

que nous venons de suggérer, peut-être ses conclusions auraient-elles été moins timides.

Demandera-t-on maintenant si, en se donnant une commune, les Bordelais ont créé un type nouveau d'administration municipale ou s'ils ont imité des institutions déjà établies ailleurs? Je crois qu'ils se sont inspirés des *Établissements de Rouen*, si répandus dans les autres provinces occupées par les rois d'Angleterre, notamment en Normandie et en Poitou. La reine Aliénor n'avait-elle pas, au lendemain de la mort de Richard, donné cette charte à Poitiers, à La Rochelle et, tout près de Bordeaux, à Saint-Émilion? Sans doute, si le roi lui-même avait établi la commune bordelaise, lui eût-il imposé ce type d'organisation qui réservait en quelque sorte au souverain la nomination du premier magistrat municipal, le maire étant nommé par lui sur une liste de trois candidats choisis par les bourgeois; mais, s'il est vrai que les Bordelais se sont donné à eux-mêmes leurs institutions municipales, on comprend que, sans les calquer sur les *Établissements de Rouen*, ils en aient adapté les dispositions à leurs besoins particuliers. En fait, comme on le verra plus loin, ils firent passer plusieurs articles des *Établissements* dans la plus ancienne rédaction de leurs coutumes, mais ils donnèrent aux pouvoirs municipaux une plus grande autonomie, et les changements ont été si considérables que Giry a pu hésiter à ranger en effet Bordeaux parmi les communes soumises à ce régime municipal.

III. — *Bordeaux de 1206 à 1242. Les premières chartes de commune.*

Après la retraite du roi de Castille, Jean sans Terre vint à son tour dans le Bordelais. Le 14 juin 1206, étant encore à Niort, il mande « au maire de la cité de Bordeaux¹ » que Pons de Mirambeau s'est mis à son service et lui a juré fidélité. Le 11 août, de La Réole, il donne « aux maire, jurats et commun Conseil de Bordeaux² » l'ordre de remettre aux mains de son sénéchal, Renaud de Pons, les biens confisqués sur ses ennemis. Une formule un peu différente se présente dans un acte posté-

1. *Rot. litt. pat.*, p. 66. Après les mots « majori civitatis », le scribe avait d'abord ajouté celui de « communie », qu'il a ensuite biffé.

2. *Rot. litt. claus.*, t. I, p. 73.

rieur de deux années (20 avril 1208)¹ et qui nous intéresse à plusieurs titres, d'abord, parce qu'il contient le nom du premier maire connu de Bordeaux : Pierre Lambert, puis parce qu'à côté du maire et des jurats il mentionne « tout le Commun » de la ville²; enfin parce qu'il est daté « du cloître de Saint-André », comme si Bordeaux n'avait pas encore d'hôtel de ville. Il nous apprend que, lors du siège de la ville par le roi de Castille, on avait dû détruire les églises de Saint-Jacques et de Sainte-Madeleine, l'hôpital et les maisons construites (évidemment hors des murs) pour les pauvres, les pèlerins, les clercs et les moines; en réparation de ces destructions nécessaires, le maire, les jurats et tout le Commun de Bordeaux ont accordé à Raimond, prieur de Saint-Jacques, et aux frères établis pour le service de Dieu et des pauvres le droit de construire autant de maisons qu'ils voudront depuis la porte de Saint-Jacques jusqu'à celle de Cahernan, à la seule condition qu'elles demeurent à perpétuité la propriété inaliénable du prieuré.

Le dernier en date des actes de Jean sans Terre pour Bordeaux que je connaisse est la lettre patente du 15 avril 1214 déjà mentionnée plus haut³. Le roi « maintient les impôts perçus

1. *Livre des Coutumes*, p. 403, en note; l'acte en effet n'a pas été transcrit dans le *Livre des Coutumes*.

2. « Petrus Lamberti, major Burdegale, et jurati, totumque comune Burdeg. »

3. Cette lettre a été publiée par Borel d'Hauterive (*Documents inédits dans Champollion-Figeac, Collection de documents inédits sur l'histoire de France*, t. II, p. 45-46), d'après un livre de « Statuts et priviléges » qu'il avait vu aux archives municipales; ce ms. n'est autre que notre *Livre des Coutumes* où elle se trouve en effet (p. 524 de l'édit.). Elle est datée : « Teste me ipso, xv die aprilis anno regni nostri XV». Borel d'Hauterive l'attribue à l'année 1213, parce que, dit-il en note (p. 46), « Jean succéda à son frère Richard le 6 avril 1199; la 15^e année de son règne commence donc le 6 avril 1213 ». Il est vrai que Richard mourut le 6 avril 1199; mais le règne de Jean commença officiellement lors de son couronnement, qui fut célébré le jour de l'Ascension, et le début de chaque année du règne fut calculé d'après cette fête mobile qui, en la 15^e année, tomba le 23 mai 1213. Le 15 avril de la 15^e année doit donc être reporté, comme on l'a fait dans l'édition, à 1214. — La lettre du 15 avril a été transcrise sur le *Rot. litt. pat.* (voir t. I, p. 113 de l'édition) avec quelques changements sur les formules : tandis que dans le *Livre des Coutumes* elle est adressée « omnibus Christi fidelibus », dans le *Rot. litt. pat.*, elle l'est « omnibus ballivis et fidelibus suis ». A la date, le scribe du *Livre des Coutumes* a oublié le lieu; dans le *Rot. litt. pat.*, on lit seulement « T[este] ut supra »; ce qui oblige de remonter plus haut à une lettre datée de Saint-Émilion le 11 avril. Il nous faut donc choisir entre le 11 et le 15 avril; cette dernière doit être préférée parce que des abréviations telles que « T. ut supra » sont trompeuses. Disons enfin que, le 15 avril, le roi n'était plus à Saint-Émilion, mais à La

du temps de Richard I^{er} sur les marchandises allant à Bordeaux ou en venant par la Gironde », mais il exempte les bourgeois de la ville de toute « coutume » (ou redevance) pour les vins provenant de leurs vignes, « ainsi que pour leurs autres marchandises, tant que celles-ci se trouveront dans la ville même ». Voilà un précieux privilège dont, par la suite du temps, les bourgeois n'omettront jamais de poursuivre la confirmation. Le contraste entre la politique de Richard et de Jean est éloquent : Richard ne connaît les Bordelais qu'autant qu'ils paient l'impôt ; Jean leur laisse prendre ou leur confère les libertés économiques et politiques dont ils ont besoin. De bon ou de mauvais gré, les Plantagenets ont décidément renoncé à la manière forte ; une ère nouvelle est inaugurée.

La minorité de Henri III et les difficultés qu'elle suscita hâtèrent le mouvement. Les documents deviennent de plus en plus nombreux, mais il est souvent malaisé de trouver le lien logique qui les rattache les uns aux autres.

A l'année 1219 doivent être rapportées trois lettres non datées qui, au P. Record Office, ont été placées, faute de meilleure place, dans le fonds dit autrefois des « Lettres royales » et aujourd'hui de l'« Ancienne correspondance¹ ». La première est adressée au roi par le sénéchal en Gascogne, Geofroi de Neville, chambrier² ; elle nous apprend que la province est menacée à la fois par le roi de France et par les barons du pays « qui ravagent la terre du roi, prennent ses bourgeois et les mettent à rançon », et il réclame de l'argent pour lutter contre ces révoltés qui, dit-il, « ne font pas plus cas de moi que d'un valet ». Mais comment le roi pourrait-il rien lui envoyer, en un temps où lui-même cherche à emprunter ? Il demande en effet 1,000 marcs « au maire et à l'université » de La Rochelle³, autant « au maire et à l'université » de Bordeaux⁴ ; encore, pour que les Bordelais

Réole. Francisque Michel (*Histoire du commerce de Bordeaux*, t. I, p. 198) mentionne la lettre publiée par Borel d'Hauterive, mais il semble avoir eu sous les yeux une analyse abrégée et inexacte qui se trouve dans le *Livre des Bouillons*, p. 184.

1. Elles ont été publiées toutes les trois par Shirley, *Royal letters* (Rolls Series), t. I, p. 25 et suiv.

2. Nommé sénéchal le 8 mai 1218, Geofroi de Neville sortit de charge en octobre ou novembre 1219.

3. *Pat. rolls*, p. 198 (lettre du 23 juin 1219).

4. *Ibid.*, p. 211.

consentissent à cet emprunt, fallut-il que la ville de Londres se portât caution du remboursement.

Écoutons maintenant ce que disent, dans les deux autres lettres, les « fidèles » du roi, « le maire et tout le Commun de Bordeaux ». Ils demandent d'abord au roi de confirmer la « quittance et liberté » que leur avait donnée Jean sans Terre ; ils lui rappellent les dépenses qu'ils ont faites pour clore et fortifier la ville. Si le roi accorde le premier point, ils ne réclameront rien sur le second. Sans doute, ils n'ignorent pas que les frais d'entretien de leurs murs sont à leur charge, car c'est une obligation qui incombe très généralement aux habitants des villes fortes ; mais ils pensent mériter des faveurs en raison même des sacrifices consentis. Il est fait allusion à cette pétition des Bordelais dans une lettre close du 24 juillet 1219¹, où le roi rappelle les bons services qu'ils lui ont rendus, à lui et à son père (le nom de Richard n'a-t-il pas été intentionnellement omis?), et les efforts qu'ils n'ont cessé de déployer pour clore et fortifier leur ville. La réponse à la pétition a été donnée seulement le 28 juillet 1220² : à cette date, le roi mande à son sénéchal de prendre les Bordelais sous sa protection et de les faire jouir en paix des priviléges pour leurs vins propres que son père, le roi Jean, leur avait concédés par ses lettres patentes.

L'état d'insécurité constaté par ces lettres ne cessa de s'aggraver par la suite. Lisons en effet une série de lettres patentes adressées, le 4 décembre 1222, « aux prud'hommes de Bordeaux³ » : le roi s'étonne qu'ils aient osé faire des serments et des ligues (« sacramenta et confederations ») avec plusieurs seigneurs du pays et avec les prud'hommes de ses bonnes villes⁴ ; il les casse et les interdit pour l'avenir. — Il s'étonne que certains de ses adversaires trouvent asile à Bordeaux, qu'ils aient osé s'emparer de plusieurs châteaux, brûler le port de Branne ; il défend de donner asile à ces malfaiteurs. — Il s'étonne que les bourgeois de Bordeaux aient, sans autorisation, établi une taille sur ses hommes de l'Entre-deux-mers ; il ordonne d'interrompre la levée de cet impôt et de restituer les sommes déjà

1. Rymer, à la date. Cf. *Rot. litt. claus.*, t. I, p. 395. Cf. Shirley, *Royal letters*, t. I, n° 43, 44, 45, 71.

2. *Rot. litt. claus.*, t. I, p. 425.

3. *Pat. rolls*, p. 353-355.

4. On verra plus loin la teneur du traité passé cette même année entre Bordeaux et La Réole.

perçues. — Un différend s'est élevé entre Savaric de Mauléon, sénéchal de Poitou et de Gascogne, et les gens de Bordeaux; après enquête, le roi ordonne au sénéchal de prendre la ville sous sa protection, mais il veut qu'elle continue d'acquitter les mêmes redevances et services dont jouissait Jean sans Terre quand il avait quitté Bordeaux pour la dernière fois; il veut « garder dans sa main » les remparts et le château de l'Ombrière, ce qui veut dire que le roi s'est emparé d'un gage, sans doute à la suite d'un délit commis par les bourgeois; il ordonne qu'au serment d'obéissance prêté au sénéchal les bourgeois ajoutent cette clause : « réservant la fidélité due au roi et sauf le droit du roi ». Notons surtout cette phrase : « Quant aux arrérages dus au roi pour le temps où Bordeaux est resté aux mains des bourgeois, le roi leur accorde un répit jusqu'au moment où l'on connaîtra le montant des sommes [indûment] perçues par eux »; phrase obscure à première vue, mais qui s'éclaire d'un jour singulier quand on jette les yeux sur la liste des maires de Bordeaux¹: tandis que, selon la constitution qui régissait la ville, le maire devait être élu tous les ans et que le maire sortant ne pouvait être réélu qu'après un intervalle de trois années, nous rencontrons, fait unique dans l'histoire bordelaise au XIII^e siècle, Amaubin d'Aillan maire quatre années de suite, de 1222 à 1225. Rapprochés les uns des autres, ces faits ne sont-ils pas l'indice d'une situation troublée, insurrectionnelle? Les bourgeois n'ont-ils pas rompu la foi due au roi et au sénéchal, mis la main sur les revenus de la royauté, fait alliance avec des gens du dehors, empiété sur les droits du roi dans l'Entre-deux-mers? Ou bien ce maire, nommé quatre années de suite, n'est-ce pas une créature de la royauté, cherchant à s'emparer de la principale magistrature dans la ville insubordonnée? Il est curieux en effet de rencontrer, dans une lettre écrite quatorze ans plus tard par certains évêques de la province d'Aquitaine, un Amaubin d'Aillan, à cette époque Hospitalier, mais qui, tant qu'il avait appartenu au monde, « avait utilement servi et sert encore utilement le roi² ». Si cet Amaubin est le même qui fut maire de Bordeaux pendant quatre années de suite, cette supposition, appuyée, il est vrai, sur ce qu'on pourrait considérer comme une simple

1. *Livre des Coutumes*, p. 404, et *Liste des maires et curés de Bordeaux*, par A. Brutails (*Actes de l'Académie de Bordeaux*, 1902).

2. *Gallia christ.*, t. II. Instrum., col. 290 : « qui, dum erat in sæculo, vobis et vestris negotiis fuit et adhuc est utilis ».

clause de style, acquiert un certain degré de probabilité et nous instruit sur la politique d'intervention de la royauté anglaise.

La paix fut enfin rétablie sous la menace d'une nouvelle invasion étrangère.

Rappelons-nous qu'à la fin de juin 1224 la guerre recommença entre l'Angleterre et la France¹. Appuyé sur l'alliance du comte de la Marche, Louis VIII avait concentré son armée à Tours (24 juin), pris Niort (3 juillet), obligé Saint-Jean-d'Angély à lui ouvrir ses portes, puis marché vers La Rochelle, capitale maritime du Poitou. C'est sans doute le danger commun qui rapprocha Bordeaux du roi d'Angleterre; dans une lettre non datée, « le maire et le commun Conseil » annoncent à Hubert de Bourg², qui exerçait alors les pouvoirs de régent, l'heureuse offensive des Français; pour eux, « résolus à résister aux ennemis du roi d'Angleterre et à lui conserver leur foi, ils fermeront la ville de Bordeaux; dans cette intention, ils ont déjà rasé beaucoup de maisons au prix de pertes qu'ils ne sauraient dire ». Comme indemnité et comme récompense, que demandent-ils, eux qui, « tant qu'ils vivront, ne s'écartieront jamais ni du service du roi ni de la fidélité qu'ils lui doivent »? Simplement ceci : qu'on écoute leurs messagers avec bienveillance, mais qu'on leur donne une prompte réponse.

Cette réponse ne tarda guère : elle est du 30 août³ : « Pour les bons et fidèles services » qui lui ont été rendus par les Bordelais et « sur leur demande », le roi leur concède « une commune et un maire électif ». Cet acte est d'une importance capitale ; c'est le premier où le souverain anglais reconnaîsse formellement les institutions que s'étaient données les Bordelais. Si c'est le prix dont le roi paya leur fidélité, ce n'était pas cher et c'était de bonne politique. Nous voyons en effet le roi de France, après avoir obtenu la soumission des Rochelais (13 août), reprendre sa marche vers la Gascogne, Saint-Émilion ouvrir ses portes, Pierre de Gabarret livrer Saint-Macaire et Langon, Élie Rudel et plusieurs barons gascons passer au parti français ; « mais », dit une lettre anonyme adressée au roi et qui contient

1. Voir Petit-Dutaillis, *Louis VIII*, p. 239.

2. Shirley, *Royal letters*, t. I, p. 231.

3. Arch. histor. de la Gironde, t. IV, p. 13 (d'après une copie prise par Bréquigny sur le registre Julius E. 1; le même document a été transcrit sur un registre du P. Record Office, le *Liber munimentorum*, lib. B, fol. 302).

les détails qu'on vient de lire¹, « rien, ni prière, ni argent, ne put détourner vos Bordelais de leur fidélité. Le comte [de la Marche] supplia le maire et autres de la ville de donner des trêves à ceux qui s'étaient tournés à la foi du roi de France; on lui répondit que, pour aucun motif, ils ne prendraient d'eux paix ni trêve et qu'ils ne cesseraient de leur faire tout le mal possible. Aussi s'est-il retiré de Gascogne en confusion. En ce qui concerne vos bourgeois de Bordeaux, les chevaliers et les sergents, ils contiennent à grands frais vos ennemis, disant que, s'ils avaient de l'argent, ils les confondraient tous. Et ils le feraient, croyons-nous, s'ils avaient avec eux le roi ou son frère Richard ». — Cette lettre fut écrite aussitôt après l'arrivée de son auteur à Bordeaux, le lundi qui suivit la Saint-Mathieu (23 septembre).

Les Anglais, que des troubles intérieurs avaient empêchés d'agir en 1224, se ressaisirent l'année suivante. Puisque nous avons la bonne fortune de rencontrer une mention des affaires gasconnes dans un chroniqueur, profitons-en; écoutons un moine de Saint-Alban, Roger de Wendover : « Le jour de la Purification (2 février 1225), Richard², frère du roi, reçut de celui-ci le baudrier de chevalier, en même temps que dix nobles désignés pour son service. Puis, au printemps, il fut envoyé par le roi en Gascogne avec le comte de Salisbury (Guillaume Longuepée), Philippe d'Aubigné et soixante chevaliers. Ils partirent le jour des Rameaux (23 mars); un vent favorable les conduisit à Bordeaux. » La suite du récit nous montre comment était appliquée dans la réalité cet article des statuts municipaux, disant que la ville devait le service militaire, mais seulement après une semonce faite dans les formes légales : « Les bourgeois ayant été assemblés en présence de l'archevêque et des envoyés royaux, Richard leur présenta des lettres du roi son frère les suppliant humblement de bien accueillir le comte de Poitou et de lui prêter aide et conseil, afin de recouvrer les terres qu'on lui avait enlevées. Tous firent avec joie leur soumission au roi par l'intermédiaire du comte. Vinrent alors un grand nombre de chevaliers et de sergents quêtant des emplois bien rémunérés. » La solde que le comte leur paya les retint à son service. Richard, avec son oncle,

1. Shirley, *Royal letters*, t. I, p. 239.

2. Il avait seulement seize ans et venait de recevoir les titres de comte de Poitou et de Cornouailles.

le comte de Salisbury, et de nombreux chevaliers, parcourut le pays et le remit sous le joug; il prit La Réole après un long siège, occupa la ville et le château de Saint-Macaire, assiégea Bergerac et obligea son seigneur à revenir à la fidélité du roi d'Angleterre. La situation de Bordeaux parut alors si digne d'en-vie que le sénéchal de Gascogne, pour retenir Rochefort dans l'allégeance anglaise, conseilla au roi de donner à cette ville les libertés dont jouissait Bordeaux (1228)¹.

Vers ce même temps, une insurrection éclate à Bordeaux. A quelle date exacte et pour quel motif? Nous l'ignorons. Nous savons seulement, par une lettre patente du 13 février 1229², que le roi prit sous sa protection un certain nombre de bourgeois et de leurs partisans, « chevaliers et bourgeois, en ville et hors ville », qui étaient restés fermement attachés à Henri de Thouerville, sénéchal de Gascogne, et lui avaient apporté « une aide et des conseils efficaces pour réprimer cette sédition ».

En 1230, Henri III crut le moment opportun pour tirer sa revanche des revers subis en 1224 et imparfaitement réparés en 1225. On sait qu'il put débarquer en Bretagne et traverser le Poitou sans rencontrer d'obstacle. Arrivé près des frontières de son duché aquitain, il appela à lui ses contingents du pays bordelais; le maire de Bordeaux fut prié (car ce n'était pas un ordre) de lui envoyer pour le siège de Mirambeau 3 mangonnaux avec 30,000 carreaux (21 juillet)³. Tout cela d'ailleurs en pure perte; Henri III rentra dans son royaume après une promenade militaire sans résultat.

Au mois de novembre de cette même année 1230, eut lieu un traité d'alliance offensive et défensive entre Bordeaux et La Réole⁴. Passé d'abord en avril 1222, alors que Pierre Béguer était maire, puis retardé pour des causes inconnues, ce traité fut conclu par le maire Raimond Moneder et « les cinquante jurats⁵ ses compagnons ». En voici les deux articles essentiels : 1° « au cas où les prud'hommes de Bordeaux seraient assiégés

1. Voir une lettre du roi au sénéchal (2 août 1228) dans *Shirley, Royal letters*, t. I, p. 333; cf. *Close rolls*, p. 118.

2. *Shirley, loc. cit.*, p. 344.

3. *Close rolls*, p. 422.

4. L'original est aux archives de La Réole. Il a été copié et publié par Michel Dupin : *Notice historique et statistique sur La Réole*, 1839. Cf. Ducourneau, *la Gironde historique et monumentale*, t. I, p. 270-273 (texte et traduction).

5. C'est, je crois, la plus ancienne mention des cinquante bourgeois que l'on rencontre dans des documents à date certaine.

par les ennemis du roi d'Angleterre, s'ils demandaient secours à ceux de La Réole, ceux-ci devraient leur envoyer, à leurs frais, cent hommes armés. De même, si ceux de La Réole demandaient à Bordeaux du secours, le maire et les prud'hommes devraient lui envoyer, à leurs frais, deux cents hommes armés. Si, de part et d'autre, il était besoin d'un plus grand secours, les deux parties s'engageaient à le fournir »; 2° il était expressément stipulé que les deux parties resteraient fidèles au roi d'Angleterre « en bonne foi », que cet arrangement était pris « sauvés la seigneurie et la féauté dues à notre seigneur le roi d'Angleterre ». Cette dernière clause avait pour objet, j'imagine, d'empêcher que cet accord parût former une de ces « ligues et confédérations » interdites en 1222; mais ne voit-on pas se manifester de nouveau en ce cas l'esprit d'indépendance qui animait la ville?

Deux lettres adressées, l'une et l'autre, le 9 août 1233 par le roi « à ses chers et fidèles, le maire et la Commune de Bordeaux », précisent certains points des institutions et de la politique communales. Dans la première¹, Henri III leur ordonne de verser au sénéchal, Hugues de Vivone, les deniers provenant de la ferme de leur ville, qui avaient été perçus depuis que Henri de Thouberville était sorti de charge². Le droit accordé à une ville de percevoir elle-même les revenus de la royauté appartenait donc à Bordeaux; en Angleterre c'était le signe le plus commun et le plus certain de l'affranchissement communal; quoique le cas fut moins fréquent, semble-t-il, en Gascogne, c'était pour une ville un précieux avantage de pouvoir employer à ce difficile service ses propres agents. — Dans la seconde lettre³, Henri III fait défense au maire et à la Commune d'admettre à jouir de leurs priviléges municipaux les hommes du roi dans l'Entre-deux-mers. Ces hommes étaient sans doute les mêmes que les « homines francales » dont il est si souvent fait mention dans les *Recognitiones feodorum*, c'est-à-dire des hommes libres, mais qui devaient au roi des contributions fixes en argent, sorte d'abonnement qu'ils avaient contractée avec la royauté à la suite des excès commis par les routiers de Richard Cœur de Lion. Peut-être y avait-il aussi des questaux, serfs

1. Shirley, *loc. cit.*, t. I, p. 418-419.

2. Henri de Thouberville est mentionné pour la dernière fois, comme sénéchal, le 1^{er} juillet 1231.

3. Shirley, *loc. cit.*, p. 419-420.

attachés à la glèbe et taillables à merci. Les uns et les autres étaient à des conditions différentes une source de revenus pour le roi qui avait donc un évident intérêt à les maintenir sous sa dépendance directe. Permettre aux Bordelais de leur conférer ou de leur imposer leurs priviléges, c'était en outre étendre la souveraineté de la ville, sorte de seigneurie collective, au delà de ses murs et de sa banlieue, et par conséquent diminuer les droits du roi.

Nous arrivons enfin à l'année 1235 où fut confirmée par Henri III la charte des libertés déjà concédée onze ans auparavant. C'est la fameuse charte mal interprétée par G. de Lurbe et faussement alléguée par dom Devienne comme étant l'acte constitutif de la mairie bordelaise. Cette confirmation fut donnée, dans les termes les plus solennels, par une *carta*¹; elle a été transcrise dans le *Livre des Bouillons*² et dans le *Livre des Coutumes*³. La teneur en est d'ailleurs des plus simples : le roi accorde aux bourgeois de Bordeaux, à perpétuité, le droit « d'avoir et de faire parmi eux un maire », d'avoir également « une commune avec toutes les libertés et libres coutumes appartenant au maire et à la commune ». C'est simple, bref et déplorablement imprécis.

La même année, le maire de Bordeaux prit à l'égard du sénéchal une attitude presque révolutionnaire. La cause, ou le prétexte, paraît avoir été de réclamer en faveur des gens de La Réole bannis par le roi après la reddition de la ville aux mains des Français en 1224; on vient de voir que La Réole et Bordeaux étaient unies par un traité de paix et d'alliance. Donc, le sénéchal, Henri de Thouberville, était venu « tenir sa cour » à Langon, peut-être parce que les Bordelais lui avaient rendu la vie intenable dans leurs murs. Quoi qu'il en soit, à Langon vinrent, le dimanche 26 août, « afin d'établir la paix et la tranquillité dans le pays et de publier les trêves conclues entre les deux rois d'Angleterre et de France », l'archevêque de Bordeaux, l'évêque de Comminges, « tous les barons de la Gascogne » et les conseils des villes; en outre, le maire de Bordeaux, Pierre Caillau, et Constantin Béguer, accompagnés de leurs partisans. Ceux-ci demandèrent au sénéchal de permettre aux « faidits »

1. *Calendar Charter rolls*, p. 210 (avec la date du 14 juillet).

2. Page 241 (avec la date du 13 juillet).

3. Page 512 (avec la date du 13 juin).

de La Réole d'y rentrer et de leur restituer leurs terres et leurs biens. Le sénéchal refusa, déclarant qu'il lui fallait tout d'abord causer de cette affaire avec le roi et avec les prud'hommes de La Réole. Indignés, les Bordelais lancèrent contre le sénéchal « des paroles honteuses, viles et énormes qu'il serait indécent de répéter devant la majesté royale »; enfin ils allèrent jusqu'à le menacer de mort. Le lendemain (27 août), quand ils furent rentrés à Bordeaux, « ils s'emparèrent du château royal, mirent la main sur les revenus du roi, chassèrent ses sergents et ses baïles »; puis ils envoyèrent aux gens de Sainte-Bazeille des lettres pour les engager à refuser leur obéissance au sénéchal et à retenir les revenus royaux. Non seulement ces gens refusèrent d'écouter ces suggestions haineuses, mais ils dénoncèrent au roi la conduite du maire et de ses partisans, ajoutant qu'elle déplaisait profondément à la plupart des « prud'hommes et des meilleurs » de Bordeaux. Pierre, seigneur de Landiras, et son frère Gaillard, qui rapportent au roi les mêmes faits à peu près dans les mêmes termes, ajoutent que « les bourgeois de Bordeaux ont usurpé et usurpent chaque jour les droits du roi ». Quant au sénéchal, les gens de Sainte-Bazeille l'attestent, il gouverne bien; « il travaille avec fidélité aux intérêts du roi¹ ».

1. Ces événements nous sont connus par deux lettres non datées qu'a publiées Shirley (*Royal letters*, t. I, p. 321, et t. II, p. 1); la première est adressée au roi par Pierre de Gabarret, seigneur de Landiras, et son frère Gaillard; Shirley la place « au commencement de 1228 »; la seconde est adressée au même par la communauté (*universitas proborum hominum*) de Sainte-Bazeille; Shirley la place « vers septembre 1228 ». La seconde lettre, copiée par Bréquigny, qui lui assigna un peu à la légère la date de 1244, a été éditée par Champollion-Figeac (*Lettres de rois et reines*, t. I, p. 79) et, naturellement, avec la date supposée par Bréquigny. Aucune de ces dates ne soutient l'examen. Dans la première lettre, il est question du sénéchal Henri de Thouberville qui vient rétablir l'ordre troublé pendant son absence. Or, Henri, sénéchal pour la première fois du 19 octobre 1227 jusqu'au 1^{er} juillet 1231, fut absent de Gascogne de 1231 à 1234; il ne rentra en charge que le 23 mai 1234. Il fut remplacé en septembre 1237 par Hubert Hosé, fut rétabli une troisième fois le 28 novembre 1238 et mourut le 21 mai 1239 (*Mat. de Paris, Chronica majora*, t. III, p. 624). On nous dit en outre (Shirley, t. I, p. 321, au bas) que le sénéchal vint à Langon le dimanche après la Saint-Barthélemy pour y publier les conditions de la trêve conclue avec la France; or, en 1228, les deux rois avaient bien conclu une trêve, mais en juin, tandis qu'en 1235 une trêve de trois ans fut conclue à partir de l'Assomption; c'est évidemment au moment où elle vient d'être conclue qu'on en publie les conditions. Enfin, la lettre mentionne P. Caillau comme maire de Bordeaux; or, la liste des maires le place en 1235. C'est Alexandre de Combes qui était maire en 1228. Si Shirley a songé à cette dernière date, c'est qu'il a rapporté la lettre publiée par lui au soulèvement de

J'ignore quelle suite a été donnée à cette double dénonciation. On ne voit pas que le maire ait été inquiété; quant au sénéchal, il était encore en charge plus d'un an après la scène violente de Langon et il devait être investi de cette fonction une troisième fois en 1238.

IV. — *Les factions politiques à Bordeaux.*

En 1242, Henri III essaya de recommencer l'aventure qui avait si mal réussi à son frère en 1225 et où il avait échoué lui-même en 1230. A partir de ce moment commencent les *Rôles gascons* qui nous rendront désormais d'inappréciables services.

On sait que, à peine débarqué à Bordeaux, Henri III s'efforça d'organiser l'armée qu'il voulait conduire contre le roi de France. Il avait amené peu de troupes avec lui, pensant trouver en Poitou et en Gascogne les contingents nécessaires. Au maire et à la Commune de Bordeaux, il envoya son ordre de mobilisation le 25 mai¹. La formule en était brève et impérative, mitigée, il est vrai, par un appel au sentiment du devoir : « Nous vous mandons, vous rappelant avec une instante prière ce que vous devez faire pour nous et pour notre honneur, de ne pas oublier d'être à Royan... le 12 juin. » Ces termes parurent encore trop absolus, car, le 17 juin, le roi reconnaissait que les Bordelais « ne lui devaient pas le service militaire hors du diocèse² ». Or, ajoutait-il, « nous n'entendons pas exiger de vous aucun service illégitime. Nous déclarons en conséquence que celui que vous fournissez en ce moment en Poitou et en Saintonge est une pure

1228-1229, dont il a été parlé plus haut. Il ne s'est pas avisé qu'il y eut en réalité deux mouvements populaires à sept années d'intervalle. — Quant à la seconde lettre, elle ne peut être séparée de la première : on y retrouve les allusions aux mêmes faits, presque dans des termes identiques, et à cet égard, Shirley a été logique en attribuant les deux lettres à la même année. — A la date proposée par Bréquigny et acceptée sans examen (suivant son usage) par Champollion-Figeac (celle de 1244) s'oppose un fait péremptoire : le sénéchal qui vint tenir sa cour à Langon était Henri de Thouberville, mais en 1244 celui-ci était mort depuis cinq ans. Champollion s'est laissé abuser par le nom du maire de Bordeaux, P. Caillau, qui fut deux fois maire, en 1235 et en 1244.

Nos deux lettres doivent être placées en 1235 (et non en 1236, comme le veut Balasque dans ses *Études sur Bayonne*, t. II, p. 56), après le 24 août, jour de la Saint-Barthélemy, et sans doute peu après. Il faut corriger dans ce sens un passage de la vie de *Blanche de Castille*, par M. Élie Berger, p. 118.

1. *Rôles gascons*, t. I, n° 160.

2. *Ibid.*, t. I, n° 281.

grâce de votre part, que vous en avez été priés par nous et que nous vous en remercions; nous ne voulons pas que le fait établisse un précédent pour l'avenir ». Cette déclaration de non-préjudice fut renouvelée peu après (25 février 1243)¹ et considérée comme assez précieuse pour être consignée dans le *Livre des Bouillons*². Le soin que prend le roi de calmer les appréhensions des Bordelais est-il l'indice d'une situation troublée? Dans une lettre adressée par le roi (21 avril)³ aux prud'hommes de La Réole, de Saint-Macaire et de Langon, il leur fait défense d'aller à Bordeaux ou d'y envoyer personne « pour porter secours à aucun citoyen en lutte avec un autre dans la même ville »; il prendra de sévères mesures contre ceux qui oseraient enfreindre cette défense; mais, tout en interdisant aux gens du dehors de venir en aide aux factions de la ville, il reconnaissait pour ainsi dire à celles-ci une existence légale en prenant la décision suivante : « Puisqu'il y a dans cette ville deux factions rivales, les jurats seront pris chaque année dans chacune en nombre égal. »

Ces factions, qui vont jouer maintenant un rôle si considérable dans l'histoire bordelaise, ne sont pas propres à Bordeaux; on en trouve de semblables dans la plupart des villes gasconnes au XIV^e siècle et plus tard encore; mais c'est à Bordeaux qu'elles nous sont le mieux connues parce que les documents sont le plus nombreux. Il faut donc leur accorder une attention particulière. Ce ne sont pas des partis poursuivant des fins opposées en matière politique ou économique; ce sont des groupes de familles anciennes, riches sans doute, formant une sorte d'aristocratie ou de patriciat municipal, mais toutes également désireuses d'assurer leur situation sociale par la conquête du pouvoir. Ces familles, nous les voyons se perpétuer pendant d'assez nombreuses générations, sans doute par la force même du lien familial. Comme l'a fait très utilement remarquer M. Barckhausen⁴, « par les dispositions qui touchent à la famille, notamment à la puissance maritale ou paternelle, à la juridiction des chefs de maison et à la communauté de biens entre frères ou fils de frères, on est frappé du caractère primitif des usages encore suivis vers 1400 dans le pays bordelais ». Ces familles possédaient

1. *Rôles gascons*, t. I, n° 876.

2. Page 243.

3. *Rôles gascons*, t. I, n° 1378.

4. *Livre des Coutumes*, p. xxii.

des terres, des fiefs, faisaient le commerce, surtout le commerce maritime et le négoce des vins ; leurs chefs étaient à la fois armateurs, marchands, seigneurs fonciers. Rien de plus naturel s'ils voulaient aussi devenir et rester les maîtres de la cité.

La plus ancienne de ces familles était sans doute celle de « Bordeaux ». Dans la première moitié du XIII^e siècle, elle possédait dans la ville même le fief de Puy Paulin. Pierre de Bordeaux, bourgeois en ville, avait hors ville plusieurs seigneuries¹ ; il compte d'ailleurs plutôt dans les rangs de la noblesse et paraît n'avoir pas joué de rôle dans les luttes des familles bourgeois. Deux de celles-ci descendaient sans doute d'ancêtres qui s'étaient perpétués dans certaines fonctions administratives : ainsi celle des « Viger » ou « Béguer », anciens *vicarii* dont les attributions primitives sont mal connues ; ainsi celle des « Moneder » ou *Monetarii*, sans doute chefs de l'atelier monétaire, qui travaillait à Bordeaux pour le compte du roi et de l'archevêque. En 1204 déjà, l'on voit le roi Jean concéder la terre de Bègles à Elie Viger et à ses hoirs² ; un Pierre Viger est maire en 1222 et en 1226 ; un Vigouroux Viger en 1232 et 1236³. De même, un Raimond Moneder est maire en 1230, 1234, 1238. Les *Rôles gascons* nous font encore connaître les Lambert (Arnaud Lambert fut le premier maire connu, en 1208), les d'Aillan, les Rostein, les Toscanan. Mais les familles les plus connues, dont la rivalité a le plus longtemps ensanglé les rues de la ville, sont celles des Caillau, des Colom et des Du Soler.

Les Caillau paraissent groupés autour du château royal, non loin de la porte fortifiée à laquelle leur nom est encore aujourd'hui attaché⁴. En 1243, le roi devait à deux frères, Pierre et Arnaud Caillau, 270 l. st., prix de 302 tonneaux de vin qu'il leur avait commandés pour son usage personnel⁵. Le même Pierre Caillau fut maire en 1235 et en 1244. Après sa mort (avant le 9 juin 1264), son fils, appelé aussi Pierre, et son neveu, Arnaud, furent excommuniés et leurs biens interdits (juin 1264) par l'official de Bordeaux. D'après les lettres mêmes de l'official, cette sentence paraît les avoir laissés parfaitement

1. Baurein, *Variétés bordelaises*, t. I, p. 38, et t. III, p. 36.

2. *Arch. histor. de la Gironde*, t. XVI, p. 270.

3. Voir la liste déjà citée des maires de Bordeaux ; cf. Baurein, *Recherches sur Bordeaux*, p. 75.

4. Baurein, *Recherches*, p. 2 ; Drouyn, *Bordeaux vers 1450*, p. 443-444.

5. *Rôles gascons*, t. I, n° 1177, 1166.

indifférents ; l'excommunication finit par être levée en 1277¹. Bien plus grande fut l'influence des « Colombins » et des « Solériens ».

Les Colom donnèrent un maire à Bordeaux en 1220 : Guillaume-Raimond Colom. Vingt ans plus tard, un autre Colom, Gaillard, était créancier pour des sommes importantes du comte de Toulouse et de plusieurs villes agenaises situées sur la Garonne, la principale route commerciale du pays. Le comte de Toulouse faisant sans doute difficulté pour s'acquitter, Gaillard ne s'adresse ni au roi de France ni au roi d'Angleterre ; comme les gros négociants de cette région étaient habitués à traiter leurs affaires eux-mêmes, il délivre tout simplement des lettres de marque contre les marchands et s'empare de leurs marchandises². En 1241, survient un arrangement : le comte ayant promis (20 décembre 1240) de lever un droit de transit sur le blé et le vin à Marmande et de rembourser ses créanciers avec le produit de cette « collecte », Gaillard consent (2 mars 1241)³ à suspendre jusqu'à un mois après la Saint-Jean les effets des représailles qu'il avait ordonnées ; le lieutenant du sénéchal, Rostein Du Soler, approuve cet accord⁴, que son chef ratifie à son tour (10 septembre)⁵ : pour apaiser la querelle du « chemin de la Garonne », les marchands toulousains sont autorisés à venir librement à Bordeaux pendant une année, en payant les droits accoutumés. L'année suivante, ce même Gaillard est un des fournisseurs du roi alors en Gascogne. Il lui procure des draps de soie et d'écarlate, du gingembre⁶, des chevaux de selle⁷. Une de ses créances sur le roi s'élève à 1,042 m. st.⁸. Pour s'acquitter, Henri III lui abandonne « tous ses revenus à Bordeaux⁹ », ceux de « ses landes de Bordeaux et la prévôté de l'Entre-deux-mers jusqu'à concurrence de 400 marcs¹⁰ », ceux de dix-neuf localités des Landes¹¹.

1. Arch. des Basses-Pyrénées, E 172, 173.

2. Magen et Tholin, *Chartes d'Agen*, p. 51-53.

3. *Ibid.*, p. 52.

4. *Ibid.*, p. 51.

5. *Ibid.*, p. 53.

6. *Rôles gascons*, t. I, n° 71.

7. *Ibid.*, t. I, n° 328, 350, 546.

8. *Ibid.*, t. I, n° 361.

9. *Ibid.*, t. I, n° 352.

10. *Ibid.*, t. I, n° 393.

11. *Ibid.*, t. I, n° 485, 486.

Les Du Soler sont d'ordinaire les rivaux des Colom. S'ils avaient leur maison principale dans la rue qui porte aujourd'hui leur nom, il est vrai défiguré (rue du Soleil), ils habitaient tout près du marché, au cœur même du quartier populaire. Un de leurs chefs, Rostein, prétendit en 1249 qu'il avait toujours fidèlement servi le roi Henri III et Jean, son père¹. Il fut maire en 1237-1238 et en 1241. Cette seconde année, il était en même temps sénéchal, cas unique, je crois, au XIII^e siècle. Il était encore maire quand Henri III commença son infructueuse campagne de 1242; mais son année avait déjà pris fin quand le roi entra dans Bordeaux (mi-août) et il se démit de la sénéchaussée le 10 novembre². Nous ignorons les motifs qui mirent aux prises ce Rostein et sa maison avec celle des Colom; mais leur rivalité sera désormais, pendant tout le XIII^e siècle et même au delà, un des faits essentiels de la vie municipale de Bordeaux. Autant qu'on peut le deviner, ils ne représentent pas deux principes opposés; on ne voit pas, par exemple, que l'un soit à la tête du parti aristocratique, l'autre à la tête du parti populaire. Ce sont des chefs de clan, de « mesnie », de compagnie, comme on dira au siècle suivant, qui se déchireront pour des intérêts exclusivement personnels. Bien moins encore y avait-il un parti anglais et un parti français; car les uns ni les autres n'hésitaient à solliciter l'aide du roi étranger pour le bien de leur cause³. Leurs luttes fourniront d'ailleurs au gouvernement royal un prétexte et un moyen excellents pour fortifier son autorité au détriment des libertés communales.

La première marque de l'inimitié que s'étaient vouée les Du Soler et les Colom est dans un traité de paix destiné à rétablir entre eux la concorde (30 juillet 1248)⁴. Peut-être cette paix n'était-elle qu'une trêve consentie afin d'attendre les événements. Simon de Montfort venait en effet d'être nommé sénéchal de Gascogne avec les pouvoirs les plus étendus et d'abondantes ressources en hommes et en argent (1^{er} mai). Qu'allait-il faire? Rester neutre entre les partis, les opposer l'un à l'autre pour les user réciproquement, favoriser l'un au profit de l'autre?

1. Bémont, *Simon de Montfort*, p. 280.

2. *Rôles gascons*, t. I, n° 648; cf. *Supplément*, p. cxix.

3. Ceci est en opposition avec la thèse, d'ailleurs habilement présentée, de Frank Burr Marsh, *English rule in Gascony, 1199-1259, with special reference to the towns*, Michigan, 1912.

4. *Calendar patent rolls*.

A son arrivée, il trouvait les Du Soler maîtres du terrain : Rostein et « ses aides », a-t-il déclaré plus tard, étaient « comme seigneurs de la cité¹ ». Cependant, afin de paraître impartial, il fit entrer dans son conseil les principaux chefs des deux factions. Celles-ci rompirent elles-mêmes l'équilibre en fomentant l'émeute du 28 juin 1249. Cette date ne paraît pas avoir été choisie au hasard. A cette époque, les élections annuelles devaient avoir lieu cinq jours après la Saint-Jean, savoir le 29 juin. Il s'agissait donc d'enlever de haute lutte les votes des électeurs. Les récits qui nous sont parvenus sur l'événement sont contradictoires en plusieurs points ; ils ne permettent pas de douter cependant que de sérieux préparatifs militaires aient été faits. Que d'autre part l'offensive ait été prise par les partisans de Du Soler ou ceux de Colom, il nous importe assez peu de le savoir. Constatons seulement les faits intéressants l'histoire municipale : quand on vint annoncer au maire (il s'appelait Guillaume Gonndaumer) que les « Colombins » occupaient en armes les maisons voisines du marché, que l'on tendait les chaînes de la cité, « il convoqua ses jurats et les Trois-Cents qui, d'après les statuts et les coutumes ou fors de la ville, sont chargés de la défendre contre les rixes et les séditions² ». Repoussés de la place du marché, le maire et les jurats se replient vers la porte Begueyre où ils appellent la « Commune » ; le maire fut blessé à mort³. Enfin, l'intervention armée du comte de Leicester calma les bellicérants. Le comte appela leurs chefs au château royal ; puis, estimant que Rostein Du Soler était le principal auteur de la sédition, c'est lui qu'il frappa le plus durement. Gaillard, son fils, qui, à la vérité, était absent lors de ces événements, mais qui devait être bien informé de ce qui s'était passé, prétendit que le comte avait promis à Rostein de le traiter avec honneur et de lui rendre bonne justice ; qu'il avait scellé cette promesse en lui donnant publiquement le baiser de paix⁴. Simon de Montfort contesta le fait ; il déclara que Rostein s'était livré à merci⁵, c'est-à-dire remis sans réserve à la justice du comte. Nous ne déciderons pas entre eux, mais nous voyons à tout le moins les garanties dont jouissait à Bordeaux la personne d'un bourgeois

1. Bémont, *Simon de Montfort*, p. 286.

2. *Ibid.*, p. 280.

3. *Ibid.*, p. 287.

4. *Ibid.*, p. 281.

5. *Ibid.*, p. 288.

non régulièrement inculpé. Les deux factions durent livrer chacune vingt otages et trois maisons, puis envoyer devant la justice du comte quinze de leurs plus notables partisans. Rostein et ses alliés y furent reconnus coupables d'avoir commencé la lutte et d'avoir été les derniers à poser les armes, tandis que les Colombins avaient obéi sur-le-champ aux ordres du comté. En conséquence, les otages livrés par Rostein Du Soler furent tenus pour « déloiaux et coupables » et maintenus en prison; Rostein lui-même fut enfermé, mais « dans une belle chambre, honnêtement et honorablement et sans liens¹ ». Sa maison fut abattue. Cette pénalité était contraire aux statuts municipaux² et, quand on reprocha au comte cette illégalité, Simon se justifia en disant que, « selon la déclaration des prud'hommes », Rostein l'avait construite plus haute que ne le permettaient les règlements³. On remarquera enfin que cette Journée des Barricades sévit exclusivement dans le faubourg, de la place Begueyre au « pont neuf » ou pont Saint-Jean, et que le centre de la bataille paraît avoir été le marché. Était-ce donc dans le quartier populaire qu'il fallait enlever l'élection ?

De l'élection même qui suivit cette émeute, nous ne savons rien, ni même si elle eut lieu au jour accoutumé. Le maire de l'année 1248-1249 fut un Colom, Guillaume Raimond; les Du Soler accusèrent viollement Simon de Montfort d'avoir abusé de son pouvoir pour le faire triompher.

Cependant, nombre de partisans de Rostein avaient pris la fuite. Le comte « fit crier dans toute la ville, non dans l'intention de faire du tort à personne, mais pour ramener ces gens à la paix et à la foi du roi, que tous les fugitifs pourraient rentrer sans être inquiétés, à condition de comparaître en justice ». Plusieurs n'étant pas revenus, le comte jugea qu'ils étaient « défaillants de droit » et s'empara de leurs biens⁴. Leur cas fut réglé plus tard, par un accord conclu à Bordeaux, le dimanche 27 mars 1250, en présence des deux archevêques de Bordeaux et d'Auch, de nombreux barons gascons et de « toute la communauté de la ville », spécialement assemblés pour entendre et

1. Bémont, *Simon de Montfort*, p. 289.

2. *Le Rolle de la Vila*, dans le *Livre des Coutumes*, p. 284, art. 27.

3. Bémont, *Simon de Montfort*, p. 291, au bas.

4. *Ibid.*, p. 290-291.

approuver ces conditions¹. Laissons de côté les décisions prises pour ou contre les individus et voyons seulement les articles d'une portée générale : défense était faite, à l'avenir, de prendre les armes dans l'intérieur de la ville contre le lieutenant du roi, le maire et les jurats, sous peine de bannissement perpétuel ; défense aux bourgeois, sous la même peine, de se lier entre eux par des serments et de former des associations (« *conventicula* »), s'ils ne peuvent prouver que leurs intentions sont pacifiques ; deux cents hommes, tant de Bordeaux que du dehors, désignés par le comte et par le maire, devaient jurer sur l'autel et sur les Évangiles, en présence du corps du Christ, d'observer cette paix ; la Commune tout entière prêtera le même serment chaque année. Lorsque Henri III vint à Bordeaux trois ans plus tard, il fit grâce à Gaillard Du Soler, fils de Rostein, et à tous ses partisans qui avaient été bannis (4 août 1253)²; il le reçut en personne le lendemain (5 août) et lui fit restituer ses biens et revenus confisqués (3 septembre)³. On avait accusé Simon de Montfort de partialité haineuse ; le roi témoignait par des actes qu'il entendait se tenir au-dessus des partis en les traitant avec équité. L'année suivante, en effet, pris pour arbitre par les deux factions ennemis, il prononça (7 octobre 1254)⁴ une sentence mémorable : les bourgeois convaincus d'avoir porté des armes et frappé le jour de l'émeute du 28 juin seraient exilés, mais les serments faits à raison de toute ligue, conspiration ou confrérie étaient pardonnés ; les écrits qui les attestaient seraient détruits. Le maire et cent notables bourgeois pris dans chaque faction jureront la paix ; la Commune tout entière prêtera le même serment chaque année. Pour l'avenir, défense était faite de pousser le cri « aux armes ! » et de sortir de chez soi à cet appel. Pour ramener la concorde, le roi exprima le désir que des mariages fussent contractés entre les familles ennemis, mais sans qu'on eût recours à la contrainte, « car les mariages doivent être libres » ; enfin, comme garantie, les partis durent fournir des otages. Pour maintenir la paix établie sur ces bases

1. Rymer (à la date du 21 janvier 1251, jour où le roi ratifia les articles de la paix).

2. *Rôles gascons*, t. I, n° 4175.

3. *Ibid.*, n° 3695 et 3697.

4. *Ibid.*, n° 4552 ; cf. n° 3728, 3778.

vraiment libérales, le maire en était nommé « conservateur », de concert avec le sénéchal ; à lui par conséquent incombaît le soin de prendre les mesures nécessaires au maintien de l'ordre ; s'il y montrait de la négligence, après quinze jours, c'est le sénéchal ou son lieutenant qui agirait à la place du maire.

Ces belles paroles et ces précautions semblent n'avoir produit aucun effet durable, et bientôt le bruit courut que Henri III allait enlever aux Bordelais leurs priviléges municipaux. Le roi s'empessa de le démentir ; il promit « aux maire, jurats et citoyens » le maintien de leur « commune » avec ses droits et libertés (15 juin 1257)¹ ; plus tard encore, dans une lettre « aux maire, jurats et communauté » (14 juin 1260)², il rappelle d'abord la charte concédée en 1235, la liberté qu'il a reconnue à la ville d'élire un maire et des jurats ; mais il ajoute : « Oublieux de cette concession, vous les prenez dans l'un des partis rivaux, arbitrairement et sans l'assentiment de la communauté », ce qui avait causé de grands troubles ; en conséquence et pour l'avenir, il leur enjoignait « de mettre à leur tête un maire et des jurats choisis chaque année par la Commune ».

Cette politique était simple et loyale : elle avait pour principe le respect des institutions régulièrement établies, pour caractère le maintien de l'égalité entre les partis. Pouvait-elle être pratiquée longtemps ? Le fils aîné du roi, Édouard, qui, après avoir reçu de son père le duché de Gascogne (8 juin 1252), avait déjà gouverné en personne la province (1254-1255), fut amené, soit par les circonstances, soit par son goût personnel, à en inaugurer une autre.

Tout d'abord, il avait paru disposé à se tenir, lui aussi, au-dessus des partis : le 12 août 1255, pour remercier Guillaume-Raimond Colom et récompenser « l'ardeur de sa fidélité », le prince l'autorise à éléver des maisons sur les murs neufs de la ville, comme il en possédait déjà sur les vieux murs depuis la porte Dessous-le-Mur jusqu'à celle des Ayres ; cette concession s'étendait « depuis la porte qu'il a fait percer près du Peugue jusqu'à sa cuisine » ; Colom pourra y faire toutes les réparations et transformations qu'il lui plaira, « mais sans éléver ni tours ni fortresses » ; il reçoit enfin le terrain, voisin de ses maisons,

1. *Rôles gascons*, t. I, Supplément, p. c. Cf. *Livre des Coutumes*, p. 514.

2. *Ibid.*, p. cl.

qui était compris entre les deux murs de l'enceinte la plus récente (celle du faubourg) et où il avait planté un verger, « mais à condition de ne pas construire dans cet emplacement¹ ». Le 17 octobre de cette même année 1255, le prince, confirmant une décision prise deux ans plus tôt par son père, ordonne de restituer à Gaillard Du Soler toutes ses terres, ses revenus, etc.². En 1256, les « faidits » sont autorisés à rentrer, en fournissant d'ailleurs des cautions³. Mais, aussitôt après, nous rencontrons une lettre⁴ dans laquelle Gaillard affirme qu'il a promis solennellement au prince « de faire tous ses efforts, d'employer fidèlement toute sa diligence pour que lui, les siens et la mairie de Bordeaux passent sous la main d'Édouard, son seigneur, afin que, sans avoir besoin de requérir la licence et l'assentiment des jurats et de la Commune, le prince ou son lieutenant puisse, comme il lui plaira, établir ou écarter le maire de la ville ». Il lui promet en outre son concours « pour construire et fortifier un château » dans Bordeaux, comme si l'Ombrière ne suffisait plus ! Il s'engage enfin à ne plus contracter ni paix, ni alliance, ni mariage qu'avec l'assentiment du prince. — Qu'est-ce à dire ? Tandis que le roi promet le maintien de la constitution de 1235 et ordonne l'élection annuelle du maire par la Commune, son fils négocie pour obtenir le droit exclusif de nommer ce maire ! Pour atteindre ce but, il s'appuie sur le parti vaincu en 1249 ! Les faux bruits que le roi faisait démentir dans sa lettre du 15 juin 1257 étaient donc fondés ! Est-ce duplicité, ou le prince mène-t-il une politique contraire à celle de son père ?

Le fils confirme, il est vrai, le 17 avril 1258⁵, la Commune de Bordeaux « pour obéir aux ordres de son père » ; mais, l'année suivante, surgissent de nouvelles complications. Au retour d'un voyage en Angleterre, Gaillard Du Soler avait, au dire de Jean Colom, alors maire de la ville, annoncé à ses amis, dans des conciliabules tenus tant à Bordeaux qu'au dehors, que la volonté bien arrêtée du roi était « de supprimer entièrement la mairie et la Commune » ; que, lui-même, il avait obtenu le consentement

1. *Rôles gascons*, t. I, n° 4526.

2. *Ibid.*, n° 4609, 4646, et *Supplément au t. I*, p. xcvi.

3. *Recog. feod.*, n° 425-446.

4. Rymer, à la date du 17 septembre 1256.

5. *Livre des Coutumes*, p. 515.

du roi, de la reine et du prince Édouard à ce coup d'État; enfin qu'on enverrait un sénéchal résolu à l'appuyer¹. Gaillard avait-il menti ou s'était-il vanté d'un pouvoir qu'il n'avait pas? En fait, non seulement le roi protesta pour la seconde fois contre les desseins qu'on lui prêtait, mais il ordonna au maire (20 mai 1259) de faire arrêter Gaillard et les siens et de les lui envoyer sous caution². Que se passa-t-il alors? Sans doute, Gaillard se plaignit d'une arrestation, d'une détention arbitraires, car nous savons que le maire (c'était alors Arnaud Caillau) et les jurats furent sommés à comparaître devant le roi, à Paris, le jour de sainte Catherine (25 novembre), puis à Londres, à la quinzaine de la Purification. Ils s'excusèrent en disant que cette sommation était illégale et qu'elle avait excité à Bordeaux une vive indignation, car « ils n'étaient nullement tenus d'aller en ces pays pour une affaire quelconque; c'est à Bordeaux et dans le diocèse qu'ils devaient faire et recevoir la justice³ ». Sur ce point de droit, ils avaient raison. Pendant ce temps, Gaillard Du Soler était en Angleterre. A Wy, dans le Kent, il promit au prince Édouard (19 novembre 1259) d'observer fidèlement les conventions passées autrefois avec lui « sur le fait de la mairie », de ne point faire la paix avec ses ennemis personnels sans l'assentiment du prince « et en particulier sur ce qui concernait son arrestation et sa détention », de ne pas, sans son assentiment, contracter de mariage, ni lui, ni ses enfants, avec les « Colombins » et leur parti⁴. N'est-ce pas justement le contre-pied des mesures ordonnées par le roi d'Angleterre depuis cinq années?

Qu'il y ait eu, au moins pendant un temps, des tiraillements entre le roi et son fils, le fait n'est pas douteux. Les difficultés qui viennent de renaître à Bordeaux sont contemporaines de la révolution qui ébranla l'organisation monarchique en Angleterre et l'on sait que, pendant les premiers mois de l'année 1260, le prince Édouard s'associa au parti de son oncle, le comte de Leicester, contre son propre père. Mais ce désaccord dura peu. Le père et le fils se réconcilièrent. La lettre du 14 juin 1260, analysée plus haut, me paraît antérieure à cette réconciliation, parce qu'elle est copiée dans une autre lettre, datée du 12 juillet, où le roi évolue manifestement vers la politique de son fils.

1. *Rôles gascons*, t. I, Supplément, p. c.

2. *Ibid.*

3. Lettre du 30 janvier 1260 dans Shirley, *Royal letters*, t. II, p. 137.

4. *Rôles gascons*, t. I, Supplément, p. cr.

Cette lettre du 12 juillet¹ est adressée « à tous les bourgeois de Bordeaux ». Le roi y rappelle d'abord que les chefs des deux factions, Gaillard Colom et Gaillard Du Soler, ont remis leurs différends à son arbitrage; mais la faction Colom, abusant du pouvoir que lui donnait la possession de la mairie, a rompu la paix. Etant en désaccord avec le maire, le roi s'arme des pouvoirs qu'il s'est réservés dans son rôle d'arbitre : il envoie son clerc, Jean de Lalinde, et lui confère, avec le sénéchal et à l'exclusion du maire, les mêmes pouvoirs qu'exerçait auparavant le sénéchal avec le maire, les Deux cents² et la Commune. Il ordonne en conséquence au sénéchal et à Jean de Lalinde, « avec les deux cents élus ou qu'ils éliront eux-mêmes et avec la Commune », de faire exécuter la sentence royale, de faire rendre justice à Gaillard Du Soler et de lui faire obtenir satisfaction « au sujet des pertes et des dépenses qu'il a subies à l'occasion du crime dont il a été faussement et malicieusement accusé, au mépris du roi et de son fils ». Enfin, une manœuvre des Colom les perdit définitivement dans l'esprit du roi : ils avaient essayé « de faire leur paix avec les Du Soler sans demander l'assentiment royal » ! Cités par quatre fois à comparaître devant le roi pour y soutenir leurs imputations, les accusateurs de Gaillard Du Soler avaient fait quatre fois défaut ; en conséquence, le 14 novembre, le roi déclara Gaillard Colom coupable et Gaillard Du Soler absous³.

C'est alors que le prince Édouard se rendit lui-même en Gascogne. Ce nouveau séjour allait avoir les conséquences les plus graves en ce qui concerne les libertés communales de Bordeaux.

V. — *La constitution communale de 1261 et le Rôle de la ville de Bordeaux.*

Une lettre écrite de Windsor le 7 août 1261 peut être considérée comme contenant les instructions du roi à son fils⁴. Elle expose la situation juridique de la royauté à l'égard des factions rivales, met Gaillard Du Soler hors de cause et ordonne au

1. *Ibid.*, t. I, Supplément, p. cii.

2. Il s'agit ici des Deux cents mentionnés plus haut, p. 29, dans la lettre royale du 21 janvier 1251.

3. *Rôles gascons*, t. I, Supplément, p. cii.

4. Shirley, *Royal letters*, t. II, p. 177, cf. *Rôles gascons*, t. I, Suppl., p. cii.

prince d'agir. Édouard va donc réaliser le dessein pour lequel il s'était depuis longtemps assuré le concours des Solériens, c'est-à-dire la suppression de la mairie élective.

Les statuts qu'il promulgua « pour la réforme de la ville et de la Commune de Bordeaux » (19 ou 22 octobre 1261) sont connus depuis longtemps¹. Le prince rappelle d'abord que « les jurats et prud'hommes de la Commune » lui ont concédé le droit « de leur donner un maire comme il lui plaira et que ce maire percevra, au nom du prince, tous les revenus de la mairie, tant en émoluments de justice qu'en autres droits; il prélevera sur ces recettes les dépenses nécessaires à la mairie ». Viennent alors les statuts eux-mêmes; les articles se suivent en assez bon ordre. On peut distinguer ceux qui établissent les droits et obligations de la ville et ceux qui garantissent les droits du roi.

I. Le maire est nommé par le prince (art. 1). Une fois nommé, il prête « en présence du peuple », dans la cathédrale de Saint-André, sur les Évangiles et les reliques, le serment ordinaire : il promettra de défendre de tout son pouvoir les droits du roi où qu'ils soient, dans les limites de la ville ou au dehors (art. 3). Les contestations relatives au domaine royal seront jugées à Bordeaux même et conformément à la loi. Chaque jurat prêtera le même serment après le maire (art. 3). Tout bourgeois devra posséder à Bordeaux une maison, l'habiter avec sa famille comme font les autres bourgeois (art. 7); les chevaliers ou damoiseaux ne pourront devenir bourgeois sans l'autorisation du prince (art. 13). Les noms des bourgeois seront inscrits dans leur paroisse; on en fera des rôles en double expédition, dont l'une pour le prince, l'autre pour la Commune; chaque nouveau citoyen sera inscrit sur le rôle de la paroisse où il aura élu domicile (art. 8). La Commune doit au souverain l'ost et la chevauchée (art. 16). En matière judiciaire, tout bourgeois peut être cité en justice devant le prince ou son mandataire, sans que le maire puisse s'y opposer; s'il a géré une bailie ou une ferme et que le prince ait une réclamation à faire, le bourgeois peut être cité devant le prince dans le diocèse de Bordeaux ou en Gascogne; dans les autres cas, il ne peut être traduit en justice hors de la ville (art. 12, 15).

1. Dans le *Livre des Bouillons*, ils portent la date du 19 octobre; le manuscrit de Wolfenbüttel (*Recog. feod.*, n° 449) et celui de la Cottonienne marqué Julius E 1 étant d'accord pour donner celle du 22 octobre, cette dernière paraît devoir être préférée.

II. Quant au prince, il crée le maire. Il a des droits qui sont inaliénables. Le maire et les jurats sont tenus de lui signaler tous les empiétements, anciens ou récents, qu'on aurait pu faire à son détriment (art. 4). Il juge devant sa cour, sans que le maire puisse réclamer, tous ceux qui seraient accusés d'avoir falsifié son sceau ou altéré sa monnaie (art. 5). Le prince ou son sénéchal désignera un clerc, payé par la Commune, pour veiller au maintien de ses droits ; il sera d'ailleurs subordonné au maire et aux jurats (art. 6). Dans chaque paroisse, deux jurats ou autres « bons hommes » seront élus chaque année pour veiller au maintien de ses droits sur la coutume des vins (art. 9). Le prince pourra faire construire un château dans la ville, à condition d'indemniser les propriétaires expropriés (art. 14). Ses gens, ceux du sénéchal et ceux du connétable ou de toute personne demeurant dans le château royal (l'Ombrière), sont protégés contre toute parole injurieuse de la part des bourgeois ; le maire doit remettre lui-même le coupable au château, où il sera jugé suivant les fors et coutumes de la ville (art. 10) ; si ce sont des gens du château qui se rendent coupables d'insultes ou de violences envers les bourgeois, le prince ou le sénéchal doit les juger sur la réquisition du maire (art. 11). — Enfin les statuts pourront être révisés par des « personnes discrètes », clercs et laïcs. Les corrections, additions, etc., seront notées par écrit et, du tout, on fera trois « livres » : un pour le prince, un second pour la Commune ; le troisième sera déposé dans une des grandes églises de Bordeaux (art. 18).

Cette constitution fut ratifiée par les jurats et prud'hommes le 19 décembre 1261¹. Elle entra aussitôt en vigueur. La liste des maires montre que ce magistrat fut rarement pris parmi les bourgeois ou du moins parmi les familles notables de la ville ; d'autre part, il ne demeura, comme par le passé, guère plus d'une année en charge.

Il nous reste à produire un document qui appartient à l'époque dont on vient d'esquisser l'histoire : c'est cette portion du *Livre des Coutumes*² qui porte le titre particulier de *Rolle de la Vila*. Comme tout le *Livre des Coutumes*, il est rédigé en dialecte gascon. Quand et à l'aide de quelles sources a-t-il été rédigé ? C'est ce qu'on pourra le mieux voir et dire quand on en connaîtra les articles, qui sont au nombre de quatre-vingt-quatre.

1. *Recog. feod.*, n° 413.

2. Pages 274-309.

Je ne les analyserai pas tous, laissant de côté ceux qui se rapportent au droit pur et appelant uniquement l'attention sur ceux qui concernent l'organisation municipale.

Bordeaux a un maire. Le maire est élu par les jurats (art. 2). Il lui est interdit de briguer ses fonctions auprès du roi; toute démarche en ce sens, directe ou indirecte, l'expose à être traité comme parjure au profit de la Commune (art. 1). Il reste en charge pendant un an; il est rééligible, mais seulement après trois années révolues (art. 1). Il touche un traitement annuel de 1,000 s. bordelais; mais il lui est interdit de rien recevoir de personne, sauf de menus objets qu'il doit montrer aux jurats et que ceux-ci peuvent lui reprendre. Toute infraction à cette loi est punie d'une amende de 1,000 s. et de la confiscation des sommes indûment perçues (art. 3). Si le maire viole la constitution et les établissements de la Commune, il subira une peine, double de celle qui frapperait pour la même cause un jurat, car il doit donner l'exemple de la légalité (art. 9). Il ne peut prendre part à l'élection des jurats (art. 2).

Il y a cinquante jurats, élus pour une année (art. 4). A leur sortie de charge, ils en élisent cinquante autres (art. 2 et 5). C'est à eux qu'il appartient, en outre, d'élire le maire (art. 2). En entrant en charge, ils doivent jurer, devant toute la Commune, de gouverner la ville bien et fidèlement, c'est-à-dire de rendre à tous bonne justice et d'élire un maire fidèle au roi (art. 5). Ils veillent à ce que le maire ne reçoive rien de personne en dehors de son traitement annuel (art. 3). Si un jurat viole la constitution et les établissements de la ville, il subit une peine double de celle qui frapperait un simple membre de la Commune (art. 9); s'il a reçu de l'argent dans une affaire soumise à la Jurade, il sera frappé d'une amende de 65 sous et condamné à restituer les sommes indûment perçues (art. 12). Aucun jurat ne peut, pendant toute la durée de sa charge, acheter ni prendre à cens une rente appartenant à la Commune (art. 64). La personne des jurats est inviolable. Si un jurat en frappe un autre hors de la Jurade, il sera conduit enchaîné à la maison du maire et mis à la merci du compagnon qu'il aura frappé, puis il sera banni pour huit jours de la ville, et, à son retour, il paiera une amende de 6 l. 10 s. S'il l'a frappé dans la Jurade, il sera conduit enchaîné à la maison du maire où il restera enfermé toute la nuit et le jour suivant, puis remis au

compagnon qu'il aura frappé; bannissement de huit jours et, au retour, amende de 13 livres (art. 10). Pour le reste, les jurats ne sont pas traités autrement que les simples citoyens; s'ils se plaignent d'un homme de la Commune, la cause est portée devant le tribunal municipal (art. 11).

Le maire et les jurats, constituant la Jurade, sont à la tête de la ville, qui doit « être et rester perpétuellement dans leur main » (art. 4). Le premier acte de leur gestion est de jurer fidélité au roi (art. 4). Ils élisent chaque année trente conseillers (art. 6) et ils commandent à trois cents bourgeois chargés du maintien de la paix (art. 7). Quand les bourgeois sont appelés en armes contre les malfaiteurs, c'est eux qui donnent l'ordre de chevaucher (art. 21); le bourgeois défaillant est mis à leur merci. Ils sont donc les chefs de la police municipale. Ils règlent en commun les affaires de la ville; les délibérations sont secrètes. Le jurat convaincu d'avoir violé ce secret ne peut à l'avenir être maire ni jurat (art. 8). D'autre part, leurs décisions sont souveraines; il est défendu à un bourgeois de les calomnier ou de leur faire opposition dans la Commune (art. 35). L'homme qui aurait ainsi contredit le maire et les jurats serait arrêté sur-le-champ et livré à leur merci (art. 45). Ils ordonnent les dépenses de la ville; si les recettes ordinaires ne suffisent pas, ils peuvent établir une contribution, mais celle-ci doit rester volontaire (art. 73). Enfin, ils forment un tribunal dont la compétence est variée et étendue : ils interviennent dans les procès pour dettes (art. 28 et 30) et dans les contrats (art. 40). En matière criminelle, toute plainte contre un malfaiteur doit être portée devant leur tribunal (art. 25); le voleur qui a dérobé un Bordelais doit être traduit devant leur tribunal, même s'il est un homme du dehors (art. 20). Ils peuvent de même intervenir pour éteindre l'action contre un étranger coupable d'avoir frappé ou blessé un bourgeois (art. 55), mais ils ne peuvent le mettre en liberté provisoire (art. 82). En fait de procédure, leur compétence est limitée en matière de preuve : dès qu'il y a gage de bataille, la cause doit être portée au tribunal royal (art. 49). — Le refus de comparaître devant leur tribunal est puni de graves pénalités (art. 25, 28); le bourgeois qui quitterait la ville dans un accès d'orgueil est puni par la confiscation de ses biens; sa peine est aggravée s'il a fait tort à un bourgeois. La confiscation sera maintenue tant qu'il ne sera pas venu à merci (art. 44). Les jugements pro-

noncés par eux sont irrévocables (art. 22), donc sans appel devant une cour supérieure.

Au-dessous de la Jurade et dans son étroite dépendance se trouvent les Trente et les Trois cents.

Trente prud'hommes, bourgeois de Bordeaux, sont élus chaque année par le maire et les jurats. Ils doivent aider ceux-ci à gouverner la ville, c'est-à-dire à les conseiller dans les cas douteux; ils sont tenus de leur obéir et de garder fidèlement leurs secrets (art. 6).

Trois cents prud'hommes¹, bourgeois de la ville, sont élus chaque année (on ne dit pas comment). Sous les ordres du maire et des jurats, ils sont chargés de maintenir la paix et d'assurer la sécurité, à toute heure et en tout lieu (art. 7).

A côté de la Jurade, du Conseil et des Trois cents, le Rôle fait aussi une certaine place à la Commune.

La Commune est l'ensemble des bourgeois ayant le droit de cité. Le bourgeois ou citoyen s'oppose à la fois à l'homme du dehors et à l'étranger, c'est-à-dire à ceux qui, même habitant Bordeaux, ne jouiraient pas des priviléges de bourgeoisie, tels que les clercs, les nobles, etc. (art. 28). La communauté des bourgeois (*Communia*) n'a pas de pouvoirs politiques : il lui est interdit de faire publiquement opposition au maire et aux jurats (art. 45). Elle n'exerce aucune juridiction. Mais elle prend part à certains actes de la vie communale, soit pour agir, soit pour témoigner. Elle peut être appelée par le roi à fournir le service d'ost et de chevauchée (art. 39, 21), à marcher en armes contre des malfaiteurs et, dans ce dernier cas, elle reçoit les ordres du maire et des jurats (art. 21). Quelle part prend-elle aux élections municipales? Le texte ne le laisse pas entendre clairement; mais, pendant la période électorale, sa sécurité est protégée d'une façon spéciale (art. 74, 75). Elle peut recevoir des serments ou fournir des témoignages; c'est devant elle, par exemple, que le jurat, soupçonné d'avoir révélé les secrets de la Jurade, peut venir se purger par serment (art. 8); c'est devant elle que le jurat prévaricateur peut être convaincu d'avoir reçu de l'argent à propos d'un procès soumis à la Jurade (art. 12). En cas d'assassinat, c'est le maire et la Commune

1. On a mentionné plus haut pages 29 et 33 un corps de 200 bourgeois; est-ce le même organe avec des chiffres différents?

qui, le crime une fois prouvé, décident si le meurtrier doit être enseveli sous le mort (art. 41). Sans avoir aucun pouvoir politique, administratif ni judiciaire, la Commune est donc nécessairement associée à la vie politique et administrative de la cité.

La date à laquelle a été rédigé le *Rolle de la Vila* peut être déterminée avec une assez grande précision. Tout d'abord, comme il y est sans cesse question du maire, il ne peut être antérieur aux premières années du XIII^e siècle; d'autre part, il y est dit que le maire est élu chaque année par les jurats; donc il ne peut avoir été rédigé après le nouveau statut du 22 octobre 1261. Mais on peut rapprocher davantage ces limites extrêmes: d'après le *Rolle de la Vila*, le maire ne peut être réélu qu'après un intervalle de trois années accomplies après sa sortie de charge. Or, si l'on consulte la liste des maires, on constate que cette règle a été suivie entre les années 1230 et 1258 environ. Ainsi, tandis qu'Amaubin d'Aillan a été maire pendant quatre années consécutives (1222-1225), Raimond Moneder a été élu en 1230, 1234 et 1238; Vigouroux Viger ou Beguer en 1232 et 1236; Guillaume Gondaumer en 1243 et 1247; Guillaume-Raimond Colom en 1245, 1250, 1254, 1258. D'autre part, il n'y a, durant cette période d'une trentaine d'années, aucun exemple d'un maire ayant été réélu avant trois années révolues. Après 1258, et sans doute sous l'empire du statut de 1261, on ne voit plus reparaitre cette périodicité, si caractéristique. C'est qu'évidemment le *Rolle* a été rédigé à cette époque-là. Peut-on serrer la question encore de plus près? L'article 39 spécifie que le service militaire est dû seulement dans les limites du diocèse; serait-il témoaire de penser qu'il a été rédigé après que le roi eut reconnu formellement cette liberté aux Bordelais (25 février 1243)? Voici deux faits datés avec plus de précision encore: à l'art. 81, il est question de nasses (*cotinas*) et de perches qu'il était interdit de placer dans le lit de la Gironde, parce que la Commune avait racheté ces emplacements en 1244. L'art. 84, relatif à des travaux pour la régularisation des eaux de la Devèze, parle de ceux qui avaient été exécutés « au temps où Guillaume-Armand Moneder fut maire pour la première fois », c'est-à-dire en 1248. Si l'art. 84, qui est le dernier du *Rolle*, n'est pas une addition postérieure, il faut en conclure que ce *Rolle* a été rédigé en 1248 au plus tôt.

Ici je me heurte à une objection présentée par M. Barckhausen¹. L'éminent érudit a relevé exactement les articles à date certaine; mais il fait cette remarque qu'ils ne se rencontrent pas dans plusieurs rédactions du *Livre des Coutumes*, et en particulier dans celle du *Livre velu* de Libourne. La rédaction des manuscrits conservés aux archives municipales de Bordeaux est en quatre-vingt-quatre articles; celle de Libourne n'en compte que soixantequinze. Manquent, dans le *Livre velu*, les articles 76-81 et 84, parmi lesquels figurent précisément ceux qu'on a mentionnés « à raison des dates, explicites ou implicites, qui s'y rencontrent ». Le *Livre velu*, d'après lui, contient donc une rédaction plus ancienne que celle des mss. de Bordeaux et rien n'interdit de croire d'abord que ce ne soit la rédaction primitive, « la constitution originnaire de notre commune »; or, cette commune ayant existé dès les premières années du XIII^e siècle (et c'est un des mérites de M. Barckhausen d'avoir mis le fait hors de contestation), le *Rolle de la Vila* nous donne « la forme originnaire, pure ou à peu près, de la loi municipale de Bordeaux vers 1200 et quelques ».

Ce raisonnement ne m'a pas convaincu. Il repose en partie sur des termes trop peu précis, tels que : rédaction *primitive*, constitution *originnaire*. L'argument tiré des manuscrits n'est pas irréfutable. Libourne, ville neuve créée vers 1270, a certainement emprunté ses coutumes à Bordeaux; d'autre part, l'absence des articles précités peut s'expliquer autrement que par l'hypothèse de M. Barckhausen. On remarque en effet que ces articles régissent des cas intéressant exclusivement la ville de Bordeaux. Quoi de plus naturel que le copiste, transcrivant pour Libourne le *Livre des Coutumes*, ait justement omis les articles qui concernent les nasses de la Gironde ou les eaux de la Devèze? Je tiens donc pour vraisemblable que le *Rolle de la Vila* a été rédigé entre 1230 et 1261, peut-être même après 1244 (art. 81) ou après 1248 (art. 84); il représente à mes yeux plutôt les institutions municipales que se donna la seconde génération des bourgeois organisés en commune que celles de la première.

Sur un autre point, plus important d'ailleurs que celui-ci, je

1. *Note sur le texte et l'origine des statuts primitifs de la commune de Bordeaux. Extrait des publications de la Société archéologique de Bordeaux*, t. XIII, p. 60-68.

me trouve en parfait accord avec M. Barckhausen ; il a bien montré les emprunts faits par le rédacteur du *Rolle de la Vila aux Établissements de Rouen* : « une dizaine d'articles », dit-il, « contenant des dispositions presque identiques, se rencontrent dans les statuts de notre commune et dans ceux des trois villes [Rouen, Poitiers, Bayonne] que nous venons de citer ». Une comparaison minutieuse des quatre-vingt-quatre articles du *Rolle de la Vila* et des cinquante-cinq articles des *Établissements de Rouen* donne des résultats plus probants encore, puisqu'elle permet de constater des emprunts manifestes en quatorze endroits. Qu'il suffise pour le moment de signaler l'art. 30 du *Rolle de la Vila*, concernant la manière de procéder suivie par le créancier qui veut se payer sur les biens de son débiteur : il est incomplet dans toutes les rédactions qui nous sont parvenues, mais la fin qui manque est donnée par l'art. 26 des *Établissements de Rouen*.

Les différences entre les deux textes ont été mises en bonne lumière par M. Barckhausen ; je me contenterai d'y renvoyer le lecteur.

Une d'elles est de telle nature que Giry a refusé d'admettre Bordeaux parmi les villes qui reçoivent les *Établissements de Rouen*. Elle concerne l'organisation communale elle-même : à côté du maire (art. 6), Bordeaux a cinquante jurats qui élisent chaque année trente conseillers ; à Rouen, il y a cent pairs qui élisent chaque année douze échevins et douze conseillers (art. 2). Mais cette différence est-elle essentielle ? Ne porte-t-elle pas sur des chiffres plutôt que sur le fond des choses ? La jurade bordelaise et l'échevinage normand ne sont-ils pas très semblables ? D'un côté, cinquante jurats qui élisent trente conseillers ; de l'autre, cent pairs qui élisent douze échevins et douze conseillers. Les Trente de Bordeaux et les Vingt-quatre de Rouen prêtent le même serment de tenir secret ce que leur confieront ici (à Rouen) le maire, là (à Bordeaux) le maire et les jurats. La peine qui frappe le maire pour avoir violé les établissements de la commune est la même dans les deux cas. Sans doute, Rouen ne possède pas le corps des Trois cents, et il est vrai qu'à Rouen le maire est choisi par le roi sur une liste de trois candidats, tandis qu'à Bordeaux il est élu directement par les jurats, ce qui est un très grand point. Mais pour qui a suivi, année par année pour ainsi dire, dans les documents le dévelop-

tement de l'histoire bordelaise depuis le début du XIII^e siècle, il ne peut y avoir de surprise. C'est à elle-même que Bordeaux doit ses institutions municipales; ce n'est pas au roi, comme ce fut le cas, par exemple, pour Bayonne et pour Saint-Emilion. Les *Établissements de Rouen* étaient la forme d'organisation communale la plus répandue dans les provinces françaises soumises aux Plantagenets; Bordeaux l'adopta, mais en lui imposant les modifications qui caderaient le mieux avec le nombre de ses citoyens et leur esprit d'indépendance.

VI. — *Bordeaux de 1261 à 1294.*

Les factions et la restriction des libertés communales.

Pendant les dix dernières années du règne de Henri III, il semble que la vie municipale de Bordeaux se soit déroulée dans le calme. Le maire est toujours nommé par le prince Édouard, qui le prend à dessein hors des vieilles familles¹; et cela continua quand Édouard fut devenu roi : en 1274, le maire était un Toulousain et un légiste : maître Bernard Gaitapui; sans doute un jurisconsulte était-il nécessaire pour présider à la vaste enquête qui est consignée dans les *Recogniciones feodorum*. La « reconnaissance » faite au nom de Bordeaux n'a pas été transcrise dans le registre qui est aujourd'hui conservé à Wolfenbüttel; elle se trouve dans le *Livre des Coutumes*². Il convient de l'analyser³.

Voici d'abord la procédure qui fut suivie : le 22 février 1274, étant à Lectoure, le roi envoya au maire et à douze notables bourgeois l'ordre de s'assembler en sa présence à Bordeaux le dimanche avant les Rameaux (18 mars) et de se tenir prêts à déclarer « les fiefs » que la ville « tenait de lui », ainsi que les « services et devoirs » que les bourgeois devaient lui faire « à

1. Un de ces maires, Jean de Lalinde, avait été clerc du prince; deux autres, Henri de Cusances et Fortaner de Casenave, étaient des chevaliers, qui furent aussi sénéchaux de Gascogne. Dix maires se succèdent de 1262 à 1272, ce qui fait pour chacun d'eux une moyenne d'une année; mais deux au moins ont été maintenus en charge pendant plus d'un an : Pons Dantun (20 avril 1268-15 février 1270) et Pierre Gondaumer (13 août 1272-15 juin 1274). Ce dernier était un Bordelais nommé en l'absence du prince Édouard.

2. Pages 503-511. Publié aussi, mais en partie, dans les *Coutumes du ressort du parlement de Guyenne*, 1769, t. II, p. 301-306.

3. Je me permets de reprendre ici ce que j'ai déjà dit dans l'Introduction aux *Recogniciones feodorum*.

raison de ces fiefs ». Puis le sénéchal, Luc de Thanney, manda au maire, de la part du roi, « de faire annoncer à son de trompe dans la ville que tout homme, tenancier du roi à un titre quelconque, vînt en personne dire les fiefs qu'il tenait de lui et les services qu'il lui devait à raison de ces fiefs; en outre, que tout possesseur d'alleu vînt aussi déclarer les alleus qu'il possédait ». Le maire et les douze prud'hommes, nommés par lui, se présentèrent en effet, au jour dit, devant le roi, qui résidait dans le palais de l'archevêque, et devant le sénéchal. « Ils se réunirent dans la nef de la cathédrale en présence d'un grand nombre d'abbés et de prieurs, de barons et de conseillers des villes et terres du Bordelais, ainsi que d'autres parties de la Gascogne, sans compter un grand nombre de personnes, laïques et ecclésiastiques. Là en langue vulgaire, devant le sénéchal parlant au nom et au lieu du roi, devant toute la cour susdite, le maire, en son nom personnel, au nom des jurats et des douze prud'hommes, au nom de toute la communauté des bourgeois, exposa clairement, distinctement et véritablement tout ce qui est mentionné plus bas en langue latine. Puis il le fit lire en latin, bailler et livrer au sénéchal à titre de réponse. »

Cette « reconnaissance » comprend trois articles principaux : 1^o ce que la communauté déclare posséder avec l'assentiment du roi; 2^o les obligations dont elle est tenue envers lui; 3^o les droits du roi sur les terres des Bordelais, même sur les alleus.

Le premier point débute par une protestation de principe que l'on retrouve dans la plupart des constitutions urbaines de la Guyenne : « Quand le roi visite pour la première fois son duché, il doit jurer, s'il vient de sa personne à Bordeaux, sinon faire jurer par son sénéchal, qu'il nous défendra, nous et la cité, contre toute injustice ; qu'il maintiendra nos droits et coutumes »; ensuite les bourgeois lui jurent, à lui et au sénéchal, fidélité. Puis on aborde le terrain même de la déclaration : « Il faut savoir que notre cité n'a ni terres ni possessions communes, comparables à celles qu'ont les cités lombardes et beaucoup d'autres; en tant que communauté, nous n'avons rien du roi en fief, car, d'après notre coutume, il n'y a fief que là où il y a esporle ou investiture. Mais nous avons de lui, parce qu'il est prince et seigneur, l'usage des rues et des places, des padouents, des murs et des fossés, en un mot, de tout ce qui, en droit, est dit appartenir à la communauté; de même l'usage du fleuve pour

la pêche, pour la navigation et pour toutes les nécessités de la vie; la pleine liberté pour nos personnes et pour nos biens; le droit d'avoir un maire, des jurats et un prévôt municipal. Ceci, le roi nous l'a donné. »

A ces droits, correspondent des devoirs : « Nous devons défendre la ville de tout notre pouvoir, le jour et la nuit. Nous devons au roi le service militaire dans les conditions suivantes : si le roi mande son armée et assiège quelque château, tout chef de maison doit le rejoindre, quand il en a reçu l'ordre par lettres patentes, dans les huit jours qui suivent la réception de cet ordre. Si le roi est présent, le chef de maison doit le suivre en personne ou se faire représenter par son frère, son fils ou son neveu; si le sénéchal seul est présent, le chef de maison doit le suivre ou se faire représenter par un sergent. Les Bordelais doivent ce service dans les limites du diocèse et durant quarante jours de suite par an. »

Les Bordelais reconnaissent le roi comme leur prince et seigneur, mais ils ne sont pas ses vassaux. « Sans doute il y a parmi nos voisins¹ des particuliers qui, croyons-nous, tiennent des terres en fief spécial du seigneur roi; ceux-là ont été sommés publiquement de venir devant lui pour déclarer leurs fiefs et les obligations de leurs tenures »; mais, pour Bordeaux, ce fait est l'exception. La règle est que les propriétés des bourgeois sont des alleus. « Nos maisons et nos vignes sont pour la plupart allodiales, quels que soient leurs propriétaires, gens d'église ou bourgeois; elles peuvent être tenues en location sans perdre leur caractère allodial. Le propriétaire peut à son gré louer ces terres ou les habiter, les vendre ou les morceler, en un mot en faire ce qu'il veut sans nulle contrainte. C'est pourquoi l'on appelle ce mode de propriété un alleu, mot qui, selon le témoignage de nos anciens, veut dire « sans consentement² ». Il en a été ainsi dans notre ville dès ses plus lointaines origines. L'usage s'en est perpétué, même au temps des Sarrasins, comme

1. « Sunt quidem homines singulares, confines nostri, qui, ut credimus, tenent aliquas terras in feudo speciali a domino rege » (p. 508). Ces « homines singulares » sont sans doute des individus, des seigneurs isolés, distincts par conséquent des bourgeois liés entre eux par le serment communal.

2. Je traduis comme je puis le texte : « Quedam sunt allodiales, que tenentur ad manum ipsorum dominorum qui... faciunt de ipsis pro suo libito voluntatis, ita quod non oportat eos facere verbum alieni de eisdem; inde dictum est *allodium*; et antiqui nostri referunt quasi *sine sermone* » (p. 508).

nous le croyons. Aussi prions-nous le roi de le faire toujours observer à l'avenir, d'autant qu'il ne porte aucune atteinte à ses droits ni à ceux de ses prédécesseurs. » Pour être naïve ou obscure dans sa forme, cette distinction entre l'alleu qui remonte à l'antiquité et le fief né « au temps des Sarrasins » n'est pas complètement dénuée de justesse.

Dans la troisième partie de leur déclaration, les Bordelais s'efforcent de montrer que ce mode de propriété assurait d'ailleurs au roi de notables avantages : « S'il est vrai que ces alleus ont existé et existent depuis les temps anciens, le droit du roi quant à ces alleus, dans les terres qui relèvent directement de lui et dans les terres de ses barons, où il y a aussi beaucoup d'alleus, comporte de nombreux avantages dont nous allons exprimer quelques-uns. Tout d'abord, les barons, les princes et ceux qui tiennent d'eux des droits de justice appliquent ces droits quand il y a délit ou convention, aussi bien dans les alleus que dans les fiefs ; c'est le droit commun des fiefs comme des alleus. » — Autrement dit, les propriétaires d'alleus, tout comme les détenteurs de fiefs, sont soumis à la juridiction de leurs seigneurs et, par conséquent, du roi, s'ils sont dans la directe du roi. — « En second lieu¹, les seigneurs et les princes ont, à l'égard des alleus, trois droits particuliers : 1^o si une cause est portée devant le seigneur judicier en matière féodale, l'affaire est renvoyée au tribunal du suzerain ; si c'est un alleu, la cour sera celle du souverain à qui reviendront les émoluments de justice et l'exécution des arrêts, ce qui n'est pas sans rapporter au prince honneur et profit ; 2^o si celui qui possède à la fois des fiefs et des alleus vient à mourir sans testament ni légitime successeur, les alleus restent au prince et les fiefs sont dévolus aux seigneurs mouvants, ce qui est grandement et manifestement avantageux pour le prince ; 3^o si une faute a été commise, assez grave pour entraîner la confiscation des biens, les alleus du coupable sont attribués au fisc et les fiefs aux seigneurs mouvants. Il est donc clair comme le jour que les princes ont et peuvent retirer des alleus beaucoup d'avantages. Si le seigneur souverain retire de tels avantages des alleus aussi bien que des fiefs, nous pourrions dire, sans que personne s'en émeuve, que toutes les personnes et les terres sont

1. « Rursus, non est obmittendum quod dictum (*sic*) et principes circa allo-dia tria jura specialia habent... » (p. 509). Au lieu de *dictum*, il faut lire *domini*, leçon donnée par deux mss.

et doivent être d'égale condition; nous n'irons pas cependant jusque-là. Nous n'admettons pas d'ailleurs que tous les hommes et toutes les terres soient naturellement libres, ni que le servage soit contraire au droit commun, qu'il ait été imposé [par un acte de violence]. [Nous nous en tenons à ce qui est] et, puisque les bourgeois de Bordeaux ont joui d'une telle liberté et d'une telle condition, eux et leurs terres, nous supplions qu'ils y soient maintenus sans changement. »

La langue employée par le rédacteur de cette déclaration est gauche et le latin en est barbare; on ne saisit pas toujours sa pensée; mais on comprend aisément pourquoi il se donne tant de peine pour expliquer les caractères et, ce qui était plus difficile, pour démontrer au roi et à ses légistes les avantages de la propriété allodiale, si différente du système plus généralement appliqué des tenures. L'esprit réaliste des Bordelais se manifeste encore quand ils entreprennent de réfuter certaines théories sur la liberté naturelle et l'origine du servage qui ne tendaient à rien de moins qu'à bouleverser la condition actuelle des terres et des personnes. Elles n'étaient pas nouvelles, puisqu'on les trouve déjà dans le Digeste, et, comme le droit romain n'avait jamais sans doute complètement été aboli dans la région bordelaise, on pouvait craindre qu'il ne fût invoqué avec une force subversive. Par intérêt bien entendu comme par politique, les Bordelais se défendirent de vouloir les invoquer.

En 1276, soit deux années après la « reconnaissance », éclata entre le maire et les jurats qu'appuyait le sénéchal, d'une part, et, d'autre part, l'archevêque et le chapitre de Saint-Seurin, un conflit de juridiction qu'il importe d'exposer¹. Disons tout de suite que nous en connaissons le détail uniquement par les plaignants, à savoir l'archevêque (Simon de Rochechouart, 1275-1279) et le doyen du chapitre, maître Jean de Gaillan. Voici ce qu'ils racontent : le dimanche avant la Conversion de saint Paul (28 juin 1276), le maire, Brun « de Saya », les jurats et la Commune vinrent, après en avoir délibéré, avec des trompes et des cors, à la sauveté ou « bourdelage² » de Sainte-Croix, dans l'intention de nuire

1. *Livre des Bouillons*, p. 424 et suiv.

2. *Ibid.* : « ad salvitatem, sive burd. dicte ecclesie... » (p. 425), et plus bas : « altam et bassam justiciam burdeg. seu salvitatis predice ». Le mot abrégé est celui de *burdegagium* pour *burdelagium*; il désigne le pouvoir exercé par

au doyen et au chapitre. Ils affirmaient que le doyen avait fait mettre à mort, sans en avoir le droit, deux frères condamnés à la potence. A la demande du maire et des jurats, ainsi que de toutes les personnes présentes qui réclamaient une satisfaction pour l'injustice commise, le doyen promit, sur sa parole de prêtre, en son nom et au nom du chapitre, de faire ce qu'ordonneraient sur le point de droit le connétable et le maire. Ayant accepté ces conditions, le maire, sans faire cette fois aucun tort au doyen ni au chapitre, se retira et fit son rapport au sénéchal qui, le même jour, était arrivé dans la ville. Le sénéchal blâma le maire de sa timidité. Le lendemain (29 juin), la cloche communale, les trompettes et les cors des hérauts convoquent le peuple, au vu et au su du sénéchal qui aurait pu empêcher ce tumulte, puisque c'est lui qui nomme et dépose le maire¹. Le peuple armé vient attaquer le bourg de Sainte-Croix; les maisons appartenant à cette église et où demeurait le doyen sont envahies; le blé et le vin qui s'y trouvaient en grande quantité, l'argent, les livres, les habits, la cire, les viandes, les coffres, tout le mobilier sont brisés, répandus sur le sol ou emportés; puis les maisons sont brûlées, les arbres fruitiers et les vignes arrachés. Ces dégâts et d'autres encore se montèrent à la somme de trois mille marcs d'argent. Quant au sénéchal, ainsi qu'il l'a reconnu lui-même, il assista à ces scènes de désordre sans rien faire, sans rien interdire, sans rien vouloir réparer. On alla même jusqu'à dire que tout avait été exécuté par son ordre, avec sa connivence ou son consentement. — Et voici la série des griefs dont se plaint l'archevêque : depuis la susdite fête de la Conversion de saint Paul, le sénéchal a fait, avec des barons, des chevaliers, des maires de communes convoqués à Bordeaux pour cet objet, une conjuration ou ligue illicite², ayant pour but d'empêcher un laïc de traduire un autre laïc devant une cour ecclésiastique; ils prétendaient juger les causes séculières, bien que l'archevêque et son église eussent, depuis les plus anciens temps, le droit de traduire des laïcs devant leur tribunal en toute sorte d'actions personnelles. Le sénéchal a fait déci-

les autorités de la « sauveté » sur le bourg qui en dépend et, par extension, le bourg lui-même.

1. « Presente quoque eodem senescallo... et patiente, cum prohibere posset, ... cum idem senescalus eundem majorem... ponat et removeat. »

2. Page 427 : « fecit conjurationem, obligationum prohibitam »; au lieu de *obligationum*, il faut lire *colligationem*, comme page 435.

der que nul clerc ne devait être entendu devant une cour ecclésiastique avant d'avoir juré au préalable de ne pas empêcher la cause d'être portée devant un tribunal séculier. Pour mieux assurer l'observation de ces statuts, le sénéchal a fait prêter serment aux barons et aux communautés; il a fait lever parmi eux une taille et collecte avec engagement de la continuer pendant trois ans jusqu'à concurrence d'une somme de 1,500 marcs d'argent, et même davantage.

Ces plaintes nous intéressent très directement, puisqu'elles mettent en question la compétence du tribunal municipal de Bordeaux. Au point de vue politique, il est à noter qu'elles sont adressées non pas au roi d'Angleterre, mais bien au roi de France, « sous la garde spéciale duquel l'archevêque est placé avec les siens¹ ». Cette procédure d'appel à la justice du seigneur souverain dans les cas où celle du suzerain immédiat (en l'espèce le roi d'Angleterre en sa qualité de duc de Guyenne) paraissait insuffisante aux plaideurs était une des conséquences du traité de 1259. Elle va prendre désormais une place de plus en plus grande dans les années qui suivront. Elle était grosse de conséquences.

En cour de France, le maire, en son nom et au nom des jurats, la communauté de la ville et les jurats représentés par un procureur ou « syndic », le sénéchal en son nom personnel nièrent que les déclarations contenues dans la lettre de l'archevêque et du doyen fussent l'expression exacte de la vérité, et ils contèrent la chose tout autrement. Enfin, des amis étant intervenus, les parties tombèrent d'accord pour régler le différend de la manière suivante : le sénéchal, le maire, les jurats et la communauté de la ville, tout en protestant de leur innocence, s'engagèrent à payer à l'archevêque, au doyen et aux chanoines une indemnité de 6,000 livres de monnaie bordelaise, plus 1,000 livres de deniers tournois; une partie de cet argent servirait à élever un autel dans l'église Saint-Seurin en l'honneur de saint Paul, dont la fête avait été profanée, à fonder une rente pour faire brûler perpétuellement quatre cierges sur le maître-autel, à faire construire une châsse en argent pour y placer le corps de saint Amand² et une « petite chapelle » d'argent pour y enfermer dignement le corps du Christ, etc. Divers

1. Page 430 : « Supradicta denunciata dictus archiepiscopus domino regi Francie, de cuius speciali gardia existit cum suis. »

2. Évêque de Bordeaux au v^e siècle.

dons, prélevés sur l'indemnité, devaient être distribués à la cathédrale et à d'autres églises dans la ville et dans les faubourgs. Enfin, en manière d'expiation, deux processions seraient faites par le maire et les jurats dans la ville, sans ceinture et sans coiffe : l'une de Saint-Éloi à Saint-Seurin, l'autre de Saint-Seurin à Saint-André. — Sur le point de droit, le sénéchal, par révérence envers l'Église et pour le bien de la paix, déclara expressément qu'il révoquait toute mesure contraire à la manière dont la justice avait été jusque-là rendue par l'archevêque, renonçant en ce qui le concernait aux serments qu'il avait fait prêter : tout homme, clerc ou laïc, pourra s'adresser à son gré aux tribunaux ecclésiastiques ou séculiers, conformément à l'usage.

Cette transaction (7 juillet 1277) donnait pleine satisfaction à l'archevêque et au doyen. Elle réservait l'approbation du roi de France qui la donna, du moins « en tant que l'accord touchait ou liait les parties¹ » ; mais le roi d'Angleterre ne se résigna pas à l'échec infligé à son représentant en Gascogne. Le sénéchal dut protester devant le Parlement de Paris contre l'amende qu'on lui infligeait et demander jour « pour répondre à toutes les plaintes qu'on pourrait éléver contre lui² ». L'affaire fut renvoyée à une autre session³. Nous en ignorons la suite.

On ne saurait dire davantage s'il existe un rapport direct entre cette affaire et deux autres, qui sont encore mentionnées dans les arrêts prononcés par la cour de France. « Dans le procès entre l'official et le maire de Bordeaux », lit-on dans le premier cas, « il a été arrêté par la cour qu'il lui plaisait qu'un accord intervint entre les deux parties, en réservant le droit du roi de France⁴ ». Dans le second cas, nous lisons : « L'amende obtenue par le doyen de Bordeaux contre Rostein Du Soler a été taxée à 3,000 livres tournois, c'est à savoir : pour les injustices commises pendant sa mairie⁵, 2,700 livres à la charge de la Commune; pour les injustices commises par ledit Rostein et ses frères après sa sortie de charge, 300 livres tournois qu'il devait payer de sa bourse⁶. »

1. *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1887, p. 542. Cf. Champollion-Figeac, *Lettres de rois et reines*, t. I, p. 200.

2. *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1887, p. 544.

3. *Ibid.*, p. 546.

4. *Ibid.*, p. 553.

5. En 1280-1281.

6. *Olim*, t. II, p. 230. Cf. *Archives du Parlement de Paris*, t. I, p. 237.

Pendant ces conflits avec l'Église, la cité paraît avoir vécu en fort bons termes avec l'État.

A Luc de Thanney, qui était sénéchal de Gascogne lors de la transaction du 7 juillet¹, le roi n'avait pas donné de successeur immédiat; il avait envoyé deux commissaires extraordinaires : l'évêque de Bath et Wells et Otton de Grandson². En ce qui concerne Bordeaux, le passage de ces commissaires est notable en ce qu'il coïncide avec la restitution aux Bordelais du droit d'élire leur maire. « Ici », lit-on dans la liste des maires qui a été transcrive dans le *Livre des Coutumes* en regard du nom de Bernard d'Aillan³, « le roi d'Angleterre rendit la mairie ». Les prédécesseurs immédiats de Bernard d'Aillan étaient étrangers à la ville. Ainsi, après le légiste toulousain Bernard Gaitapui, avaient été nommés : un commerçant anglais établi à Bordeaux, Henri Le Gallois, puis un chevalier, Brun « de Saya », puis Guitard de Bourg, chevalier également et sire de Verteuil. Après Bernard d'Aillan, au contraire, les maires portent sans exception des noms bordelais : Pierre Estève, Rostein Du Soler, Simon Gondaumer, Pierre Du Soler, Jean Colom, Arnaud Mone-der, Pierre Colom, Bernard Ferradre. Évidemment, un changement s'était opéré dans la politique royale, sans qu'il nous soit possible d'en pénétrer la cause. On voit le roi exprimer sa reconnaissance à ceux qui avaient aidé et conseillé ses deux commissaires⁴; approuver et féliciter Guitard de Bourg, ancien maire, de s'être entremis avec succès pour faire cesser les discorde entre les factions rivales; approuver des mariages conclus entre elles, tout en désapprouvant d'autres alliances d'une nature préjudiciable à l'autorité royale⁵; remercier le maire et les prud'hommes d'un généreux subside qu'ils venaient de lui accorder pour la guerre contre les Gallois⁶; puis ces bons sentiments se refroidissent et, dans le *Livre des Coutumes*, en face du maire marqué à l'année 1288, on lit ces mots : « Et alors le roi d'Angleterre prit la mairie en sa main. » Heureusement, le

1. On a transcrit sur le *Livre des Coutumes* (p. 446) un mandement de ce sénéchal et du connétable, Adam de Norfolk, concernant les priviléges des bourgeois quant à leurs vins et aux biens des personnes mourant sans héritier et sans testament (15 août 1277).

2. *Rôles gascons*, t. III, p. xxii.

3. Page 405.

4. *Rôles gascons*, t. II, n° 208 et 209.

5. *Ibid.*, n° 210.

6. *Ibid.*, n° 696.

rédacteur ajoute aussitôt la cause de cette disgrâce : « parce qu'après l'élection de Bernard Breuter trois des jurats, en désaccord avec la majorité, en avaient appelé, et le roi nomma Jean de Boria¹ ». Ce qui rendait l'affaire très grave aux yeux d'Édouard I^{er}, c'est que l'appel était adressé au roi de France. A Jean de Boria (ou de Burne) succéda Thomas de Sandwich, chevalier (1288-1289), et, sous ce nouveau maire, un conflit plus grave encore éclata.

Jean de Havering avait été nommé sénéchal en mai 1289². Comme on l'a déjà vu, tout nouveau sénéchal devait, à son arrivée à Bordeaux, d'abord prêter le serment de défendre la ville et de respecter ses priviléges. A ce serment, les bourgeois répondaient par celui de fidélité envers le roi. Or, Jean avait pris tout de suite des mesures d'administration avant d'avoir accompli cette cérémonie nécessaire³. Les Bordelais indignés « appellèrent du sénéchal devant le roi de France pour défaute de droit⁴ ». Le maire, Thomas de Sandwich, fut déposé, peut-être par le roi de France, au moment sans doute où Édouard I^{er} lui donnait un successeur⁵. Le 13 juin, en effet, celui-ci notifiait « aux jurats et à la commune de toute la cité de Bordeaux⁵ » qu'il leur donnait pour maire Pierre Itier, chevalier, « pour tout le temps qu'il lui plairait ». Mais il est probable que ce dernier n'entra même pas en fonction, car son nom ne se trouve pas sur la liste des maires et ne se rencontre dans aucun acte administratif. En fait, au lieu d'un maire, la ville eut un « gouverneur », et les Bordelais qui étaient intervenus dans l'appel furent traités en ennemis : le roi fit arrêter leurs marchandises en Angleterre⁶. Des troubles éclatèrent, pendant lesquels le prévôt royal de l'Ombrière fut maltraité⁷ et auxquels sans doute prit une part active le chef de la puissante maison des Colom. Un rapport adressé à Édouard III par le sénéchal Olivier d'Ingham

1. Page 406.

2. *Rôles gascons*, t. III, p. LIV.

3. *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1889, p. 42.

4. *Livre des Coutumes*, p. 406.

5. Il était encore en charge le 7 juin 1289 (*Rôles gascons*, t. II, n° 1638).

6. *Rôles gascons*, t. II, n° 1021.

7. *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1889, p. 42. Ajouter deux lettres de Raymond de Lafarière à l'évêque de Bath et Wells pour lui recommander deux bourgeois qui n'avaient pas figuré dans l'appel (*Ancient Corresp.*, t. XXII, n° 121 et 122). La première de ces lettres est du 1^{er} novembre 1289. Cf. *Rôles gascons*, t. III, p. LV.

sur la conduite perfide d'un autre Colom¹, précisément le fils de celui qui nous occupe en ce moment (ils s'appelaient Jean l'un et l'autre), nous apprend, en termes malheureusement trop peu précis, que ledit Jean Colom, « afin de pouvoir livrer la ville au roi de France² », se mit, lui et tous les siens, sous la sauvegarde de ce dernier. Mais le sénéchal affirma au roi de France que le parti du roi d'Angleterre était plus puissant à Bordeaux que celui de Jean Colom; le fait ayant été reconnu exact, le roi de France renonça, paraît-il, à prêter la main aux coupables intrigues de Jean Colom.

Enfin, le jour des saints Innocents (28 décembre 1289), en présence de Pierre de Bafougne, notaire apostolique, de Pierre Robert et de nombreux témoins, « la Commune de la cité de Bordeaux ayant été convoquée, suivant la coutume, au son des trompettes et de la cloche, se réunit à Saint-Éloi. Interrogée par le gouverneur³ et par le notaire, elle répondit tout d'une voix, sans rencontrer d'opposition, qu'elle poursuivra l'appel interjeté par le procureur de la communauté, ou en son nom, pour défaute de droit, contre messire Jean de Haivering, chevalier du roi d'Angleterre, duc de Guyenne, se disant sénéchal dudit roi et duc, par-devant le roi de France et sa cour ». En conséquence, elle constitua comme procureurs maître Guillaume Vidau et Bernard de Montlaur, clercs, Vital Pansa, Bonafous Cotet le Roux, Gaillard Mosset et Raimond Léon, bourgeois de Bordeaux ». Observez ces noms; ne dirait-on pas qu'ils sont portés par des hommes nouveaux? Les chefs des grandes familles étaient tout à l'heure auprès du roi; que s'était-il donc passé?

La première comparution devant le Parlement eut lieu à la quinzaine de l'Épiphanie (21 mars 1290). Là étaient présents Vital Pansa et Bernard de Montlaur, agissant pour la Commune, Maurice de Craon et Raimond de Laferrière, doyen de Saint-Seurin, pour le roi d'Angleterre; mais l'affaire ne fut pas terminée dans cette session⁴. Au mois de juin, Thomas de Sandwich assista au « jour des barons » à Paris et le roi d'Angleterre ordonna (20 juin) que, « si ledit Parlement lui restituait la pos-

1. *Rôles gascons*, t. III, n° 1992 (13 décembre 1291) et 2007 (3 avril 1292).

2. Document analysé par M. Funck-Brentano dans le *Moyen âge*, 1897.

3. Vital (ou Vidau) Pansa est déjà nommé avec ce titre dans un acte du 3 novembre 1289 (Brutails, *Liste des maires*, p. 8).

4. « Les gens du roi de France n'eurent alors aucune expédition, ni pour cette affaire ni pour aucune autre » (*Rôles gascons*, t. II, p. 551, note).

session et juridiction de la mairie de Bordeaux », Thomas retournerait dans cette ville, y reprendrait son office pendant au moins quinze jours, puis, après cette prise de possession, céderait la place à Pierre Itier, que le roi « investissait de nouveau de la dignité de maire¹ ». Le procès dura jusqu'en 1291. Les gens de Bordeaux ayant enfin renoncé à leur appel, Édouard I^{er} « recouvra la mairie » et nomma Pierre Dumas après que Pierre Daussuré² eut terminé son année³.

Rentré à Bordeaux, le sénéchal fit pendre et traîner Vital Pansa, l'ancien gouverneur, « qui était le plus grand meneur et le plus grand conseiller que Jean Colom eût en ce temps-là⁴ ».

Comme on voudrait pouvoir, à l'aide de ces notions fragmentaires, donner l'enchaînement logique des faits ! Que d'anneaux nous manquent pour en reconstituer la suite ! La discorde déchire de nouveau la cité sans que nous puissions dire pourquoi ; et voici que la guerre franco-anglaise vient encore compliquer une situation déjà singulièrement troublée.

Ch. BÉMONT.

(*Sera continué.*)

1. *Rôles gascons*, t. II, n° 1799.

2. Nommé par le roi de France.

3. *Livre des Coutumes*, p. 406.

4. Voir plus haut, note 2 de la page 52.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

EXTRAIT

D'UN MÉMOIRE SUR L'ALSACE DE L'ANNÉE 1735 : ÉTAT ECCLÉSIASTIQUE DE LA PROVINCE

Depuis que la France eut occupé l'Alsace au cours de la guerre de Trente ans et surtout depuis qu'elle en eut obtenu la légitime possession par le traité de Munster, elle a ordonné à ses fonctionnaires, intendants et secrétaires d'intendance, commissaires des guerres, etc., de faire des enquêtes sur la situation de la province : d'où de nombreux mémoires sur l'Alsace qui se trouvent en manuscrits dans les bibliothèques ou dépôts d'archives. Nous voudrions tenter une classification de ces mémoires, en faire comme une bibliographie, puis attirer plus spécialement l'attention sur l'un d'entre eux et en donner un assez long extrait sur l'état ecclésiastique du pays en l'année 1735.

* * *

1^o Le 14 avril 1646, avec la dépêche ordinaire, fut envoyée à la Cour de France une « Description de l'Alsace et des provinces voisines dans lesquelles la maison d'Autriche a des terres ». Ces provinces voisines, ce sont le Brisgau, l'Ortenau, les villes forestières qui, avec les possessions alsaciennes de la maison d'Autriche, faisaient partie des « états antérieurs » et étaient soumis à une même administration. Le mémoire se trouve dans deux manuscrits de la Bibliothèque nationale, fonds français, n° 8135, fol. 36-51, et n° 24030, fol. 1-80. Dans tous deux, le mémoire est incomplet, s'arrête au même endroit, soit que les deux copies dérivent l'une de l'autre, soit que l'original lui-même n'ait pas été achevé.

2^o Après la signature de la paix de Westphalie, Mazarin nomma, le 20 novembre 1655, comme intendant de police et des finances en Alsace Charles Colbert, frère cadet de son secrétaire Jean-Baptiste

Colbert, celui qui plus tard sera nommé Colbert de Croissy. De nouvelles lettres du 23 février 1656 étendirent sa commission et il fut nommé aussi intendant de justice. C'est ce jeune homme de vingt-six ans qui a véritablement établi le régime français en Alsace et créé l'administration de la province. Après une enquête approfondie, il composa ou fit composer par ses secrétaires au commencement de 1657 un vaste mémoire sur l'Alsace, divisé en six parties : état ecclésiastique; possessions de la noblesse qui s'était mise en Haute-Alsace sous la souveraineté de la maison d'Autriche; tiers état, c'est-à-dire organisation des pays occupés jadis directement par la maison d'Autriche; engagements de la maison d'Autriche; préfecture des dix villes impériales et villages de la *landvogtei*; chambre souveraine d'Ensisheim ; le mémoire concluait à la nécessité de créer en Alsace une chambre souveraine française pour remplacer la chambre autrichienne. Le vœu de Colbert fut écouté, le Conseil souverain d'Alsace créé par édit de Louis XIV (Metz, septembre 1657) et inauguré, après toutes sortes de retards, le 4 novembre 1658. Le grand mémoire de Colbert est des plus intéressants : il nous montre quels étaient les droits réclamés par la France en Alsace dans la période de 1648 à 1673; il nous donne sur la situation du pays les renseignements les plus précis. C'est l'ouvrage fondamental sur l'Alsace au lendemain de la réunion à la France. Et pourtant ce mémoire n'a jamais été publié. Nous croyons bien avoir tenu l'original entre les mains au ministère des Affaires étrangères il y a quelque vingt ans; mais il n'a pas été retrouvé. Des copies plus ou moins correctes sont à la Bibliothèque nationale, fonds français, n° 4364 et 14373. M. Rodolphe Reuss, dans sa remarquable histoire de *l'Alsace au XVII^e siècle*, s'est servi d'une copie qui se trouvait dans la collection Heitz (n° 492 du Catalogue dressé par lui de cette collection). Nous en avons vu une autre à la bibliothèque de Trèves, parmi les papiers légués par de Bruges, ancien magistrat du Conseil souverain d'Alsace, puis premier président à Trèves sous le régime napoléonien. Signalons encore une autre copie à la bibliothèque du Musée lorrain à Nancy (n° 257)¹. Nous avons publié des fragments de ce Mémoire dans le Bulletin du Comité des travaux historiques, section de philologie et d'histoire antérieure à 1715, année 1915².

1. Souvent on trouve de Colbert de Croissy un mémoire isolé : Établissement de la Chambre souveraine d'Alsace; ainsi Bibl. nat., fonds français 3949, fol. 219-244, Bibl. d'Aix, ms. 627. On trouve aussi de-ci de-là des mémoires des droits du grand bailliage (*landvogtei*) de Haguenau ou des traités de la préfecture provinciale des dix villes impériales d'Alsace; ainsi Bibl. nat., fonds français 11474.

2. Signalons ici à sa place chronologique une curieuse plaquette que publia

3^e Charles Colbert (de Croissy) cumula à partir de 1661 la charge d'intendant d'Alsace avec celle d'intendant des Trois-Évêchés. A cette date, le gouvernement français eut le grand tort de supprimer le Conseil souverain d'Alsace et de le remplacer par un conseil provincial dont les arrêts venaient en appel au Parlement de Metz. Colbert, ancien premier président du Conseil souverain d'Alsace, devint l'un des présidents du parlement messin ; mais, en 1663, son frère, devenu tout-puissant, le rappela à la Cour où il avait traité en son nom pour une charge de maître des requêtes. En même temps il l'invita d'informer le roi de tout ce qui regardait son département¹ ; Charles Colbert se mit à l'œuvre à Paris au mois de juin, et il composa le *Rapport fait au Roy et à nos seigneurs de son Conseil royal par nous Charles Colbert, conseiller du Roy en ses conseils, maître des requêtes ordinaires en son hôtel, des emplois qu'il a plu nous conférer depuis l'année 1656 jusques en 1663 tant dans l'Alsace que dans l'estendue de la généralité de Metz*. De ce rapport nous avons publié jadis la partie qui concerne l'Alsace², d'après trois manuscrits qui se trouvent à la Bibliothèque nationale, Cinq-Cents Colbert, n° 425 ; fonds français, n° 4294 et 18677. Un quatrième manuscrit est à la bibliothèque de Chartres, n° 477. Ce rapport de Charles Colbert donna peut-être idée à son frère Jean-Baptiste Colbert de faire faire une enquête sur toutes les provinces de la France ; par une circulaire qui est sans doute du début de 1664³, il invita les intendants à envoyer à la Cour une relation détaillée sur la situation de leur département ; il leur donna les titres de leurs chapitres : église, noblesse, justice, finances : c'est la division même suivie dans son rapport par Charles Colbert⁴.

4^e Un certain nombre de mémoires provoqués par la circulaire de 1664 ont été publiés en totalité ou par fragments⁵ ; mais il paraît bien que quelques intendants ont négligé d'obéir aux instructions.

en 1662, à Paris, chez l'auteur et chez Nicolas Pepingué, P. Du Val, géographe ordinaire du roi, *la Carte et la description de l'Alsace françoise*, in-12, 44 p. Elle a été republiée par Charles Nerlinger, dans la *Revue d'Alsace*, 1895, p. 37-56. Le titre est très significatif et mérite d'être relevé.

1. Pierre Clément, *Lettres, instructions, mémoires de Colbert*, t. IV, p. 11.

2. *Revue d'Alsace*, 1895, p. 196-212 et 291-308 ; tirage à part, 43 p.

3. Sur la date, voir l'introduction qu'Edmond Esmonin a mise en tête de son édition de Voisyn de la Noiraye, *Mémoire sur la généralité de Rouen* (1665), Paris, 1913, p. xi.

4. Pierre Clément, *Lettres... de Colbert*, t. IV, p. 27 et suiv. (avec la fausse date de septembre 1663). Par une singulière erreur, le comte de Boulainvilliers a attribué cette circulaire à Pontchartrain et à l'année 1697 et l'a publiée en tête des extraits qu'il donne dans son *État de la France* des mémoires de 1697-1698

5. Ed. Esmonin, *loc. cit.*, p. xiii.

L'idée de Colbert devait être reprise un peu plus de trente ans plus tard. Le duc de Beauvillier, chef du Conseil royal des finances et gouverneur du duc de Bourgogne, eut l'idée, pour l'instruction du jeune prince, de faire une enquête générale sur la situation des provinces; chaque intendant devait dresser une carte de sa généralité, avec la division en quatre «gouvernements»: ecclésiastique, militaire, de justice et des finances, résumer l'histoire de la province, décrire le caractère moral des habitants. Ce travail fut exécuté et nous possédons encore les mémoires pour toutes les provinces, qui sont d'ailleurs d'un mérite très inégal. L'Alsace avait à ce moment pour intendant Jacques de La Grange. Il exercait ses pouvoirs depuis 1673, après que la province eût été administrée, depuis le départ de Charles Colbert (de Croissy), par le cousin de celui-ci, Charles Colbert (1663-1671), et par Ponet de La Rivière (1671-1673). Son rôle en Alsace avait été considérable; il s'était efforcé de rapprocher la province de la France et il y avait en partie réussi. M. Rodolphe Reuss a pu l'appeler le «conquérant civil de l'Alsace¹». La Grange, qui se trouvait en Alsace depuis vingt-quatre ans, était donc à même de répondre au questionnaire du duc de Beauvillier; pourtant il ne semble pas qu'il s'y soit appliqué. Il a laissé à ses secrétaires le soin de composer ce mémoire suivant le plan tracé; l'œuvre est une bonne œuvre anonyme, intéressante d'ailleurs, et que l'historien consultera toujours avec fruit; elle n'est point de l'intendant lui-même. Au reste, La Grange était en 1697 dans une demi-disgrâce. S'il faisait bien les affaires de la province, il faisait encore mieux les siennes; en 1698, il fut révoqué et il disparut obscurément.

Nous laissons pourtant au mémoire le nom de mémoire de La Grange. Ce mémoire est beaucoup plus connu que celui de Colbert de Croissy (notre n° 2) qui présente certainement une importance historique supérieure. Les manuscrits en sont très nombreux². Des extraits ont été publiés dans la *Description du département du*

1. *L'Alsace au XVII^e siècle*, t. I, p. 273.

2. Signalons à la Bibl. nat., ms. du fonds français 8151, 11411, 16764, fol. 349-514; nouvelles acquisitions françaises 2029, fol. 213-494; 20043, 23311, fol. 1-82; collection Moreau 948; — à la bibl. de l'Arsenal, les n° 3869, 3896, 3899, 6518 (ce dernier provient des papiers d'Obrecht); — à la Mazarine, le n° 3184; — à la Chambre des députés, le n° 1174; — aux Archives nationales, le n° 1205; — aux archives du ministère des Affaires étrangères. Mélanges et documents, France, le n° 1471. Dans les bibliothèques de province, le mémoire se trouve à Avignon (1467), Besançon (1134 et 1135), Caen (547), Chaumont (121), Montauban (12), Montbeliard (145), Nancy (musée lorrain, 256), Reims (1538), Rouen (1977 et 2596), Saint-Brieuc (51), Valenciennes (648). A Strasbourg, un exemplaire qui se trouvait dans la collection Heitz (n° 493 du Catalogue) est aujourd'hui à la bibliothèque universitaire.

Bas-Rhin, t. I paru en 1858, p. 518-558¹. La publication est due à M. Ernest Lehr. Le choix des fragments est un peu arbitraire; Lehr a laissé de côté tout ce qui concernait le Haut-Rhin, l'énumération des familles nobles, etc.

Ce mémoire de La Grange fut démarqué quelque temps plus tard et placé sous le nom de l'intendant La Houssaye qui, après la courte administration de Claude de La Fond (février 1698-février 1700), fut appelé en Alsace et devait y rester jusqu'en 1716. Les phrases furent modifiées; des développements nouveaux interpolés, notamment sur des faits de l'an 1700. Les mêmes secrétaires qui avaient fait le premier travail exécutèrent le second avec les mêmes matériaux et tombèrent, si j'ose dire, dans les mêmes ornières. Des extraits du mémoire sous cette forme nouvelle ont été donnés dans l'*État de la France*² du comte Henri de Boulainvilliers, où l'on trouve des abrégés des mémoires de toutes les généralités. Le fragment sur l'Alsace porte le titre tout à fait inexact : *Extrait du Mémoire de la province d'Alsace dressé par ordre de Monseigneur le duc de Bourgogne en 1698 par M. de La Houssaye, intendant*. La date de 1698 et le nom de La Houssaye sont contradictoires. Et de quelle façon déplorable ces fragments sont publiés! Presque tous les noms propres sont estropiés. On y lit *Gomersheim*, *Lortenac*, le *Tollon*, *Geromogni* pour Germersheim, l'Ortenau, la Doller, Giromagny, etc., etc.

5° Sous le nom du même intendant, Le Pelletier de La Houssaye, est placé un court mémoire « sur l'état présent de l'Alsace » que l'on trouve dans des manuscrits presque aussi nombreux³ que ceux de La Grange et qui porte des dates différentes, 1701, 1703, 1707, etc. Le mémoire n'est guère qu'un résumé du précédent, mais il appartient plus réellement à l'époque de M. de La Houssaye; les matières sont autrement disposées; l'auteur insiste sur les états-

1. La *Description*, in-8°, fut publiée avec le concours du Conseil général sous les auspices de M. Migneret, préfet. Le t. I parut en 1858, le t. II en 1860, le t. III en 1871 et est resté incomplet.

2. Londres, T. Wood et S. Palmer, 3 vol. in-fol. Une seconde édition fut donnée à Londres en 6 vol. in-12; le mémoire sur l'Alsace, au t. III, p. 323-428; une troisième en 1752 en 8 vol. in-12.

3. A la Bibl. nat., fonds français 4285, 8135, fol. 21-35; 11473, 22201, 22206; nouv. acq. fr. 20044, 22311; — à la bibl. de l'Arsenal, n° 676; — à la Mazarine, n° 3187 et 3188; — à la Chambre des députés, n° 1159; — au Sénat, n° 964; — aux Archives nationales, n° 5351, 762, 763, 764, 1206; — aux archives du ministère des Affaires étrangères. *Mélanges et documents, France*, n° 1472 et 1753. Dans les bibliothèques de province, signalons Aix (626), Grenoble (1389), Mâcon (14), Rouen (1949), Rennes (299). Sur la correspondance de La Houssaye avec la cour et sur ses papiers en général, cf. Lelong-F. de Fontette, *Bibliothèque de la France*, n° 38711.

majors des places fortes, sur les officiers qui les componaient, sur leurs traitements. Dans les divers manuscrits, de petites modifications ont été introduites, selon la date où ils ont été copiés. Le mémoire a été publié dans la *Revue d'Alsace*¹ par le docteur H. Weisgerber.

6° Quand Le Pelletier de La Houssaye fut appelé en 1716 au contrôle général, il eut pour successeur à l'intendance d'Alsace M. Baüyn d'Angervilliers qui demeura dans la province jusqu'en 1724. Celui-ci fut remplacé lui-même par M. de Harlay, ancien intendant à Pau et à Metz, et qui, en 1728, après un séjour de quatre années, prit l'intendance de Paris. L'ancien archiviste du Bas-Rhin, Spach, a publié les lettres écrites par M. d'Angervilliers à la Cour pendant son séjour en Alsace² et elles présentent un vif intérêt historique; celles de M. de Harlay ont été copiées sur ses ordres dans des registres que la Bibliothèque nationale a acquis³ et elles mériteraient d'être, sinon publiées, du moins étudiées de près. A Achille-Auguste de Harlay, comte de Cély⁴, succéda dans l'intendance d'Alsace Feydeau de Brou, ancien intendant d'Alençon, puis de Rennes, qui garda le poste quinze ans, de 1728 à 1742. Il amenaît avec lui un secrétaire très dévoué, un de ces hommes indispensables qui connaissent mieux les affaires que le chef lui-même et qui sont sans cesse consultés par lui. D'où venait ce secrétaire, nommé Peloux? Nous ne le savons pas et il nous serait impossible de faire sa biographie. Quoi qu'il en soit, initié dans les bureaux de l'intendance à Strasbourg à toute l'administration, ayant eu entre les mains de nombreux mémoires, toute la correspondance administrative,

1. Années 1897, p. 432-459, et 1898, p. 26-46.

2. *Lettres écrites à la cour par M. d'Angervilliers*, publiées par L. Spach. Extrait du *Bulletin de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace*, 1878. Ces lettres vont du 27 avril 1716 au 13 février 1724. Cette correspondance avec une série de mémoires sur l'Alsace était contenue dans sept volumes in-folio manuscrits qui avaient passé de la famille de Sérilly (Maigret de Sérilly fut intendant d'Alsace de 1750 à 1753) entre les mains d'un notaire et qui furent achetés en 1866 par les archives du Bas-Rhin; M. Spach prit une copie des lettres de d'Angervilliers et l'adressa en 1870 au Comité historique qui en décida l'impression. Mais la publication fut ajournée à la suite des graves événements qui survinrent et elle ne fut faite que huit ans plus tard à Strasbourg même. Nous ignorons si ces volumes se trouvent encore aux archives de Strasbourg.

3. Nouvelles acquisitions françaises 2600 (de mai 1724 à août 1725), 2601 (d'août 1725 à juin 1726), 2602 (juillet 1727 à août 1728). Les lettres adressées à Harlay, *ibid.*, n° 2604-2608. Les lettres qui manquent pour la période de 1726 à 1727 au n° 2723. Voir aussi le volume 16669.

4. Ses trois fils moururent en bas âge, et, avec lui, s'éteignit le 27 décembre 1737 la famille de Harlay. Voir Moréri, *Dictionnaire*, art. *Harlai*.

ayant été admis à consulter les archives de la Chambre impériale de Spire dont on faisait l'inventaire précisément à cette époque et où il puisa en partie ses renseignements sur l'histoire de l'Alsace, il se décida en 1732 à écrire un mémoire détaillé sur la situation de la province. La guerre de la Succession de Pologne en interrompit l'exécution. Peloux fut appelé en Italie à la suite des armées françaises, sans doute dans les services de l'intendance militaire. Il termina son travail en Italie et, revenu en Alsace en 1735, si du moins nous le comprenons bien, il y mit la dernière main. Son mémoire, tel que nous le possédons dans un unique manuscrit (Bibl. nat., fonds français, n° 8152), représente l'état de la province au commencement de cette année 1735. Un érudit alsacien, ancien élève de l'École des chartes, Auguste Kroeber, avait attiré l'attention sur ce mémoire et il en avait extrait le chapitre très intéressant sur le commerce et l'industrie qu'il publia dans la *Revue d'Alsace*¹ : le choix n'étonnera pas de la part d'un enfant de Sainte-Marie-aux-Mines. C'est à ce mémoire que nous voulons emprunter l'extrait qui suit sur l'état ecclésiastique de la province. Nous le choisissons parce qu'il achève de montrer quelle fausse idée on se fait de la politique religieuse des rois de France dans la province. On ne cesse de répéter que leur tolérance à l'égard des protestants fut très grande; on nous dit que l'édit révoquant l'Édit de Nantes ne fut pas appliqué à l'Alsace, car il n'a pas été enregistré au Conseil d'Alsace, redevenu Conseil souverain ou plutôt supérieur en 1680. Il est exact que l'édit de révocation du 25 octobre 1685 n'a pas été enregistré au Conseil, quoique dans le recueil des *Ordonnances d'Alsace*² il soit publié et que l'éditeur nous dise en marge : « L'exécution de quelques articles a été ordonnée par des déclarations postérieures. » Mais si cet édit n'a pas été enregistré, c'est pour une tout autre raison que celle alléguée. L'Édit de Nantes n'a jamais été appliqué en Alsace, en vertu même des clauses du traité de Munster, et par suite il n'était point besoin de le révoquer. Vis-à-vis des protestants de l'Alsace, Louis XIV suivit la politique la plus tracassière, qui a certainement retardé leur assimilation à la France. A l'approche du roi en 1681, ceux de la religion à Sainte-Marie-aux-Mines abandonnèrent en masse leurs demeures, pris de terreur³.

1. Année 1867, p. 302-312 et 337-346.

2. *Recueil des édits, déclarations, lettres patentes, arrêts du Conseil d'État et du Conseil souverain d'Alsace, ordonnances et règlements concernant cette province*, par M. de Boug, 2 vol. in-fol., Colmar, 1775. L'édit de révocation au t. I, p. 152. Nous citerons plus loin le recueil sous le titre d'*Ordonnances d'Alsace*.

3. Pellisson, *Lettres historiques*, t. III, p. 349. Paris, 1729.

A l'inverse, sous la Révolution, quand le Gouvernement voulut imposer les prêtres constitutionnels, quand, en 1793, il pourchassa les prêtres insermentés, la population catholique des campagnes du Bas-Rhin accueillit avec une certaine faveur les Autrichiens¹. Les passions religieuses ont été toujours très vives en Alsace et, quoique l'ardeur soit bien tombée de part et d'autre par suite du progrès des idées de tolérance, la France devra, au lendemain de la délivrance, éviter toute mesure qui aurait même la simple apparence d'être dirigée contre un culte quelconque.

Le chapitre du mémoire de Peloux que nous publions nous apporte aussi des précisions sur la situation du clergé régulier catholique. On y trouvera une énumération des couvents avec l'indication du nombre de religieux de chacun d'eux et avec le chiffre de leurs revenus. Ces précisions sont certainement empruntées aux documents officiels, aux tableaux de l'impôt que le clergé devait payer et qui était réparti dans le Bas-Rhin par la chambre ecclésiastique, dans le Haut-Rhin par l'intendant lui-même. Si quelques couvents sont passés sous silence, la raison en est, ce semble, que, pour un motif ou un autre, ils n'étaient point soumis à cet impôt.

Peloux juge avec sympathie les Alsaciens qu'il avait fréquentés sept années (1728-1735), non sans avoir éprouvé parfois quelque surprise, celle du *welsche* transporté dans un monde si différent. Il est très dur envers les Juifs alsaciens, peu sympathique aux protestants ; pourtant sachons-lui gré de répéter que la population, très douce en général, demande à être ménagée et que ses sentiments et ses mœurs doivent être respectés. Avant de passer au texte de Peloux, on nous permettra de citer encore deux mémoires intéressant l'administration de l'Alsace au XVIII^e siècle² :

7^e Mémoires de Marquet de Bourgade, commissaire des guerres.

1. Rod. Reuss, *Histoire d'Alsace*, p. 275.

2. Nous donnons ici la liste des intendants d'Alsace au XVIII^e siècle, après Feydeau de Brou :

1743-1744. Bidé de La Grandville, ancien intendant à Riom, à Valenciennes et à Lille.

1744-1750. Barthélémy de Vanolles, ancien intendant à Moulins et à Besançon.

1750-1753. Jean-Nicolas Maigret de Sérilly, ancien intendant à Auch et à Besançon.

1753-1764. Jacques Pineau de Lucé, ancien intendant à Tours et à Valenciennes.

1764-1777. Louis-Guillaume de Blair de Boisemont, ancien intendant de La Rochelle et de Valenciennes.

1777-1789. Chauumont de La Galaizière, ancien intendant de Montauban et de Lorraine et Barrois (dès 1788, il s'était retiré d'Alsace et habitait Paris, rue de Richelieu. Il mourut au début du XIX^e siècle près de Saint-Dié, chez son frère, ancien évêque de cette ville).

Le volume fait partie d'une série sur les provinces frontières. L'auteur s'occupe surtout des places fortes; il énumère les magasins, les fours et les moulins de la province; il dresse l'état des bestiaux qui se trouvaient au 1^{er} janvier 1754 dans chacune des subdélégations de la Haute et Basse-Alsace. On trouve deux exemplaires semblables de ce travail à la Bibliothèque nationale, fonds français, n°s 8010 et 8011¹.

8^e C'est un personnage fort curieux que Louis-Nicolas-Victor de Félix, chevalier, puis comte Du Muy. Il était originaire d'Italie et fit dans l'armée française un chemin rapide pendant la guerre de la Succession d'Autriche et la guerre de Sept ans. Après la paix de Paris, il fut placé en France sous les ordres du maréchal de Soubise, gouverneur de Flandre, et chargé d'une enquête sur la situation militaire de cette province et des pays voisins : d'où un remarquable volume de mémoires (1764) que nous possédons encore². Sa mission fut étendue plus tard à l'Alsace et le 1^{er} octobre 1766 il adressa au duc de Choiseul le résumé de ses observations. Ses mémoires sur l'Alsace, dont une copie nous a été conservée à la Bibliothèque nationale, fonds français, n° 11410, se divisent en trois parties. La première, qui est l'œuvre personnelle du comte, « est le résumé », écrit-il, « de tout ce que j'y ai reconnu (*en Alsace*) par rapport à sa défense combinée avec sa situation, ses places et les exemples des guerres qui ont agité cette province depuis qu'elle a été donnée à la France par la paix de Westphalie ». Ce sont une série d'excellentes réflexions militaires. Les deux autres parties ne sont point l'œuvre propre de Du Muy. La seconde est consacrée à la topographie de la province, ses routes, son fleuve, ses rivières, avec des réflexions sur la manière d'arrêter les inondations, ses canaux; la troisième comprend une réunion de mémoires sur l'administration intérieure; sur la manière dont se lèvent les impositions en Alsace; sur la gabelle et autres droits domaniaux dont jouit le Roy; sur l'exécution de la déclaration du Roy du 4 mai 1749 au sujet du tabac; sur le commerce de la ville de Strasbourg et de l'Alsace considéré relativement à l'Alsace seule; sur le commerce de Strasbourg considéré relativement à l'Alsace et au royaume; sur les mines, forges, fourneaux martinets, verreries, papeteries et manufactures de tous genres établis en Alsace³; sur les manufactures des toiles à voiles;

1. Dans les mêmes volumes, on trouve un semblable travail sur la Franche-Comté, les Trois-Évêchés et la Lorraine.

2. « Mémoires sur les frontières de la Flandre, du Haynault, du pays entre Sambre et Meuse, du Calaisis, de l'Artois, du cours de la Somme et des Trois-Évêchés jusques à l'Alsace (1764) ». Bibl. nat., f. fr. 11408.

3. Nous publierons peut-être un jour cette partie qui sera le pendant de la partie du mémoire de Peloux mis au jour par Aug. Kroeber.

sur les manufactures d'armes blanches (reproduction d'une lettre de Du Muy à Choiseul, Lille, 22 juin 1766); sur la souveraineté du Roy en Alsace; état et dénombrement de la force des bailliages d'Alsace en bœufs et en chevaux. Tous ces mémoires présentent des particularités intéressantes et mériteraient d'être analysés. Du Muy, à l'avènement de Louis XVI, fut nommé secrétaire d'État de la guerre, pendant que Turgot était appelé au contrôle général; il avait donc dans son département cette Alsace qu'il avait visitée avec tant de diligence en 1766. Le 24 mars 1775, il était élevé à la dignité de maréchal de France et il devait mourir la même année.

Nous revenons au mémoire de Peloux dont nous nous proposons de nous occuper spécialement. Il porte un très long titre que nous reproduisons, puisqu'il forme une véritable table des matières. Immédiatement après, nous publions le fragment que nous avons annoncé.

Chr. PFISTER.

Mémoire sur la province d'Alsace contenant sa situation, sa division¹; un discours concernant les limites de cette province telles qu'elles ont été établies par le traité de Munster, qui la cède au Roy, et autres traités postérieurs dont celui de 1648 a toujours été la base²; les fleuve et rivières qui y coulent, la navigation du Rhin et de quelques-unes des dites rivières, les canaux pratiqués pour le service de quelques places et l'utilité de leurs fortifications³; la division, qualité et production des terres, avec des observations sur les grains, les prairies, vignes, bois et forêts et les pépinières⁴; les mœurs et caractère des habitants, la langue du pays, et les raisons des ménagements à avoir en Alsace⁵; le commerce et manufactures, celles qui ont eu lieu ci-

1. Fol. 5 et 6.

2. Fol. 6 v-12.

3. Fol. 13-15.

4. Fol. 25-48.

5. Fol. 48-51. « La langue ordinaire du pays est l'allemand; cependant les personnes distinguées de la province et la plus grande partie des habitants des villes parlent assez bon français. Il y a une déclaration du Roy et un arrêt du Conseil d'Etat du 30 janvier 1685 portant que tous les actes publics, soit volontaires, soit de justice, seraient rédigés en langue française; mais cet arrêt n'a pas eu son entière exécution; ce serait pourtant ce qu'on pourrait faire de mieux que d'obliger les habitants de ce pays à parler la langue de leur souverain, et, pour cet effet, il conviendrait de renouveler l'arrêt... et ne point faire, comme il a été d'usage, traduire en allemand, à côté du français, les édits, déclarations, arrêts et ordonnances que l'on fait publier, comme aussi d'ordonner que les maîtres d'école dans chaque communauté ne seraient point reçus à l'avenir qu'ils ne susseut la langue française, avec injonction à eux de l'enseigner à leurs écoliers. Rien n'est certainement plus capable d'entretenir

devant, les raisons qui ont occasionné leur chute, ce qu'on pourrait faire pour les rétablir, celles qui subsistent et leur utilité, celles qu'on pourrait mettre sur pied pour le bien de la province et même de l'État, les mines, minières et minéraux, verreries, fayenceries, papeteries, librairie et imprimeries, salines, poudres et salpêtres, et généralement toutes les autres parties du commerce, les foires franches et autres¹; la nation juive, son commencement, son accroissement, son état actuel et les maux qui en résultent²; les domaines du Roy, les fiefs et leur nature en Alsace, avec un discours sur leur origine, les priviléges des Suisses et des bourgeois de Strasbourg, les droits d'émigration, transmigration, détraction, protection, premières prières et autres dont le Roy, les seigneurs particuliers ou les villes jouissent dans l'étendue de la province³; les impositions ordinaires ou extraordinaires qui ont eu ou ont actuellement lieu, la manière particulière dont elles s'y font et tout ce qui a rapport à cette matière, avec un tableau contenant la force de tous les bailliages de la province divisée dans les trois bureaux des finances qui forment le département, les oblats ou pensions des religieux lays⁴; la religion catholique, luthérienne et calviniste, les nouveaux convertis, leurs priviléges, les bâtards, l'état ecclésiastique et maisons religieuses de l'un et l'autre sexe, le temps de leur fondation, le nombre de religieux et religieuses et leurs revenus annuels, les religieux étrangers, les relaps et apostats, les collèges⁵; la noblesse et ses priviléges, ensemble les corvées qui leur sont dues par leurs vassaux, les impositions des biens nobles, les pensions des nobles au service⁶; la magistrature qui comprend le Conseil supérieur de Colmar, la préfecture royale d'Haguenau, les quasi-présidiaux, les juridictions royales, celle de la Monnaie, le Magistrat de Strasbourg, ceux des villes ci-devant impériales et des autres qui ne dépendent point de la préfecture, les fonctions et priviléges de ces différents magistrats, les maîtrises des eaux et forêts, la maréchaussée, les priviléges, paye-

lunion et la bonne intelligence entre les peuples et l'affection pour la personne de leur souverain que de les faire parler la même langue. En se détachant de l'allemand pour s'appliquer au français, ils se déferaient plus aisément des préventions et de l'éloignement qu'ils ont pour la nation française; car, quoique ce peuple paraisse très attaché à son souverain, on sait que la plupart des habitants de l'Alsace ont encore l'aigle gravé dans le cœur et ne se défont qu'avec peine des idées d'indépendance et faux préjugés que la naissance semble leur donner. »

1. Fol. 51-79. C'est cette partie que Kroeber a publiée dans la *Revue d'Alsace*, 1867, à l'exception de ce qui concerne les foires franches; Peloux parle des deux foires annuelles de Strasbourg et dresse un tableau des autres foires en Alsace.

2. Fol. 79-85.

3. Fol. 85-100.

4. Fol. 101-140.

5. Fol. 140-178; c'est la partie que nous publions.

6. Fol. 178-186.

ment, solde et frais des officiers et cavaliers qui la composent¹; les revenus communs et patrimoniaux des communautés de la province, les baux d'iceux et comptes des bailliages, la liquidation des dettes des dites communautés, les ponts, chaussées et chemins, l'artillerie, les fortifications et généralement toutes les matières qui concernent le dedans de cette province par rapport aux affaires qui se traitent à l'intendance². Par M. Peloux, secrétaire de M. de Brou, intendant de la province³.

RELIGION ET ÉTAT ECCLÉSIASTIQUE.

Par le traité de Munster, qui cède au Roy et à la couronne de France la Haute et Basse-Alsace, S. M. s'est obligée de conserver la religion catholique comme elle l'avait été sous les princes de la maison d'Autriche et d'abolir toutes les nouveautés qui pourraient s'être glissées dans les dites provinces à cet égard⁴.

En exécution de cette disposition, le Roy, par une déclaration du mois de novembre 1662, fit défense à toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles pussent être, faisant profession d'autre religion que de la catholique, de se retirer ni habiter dans cette province, sous quelque prétexte que ce fût, ajoutant qu'elles ne jouiraient point de la liberté et autres avantages accordés par l'édit de Nantes et qu'au contraire il serait procédé extraordinairement contre les contrevenants⁵.

1. Fol. 186-206.

2. Fol. 206-221. Le mémoire finit brusquement, sans conclusion.

3. Cette ligne d'une autre écriture.

4. Par l'article 76 du traité de Munster, il est déclaré que le landgraviat de l'une et autre Alsace, le Sundgau, la préfecture provinciale sur les dix villes et les lieux en dépendant, vassaux, habitants, villes, forêts, mines, cours d'eau, etc., appartiendront au roi très chrétien et à la couronne de France, sans aucune opposition de l'Empereur, de l'Empire et de la maison d'Autriche. *Sit autem Rex obligatus in eis omnibus et singulis locis Catholicam conservare religionem, quemadmodum sub Austriacis principibus conservata fuit, omnesque quae durante hoc bello novitates irrepserunt, removere.* Les états autrichiens étaient en 1618 entièrement catholiques; Louis XIV s'engageait à y maintenir la religion catholique en son intégrité. Quelques-uns de ces pays catholiques avaient été donnés en fief pendant la fin de la guerre de Trente ans à des colonels suédois qui y avaient introduit le protestantisme; Louis XIV s'engageait à abolir ces « nouveautés ».

5. De Boug, *Ordonnances d'Alsace*, t. I, p. 21. C'est la célèbre ordonnance concernant les terres abandonnées dans l'Alsace. Les propriétaires des terres étaient tenus de rentrer en Alsace et de les mettre en culture : faute de quoi, ces terres étaient distribuées aux catholiques qui les voudraient mettre en culture; ces occupants étaient déchargés de tout impôt pendant six ans et ils acquéraient « le droit de naturalité » sans aucune finance. Défense à toutes

La seule ville de Strasbourg avait été ménagée sur ce sujet, à cause de sa soumission et en conséquence des articles 2 et 3 de sa capitulation¹ par lesquels, soit relativement aux traités de Westphalie, soit expressément, l'exercice libre de la religion luthérienne lui a été permis.

Les autres villes et communautés de la province ne sont point dans le même cas, et tout ce qui s'y est observé jusqu'à présent pour raison de la religion n'a pour fondement qu'une tolérance abusive², causée par une indulgence politique, pour ne point effrayer les religieux, soit protestants, soit de la confession d'Augsbourg³, dans une province frontière où il y en a un grand nombre.

Pour ce qui est de la religion calviniste, elle n'a en aucun temps trouvé de la faveur en Alsace. La ville de Strasbourg, pendant qu'elle était en république, ne l'a jamais voulu souffrir, quelques prières, instances et intercessions qui lui aient été faites à ce sujet par les princes et états de la religion prétendue réformée d'Allemagne. Il n'y a dans toute l'Alsace que la ville de Mulhouse, qui est en alliance avec les cantons calvinistes de la Suisse et le village d'Illzach qui en dépend, Wolfisheim à une heure de Strasbourg⁴, Sainte-Marie-aux-Mines⁵,

personnes d'autre religion de s'établir en Alsace et « n'entendons qu'elles jouissent de la liberté et autres avantages portés par l'Édit de Nantes ».

1. L'article 2 confirme à la ville ses priviléges « tant ecclésiastiques que politiques »; l'article 3 porte : « Sa Majesté laissera le libre exercice de la religion comme il a été depuis l'année 1624 jusques à présent avec toutes les églises et écoles et ne permettra à qui que ce soit d'y faire des prêches ni aux biens ecclésiastiques, fondations et couvents. » En marge, les négociateurs français ont écrit : « Accordé,... à la réserve du corps de l'église Notre-Dame, autrement nommée le dôme, qui sera rendu aux catholiques. »

2. Par l'article 89 du traité de Munster, quelques états protestants de l'Alsace, à savoir les palatins de Lutzelstein, les comtes et barons de Hanau, Fleckenstein, les dix villes libres dont quelques-unes étaient protestantes en tout (Landau, Wissembourg, Munster) ou en partie (Colmar), restaient sous l'immediateté de l'Empire romain; en 1680, ils furent placés sous la souveraineté du roi; mais il était entendu que leurs priviléges religieux demeuraient en entier. Peloux prétend que la religion protestante y était simplement tolérée et c'était là la thèse du gouvernement français. Pour les états de Wurtemberg en Alsace, à savoir le comté de Horbourg et la seigneurie de Riquewihr où le protestantisme régnait sans partage, leur situation était réglée par l'article 34 du traité de Munster : *Principes Wurtembergici lineae Montpelgardenensis restituantur in omnes suas dilitiones in Alsatia... et ab utraque parte redintegrantur in eum statum, jura et praerogativas, quibus ante initium horum bellorum gavissi sunt.*

3. Peloux distingue à tort ces deux catégories.

4. Wolfisheim est aujourd'hui au canton de Schiltigheim. Le village appartenait depuis 1530 aux Hanau-Lichtenberg. Les calvinistes de Strasbourg y allèrent célébrer leur culte depuis 1654. Le Magistrat de Strasbourg mit du reste tout en œuvre pour empêcher la fréquentation de ce prêche. Après 1681, Louis XIV défendit de prêcher en français à Wolfisheim et ne permit que le sermon en allemand, pour que les ministres ne pussent pas « pervertir » ses fonctionnaires. Reuss, *l'Alsace au XVII^e siècle*, t. II, p. 500.

5. La Réforme luthérienne fut introduite dans la partie de Sainte-Marie-aux-

Bischwiller¹ et Rosenviller² qui aient eu des temples ou exercices libres; encore est-ce le ministre calviniste de Wolfisheim qui va faire le service à Rosenviller.

Cependant, les villages de Seebach et Schleithal³ en Basse-Alsace, appartenant à M. l'évêque de Spire, présentèrent en 1720 à M. d'Angervilliers, lors intendant, une requête tendante à ce qu'on leur accordât la permission d'exercer librement la religion calviniste. L'ambassadeur de Hollande, qui était dans l'opinion que, par le traité de Munster et autres qui ont suivi, le Roy devait avoir cette tolérance et y était même obligé, sollicita fortement cette permission, à la persuasion des députés du corps évangélique assemblés à Ratisbonne⁴...

L'inobservance des édits, déclarations, arrêts et règlements sur le fait de la religion en Alsace ayant en différents temps causé des abus très préjudiciables à la catholique, on s'est cru obligé de rappeler quelques-uns des articles principaux; et les intentions du Roy à cet égard sont de nouveau expliquées dans une lettre écrite par M. Le Blanc, ministre et secrétaire d'État de la Guerre, le 1^{er} mars 1727 à M. de Harlay, lors intendant en cette province⁵, ainsi qu'on le verra dans la suite de ce mémoire lorsqu'il se présentera des matières qu'elle concerne.

Mines qui appartenait aux Ribaupierre. La terre étant allodiale, ils purent imposer leur religion à leurs sujets de cette ville, tandis que le catholicisme se maintint à Ribeauvillé et à La Poutroye, fiefs de l'évêché de Bâle. Les Ribaupierre accueillirent à Sainte-Marie les calvinistes chassés de France; et ceux-ci y fondirent une église réformée.

1. Bischwiller appartenait à la maison palatine de Deux-Ponts qui s'était déclarée pour le calvinisme.

2. Rosenviller dépend de la commune de Dettwiller, cant. de Saverne. L'endroit fut fondé par le seigneur de Rosen vers 1660, avant la déclaration de novembre 1662, et fut peuplé de Suisses réformés.

3. Oberseebach, au cant. de Seltz, et Schleithal au canton de Lauterbourg; ils faisaient partie du mundat inférieur qui passa en 1545 à l'évêque de Spire. Seulement le comte palatin possédait la moitié de ces localités et y introduisit le calvinisme. Quand ces pays passèrent sous la souveraineté française en 1680, la Réforme y fut interdite et le catholicisme seul toléré. Sur ces faits, voir la lettre écrite par l'intendant d'Angervilliers au garde des sceaux le 20 avril 1722. Spach, *Lettres écrites à la cour par M. d'Angervilliers*, Strasbourg, 1878, p. 144.

4. Les habitants invoquaient l'année normale, prétendant qu'ils étaient calvinistes en 1624; selon Peloux, que nous résumons, cet article ne doit pas intervenir, mais bien l'article 4 du traité de Ryswick, portant : *religione catholica in locis sic restitutis in statu quo nunc est remanente*. Or, en 1697, il n'y avait plus de protestants dans ces localités; rien n'était donc à modifier à la situation religieuse de 1697.

5. Claude Le Blanc fut secrétaire d'État au département de la Guerre, d'où relevait l'Alsace, de 1718 à 1723, puis de 1726 à 1728. La lettre de Le Blanc est publiée par de Boug, *Ordonnances d'Alsace*, t. II, p. 13. On s'en réfère sans cesse à cette lettre sur la conduite à tenir envers les protestants. Cf. Rod. Reuss, *Documents relatifs à la situation légale des protestants d'Alsace au XVIII^e siècle*, Paris, 1889.

Chœur des églises cédé aux catholiques et cimetière partagé.
 L'exercice de la religion luthérienne étant toléré en Alsace et la plupart des communautés qui en dépendent étant plus nombreuses en luthériens qu'en catholiques, il se trouve des églises mi-parties ; mais il a été décidé par la susdite lettre que, lorsqu'il se trouverait dans un village sept familles catholiques, le chœur de l'église leur serait remis et la nef abandonnée aux luthériens pour faire leur service, que le cimetière serait partagé entre eux et que, lorsque le seigneur du dit village serait luthérien, il ne pourrait prétendre d'être inhumé dans le chœur, quand même il serait patron de l'église et y aurait le tombeau de ses ancêtres. Dans le nombre des sept familles catholiques ne sont point compris les chasseurs, pasteurs de troupeaux et autres gens sans domicile ; et au surplus la prise de possession et le partage ne peuvent s'exécuter que sur les ordres de M. l'intendant, qui ne les donne qu'après une vérification exacte de l'existence des sept familles catholiques.

Les cloches des catholiques peuvent sonner trois fois par jour suivant l'usage et conformément à la susdite lettre, lors du décès du seigneur luthérien¹.

Conformément à un arrêt du Conseil du 20 août 1686, les dépenses pour l'entretien de l'autel, des ornements, des bancs et autres concernant l'intérieur desdites églises occupées par des catholiques ou des protestants séparément ou conjointement devraient être prises sur les revenus de leur fabrique² ; mais S. M. a bien voulu surseoir l'exécution de cet arrêt à l'égard des gentilshommes luthériens qui jouissent du revenu de la fabrique.

Ministres luthériens doivent être sujets du Roy. Comme tous les curés des paroisses catholiques de la province doivent être nés sujets du Roy conformément à l'édit de 1681³ et à la lettre de M. Le Blanc et qu'il ne serait pas juste que les ministres luthériens eussent plus de priviléges que les catholiques, il a été décidé qu'aucun étranger ne devait à l'avenir être admis au service des églises luthériennes, et M. l'intendant est même chargé de prendre des mesures avec les seigneurs particuliers pour que cet usage soit incessamment détruit.

Ce sont les seigneurs particuliers qui nomment les ministres des paroisses qui dépendent d'eux, et il n'y a que celles dépendantes du comté de Horbourg et seigneurie de Riquewihr qui soient à la nomination du Roy, parce que les biens de la succession du feu prince de

1. Peloux reproduit ici à peu près les termes de la lettre de Le Blanc.

2. De Boug, *Ordonnances d'Alsace*, t. I, p. 161. Le chœur de l'église devait être réparé par les décimateurs, la nef par les habitants.

3. 15 janvier 1681. *Ibid.*, t. I, p. 99. Cet édit qui portait sur tous les bénéfices avait été momentanément suspendu, du moins pour les curés — parce qu'on ne trouvait point de prêtres catholiques pour les états luthériens ; il avait donc été permis d'en demander au séminaire de Fulda ; mais, depuis l'organisation du séminaire de Strasbourg, cette tolérance avait pris fin.

Montbéliard dont ils dépendent sont en séquestre et que par arrêt du Conseil du 22 janvier 1724 les intendants d'Alsace et de Franche-Comté ont été commis pour le régime et administration dudit séquestre¹.

C'est M. l'intendant qui nomme à ces places des sujets capables et nés sous la domination du Roy, sur le certificat des docteurs et professeurs de la Faculté de théologie de Strasbourg, dans les commissions qui sont par lui expédiées à cet effet sous le bon plaisir de S. M. On enjoint au surintendant des églises luthériennes desdits comté et seigneurie de faire reconnaître et installer le nouveau sujet en ladite qualité.

Nouveaux convertis. La déclaration du Roy du mois de juin 1683² explique clairement les intentions de S. M., surtout ce qui concerne les nouveaux convertis tant par rapport aux priviléges dont ils doivent jouir que pour l'éducation de leurs enfants. La lettre du feu Roy écrite à M. de La Grange, intendant en Alsace, le 5 juin 1686³, les rappelle, et la déclaration du Roy concernant la religion du 14 mai 1724⁴ semble ne rien laisser à désirer sur cette matière. Cette dernière déclaration a été enregistrée au Conseil supérieur de Colmar le 10 juin de la même année; mais le luthéranisme étant toléré en Alsace, elle n'y est presque point mise à exécution.

Priviléges des nouveaux convertis. Ces priviléges consistent dans l'exemption de toutes impositions pendant trois années et, suivant l'arrêt du Conseil du 4 juin 1685⁵, il leur est accordé une surséance de trois ans pour le payement du capital de leurs dettes, et les trois années pour l'exemption et la surséance ne doivent être comptées pour les mineurs que du jour de leur majorité, conformément à la lettre susdite de M. Le Blanc. Pour les majeurs, elles sont comptées du jour de leur abjuration, et, pour qu'ils en jouissent, le grand vicaire et suffragant de l'évêché de Strasbourg donne au nouveau converti un certificat imprimé, signé et scellé en due forme, justifiant de l'abjuration et du jour qu'elle a été faite, au bas duquel M. l'intendant met son ordonnance pour les en faire jouir⁶.

1. En 1723, le comte de Montbéliard, Léopold-Éberhard, cadet de la maison de Wurtemberg, était mort, laissant une succession fort embrouillée. Des fils, que les uns reconnaissaient comme légitimes, d'autres comme bâtards, réclamaient l'héritage; le duc de Wurtemberg demandait le retour des états à la branche ainée. Il en résulte un long procès qui dura jusqu'en 1748. Pendant ce temps, les terres du Wurtemberg en France, tant en Alsace qu'en Franche-Comté, restèrent confisquées et le roi en toucha les revenus. Voir notre étude : *le Comté de Horbourg et la seigneurie de Riquewihr sous la domination française*, 1888.

2. *Ordonnances d'Alsace*, t. I, p. 126.

3. Nous n'avons pas retrouvé cette lettre.

4. *Ordonnances d'Alsace*, t. I, p. 607.

5. *Ibid.*, t. I, p. 149.

6. Ils étaient aussi exempts pendant trois ans de tout logement des gens de guerre.

Les enfants de pères et mères nouvellement convertis doivent être élevés dans la religion catholique, à moins que lors de la conversion de leurs pères et mères ils n'eussent déjà assisté à la Cène à laquelle les luthériens n'admettent personne qu'à l'âge de dix-huit ans et jamais au-dessous de quatorze; et les pères et mères qui s'écartent de cette règle doivent être punis comme relaps et apostats, conformément aux édits, arrêts et lettres (édit de janvier 1686; déclaration des 13 décembre 1698¹ et 16 octobre 1700. Lettre de M. Le Blanc du 1^{er} mars 1727).

Bâtards. A l'égard des enfants bâtards et illégitimes, leur éducation étant à la charge du Roy, ils doivent être élevés et instruits dans la religion catholique, conformément à la déclaration du Roy du 13 avril 1682². Le commandant de la province, l'intendant et le procureur général du Conseil supérieur sont chargés de ce soin; mais le cas se présente rarement³.

MAISONS RELIGIEUSES.

(*Dans un préambule assez long, Peloux explique que pour chaque maison des religieux il indiquera le temps de la fondation, le nombre de religieux ou religieuses, les revenus; il ne veut point s'occuper du chapitre de la cathédrale de Strasbourg; il renvoie aux histoires et mémoires qui en traitent assez amplement; pour une raison analogue, il ne parlera point des chapitres et collégiales qui sont en cette province⁴.)*

DIOCÈSE DE STRASBOURG.

STRASBOURG. *Jésuites.* La plus nombreuse des maisons d'hommes qui se trouvent en Alsace est celle des jésuites de Strasbourg. Elle comprend en une seule communauté un séminaire de jeunes ecclésiastiques et un collège.

Le séminaire a été fondé par le prince Guillaume-Égon de Fürstemberg, évêque de Strasbourg, par contrat du mois de juillet 1683 por-

1. *Ordonnances d'Alsace*, t. I, p. 276. C'est la déclaration qui ordonne l'exécution de l'Édit de révocation de celui de Nantes. Le recueil de Boug porte : « Non registrée au Conseil », et la même mention se trouve à l'édit de révocation de l'Édit de Nantes, t. I, p. 152 : « Non registrado au Conseil, mais l'exécution de quelques articles a été ordonnée par des déclarations postérieures. » On s'est trompé sur le sens de ces mots. Si l'Édit de révocation n'a pas été enregistré au Conseil d'Alsace, ce n'est pas par mesure de tolérance, mais parce que l'Édit de Nantes n'a jamais été appliqué en Alsace.

2. La déclaration n'est pas dans les *Ordonnances d'Alsace*.

3. Ceci à l'honneur de la population protestante.

4. A partir d'ici, nous ne donnons pas le texte de Peloux de façon absolument intégrale. Nous supprimons souvent les remarques historiques qui ne sont pas toujours exactes. Nous ne répétons pas les formules qui sont à peu près toujours les mêmes.

tant établissement de douze jésuites et huit séminaristes. Cet établissement fut confirmé par le Roy, qui y augmenta par ses lettres patentes du mois de septembre de la même année vingt nouvelles places de séminaristes. En 1685, S. M. érigea le collège¹ et y fonda douze jésuites pour l'instruction de la jeunesse, et, la même année, l'abbaye de Saint-Walbourg² et deux petits bénéfices situés au village de Weyersheim³ furent unis canoniquement à ce collège-séminaire, à charge d'y entretenir encore quatre jésuites et six séminaristes français, et qu'il y aurait toujours un fonds de mille livres affecté annuellement pour l'augmentation et entretien de la bibliothèque qui est à présent assez considérable et remplie de bons livres, tant anciens que modernes.

En 1692, l'abbaye de Selz⁴ a été pareillement unie canoniquement audit collège, aussi à charge d'y entretenir quatre nouveaux professeurs jésuites et plusieurs jeunes jésuites pour être en état de servir l'église en Alsace.

L'union de tous ces bénéfices a été confirmée par lettres patentes du mois d'août 1692, enregistrées au Conseil supérieur d'Alsace, en sorte qu'il y a annuellement dans cette maison quarante-six pères et douze frères et trente-quatre séminaristes, avec environ douze domestiques pour les servir. Ils jouissent de 32,000 livres au moins de revenus, y compris le fonds affecté pour la bibliothèque. Ce sont les jésuites qui tiennent l'Université catholique de cette ville⁵.

Religieux de Saint-Antoine. Les titres de fondation de cette maison ayant été perdus dans le temps du luthéranisme, on ne peut en rien dire de positif. Mais sûrement elle est très ancienne, antérieure à 1316. Comme les chanoines avaient été obligés de s'absenter et de l'abandonner par rapport aux troubles de la religion, le Roy permit qu'il s'y en établit d'autres lorsque la ville fut sous sa domination.

Ces religieux sont au nombre de six et deux domestiques, et, comme ils desservent la cure de Saint-Étienne⁶, le Roy leur paie 1,100 livres par an. Les religieuses du même endroit leur donnent aussi pour appointements 450 livres, ce qui, joint au casuel de la cure et autres revenus qu'ils ont du produit de quelques terres et loyers de maisons, leur fait annuellement 3,600 livres au moins de revenu.

Saint-Louis. Les chanoines réguliers de Mattaincourt, en Lorraine,

1. *Ordonnances d'Alsace*, t. I, p. 151.

2. Sur le territoire de Walbourg, cant. de Wörth. Jusqu'à cette date, cette abbaye bénédictine relevait de l'abbaye de Wissembourg.

3. Cant. de Brumath.

4. Ancienne abbaye de Bénédictines, au nord de la Basse-Alsace.

5. L'ancienne Académie de Molsheim fut transférée à Strasbourg au début du XVIII^e siècle et prit le titre d'Université catholique. Les jésuites furent installés au *Bruderhof* et le collège fut presque entièrement bâti à neuf en 1756 et 1757; les bâtiments abritent aujourd'hui le lycée.

6. Depuis 1702.

ont été appelés à Strasbourg en 1687 pour desservir la paroisse de Saint-Louis¹, établie dans l'ancienne maison des Carmes, qui servait à la ville de magasin à suif et fut achetée et réparée aux dépens du Roy, qui leur paie 2,050 livres par an pour la desserte de cette cure. Le casuel peut valoir 1,000 livres. Ils sont sept religieux et trois domestiques².

Capucins. Ce couvent a été établi en l'année 1684 par les ordres du Roy, qui donna la place, les matériaux pour le bâtiment et 3,000 livres d'espèces. Ils sont environ trente religieux et quatre domestiques qui ne subsistent que par le moyen des aumônes et de la quête³.

Récollets. Les pères récollets qui sont à la citadelle de Strasbourg y ont été établis pour y faire les fonctions d'aumôniers, ainsi qu'à l'hôpital royal qui est auprès, en exécution de la lettre écrite par le Conseil de la guerre à M. d'Angervilleurs le 28 aout 1716. Ils sont quatre à cinq religieux et deux domestiques. Ils ont 1,750 livres d'appointements, payés sur l'extraordinaire de la guerre⁴.

Maisons de filles. Saint-Étienne. Maison fondée au VII^e siècle par un duc d'Alsace. Il y institua trente religieuses nobles qui n'étaient point obligées à la clôture et quatre chanoines pour célébrer les messes⁵. La dissipation des biens de cette abbaye par la mauvaise économie des abbesses fit réduire le nombre de trente religieuses à seize par un décret du concile de Bâle. Ce dérangement ayant continué jusqu'en 1698, il ne resta plus qu'une seule chanoinesse qui abandonna même la maison et se retira en l'Empire pour se marier. Le Magistrat de Strasbourg fut alors chargé par une lettre de M. Barbezieu le 3 janvier 1699 de l'économat des revenus qui restaient et en a pris soin jusqu'en octobre 1700, que le Roy réunit ladite abbaye de Saint-Étienne à la communauté de la Visitation⁶, qui était alors composée de

1. Dans le quartier de Finkweiler, sur la rive droite de l'Ill.

2. Une troisième paroisse catholique fut créée à Strasbourg en 1686 et établie dans l'église de l'ancien couvent de Saint-Marc. Ce couvent même fut abandonné à douze prêtres de l'ordre Saint-Jean de Malte, dont l'un devait faire les fonctions de curé. L'église est devenue l'église Saint-Jean, sur le quai de ce nom. Ajoutons que les deux chapitres catholiques Saint-Pierre le Jeune et Saint-Pierre le Vieux rentrèrent dans la ville et que les protestants furent obligés de leur céder les chœurs des deux églises qu'ils occupaient, et ce furent deux nouvelles paroisses catholiques. Hermann, *Notices sur la ville de Strasbourg*, t. I, p. 95-96.

3. Le couvent fut établi près de l'hôpital militaire, dans le quartier de la Citadelle, rue de l'Arsenal. Il fut démolî en 1789-1790.

4. En 1746, on leur construira un couvent sur le terrain de l'ancienne église de Saint-André, non loin de la rue Brûlée. La rue prit le nom de rue des Récollets ou des Franciscains.

5. Il est bien entendu que l'abbaye ne devint une maison noble que longtemps après sa fondation.

6. *Ordonnances d'Alsace*, t. I, p. 304.

la mère, née princesse de Baden, et de sept religieuses détachées du monastère de la Visitation de Besançon, établies à Strasbourg à l'hôtel de Baden¹ par lettres patentes du Roy du mois d'octobre 1683.

Cette maison est actuellement autant bien gouvernée qu'elle l'avait été mal jusqu'à cette réunion. Ses revenus augmentent tous les ans par la bonne économie; elle fait depuis peu de ses épargnes des acquisitions considérables et jouit de plus de 20,000 livres de rente. Il y a environ trente-six religieuses, douze domestiques et un grand nombre de pensionnaires qui y sont très bien élevées et qui ne contribuent pas peu à l'opulence de cette maison.

La Madeleine. Cette maison a été établie sous le nom de religieuses pénitentes² de la règle de saint Augustin en exécution d'une bulle de Grégoire IX de l'année 1227, confirmée par une autre bulle de Clément VII de 1524, par lettres patentes de l'Empereur Rodolphe II de 1594 et de Mathias de 1614. Elles sont vingt-six religieuses, dix domestiques et ont environ 9,000 livres³.

Sainte-Marguerite. Couvent fondé en 1245 dans le village d'Eck-bolsheim⁴. Les religieuses suivirent d'abord la règle de saint Augustin, puis celle de saint Dominique. Cette maison, ayant été pillée plusieurs fois, fut transférée en 1270 dans la ville de Strasbourg. Le monastère de Sainte-Agnès, situé à la porte des Bouchers, lui fut incorporé en 1483. Elles sont environ trente religieuses et six domestiques. La maison jouit au moins de 10,000 livres de rente⁵.

Sainte-Barbe. Sainte-Marie-Majeure. Cette maison avait été établie à Strasbourg en forme d'hospice par permission du grand vicaire du 30 août 1692 pour des religieuses détachées du monastère de la Congrégation de Notre-Dame établi à Longwy, qui instruisaient gratuitement les jeunes filles en leur apprenant à lire, écrire et travailler. Par arrêt du Conseil d'État du 11 février 1701 et par lettres patentes du mois de mai suivant, le Roy, ayant uni à l'hôpital de Strasbourg les biens de celui de Sainte-Barbe⁶, laissa lesdites religieuses en la possession et jouissance de la chapelle et des bâtiments en dépendants. Les religieuses étaient environ quinze et cinq domestiques, et comme elles avaient beaucoup de pensionnaires et au delà du nombre de

1. L'hôtel de Bade-Dourlach est situé rue du Dragon; il allait devenir l'hôtel du Gouvernement.

2. *Reuerinnern.*

3. Place Sainte-Madeleine. A la Révolution, la maison fut changée en magasin militaire de campement. Elle abrite depuis 1845 l'orphelinat.

4. Cant. de Schiltigheim.

5. Elle devint un hôpital sous la Révolution, et, à partir de 1832, une caserne d'infanterie. Elle est située non loin des Ponts-Couverts.

6. L'hôpital Sainte-Barbe, *Phinenspital*, se trouvait rue Sainte-Hélène et son église était entre cette rue et la rue Sainte-Barbe. Après le départ des religieuses de la Congrégation, les *Petits-Capucins* y furent installés. Sur l'emplacement s'est élevée au xix^e siècle une synagogue.

vingt, dont les pensions contribuaient à leur entretien, et n'ayant pas d'ailleurs 2,000 livres de rente, y compris une pension annuelle de 400 livres payée par le Roy, elles se trouvaient trop à l'étroit; ce qui les engagea à demander par l'intercession de la Reine¹, qui avait logé dans leur maison lors de son mariage en 1725, à être transférées dans une maison plus spacieuse, et on leur accorda en 1729 l'hôpital dit des pèlerins au faubourg de la Porte-Blanche, où elles sont actuellement², et ont depuis cette translation donné à leur maison le nom de Sainte-Marie-Majeure.

Ville de HAGUENAU. Jésuites. Couvent fondé en 1614³ par l'évêque de Strasbourg et le Magistrat de Haguenau. Ils y tiennent un collège pour enseigner les jeunes gens et leur apprendre les humanités. Ils sont quinze jésuites et huit domestiques et jouissent de près de 5,000 livres de revenu.

Jacobins. Couvent fondé en 1320. Ils sont environ douze jacobins et quatre domestiques. 1,500 livres de revenu⁴.

Augustins. Fondé en 1282 par Rodolphe de Habsbourg. Sept religieux. 400 livres de revenu fixe⁵.

Cordeliers. Établi en 1238 par deux frères de la famille de Fleckenstein. Point de titre de la fondation. Environ douze religieux et quatre domestiques. 900 livres de revenu, outre le produit de la quête qui les fait subsister⁶.

Capucins. Établis en 1621, du consentement du Magistrat qui leur céda la maison de l'église, abandonnée par les religieux de l'ordre de saint Guillaume. Ils ne sont que six ou sept et trois domestiques, qui subsistent de charités⁷.

1. Marie Leszczynska.

2. C'est l'ancien couvent des Augustins au faubourg Blanc. Le couvent fut aboli en 1530 et devint l'*Hospitium pauperum peregrinorum, Ellendenberg*. Les bâtiments furent reconstruits en 1757 par l'architecte Massol. Aujourd'hui hospice dépendant de la Toussaint.

3. En réalité, les jésuites s'établirent régulièrement à Haguenau dès 1604. En 1614, ils y créèrent un collège avec le concours du Magistrat et de l'archiduc Léopold d'Autriche, administrateur de l'évêché de Strasbourg. Le collège fut transféré en 1628 à la burg, reconstruit de 1728 à 1730, au temps de l'intendance de Faydeau de Brou. Les bâtiments servent aujourd'hui de caserne de cavalerie. Cf. V. Guerber, *Histoire de Haguenau, Rixheim*, 1876, t. II, p. 150-170, d'après le *Diarium manuscrit*.

4. Sur les Dominicains, dans l'église desquels fut enterré Jérôme Guebwiller, cf. Guerber, t. II, p. 136-142.

5. C'étaient des Augustins ermites. Guerber, t. II, p. 128-135.

6. Le monastère de Saint-François eut en effet pour fondateurs deux frères de la famille Fleckenstein, Caspar et Melchior, et le fils d'un patricien de la ville, Balthasar Bechtel. A cause de ces prénoms, on l'appela le monastère des Trois-Mages. Au xvi^e siècle, le monastère fut occupé par l'ordre des Récollets, ainsi nommés parce qu'ils voulaient *se recueillir*. Guerber, t. II, p. 112-127.

7. Les Wilhelmites disparurent au début du xvii^e siècle. Sur les Capucins, voir Guerber, t. II, p. 146-149.

Prémontrés. Couvent fondé en 1189 par Frédéric-Barberousse; il fut changé en paroisse séculière par Charles-Quint en 1535, et en l'année 1643 le Roy fit rétablir les mêmes religieux, à condition qu'ils feraient le service de la paroisse de Saint-Nicolas¹. Ils sont huit ou neuf religieux et jouissent d'environ 3,000 livres de revenus, y compris le casuel de la paroisse.

Maisons de filles. Annonciades célestes. Maison fondée en 1621 par le suffragant et le chancelier de l'évêché de Strasbourg, de l'ordre de l'archiduc Léopold, qui en était évêque. Les religieuses furent mises en possession des biens qui avaient été possédés par le monastère des pénitentes établi en 1472, lequel ayant été abandonné, le Magistrat avait eu l'administration des revenus qui restaient pendant soixante ans. Elles sont trente-deux religieuses, huit domestiques et ont 3,000 livres de revenu. Les charités et le travail de leurs mains suppléent à ce qui leur manque pour vivre².

Tiers-ordre de saint François. Les sœurs du monastère étaient anciennement appelées bégardes. Elles furent établies à Haguenau en vertu d'un acte passé le 9 novembre 1616 entre le Magistrat et le père Frimbelius, vice-gardien du couvent de l'ordre de saint François de l'observance établi à Saverne, comme député de son provincial. Seize religieuses, trois domestiques. 2,000 livres de revenus³.

Abbaye de KÖNIGSBRUCK⁴. L'établissement de cette abbaye dans la forêt de Haguenau a été fait par l'empereur Frédéric I^e en 1152. Elles sont une vingtaine de religieuses, douze ou quinze domestiques. 5,000 livres de rente, outre quelques vignes qui leur fournissent le vin dont elles ont besoin.

Abbaye de BIBLISHEIM⁵. De l'ordre de saint Benoit; du XI^e siècle; confirmée par l'empereur Sigismond le jour de la sainte Marthe 1418. Douze religieuses, huit ou dix domestiques; pas plus de 3,000 livres de

1. Frédéric Barberousse fonda un hôpital sous l'invocation de saint Nicolas. Il devait être desservi par un prévôt et quatre clercs de l'ordre des Prémontrés. En 1535, les Prémontrés cédèrent leur couvent, leur hospice et leur église à la fabrique Saint-Georges; dans l'église fut installée une seconde paroisse que les Prémontrés desservirent. Mais, comme le Magistrat penchait vers la Réforme, les Norbertins furent expulsés en 1579. Ils devaient revenir au temps de l'occupation française dès 1643. Le manuscrit de Peloux porte à tort 1649. Guerber, t. II, p. 93-111.

2. Guerber, t. II, p. 176-183. L'ancienne chapelle des Annonciades a servi ces derniers temps au collège.

3. Guerber énumère les nombreux béguinages qui existaient à Haguenau au moyen âge. Le couvent dont on parle ici semble être celui de Saint-Joseph, sur lequel Guerber est assez mal renseigné, t. II, p. 190.

4. Sur la commune de Leutenheim, cant. de Bischwiller. En réalité, la fondation est due au duc Frédéric le Borgne, père de Barberousse. Les religieuses étaient des cisterciennes.

5. Cant. de Wörth. Cf. Guerber, t. II, p. 236.

rente; mais elles font faire des quêtes en vin et en argent pour subvenir à leurs besoins.

Abbaye d'ANDLAU¹. Fondée en 880 par sainte Richarde. L'abbaye d'Hugshoffen², à une demi-lieue de Villé, anciennement habitée par des religieux de l'ordre de saint Benoît, qui l'abandonnèrent dans le temps du luthéranisme en embrassant la secte de Luther, fut réunie et incorporée à l'abbaye d'Andlau³, du consentement du pape, moyennant 30,000 florins d'Empire. En 1686, le Roy confirma cette réunion par lettres patentes, et depuis ce temps l'abbesse d'Andlau rend à S. M. la foi et hommage comme sa vassale. L'abbesse fait vœu de chasteté; mais les chanoinesses n'en font point, ayant la liberté de se marier; elles vivent en communauté. Elles sont une quinzaine et vingt domestiques. Cette abbaye a plus de 20,000 livres de rente, tant pour la mense abbatiale que pour la conventuelle⁴.

Saint-Jean-des-Choux⁵. Monastère fondé en 1126 par un comte de Lützelbourg. Dix-huit religieuses, sept domestiques. 9,000 livres de revenu.

Congrégation de Notre-Dame. Le monastère de la congrégation de l'ordre de saint Augustin, établi à SAVERNE, a été fondé par M. de Furstemberg, évêque de Strasbourg, tant en son nom qu'en celui du grand chapitre et de son consentement, suivant l'acte de dotation du 1^{er} octobre 1683. Vingt-deux religieuses; environ 2,000 livres de revenu. Les pensionnaires et les ouvrages qu'elles font aident à leur subsistance.

Maisons d'hommes. NEUBOURG⁶. Ordre de saint Bernard. Fondée en 1128 par Reinholdt, comte de Lützelbourg; par lettres d'Albert de Bavière, évêque de Strasbourg, de 1489, la paroisse de Dauendorf a été réunie à cette abbaye. Douze religieux, vingt-cinq domestiques. Plus de 20,000 livres de revenus.

SAINTE-ODILE, de l'ordre des Prémontrés. Huit religieux, 1,500 livres de revenus; mais, comme c'est un pèlerinage considérable et fort renommé en Alsace, les messes, prières et offrandes les font subsister très à leur aise.

STEPHANSFELD. Commanderie de l'ordre du Saint-Esprit, près de

1. Au cant. de Barr, Bas-Rhin.

2. Hugonis curia, en français Honcourt, commune de Saint-Martin, cant. de Villé. Le dernier abbé fut Paul Voltz qui embrassa la Réforme.

3. En 1599, par Rodolphe II.

4. Cf. Ch. Deharbe, *Sainte Richarde. Son abbaye d'Andlau, son église et sa crypte*, Paris, 1874.

5. Cant. de Saverne. Le village se nommait à l'origine Meyenheimswiler et prit plus tard le nom de l'abbaye.

6. Comm. de Dauendorf, cant. de Haguenau. Cf. L. Vautrey, *l'Abbaye de Neubourg*, dans la *Revue d'Alsace*, 1860, p. 43-48 et 65-80. Guerber, *op. cit.*, t. II, p. 237-243.

Brumath. Huit religieux, dix domestiques. Près de 5,000 livres de revenus. Ils sont chargés de recevoir, nourrir et élever dans leur maison les enfants que l'on expose à leur porte; aussi ont-ils grand soin de veiller à ce qu'il n'y en vienne guère¹.

MARIENBRONN². A l'origine prieuré de religieuses de l'ordre de saint Augustin, fondé en 1182 par les barons de Fleckenstein. Mais la famille ayant embrassé le luthéranisme chassa en 1575 la prieure et les religieuses. En l'année 1697, Frédéric-Jacques, baron de Fleckenstein, remit les mêmes biens et revenus à un religieux de l'ordre de Citeaux³. Il n'y a qu'un religieux et trois domestiques. Le religieux jouit de plus de 600 livres de revenu, outre quarante arpents de bois qui fournissent à son chauffage.

MARMOUTIER⁴. Abbaye de l'ordre de saint Benoît, fondée par les rois d'Austrasie. Environ trente religieux, seize domestiques, près de 30,000 livres de revenu.

EBERSHEIMMUNSTER⁵. Abbaye du même ordre. Elle est située dans une forêt, près de Benfeld. Vingt-cinq religieux, quarante domestiques, environ 25,000 livres de revenu, y compris le produit de leurs bois qui sont considérables.

ALTDORF⁶. Abbaye de l'ordre de saint Benoît. Quatorze religieux, quinze ou seize domestiques. Environ 6,000 livres de revenu.

Chartreuse. Le couvent avait d'abord été établi près de la ville de STRASBOURG en 1335. Cette Chartreuse était considérable, tant par ses bâtiments et revenus que par le nombre de ses religieux; mais elle fut détruite en 1591 par ordre des magistrats luthériens, et, les religieux s'étant retirés dans la ville de MOLSHEIM, ils eurent la permission de s'y établir par lettres patentes du cardinal Charles de Lorraine, évêque de Strasbourg, du 26 février 1602, confirmées par l'archiduc Léopold, son successeur, par autres lettres patentes du 2 juillet 1613. Ils sont vingt religieux, quinze domestiques et ont 15,000 livres de revenus⁷.

Jésuites. Il y a dans la même ville de Molsheim un collège de jésuites fondé en 1580 par Jean de Manderscheidt, évêque de Strasbourg, du consentement du grand chapitre. Les lettres patentes de l'année 1582 sont confirmées par une bulle spéciale de Grégoire XIII en 1584. Ils sont trente religieux, douze domestiques et ont environ 6,000 livres de revenus⁸.

1. En 1777, après la sécularisation de la Commanderie, Stephansfeld devint hospice des enfants trouvés.

2. Comm. de Lobsann, cant. de Soulz-sous-Forêts.

3. Le prieuré fut soumis à l'abbaye de Neubourg.

4. Cant.-de Saverne.

5. Cant. de Schlestadt.

6. Village d'Altdorf, au cant. de Molsheim.

7. Cf. C. Seyfried, *les Chartreuses de Strasbourg et de Molsheim*, dans la *Revue catholique d'Alsace*, 1896, p. 839-851.

8. Cf. C. Seyfried, *les Jésuites en Alsace. Collège de Molsheim, 1580-1765*,

Capucins. On trouve aussi à Molsheim un couvent de Capucins établi en 1657 sans aucune fondation. La place sur laquelle ont été bâties l'église et la maison fut donnée par le baron de Neustein, et l'archiduc Léopold donna 1,000 livres pour commencer le bâtiment. Ils sont six ou sept religieux.

Il y a aussi à OBEREHNHEIM¹ un couvent du même ordre établi en 1600, où ils sont environ dix religieux.

Récollets. Le prince Charles de Lorraine, évêque de Strasbourg et de Metz, établit à SAVERNE un couvent de Récollets, de l'ordre de saint François, le 28 juin 1601. Ils sont seize religieux et six domestiques et ont environ 700 livres de revenu. La quête les fait subsister².

SCHLESTADT. Jésuites. L'évêque de Strasbourg fonda en 1616 un couvent de jésuites et donna pour cet effet le prieuré de Sainte-Foy, qui était créé depuis un temps immémorial et dépendait de l'abbaye de Conches, de l'ordre de saint Benoît, dans le Rouergue. Ils sont quinze religieux, dix domestiques et ont environ 7,000 livres de revenu. Ils y tiennent un collège allemand pour enseigner les humanités³.

Jacobins. Couvent établi en 1294 par la donation que firent MM. de Wickersheim d'une place sur laquelle on commença le bâtiment du consentement du Magistrat. Il a été construit par le moyen des charités et aumônes et des patrimoines des religieux qui ont dans la suite formé des capitaux, dont ils ont fait plusieurs acquisitions qui leur produisent aujourd'hui environ 3,000 livres de revenu. Ils sont quinze religieux et sept domestiques. La quête leur fournit le surplus de leur dépense⁴.

Récollets. Il y avait anciennement à Schlestadt un couvent de Cordeliers, qui y a subsisté jusqu'en 1580 que ces religieux l'abandonnèrent. Il fut inhabité jusqu'en 1638 qu'on y a établi les Récollets. Ils sont dix-huit qui ne subsistent que d'aumônes et de charités⁵.

Capucins. Le couvent n'a été établi qu'en 1655 sans titres ni fondation. Ils sont une douzaine qui subsistent ainsi que les Récollets⁶.

dans la *Revue catholique d'Alsace*, 1896 et 1897. L'église des jésuites, construite de 1605 à 1681, sert d'église paroissiale.

1. La ville supérieure sur l'Ehn, en alsacien Obernäy, fortement accentué sur la dernière syllabe, d'où le français Obernai. Sur le couvent des Capucins, dont la fondation remonte en réalité à 1626, cf. J. Gyss, *Histoire de la ville d'Obernai*, t. II, p. 176-177.

2. Cf. Dag. Fischer, *Notice historique sur l'ancien couvent des Récollets de Saverne*, dans le *Bulletin des monuments historiques de l'Alsace*, 1876.

3. J. Gény a publié le *Diarium des jésuites de Schlestadt et Rouffach, Jahrbücher der Jesuiten zu Schlettstadt und Rufach*, 2 vol., Strasbourg, 1895-1896.

4. L'emplacement est occupé aujourd'hui par le bureau de poste.

5. Le chœur de leur église est devenu l'église protestante.

6. Ils furent chargés du service de l'hôpital civil et de l'hôpital militaire. La

*Religieuses de SILO*¹. Il y a dans la même ville un monastère dont l'établissement commença par deux filles dévotes qui se retirèrent dans une petite maison sur le mont de Silo, près de Ribeauvillé, en 1268 ; cette maison ayant ensuite été incendiée par les guerres, ces filles vinrent à Schlestadt, où le nombre commença à s'augmenter et, par le moyen des charités, elles y firent bâtir la maison qui existe actuellement, n'ayant aucun titre ni biens fondés que ceux provenant des donations des religieuses et héritages de leurs parents. Elles sont vingt-cinq religieuses et jouissent de 8,000 livres de revenus. Elles suivent la règle de saint Dominique².

DIOCÈSE DE BÂLE³.

COLMAR. Maison et collège des jésuites. Fondé en exécution d'une lettre que M. de Barbézieux écrivit de la part du Roy au Magistrat le 4^e juin 1698. Huit à neuf religieux. Revenus : 3,000 livres, y compris une pension de 1,800 livres sur les revenus communs de la ville et 1,000 livres sur ceux du collège d'Ensisheim⁴.

Jacobins. Date de fondation : 1278 ; une douzaine de religieux. Revenu : 4,500 livres de donations et legs pieux⁵.

Augustins. Couvent très ancien ; subsistait déjà en 1316. Douze religieux. Revenus : 1,000 livres, outre le produit de la quête⁶.

Capucins. Maison fondée au moyen d'une somme de 20,000 livres donnée par le Magistrat le 28 septembre 1699 pour commencer la construction de l'église et de la maison sur un terrain abandonné. Vingt religieux et quatre domestiques⁷.

manufacture de tabac fut installée au XIX^e siècle dans les bâtiments qui furent incendiés lors du siège, en octobre 1870.

1. Saint-Nicolas de Silo, sur le territoire de Ribeauvillé, non loin du château de Bilstein.

2. Dans les bâtiments a été installé l'hôpital civil.

3. Ce titre n'est pas tout à fait exact. La partie méridionale de la Haute-Alsace faisait partie du diocèse de Besançon, ainsi Belfort, Delle, Montreux-Vieux, Montreux-Jeune, etc. On trouve pourtant dans ce chapitre l'indication des Capucins de Belfort. C'est que Peloux se préoccupait avant tout des revenus du clergé et des rôles pour la levée de l'impôt ; or, le clergé de toute la Haute-Alsace, y compris celui du diocèse de Besançon, faisait partie du même rôle ; ce rôle était dressé jusqu'en 1735 par l'intendant ; à partir de 1735 fut réunie pour le dresser une chambre ecclésiastique. Cf. Hoffmann, *l'Alsace au dix-huitième siècle*, t. IV, p. 169.

4. Après l'expulsion des jésuites, un collège royal fut installé dans les bâtiments qui, plus tard, servirent au lycée de Colmar.

5. L'église des Dominicains, restaurée dans un goût assez médiocre, a été rendue au culte en 1898. Les Annales des dominicains de Colmar comptent parmi les sources les plus importantes du moyen âge. *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. XVII, p. 183-270.

6. Les bâtiments servent aujourd'hui de prison.

7. Les bâtiments sont situés dans la rue Rapp. Ils ont abrité, à partir de

Religieuses. Unterlinden. L'établissement de ce monastère commença en 1200 par une assemblée de filles de condition, qui se mirent sous l'invocation de saint Jean-Baptiste en l'année 1234. L'abbé de Munster, au Val-Saint-Grégoire, passa un acte, du consentement de son chapitre, par lequel il donna en propriété à cette communauté de filles un moulin nommé *Uf Mühlen*¹ à condition d'une redevance de dix réaux de grains. En 1240, ces filles députèrent deux d'entre elles pour aller à Rome, où elles reçurent l'habit de saint Dominique, et, par un acte de l'évêque de Bâle de l'année 1251, il leur fut permis de se transporter dans la ville de Colmar et d'y faire bâtir un cloître et une église². Quarante-cinq religieuses, quinze domestiques, plus de 15,000 livres de revenus.

Sainte-Catherine. L'origine de ce monastère vient d'un certain nombre de filles dévotes qui s'étaient assemblées à Katzenthal³ et observaient la règle de saint Augustin, conformément aux institutions du monastère de Saint-Sixte de la ville de Rome, sous la direction des Frères Prêcheurs de la ville de Colmar. Elles s'établirent en 1310 avec la permission de l'empereur Henri VII à Colmar, où elles suivent la règle de saint Dominique⁴. Trente-quatre religieuses, douze domestiques, 8,000 livres de revenus.

*OTTMARSHÉIM*⁵. Abbaye noble de l'ordre de saint Benoit. Douze chanoinesses, six domestiques. Revenus : plus de 10,000 livres.

MASMÜNSTER ou MASSEVAUX. Fondé en 720. L'abbesse et les chanoinesses sont sur le même pied que les dames d'Andlau. Elles sont au nombre de douze, environ autant de domestiques. Revenu : 11 à 12,000 livres⁶.

*SCHÖNENSTEINBACH*⁷. Fondé en 1138 sous la règle de saint Bernard. Soumis ensuite au prévôt de Marbach, et la règle de saint Augustin, puis aux pères prédateurs de Colmar et à la règle dominique.

1853, le collège catholique et servaient en dernier lieu au séminaire d'instituteurs. L'ancien couvent des franciscains avait été sécularisé au moment de la Réforme et l'église sert aujourd'hui au culte protestant.

1. C'est près de ce moulin hors de la ville que s'installèrent d'abord les religieuses.

2. Ce couvent fut, par sa mystique, un des plus célèbres de l'Allemagne au moyen âge. Depuis 1849, la bibliothèque de la ville est installée dans ses bâtiments et le musée de peinture dans l'église.

3. Au canton de Kaysersberg.

4. Les bâtiments devinrent sous la Révolution hôpital militaire; on y a installé récemment des salles de concert et de réunion.

5. Cant. de Habsheim, à l'est de Mulhouse. Sur le chapitre d'Ottmarsheim au XVIII^e siècle, cf. Hoffmann, *op. cit.*, t. IV, p. 40.

6. Cf. F. Gasser, *l'Abbaye de Massevaux, ses droits, ses priviléges*, dans la *Revue d'Alsace*, 1872, p. 426-499.

7. Comm. de Wittenheim, cant. de Mulhouse-Nord. Cf. L. Winterer, *Das Kloster Schönensteinbach, Rixheim*, 1897.

caine. Trente religieuses, à peu près autant de domestiques, près de 15,000 livres de revenus.

ALSPACH¹. Couvent acheté en 1282 au monastère de Hirsau, diocèse de Spire, au prix de 800 marcs d'argent payés comptant, par quarante filles de l'ordre de sainte Claire, qui prirent l'habit de religion toutes ensemble en un jour. Aujourd'hui, trente religieuses, dix domestiques. Revenus : environ 10,000 livres.

LA PORTE-AUX-ANGES². Couvent de l'ordre de saint Dominique établi à Guebwiller. Vingt-quatre religieuses, douze domestiques. 7,000 livres de revenus.

ENSISHEIM. Couvent du tiers ordre de saint François. Fondé en 1616 par la comtesse d'Helfenstein, d'Innsbruck en Tyrol, résidente pour lors à Ensisheim. Vingt-cinq religieuses, dix domestiques. Revenus : plus de 6,000 livres.

VIEUX-THANN. Autrefois les religieuses suivaient la règle de saint Augustin et avaient une association avec les dames de Masmünster et d'Ottmarsheim. Mais la mauvaise conduite de quelques abbesses détruisit presque entièrement ce monastère, qui fut pour ainsi dire renouvelé par un acte de l'évêque de Bâle en 1534, qui soumit ces religieuses à suivre la règle de saint Dominique³. Dix-sept religieuses, huit domestiques. Revenus : guère plus de 4,000 livres.

Maisons d'hommes. MURBACH. Fondé en 726 : ordre de saint Benoît. En 1555, le pape unit cette abbaye à celle de Lure en Franche-Comté. Elle a été autrefois en commende ; mais l'abbé d'aujourd'hui est régulier⁴. Il a la qualité de prince et est en droit d'avoir un député aux diètes de l'Empire. Il est élu du nombre des religieux qui sont tous nobles. Ils sont vingt-cinq religieux, au moins quarante à cinquante domestiques, y compris ceux de l'abbé, et jouissent de plus de 80,000 livres de revenus. Ils font actuellement construire à Murbach un bâtiment superbe qui leur coûte déjà considérablement.

MARBACH⁵. De l'ordre de saint Augustin. Fondé en 1060 par Bur-

1. Situé à l'ouest de Kaysersberg, sur le territoire de cette commune.

2. Engelport. Die Dominikanerinnen zur Engelporten.

3. Le monastère fut placé sous la surveillance des dominicains de Guebwiller.

4. L'abbaye de Murbach était en commende depuis l'année 1587 et livrée à des princes autrichiens. Sous le gouvernement français, elle fut donnée à l'évêque de Strasbourg François-Egon de Furstenberg, puis à divers seigneurs. En 1720, fut nommé abbé de Murbach Célestin von Beroldingen, originaire de Gundelhart en Thurgovie. Il est considéré comme abbé régulier ; mais, en août 1736, il résigna sa charge en faveur d'Armand de Rohan-Soubise-Ventadour, coadjuteur de Strasbourg, le futur cardinal. La commende était ainsi de nouveau introduite, et Leodegar von Rathsamhausen fut nommé administrateur des deux abbayes de Murbach et Lure. Voir l'ouvrage de A. Gatrio, *Die Abtei Murbach im Elsass*, 2 vol. in-8°, Strasbourg, 1895.

5. L'abbaye de Murbach se trouve sur le territoire de Voeglinshoffen, au canton de Wintzenheim.

KARD, gentilhomme demeurant à Gueberschwihr. Dix-sept religieux, vingt domestiques. Environ 16,000 livres de revenus.

MUNSTER. De l'ordre de saint Benoît. Fondé en 660 par Childe-ric II. Vingt-six religieux, douze domestiques et ont plus de 21 ou 22,000 livres de revenus.

LUCELLE¹. De l'ordre de saint Bernard. Fondé par les comtes de Ferrette vers 1124. On prétend que saint Bernard a posé lui-même la première pierre pour la construction de l'église. Cinquante religieux, soixante domestiques. 50,000 livres de revenus.

PAIRIS². Cette abbaye est du même ordre et filiale de Lucelle. Elle a été fondée en 1138 par les comtes d'Eguisheim, lesquels, avec d'autres seigneurs et plusieurs particuliers de la province, avaient doté cette abbaye de biens considérables ; mais ils ont en partie été usurpés dans le temps de guerre et détruits par trois différents incendies qui ont obligé à vendre les fonds pour en rétablir [les bâtiments]. Ils sont treize religieux, dix domestiques et ont au moins 15,000 livres de revenus.

LES TROIS-ÉPIS³. Le couvent de Notre-Dame, dit des Trois-Épis, de l'ordre de saint Antoine, a été fondé en 1506 comme bénéfice simple par Conrad Stürzel, Sigismond de Lupfen et Guillaume de Ribaupierre⁴; et en 1605 le sieur Du Lys, chanoine de Saint-Dié, dernier prieur, céda ce bénéfice aux pères de l'ordre de saint Antoine. Ils sont six religieux, deux domestiques et n'ont au plus que 1,200 livres de revenus.

ISENHEIM⁵. Quatorze religieux autonistes, dix domestiques. Plus de 8,000 livres de revenus.

GUEBERSCHWIHR⁶. Couvent de Saint-Marc, de l'ordre de saint Benoît. Réuni en 1105 par l'évêque de Strasbourg à l'abbaye de Saint-Georges des Montagnes-Noires⁷. Un religieux avec deux domestiques, 1,200 livres de revenus. La prévôté, étant à la nomination de l'abbé de Saint-Georges, a été confisquée au profit du Roy en 1734.

THIERENBACH⁸. Prieuré de saint Benoît fondé en 1133. Relève de

1. Sur le territoire de Lucelle, au canton de Ferrette, près de la frontière suisse. Cf. A. Quiquerez, *Histoire de l'abbaye de Lucelle*, dans la *Revue d'Alsace*, 1864.

2. Comm. d'Orbey, cant. de La Poutroye, au pied de la montagne du lac Noir.

3. Drei-Aehren, sur le territoire de la commune d'Ammerschwihr, cant. de Kaysersberg.

4. Le premier était reichsvogt de Kaysersberg, le second seigneur du Hohlandsberg, le troisième seigneur de Ribaupierre. La petite ville d'Ammerschwihr appartenait à ces trois seigneuries.

5. Isenheim, au cant. de Soulz.

6. Au cant. de Rouffach.

7. Saint-Georges, dans la Forêt-Noire.

8. Comm. de Jungholz, cant. de Soulz. La chapelle de Thierenbach est un but de pèlerinage.

Cluny. Six religieux, trois domestiques. N'ont que 700 à 800 livres de revenus.

GUEBWILLER. *Jacobins.* Couvent de saint Dominique établi en 1294. Le bâtiment n'a été achevé qu'en 1490. Dix-huit religieux, neuf domestiques. 1,500 livres de revenu.

ŒLENBERG¹. *Jésuites.* Autrefois couvent de chanoines réguliers, fondé par Léon IX en 1052. Donné pour fondation aux pères jésuites de Fribourg-en-Brisgau par lettres patentes de 1623. Huit religieux, avec quinze domestiques, environ 20,000 livres de revenus. Ce qui en reste à la fin de l'année, toutes charges acquittées, est remis au collège de Fribourg. Comme la plupart des revenus sont en grains, qui sont toujours plus chers de l'autre côté du Rhin qu'en Alsace, on accorde chaque année des passeports pour au moins 200 sacs.

SAINTE-MORAND². Ce prieuré a pareillement été réuni à la fondation du collège de Fribourg par l'archiduc Léopold, suivant un bref d'Urbain VIII de 1626. Il est actuellement possédé par des jésuites de la province de Bavière, qui y ont été établis en exécution d'un arrêt du Conseil du 9 octobre 1716. Quatre religieux, dix domestiques. Plus de 17,000 livres de revenus, dont l'excédent, après leur dépense et charges ordinaires payées, est pareillement remis au collège de Fribourg.

Ce qui vient d'être dit pour ces deux dernières maisons n'a lieu qu'en temps de paix. Ces revenus ont été confisqués au profit du Roy à cause de la guerre de 1734; mais S. M. en a fait don à M. le cardinal de Rohan pour l'indemniser en partie de la confiscation faite de la part de l'Empereur sur les biens de l'évêché de Strasbourg situés à la droite du Rhin dans le Brisgau.

ROUFFACH. *Jésuites.* Le couvent et collège de Rouffach, tenu par des jésuites allemands, a été fondé en 1616 par l'archiduc Léopold, évêque de Strasbourg, qui donna à cet effet le prieuré de Saint-Valentin, de l'ordre de saint Benoît, dépendant de l'abbaye de Cluny. Quatre à cinq religieux, autant de domestiques. 5,000 livres de revenus³.

Capucins. Couvent établi à **ENSISHEIM**⁴ en 1601 et bâti par les dons des comtes Fugger, seigneurs de Bollwiller. Treize religieux.

Un autre à **WEINBACH**⁵, bâti en 1612; mais, ayant été incendié en

1. Comm. de Reiningen, cant. de Mulhouse-Nord. Les bâtiments furent acquis en 1825 par les trappistes qui les occupent encore.

2. Comm. d'Altkirch. Après l'expulsion des jésuites, le prieuré revint à l'ordre de Cluny. Les bâtiments appartiennent aujourd'hui à la ville d'Altkirch qui y a établi l'hôpital civil et un orphelinat.

3. Le collège dépendit de celui de Schlestadt. On consultera J. Gény, *Jahrbücher der Jesuiten zu Schlettstadt und Rufach*, 2 vol.

4. Ce fut le premier couvent des capucins en Alsace.

5. Comm. de Kientzheim, cant. de Kaysersberg.

1674, il fut rétabli par ordre du Roy, qui fit payer 100 ducats pour cet effet. Treize à quatorze religieux.

Couvent du même ordre à SOULZ établi en 1650, où ils sont huit religieux¹.

Un autre à THANN, établi en 1620. Environ dix religieux.

Un à LANDSER, fondé en 1655 par le bailli dudit bailliage nommé Hug, en vertu d'une permission du Roy. Réduit en hospice en 1711 par un règlement des principaux Capucins de la province helvétique. Dix religieux.

Et un autre à BELFORT, établi le 15 juin 1619, où ils sont douze capucins.

GIROMAGNY. Picpus. Ce couvent a été établi en 1663 par le duc de Mazarin, qui fit venir de la maison principale des Picpus de Paris quelques pères, auxquels on donna l'administration de la cure paroissiale qu'ils ont encore. Quatre religieux et 1,600 livres de revenus.

Récollets. Couvent établi à KAYSERSBERG en 1481 en vertu d'une bulle du pape Sixte IV². Dix religieux, qui ne subsistent qu'au moyen d'aumônes et de la quête. Le couvent de ROUFFACH est un des premiers de l'ordre de saint François qui ait été établi, sans aucun titre. Vingt religieux qui vivent comme il a été dit ci-dessus. Le couvent de FERRETTE pareillement établi sans aucun titre en 1643. Quinze religieux.

ÉVÉCHÉ DE SPIRE³.

Ville de WISSEMBOURG. *Augustins.* Ce couvent a été établi en 1684 par lettres patentes du Roy dans une maison qui avait été ancienne-ment possédée par des religieux du même ordre et qui l'avaient abandonnée en 1526, faute d'avoir de quoi y subsister. Neuf religieux. Environ 1,500 livres de revenus.

Capucins. Ils y ont été établis en la même année par ordre du Roy dans une maison autrefois occupée par des Cordeliers, qui l'abandon-nèrent dans le temps du luthéranisme. Ils sont six à sept religieux et desservent six cures, tant à Wissembourg que dans le voisinage, et la commanderie de l'ordre teutonique, dont ils tirent annuellement près de 2,600 livres⁴.

LANDAU. Augustins. Ce couvent a été établi en l'année 1300. Les titres de la fondation ont été perdus dans le temps du luthéranisme. Ils sont dix-huit religieux et ont environ 2,000 livres de revenus, y

1. Le couvent est devenu aujourd'hui hôpital civil.

2. A l'origine, le couvent se trouvait dans la forêt, derrière Alspach.

3. L'évêché de Strasbourg s'arrêtait à la Sauer et au Selzbach; au nord s'étendait le pays de Wissembourg qui, tout en faisant partie de l'évêché de Spire, fut considéré de bonne heure comme appartenant à l'Alsace.

4. Il y avait encore à Wissembourg un couvent de franciscains qui disparut lors de la Réforme et dont les bâtiments abritèrent l'hôpital.

compris 800 que le Roy leur paie pour faire les fonctions d'aumônier à l'hôpital royal et au fort de ladite ville.

CLINGENMUNSTER¹ et HERDT². Ce sont deux abbayes sans communauté, la première de Bénédictins et la deuxième d'Augustins, situées à deux lieues en deçà de Landau. Les abbés sont pourvus de bulles de Rome.

OBSERVATIONS.

Il est à remarquer que toutes les abbayes et commanderies, tant de religieux et religieuses que de chanoinesses nobles, ne peuvent procéder à l'élection des abbés qu'après en avoir obtenu la permission du Roy, qui nomme des commissaires pour y assister de sa part, et S. M. accorde ensuite ses lettres ou un brevet de confirmation, si le sujet est-jugé digne et capable. Il en faut seulement excepter les frères servants de la commanderie de Saint-Jean à Strasbourg, où les deux dernières fois S. M. n'a pas jugé à propos d'envoyer ses commissaires.

État général des abbayes, couvents et maisons religieuses d'hommes et de femmes de tous différents ordres qui sont en Alsace contenant le nombre des religieux ou religieuses et leurs revenus selon la commune opinion.

NOMS DES ORDRES.	QUALITÉS DES RELIGIEUX.	NOMBRE DES RELIGIEUX.	REVENUS QU'ILS ONT.
Saint Ignace	Jésuites	144	95,000
Saint Benoit	Bénédictins	128	164,000
Saint Augustin	Chanoines réguliers	7	3,000
	Augustins	* 63	20,900
Saint Bernard	Bernardins	75	85,000
Saint Bruno	Chartreux	20	15,000
Saint Esprit	Commanderie	8	5,000
	Prémontrés	17	4,500
Saint Dominique	Jacobins	57	10,500
Saint Antoine	Antonistes	26	12,200
	Cordeliers	12	900
Saint François	Capucins	149	2,000
	Récollets	84	2,400
	Picpus	4	1,600
Total		794	424,000
Abbayes et couvents de religieuses de tous ordres		496	180,000
Total général		1,290	604,000

Il y a en Alsace 511 curés catholiques qui peuvent avoir au plus 400,000 livres de revenus soit en compétences, appoinements fixes ou

1. Clingenmunster, aujourd'hui dans le Palatinat.

2. Palatinat, entre Rheinzabern et Germersheim.

dimes¹, non compris à la vérité le casuel. Plusieurs des cures mêmes sont desservies par partie des moines et religieux, compris dans l'état de l'autre part, et, si quelques-unes desdites cures sont d'un gros produit, il s'en trouve plusieurs qui ne rapportent pas 500 livres au curé.

Les chapitres et collégiales, y compris celui de la cathédrale de Strasbourg, qui, avec le grand chœur et la fabrique, jouit de 300,000 livres de revenus, ont environ 600,000 livres. L'évêché de ladite ville vaut au moins 300,000 livres. Ainsi l'état ecclésiastique possède en cette province plus de 1,900,000 livres de revenus², en ce non compris ceux dont jouissent les chapitres et ministres luthériens, qui se montent encore à des sommes considérables.

Ceux qui sont nommés aux cures catholiques en Alsace, de même que les ministres luthériens, doivent, suivant la lettre de M. Le Blanc ci-dessus référée, être nés sujets du Roy, ainsi que les supérieurs et supérieures des maisons religieuses. Les jésuites seuls peuvent employer des religieux étrangers, mais les supérieurs doivent répondre de leur conduite.

C'est M. l'intendant qui nomme seul aux cures royales³ de la province, lorsqu'elles viennent à vaquer, de même qu'aux places de ministres dans les terres dépendant des comtés d'Horbourg et seigneurie de Riquewihr, de la succession du feu prince de Montbéliard, actuellement en séquestre, et dont le régime et administration lui sont attribués par arrêt du Conseil d'État⁴.

Religieux étrangers. Comme le nombre des religieux étrangers s'était considérablement accru dans la province et qu'il en résultait des abus, surtout chez les jésuites et les capucins, M. d'Armenonville⁵ écrivit, par ordre de M. le duc d'Orléans, régent, à M. le comte Du Bourg, lors commandant en Alsace, qu'ayant paru très important de remédier aux abus qui s'étaient glissés dans plusieurs maisons religieuses, et notamment chez les jésuites et les capucins, d'introduire chez eux un grand nombre de religieux étrangers et même de retirer les naturels du pays pour les transporter dans des couvents étrangers, S. A. R. avait résolu de ne plus accorder à l'avenir de permission aux supérieurs étrangers de venir faire leurs visites dans les maisons de leurs ordres en Alsace qu'en grande connaissance de cause et dans les cas où il serait inévitable et sans aucun inconvenient de l'accorder. Cette lettre porte en outre que l'intention de S. A. R. était qu'il ne s'introduisît à l'avenir aucun religieux ni religieuse étrangers dans les maisons d'Alsace pour y établir résidence, encore moins pour y

1. Ce qui fait une moyenne de 785 livres.

2. Évêché, 300,000 livres. Chapitres et collégiales, 600,000. Curés, 400,000. Réguliers, 604,000. Total, 1,904,000 livres.

3. Il s'agit des cures créées par ordre du roi dans les villages protestants.

4. Cf. *supra*, p. 69.

5. Joseph-Jean-Baptiste Fleuriau, seigneur d'Armenonville, garde des sceaux de 1720 à 1727.

occuper les places de supérieur ou supérieure, et qu'il n'y fut reçu à profession aucun sujet étranger sans la permission du Roy.

M. d'Armenonville envoya copie de cette lettre à M. d'Angervilliers, lors intendant en Alsace, en lui marquant que l'intention du Roy était qu'il tint la main à son exécution en ce qui le concernait.

Il y a eu plusieurs représentations de part et d'autre à ce sujet, qui, pendant plus d'une année, ont occasionné des mémoires et des lettres, tant de la part de la Cour que de M. le comte Du Bourg et de M. d'Angervilliers. Cependant, on s'en est tenu à empêcher seulement que les premiers emplois ou charges dans les communautés religieuses ne tombassent à des religieux étrangers, mais à tolérer que les étrangers y soient reçus.

Par la lettre de M. Le Blanc du 1^{er} mars 1727, il est porté qu'il ne sera reçu dans les maisons religieuses en cette province aucun novice qui ne soit né sujet du Roy, mais que S. M. trouvera bon néanmoins que les sujets de l'évêché de Bâle, de celui de Spire et de la partie de celui de Strasbourg qui est à droite du Rhin¹ y soient admis sur les brevets qui seront expédiés sur le compte qui lui en sera rendu.

Il y a déjà eu plusieurs cas où le Roy a accordé lesdits brevets et notamment en faveur de Guillaume Foltzer, fils du jardinier de M. l'évêque de Bâle à Porrentruy, auquel on a accordé un brevet de permission pour entrer dans le couvent des Franciscains de Luppach² le 24 septembre 1731; il est vrai que le père était natif de Ribeauvillé et y avait encore du bien.

Conformément à cette même lettre, les visiteurs étrangers³ sont seulement obligés d'avertir à l'avance le commandant et l'intendant de la province en temps de paix quand ils veulent aller visiter les maisons de leurs ordres en Alsace, et la réponse qu'on fait ordinairement à leurs lettres est que rien ne s'oppose à ce qu'ils fassent leurs visites en la manière ordinaire.

Lorsque les évêques suffragants ou grands vicaires font leurs visites dans les églises mi-parties, on doit s'abstenir ces jours-là d'y faire aucun exercice de la religion luthérienne.

Relaps et apostats. Les anciens ou nouveaux catholiques qui abandonnent leur religion pour professer celle de Luther ou de Calvin ne peuvent être admis à rentrer dans le royaume en faisant une seconde

1. Les trois bailliages d'Ettenheim, d'Ortenberg et d'Ullemburg.

2. Sur le territoire de la commune de Bouxwiller, cant. de Ferrette. C'est dans ce couvent que se réfugia le poète Delille de 1795 à 1796 et qu'il écrivit *l'Homme des champs*. Il est à noter que Peloux n'a pas mentionné ce couvent plus haut.

3. Ainsi le provincial des jésuites du Haut-Rhin et les autres supérieurs réguliers sujets de l'Empire. Les abbayes alsaciennes d'Ebersheim, de Marmoutier et d'Altdorf sur la rive gauche du Rhin, celles de Schwarzach, Gengenbach, Schuttern et Ettenheimunster sur la rive droite, faisant partie du domaine temporel de l'évêché de Strasbourg, avaient formé une congrégation, et deux abbés visitaient chaque année les maisons de l'une et l'autre rive.

fois une abjuration et, conformément à la déclaration du 17 juin 1683¹, ils doivent être bannis hors du royaume à perpétuité et leurs biens confisqués. Les ministres même qui sont convaincus d'avoir favorisé leur changement doivent être punis suivant la rigueur de cette déclaration. Il est très expressément défendu aux luthériens de travailler ni faire aucun commerce publiquement les jours de dimanches ou fêtes observées par les catholiques.

Collèges. Outre le collège de Strasbourg, tenu par des jésuites, dont il a été parlé ci-dessus, il y en a encore neuf autres dans la province, savoir : un à Ensisheim, tenu par des jésuites français², de même que celui de Colmar; un à Thann, par des cordeliers³; un à Rouffach, par des jésuites allemands; un à Guebwiller, par des dominicains allemands, qui enseignent la philosophie; un dans chacune des villes de Schlestadt, Molsheim et Haguenau, tenu par des jésuites allemands, et un à Saverne, par des récollets allemands.

Cette multitude de collèges fournit matière à plusieurs réflexions intéressantes et pour le bien public et pour celui de l'État.

L'étendue dans laquelle sont renfermés ces dix collèges, de vingt-six lieues de long sur très peu de largeur, fait qu'ils ne peuvent avoir qu'un très petit nombre d'étudiants, incapables par conséquent d'entretenir des études un peu fortes et de maintenir l'exactitude, la rigueur et une certaine émulation toujours jugée nécessaire pour la bonne éducation.

De tous ces collèges, il n'y en a que trois où l'on enseigne à parler le français⁴. Cependant, il est de conséquence que cette langue devienne commune en Alsace, n'y ayant point de lien plus propre à unir les peuples ensemble et leur inspirer l'affection à la domination française. D'ailleurs, il est d'une dangereuse conséquence que des Allemands donnent à la jeunesse des principes, puisqu'ils ne peuvent guère être détachés de la prévention et de la passion que l'on a toujours remarquées dans cette nation contre la France. Cette raison n'a pas peu contribué à faire défenses d'y recevoir des religieux étrangers, comme on l'a dit ci-dessus.

1. *Ordonnances d'Alsace*, t. I, p. 126.

2. Peloux n'a pas parlé explicitement de cet établissement qui fut créé en 1614 par l'archiduc Maximilien et qui reçut en dotatlon l'abbaye de Valdieu (Gottesthal) et les prieurés de Walbach près Landser et Froidefontaine près de Delle. Les bâtiments du collège sont affectés à la maison centrale de détention.

3. Peloux n'a pas parlé plus haut de cet établissement, Barfüsserkloster, fondé à la fin du XIII^e siècle et dont les bâtiments sont occupés par l'hôpital civil.

4. Strasbourg, Colmar, Ensisheim.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE GRECQUE.

(1911-1914.)

(4^e article¹.)

X. INSTITUTIONS. — La dernière édition des *Staatsaltertümern*, dans le manuel de Hermann, a été commencée par Thumser; elle devait être continuée, pour les cités autres qu'Athènes et Sparte, par Szanto. Mais, après la mort prématurée du savant Bohémien, c'est son compatriote Swoboda qui s'est acquitté de cette mission. Il se trouvait devant une tâche horriblement ardue : réunir en un volume aisément abordable pour tous les lecteurs ce qu'on peut savoir sur les innombrables constitutions de la Grèce antique, il y avait de quoi faire reculer les plus hardis. Il fallait être épigraphiste et numismate autant qu'historien; à cet égard, Swoboda avait fait ses preuves dans plusieurs articles qui préparaient son ouvrage. Il fallait aussi se restreindre dans le développement des questions qu'on connaissait le mieux et se décider dans celles qu'on examinait pour la première fois; Swoboda a eu cette maîtrise de soi-même et cette audace. Il a réussi brillamment. Ses recherches l'ont mené à des idées personnelles; sa sagacité lui a fait adopter le plus souvent les thèses les plus vraisemblables et les plus cohérentes. A tous ses autres mérites, il joint une remarquable clarté. Dans la première partie, il traite d'abord de la cité en général, puis des différentes formes de gouvernement, aristocratie et oligarchie, aisynnétie et tyrannie, démocratie. Dans la seconde, il décrit le régime des colonies. La troisième est consacrée aux confédérations : c'est la plus originale et la plus importante, comme il convient dans un livre qui devait être composé par Szanto et qui l'est par un autre habitant des pays danubiens. Grâce à Swoboda, on pourra se dispenser, pour tout rensei-

1. Voir *Rev. histor.*, t. CXX, p. 86-120; t. CXXI, p. 109-154; t. CXXII, p. 80-120.

gnement sur les *civitates minores*, de recourir au Gilbert, à qui trente ans d'âge avaient mis bien des rides¹.

L'attention commence à se porter sur les origines des institutions lacédémoniennes et sur le secours que l'historien peut demander à l'ethnographie pour voir clair dans cette question. M. P. NILSSON a montré que les coutumes des Spartiates n'ont pas cessé après la conquête de ressembler à celles des peuplades primitives. De ce point de vue, il examine les classes où les citoyens sont rangés d'après leur âge, les repas en commun, le mariage, la communauté des biens et la pratique du vol enseignée aux enfants, la nudité dans les exercices de gymnastique, etc.². — JEANMAIRE étudie spécialement la cryptie. Avec une dialectique faite d'érudition, où chaque argument est un rapprochement, il montre dans les phases de l'éducation spartiate autant d'initiations, dont la cryptie est la dernière. Le jeune homme, après une période de retraite, accomplit un rite sanglant pour mériter de prendre place parmi les guerriers³.

Depuis que dominent en Allemagne les idées d'Ed. Meyer, on y remarque une tendance de plus en plus forte à regarder les tribus, les phratries et les générations comme des divisions et des subdivisions créées par les pouvoirs publics dans la cité déjà complètement formée. BOLKESTEIN réagit contre cette théorie et revient à l'idée qui a eu pour principal défenseur en France Fustel de Coulanges. Voici ses conclusions. 1^o Les tribus « ionniennes » préexistaient à l'établissement des Grecs en Asie. Or, les Grecs se sont établis en Asie vers la fin de l'époque mycénienne. Donc la formation des tribus date de la période prémycénienne. 2^o Si les tribus étaient des circonscriptions administratives de l'Attique créées consciemment par les hommes et, par conséquent, contemporaines du synécisme, il faudrait placer ce synécisme avant la fin de l'époque mycénienne. Or, le synécisme, l'union de l'Attique sous la direction d'Athènes, eut lieu au plus tôt au VIII^e siècle. Donc les tribus « ionniennes » ne sont pas une institution voulue et artificielle, mais une organisation d'une antiquité immémoriale, une formation « naturelle »⁴.

L'histoire politique d'Athènes que Gaetano DE SANCTIS a publiée

1. K. F. Hermann's *Lehrbuch der griechischen Antiquitäten*. Erster Bd. : *Lehrbuch der griechischen Staatsaltertümer*. Dritte Abteilung, 6^{te} Auflage, von Heinrich Swoboda. Tübingen, Mohr (Paul Siebeck), 1913, in-8°, xvi-506 p.

2. M. P. Nilsson, *Die Grundlagen des spartanischen Lebens*, dans *Klio*, t. XII (1912), p. 308-340.

3. H. Jeanmaire, *la Cryptie lacédémonienne*, dans *la Revue des Études grecques*, t. XXVI (1913), p. 121-150.

4. H. Bolkestein, *Zur Entstehung der « ionischen Phylen »*, dans *Klio*, t. XIII (1913), p. 424-450.

jadis sous le titre d'*'Ατθίς* a été remaniée dans une seconde édition. Dès son apparition, cet ouvrage avait frappé les connaisseurs par une érudition de bon aloi, par une argumentation souple et fine, par la fermeté logique des généralisations. L'auteur n'a fait que développer encore ses qualités. Sans faire étalage de ses connaissances, il laisse voir qu'il a lu à peu près tout ce qui a paru d'intéressant sur son sujet; il en a nourri ses notes et a été amené à donner son avis sur un certain nombre de points controversés dans des appendices solidement charpentés. Les discussions sont menées avec plus d'aisance et de clarté que jamais. Mais surtout les conclusions synthétiques ont pris le pas sur les recherches minutieuses; elles s'en dégagent, sans jamais être en l'air. Au lieu d'une étude critique sur les traditions des anciennes Attides, nous avons véritablement une histoire de l'État athénien, tel qu'il s'est formé et transformé au milieu des conflits sociaux causés par les besoins économiques et les passions politiques. L'auteur a vu que, pour suivre l'évolution jusqu'à son terme naturel, il ne devait pas s'arrêter au moment où la réforme de Clisthènes fit triompher pour la première fois la démocratie; il a poussé jusqu'aux temps où le principe de la souveraineté populaire produisait ses dernières conséquences; il a écrit deux chapitres nouveaux, l'un sur Thémistocle et l'impérialisme athénien, l'autre sur Périclès et la victoire définitive des démocrates. Il va sans dire que dans un si gros volume, si plein de choses, les idées personnelles — elles abondent — ne rencontreront pas toutes une adhésion sans réserve. On peut, par exemple, s'inscrire en faux contre les opinions de l'auteur sur les rapports de la phratrie et du génos, sur l'origine des thesmothètes, sur le tirage au sort des magistratures, sur la création des nomothètes par Clisthènes. Mais, en général, on admirera la vigueur de ses jugements et la netteté de ses portraits¹.

De ce bel ouvrage, Adolphe REINACH a fait un compte-rendu qui a pris les proportions d'un fort mémoire. Il présente l'état des questions relatives aux institutions athénienes et indique les solutions qui lui agréent. Il y a beaucoup à prendre, beaucoup à contester aussi dans cette recension synthétique².

LEDL s'est également livré à la critique des sources relatives à l'histoire constitutionnelle d'Athènes en vue d'une étude systéma-

1. Gaetano de Sanctis, *'Ατθίς, Storia della repubblica ateniese (Biblioteca di Scienze moderne, n° 58, 2^e edizione riveduta ed accresciuta. Torino, Bocca, 1912, in-8°, XII-508 p.)*.

2. Adolphe Reinach, *Attis, les origines de l'État athénien*. Extrait de la *Revue de synthèse historique*, 1912. Paris, Cerf, 1912, in-8°, 85 p.

tique sur ses institutions. La question qu'il traite le plus longuement est celle de la liste des rois. Elle est d'une importance capitale, en effet, pour qui veut connaître la chronologie de la période la plus reculée et les rapports de la royauté primitive avec les magistratures postérieures. Les généalogies données par Hérodote, qui a probablement pour source Hécatée, et par Hellanicos permettent de distinguer sur le marbre de Paros deux systèmes, dont l'un est celui de l'Atthis traditionnelle et dont l'autre s'est grossi d'additions successives. En élaguant les superfétations, on constate que la liste officielle des éponymes annuels remonte jusqu'à l'an 686/5 et commence par le nom de Léocratès et que, par conséquent, il n'a jamais existé d'archontat décennal. La liste des Médontides, qui va depuis Médon et son fils Acastos jusqu'à Hippoménès, est la seule qui soit authentique ; mais elle porte, à la suite des rois absous, les rois élus à pouvoirs simplement religieux. En examinant de près la prétendue constitution de Dracon, Ledl donne une opinion personnelle sur l'origine de ce document apocryphe. Ce document rappelle certainement, comme on sait, les circonstances politiques et économiques de la fin du v^e siècle ; mais tout indique que les Quatre-Cents ne le connaissaient pas encore. S'il présente de grandes ressemblances avec le projet de constitution qu'ils patronnerent en 412/1, les différences sont profondes, et les deux actes ne peuvent provenir d'une source commune. Tandis que le « projet » dénote une tendance violemment oligarchique, la « constitution de Dracon » se rapproche davantage de la tradition démocratique. C'est une fiction historique qui a pour but de recommander aux Athéniens la constitution élaborée par Théramènes en 411/0 et de faire passer l'œuvre de l'oligarchie modérée pour une reproduction de la πάτριος πολιτεία. L'attentat de Cylon, que Sanctis voudrait ramener après Solon, doit garder sa date traditionnelle, et la punition des sacriléges suivit de près leur faute ; car ils sont désignés dans l'acte d'amnistie édicté par Solon. Le Conseil des Quatre-Cents, dont Aristote et Plutarque attribuent la création à Solon, a fonctionné, en effet, au vi^e siècle ; c'est lui, et non pas le Conseil des Cinq-Cents, créé aussitôt après par Clisthènes, qui a dirigé la défense de l'Attique contre le roi de Sparte Clémènes. Il n'y a pas non plus d'objection sérieuse à faire valoir contre les historiens anciens qui regardaient Solon comme le fondateur du Conseil aréopagique. Mais, au fond, Solon s'est borné à démembrer la boulè primitive, qui cumulait à Athènes, comme dans la cité homérique, les pouvoirs politiques et judiciaires. Pour la nomination des magistrats, Ledl distingue plusieurs périodes. Sous le régime aristocratique, les choix des nobles étaient ratifiés par l'assemblée du peuple,

qui n'intervenait réellement qu'en cas de désaccord. Après Solon, les archontes étaient élus, les bouleutes tirés au sort. La réforme de 487/6 fit prévaloir le système de la *κλήσις ἐκ προσερίτων*, qui consistait en un tirage au sort parmi des candidats désignés par les dèmes ou les tribus. Au temps d'Aristote, ce système ne servait plus qu'à la nomination des bouleutes, et les magistrats étaient soumis au tirage au sort pur et simple. — La science de Ledl est parfois en défaut. Il ne tire point parti, par exemple, de la *kyrbis* de Chios, qui nous apprend l'existence de deux boulai dans les villes d'Ionie vers l'époque de Solon. Ses raisonnements laissent parfois à désirer. Ainsi, on ne le suivra pas dans toutes ses déductions sur la question du tirage au sort. Mais il connaît bien les questions qu'il traite, et son argumentation est aussi juste que son exposition paraît claire¹.

L'organisation du secrétariat dans les institutions athéniennes est une question d'une importance capitale pour l'épigraphie, la chronologie et l'histoire intérieure; car les secrétaires remettaient aux lapicides les documents à graver sur les stèles, leur nom datait les actes publics, leur compétence maintenait l'unité et la continuité de la vie administrative au milieu des vicissitudes politiques. Après les intéressantes recherches de Penndorf, de Wilhelm et de Ferguson, il y avait lieu à un travail d'ensemble sur ce sujet. Deux auteurs s'en sont chargés simultanément : SCHULTESS, dans l'article *Grammateis* de la *Realencyclopädie*, et Maurice BRILLANT, dans un fascicule de la *Bibliothèque de l'École des Hautes-Études*. Les conclusions de Brillant ne concordent pas toujours avec celles de Schultess; elles ont déjà soulevé et souleveront encore des controverses. Ce n'est pas étonnant; car les difficultés à vaincre sont redoutables : contradictions entre Aristote et les textes épigraphiques, terminologie ambiguë qui désigne la même institution par des noms différents et couvre des choses diverses de noms presque identiques. Cependant, les résultats où est arrivé Brillant méritent de retenir l'attention. Il fait entre les *γραμματεῖς* une distinction essentielle : les uns sont des secrétaires investis d'une haute magistrature; les autres, des scribes salariés qui n'ont même pas besoin d'être des hommes libres. En tête de la première catégorie, se place le secrétaire d'État, directeur des archives. A l'origine, il est élu pour une prytanie, sous le nom de *γραμματεὺς τῆς βουλῆς*. Entre 368/7 et 363/2, il est tiré au sort pour l'année entière, et, par la malice du hasard qui préside aux découvertes épigraphiques, c'est à l'époque

1. Artur Ledl, *Studien zur älteren athenischen Verfassungsgeschichte*. Heidelberg, Winter, 1914, petit in-8°, viii-422 p.

où la charge cesse d'être exercée κατὰ πρυτανείαν qu'apparaît la désignation, qui survit à la période précédente, de γραμματεὺς κατὰ πρυτανείαν. En 352/1 commence à jouer la « loi de Ferguson »; d'année en année, on suit l'ordre officiel des tribus pour la nomination du secrétaire. Un moment, après la révolution oligarchique de 322, le γραμματεὺς κατὰ πρυτανείαν est subordonné à un ἀναγραφέντι pris dans les familles riches. Rétabli dans sa dignité par la démocratie, il prend successivement les noms de γραμματεὺς τῆς βουλῆς, γραμματεὺς τοῦ δήμου (de la fin du IV^e siècle au milieu du III^e) et à partir de l'époque chrétienne. Le secrétaire d'État a pour subordonné un fonctionnaire tiré au sort qu'Aristote appelle à ἐπὶ τούς νόμους et qui a pour titre officiel γραμματεὺς ἐπὶ τὰ φηρίσματα. Bien loin derrière ces deux personnages se tiennent les employés de la seconde catégorie, entre autres le γραμματεὺς τῆς βουλῆς καὶ τοῦ δήμου; on se souvient des traits décochés par Démosthène à Eschine pour avoir exercé ce métier. En somme, si certaines affirmations de Brillant laissent subsister un sentiment de doute et de gêne, il faudra de fortes raisons pour les contredire; car elles sont toutes fondées sur une étude extrêmement minutieuse des textes¹.

Les révolutions athénienes dans le dernier quart du IV^e siècle et particulièrement l'institution des nomophylakes, qui en est sortie, ont attiré l'attention de FERGUSON et de G. DE SANCTIS. L'un attribue la première conception de cette magistrature à Démétrios de Phalère et la date de 318². L'autre établit que les nomophylakes furent créés entre 329/8, la date la plus vraisemblable qu'on puisse assigner à la Ηρόδεια d'Aristote, qui ne les connaît pas encore, et l'année où furent prononcés les discours de Dinarque *contre Himéraios* et *contre Pythéas*, les plus anciens documents qui les mentionnent. Seulement, la date communément admise pour ces discours, 324/3, place l'origine des nomophylakes à une époque tranquille où ils n'ont que faire. De Sanctis ramène les discours et l'institution dont ils attestent l'existence à l'an 322/1. La réaction qui suivit la guerre Lamiaque cadre bien, en effet, avec une charge destinée à rendre inutile la démocratique *graphè paranomōn*³.

Sur les vases, textes en mains, A. PLASSART suit l'histoire des

1. Maurice Brillant, *les Secrétaires athéniens* (*Bibliothèque de l'École des Hautes-Études*, section des sciences historiques et philologiques, fasc. 191). Paris, Champion, 1911, in-8°, xxi-148 p.

2. William Scott Ferguson, *The laws of Demetrios of Phalerum and their guardians*, dans *Klio*, t. XI (1911), p. 265-276.

3. Gaetano de Sanctis, *I nomophylakes d'Atene*, dans les *Entaphia in memoria di Emilio Pozzi*, p. 1-14.

archers athéniens, et il fournit un modèle d'après lequel on pourrait étudier plusieurs questions d'organisation militaire. Athènes n'a pas eu seulement ces archers scythes de condition servile qui sont bien connus pour avoir formé un corps de police depuis l'an 476 jusqu'à la fin de la guerre du Péloponèse. Après la bataille de Marathon, elle voulut avoir aussi dans son armée des troupes d'archers régulièrement organisées. Longtemps auparavant les hoplites et les cavaliers se faisaient déjà accompagner d'*hyperetai*, valets armés de l'arc, mais à peu près dénués de valeur tactique. Ils formèrent des bataillons d'archers à pied, les *toxotes*. Ce n'étaient pas des esclaves, mais des thêtes. Leur nombre fut porté à 1200 entre 445 et 438. A ce moment, la réorganisation de la cavalerie eut pour conséquence la création d'archers montés, citoyens et métèques, les *hippotoxotes*. Après l'expédition de Sicile, le manque d'hommes amena le remplacement des citoyens par des mercenaires dans les bataillons d'archers à pied; au commencement du IV^e siècle, les archers à cheval eurent pour successeurs les *prodromoi*. Si les conclusions de Plassart semblent se justifier dans l'ensemble, la dernière au moins n'est juste que si on la rejette assez avant dans le IV^e siècle; car le discours de Lysias contre Théozotidès, dont un fragment a été découvert dans les *Papyrus d'Hibeh* (t. I, p. 49 et suiv.), mentionne un décret relatif à une guerre postérieure à 403 et portant la solde des hippotoxotes de 2 à 8 oboles¹.

Puisque nous parlons des archers, nous tenons à mentionner ici, sans pouvoir l'analyser à cause de son caractère purement archéologique et technique, un bon mémoire de BULANDA sur l'arc et la flèche chez les peuples orientaux et chez les Grecs².

Si nous sortons d'Athènes, nous ne trouvons presque aucun travail à signaler sur les institutions dans le reste de la Grèce avant d'arriver à l'Égypte ptolémaïque. Pourtant on ne saurait trop multiplier les monographies locales comme celles qu'ont écrites, il y a déjà quelque temps, Pridik sur Kéos, Geyer sur l'Eubée et Graindor sur Skyros. Dans cette catégorie se range un seul opuscule nouveau, celui de Th. SAUCIUC sur Andros. Nous en avons déjà signalé la partie géographique et l'appendice épigraphique (voir t. CXX, p. 88; t. CXXI, p. 120). Il contient encore un récit histo-

1. A. Plassart, *les Archers d'Athènes*, dans la *Revue des Études grecques*, t. XXVI (1913), p. 151-213, avec 10 fig. dans le texte.

2. Edmund Bulanda, *Bogen und Pfeil bei den Völkern des Altertums* (*Abhandlungen des archäologisch-epigraphischen Seminars der Universität Wien*, hrsg. von E. Bormann und E. Reisch, Neue Folge, II. Heft). Wien-Leipzig, Hölder, 1913, gr. in-8°, v-136 p., avec 85 fig. dans le texte.

rique (p. 49-96) et un aperçu des antiquités politiques et religieuses (p. 97-126). — Mentionnons aussi, comme ayant rapport avec les antiquités militaires, le travail de Fr. KRISCHEN. Chargé par la commission allemande des fouilles de Milet d'étudier, avec M. K. Lyncker, les ruines d'Héracleia du Latmos, Krischen a laissé son compagnon relever le plan de la ville et de l'enceinte et a consacré deux ans à examiner les fortifications. De ces observations locales, il a passé à une comparaison générale avec les remparts et les tours des villes grecques. Son essai est ainsi un essai fort instructif sur l'art de la fortification dans l'antiquité¹. — Et c'est tout, nous n'avons plus qu'à passer en Égypte.

Les institutions municipales de l'Égypte ptolémaïque ont fait l'objet d'une étude approfondie : le labeur consciencieux de P. JOUGUET a produit une œuvre magistrale². Nous ne céderons pas au plaisir d'en parler longuement, comme elle le mérite, parce qu'elle a déjà été présentée aux lecteurs de la *Revue historique* (voir t. CXIII, p. 337-338). Nous voulons cependant constater qu'elle conserve toute sa valeur après la publication des *Dikaiomata*, qui ont tellement enrichi la documentation sur Alexandrie (voir t. CXXI, p. 133). C'est le plus bel hommage qu'on puisse rendre à la méthode prudente de Jouguet et à son horreur des hypothèses, ce doit être pour lui la plus douce récompense de sa probité scientifique, que l'apparition de textes nouveaux complète les résultats qu'il a obtenus sans en infirmer aucun. — La même observation s'applique aux conjectures qu'on a pu former sur telle ou telle question traitée par lui. Par exemple, Jouguet s'est trouvé plusieurs fois en présence d'une classe que les papyrus et les inscriptions appellent « les 6,475 ». Il ne s'est pas demandé d'où venait ce nombre extraordinaire, parce que ses sources ne lui donnaient là-dessus aucun renseignement manifeste. J'ai essayé dans un article postérieur de montrer ce que sont ces 6,475. Un texte de Hibeh (n° 28) nous apprend que la cité se composait de 720 phratries réparties en cinq tribus. A raison de dix membres par phratrice, le nombre des citoyens était de 7,200. Si l'on déduit les 725 chefs de phratrice et de tribu, il reste 6,475 simples citoyens. Il faut donc se figurer une constitution qui donne le premier rang aux 6,475 citoyens de plein droit et à leurs chefs, et qui laisse un droit de cité inférieur aux

1. Fr. Krischen, *Die Befestigungen von Herakleia am Latmos*. Berlin, Sittenfeld, 1912, in-8°, 74 p., avec 12 pl.

2. Pierre Jouguet, *la Vie municipale dans l'Égypte romaine*. Thèse de doctorat présentée à la Faculté des lettres de Paris. Paris, Fontemoing, 1911, in-8°, XLII-494 p.

« Alexandrins non encore inscrits dans un déme¹ ». Les 6,475 ont également attiré l'attention de Gerhard PLAUMANN². Ne faut-il pas qu'on essaie quelquefois de discerner dans les documents ce qu'ils ne disent pas explicitement? Mais de ces recherches non plus l'ouvrage de Jouguet n'a rien à craindre.

L'administration des Lagides a donné lieu à des travaux de valeur fort inégale. De Victor MARTIN on a un bon mémoire sur les épistratèges, pour lequel nous renvoyons au compte-rendu paru t. CXIII, p. 108³. — Même après les travaux de Bouché-Leclercq et de Beloch, il était utile d'étudier de près les fonctionnaires et officiers envoyés par les Lagides dans les provinces extérieures. D. COHEN aura donc eu le mérite d'aborder un sujet intéressant, de poser les nombreux problèmes soulevés par les inscriptions. Il examine successivement les stratégès ou gouverneurs (dont vingt-trois connus en Crète), les chefs militaires (hégémônes, phourarchoi, etc.), les agents du fisc, les prêtres des Lagides et quelques magistrats aux attributions spéciales. Malheureusement, on relève dans ce mémoire des interprétations erronées, des conclusions téméraires, et l'on est amené à se demander si plusieurs des questions qui paraissent éclaircies au premier abord ne restent pas à élucider⁴.

A. STEINER est un débutant qui doit encore apprendre à travailler. Le sujet de sa dissertation est toutefois bien choisi. Il cherche dans l'administration ptolémaïque les origines de la fiscalité romaine, en montrant dans la séparation du βασιλικόν et de l'ἔθιος λέγος le principe qui a fait créer par les empereurs le *fiscus* à côté de l'*aerarium*⁵.

BIEDERMANN a fait un travail conscientieux sur la fonction de scribe ou greffier royal (βασιλικὸς γραμματεὺς). En groupant les titulaires connus, il montre qu'il en existait plusieurs par nom à l'époque ptolémaïque. Ils n'étaient pas établis chacun dans sa circonscription, mais formaient un collège. On les voit employés dans

1. Gustave Glotz, « *Les 6475 dans les cités grecques d'Égypte*, dans la *Revue archéologique*, 1911, t. II, p. 256-263.

2. Gerhard Plaumann, *Die ἐπὶ Αρσινοίτη ἄνδρες Ἑλλήνες 6475*, dans *l'Archiv für Papyrusforschung*, t. VI (1913), p. 176-183.

3. Victor Martin, *les Épistratèges, contribution à l'étude des institutions de l'Égypte gréco-romaine*. Thèse présentée à la Faculté des lettres et des sciences sociales de Genève. Genève, Georg, 1911, in-8°, XII-201 p.

4. D. Cohen, *De magistratibus aegyptiis externas Lagidarum regni provincias administrantibus*. Haag, Levisson, 1912, in-8°, XII-114 p.

5. Alfons Steiner, *Der Fiskus der Ptolemäer. I : Seine Spezialbeamten und sein öffentlich-rechtlicher Charakter*. Leipzig-Berlin, Teubner, 1913, in-8°, IV-66 p.

les bureaux de l'administration financière, du cadastre, des monopoles, des fermes, des travaux publics, du transport des grains, des corvées. Ils n'avaient pas à prendre de décisions dans les affaires dont ils s'occupaient. C'est ainsi que, dans l'adjudication des biens confisqués, ils étaient chargés des écritures; la direction des enchères leur échappait. Ils tenaient donc une place modeste dans la hiérarchie. Jusqu'en 50 av. J.-C., ils étaient subordonnés à l'oïconomos; ils le furent ensuite au stratège¹.

Le bel ouvrage que Jean LESQUIER a publié sous ce titre : *les Institutions militaires de l'Égypte sous les Lagides*, a pour source presque unique les papyrus grecs. Aussi toutes les parties du sujet n'ont-elles pas pu être traitées avec une égale ampleur. L'armée des Lagides comprenait, outre la garde royale, une milice indigène, des groupes mercenaires et des corps que l'auteur définit d'un terme ambigu les « réguliers » et qui sont les clérouques; mais les lacunes de la documentation ne permettent d'étudier en détail que l'histoire des clérouques au III^e et au II^e siècles. Du moins Lesquier manie-t-il ses textes avec une science et une sûreté telles qu'il en dégage une quantité incroyable de faits ou d'arguments nouveaux. Les clérouques ne forment proprement ni une armée active ni une armée territoriale, mais une armée active en disponibilité. Créeée sur le modèle macédonien et à l'exclusion des indigènes, cette troupe paraît avoir été la force principale des premiers Ptolémées. Mais lors des guerres de Syrie, sous Philopator, les ministres Agathocles et Sôsibios durent faire appel à la masse des indigènes, et c'est avec leur concours que fut remportée en 218 la victoire de Raphia. A partir de ce moment, les héritiers de la caste militaire qui avaient servi les anciens pharaons, les Égyptiens pur sang qui depuis l'arrivée des Grecs étaient relégués dans la police et la marine, fournitrent un nombre de soldats toujours croissant, qui furent armés à la macédonienne et organisés en phalanges. Le nationalisme releva la tête et, enhardi, fomenta des émeutes. Tandis que les indigènes reprenaient goût à la carrière des armes, les clérouques tendaient à perdre leur caractère militaire et à constituer tout simplement une classe sociale. A l'origine, chacun d'eux avait reçu un lot de terre, un « cléros », dont il avait la jouissance à condition de rester sa vie durant au service du roi et sur laquelle le roi conservait un droit éminent. Ses fils héritaient de son ethnique; ils étaient Macédoniens, Perses ou Crétois comme lui; ils recevaient une éducation militaire

1. Erhard Biedermann, *Studien zur ägyptischen Verwaltungsgeschichte in ptolemäisch-römischer Zeit. Der βασιλικὸς γραμματεὺς*. Berlin, Weidmann, 1913, in-8°, xi-123 p.

à titre d' « épigones » (τῆς ἐπιγόνης). Le père mort, l'un d'eux était choisi par l'État pour lui succéder dans ses obligations et dans sa tenue. Longtemps la fin du service entraîne la reprise du bénéfice par la couronne. Vers 238-217 commence une deuxième période : l'État séquestre les biens du clérouque décédé jusqu'à ce que le fils du clérouque se fasse inscrire dans le délai prescrit, c'est-à-dire que le bénéfice est devenu héréditaire en ligne directe. Enfin, au 1^{er} siècle av. J.-C., le droit de succession s'étend à tous les consanguins. Ainsi, peu à peu, de tenure qu'il était, le cléros devient propriété. Voilà quelques-uns des résultats auxquels est arrivé Lesquier. Ils suffisent à montrer l'intérêt de son livre ; mais, presque à chaque page, on relèverait un détail nouveau, une observation personnelle. Que toutes les conclusions ne soient pas incontestables, que plusieurs soulèvent de nouveaux problèmes, il n'en pouvait être autrement. Mais nous avons là une œuvre de science profonde et prudente, qui fait grand honneur à l'auteur et qui remplacera pour un long temps tous les travaux sur le même sujet¹.

XI. DROIT. — Par une ironie du sort, peu avant la grande guerre qui ensanglante le monde, deux hommes de bonne volonté se sont attachés à étudier l'arbitrage international dans la Grèce antique. C'est un sujet qu'avaient déjà traité jadis Sonne et Victor Bérard, mais dont les découvertes épigraphiques avaient, sinon renouvelé l'aspect général, du moins fortement grossi la documentation.

Le premier de ces travaux inaugure les *Publications de l'Institut Nobel* et a pour auteur A. RÆDER, qui l'a fait traduire en français par Synnestvedt. Il commence par un exposé analytique de quatre-vingt-un cas connus, arbitrages réels, traités ou contrats d'arbitrage, propositions unilatérales ou projets bilatéraux d'arbitrage, le tout rangé par ordre chronologique, depuis la période légendaire des guerres entre Sparte et la Messénie jusqu'au commencement du 1^{er} siècle av. J.-C. De ces documents, l'auteur tire ensuite des conclusions historiques et juridiques. Avant les guerres médiques et après le commencement du IV^e siècle, la Grèce, avec son système d'États équilibrés, présenta un terrain favorable seulement à l'arbitrage compromissoire. Même l'Amphictyonie pyléo-delphienne n'intervenait pas entre les cités à titre de tribunal obligatoire et permanent. Cette idée d'un tribunal permanent, chargé d'appliquer un droit uniforme, Périclès tenta de la faire adopter par tous les États

1. Jean Lesquier, *les Institutions militaires de l'Égypte sous les Lagides*. Thèse présentée à la Faculté des lettres de Paris. Paris, Leroux, 1911, in-8°, XVIII-383 p.

helléniques. Il échoua. Du moins, les traités conclus entre Athènes et Sparte de 445 à 421, entre Sparte et Argos en 418 renfermèrent des clauses pour la solution pacifique des différends pouvant surgir entre les parties contractantes. Mais ces clauses n'empêchèrent pas de nouvelles guerres ; elles furent tout au plus capables de les retarder. A l'époque hellénistique, lorsque les traités d'arbitrage permanent entre les cités se multiplièrent, il ne semble pas qu'ils aient eu une plus grande efficacité : les moyens de contrainte extérieure faisaient défaut. Même dans les grandes ligues du v^e siècle, dans la ligue Péloponésienne et dans la ligue attico-délienne, les litiges étaient vidés moins par des arbitrages impartiaux que par les ordres de la puissance dirigeante. Il fallut la domination macédonienne, la formation des grandes monarchies et plus tard l'intervention du sénat romain pour qu'une volonté souveraine imposât aux cités, devenues de simples municipalités, la solution pacifique des conflits sans cesse renaissants, sans réussir pourtant à faire prévaloir le principe d'obligation. C'est seulement à l'intérieur des grandes confédérations qu'on parvint à organiser l'arbitrage permanent et obligatoire : en Béotie, en Acarnanie, en Crète et en Ionie fonctionnèrent des tribunaux permanents ; les ligues achéenne et étolienne constituaient une cour spéciale chaque fois qu'il en était besoin. On voit les confédérations elles-mêmes se présenter à l'arbitrage comme parties, aussi bien que les cités. Les différends soumis à une décision arbitrale sont d'ordre varié, mais portent le plus souvent sur des questions de frontières. Les juges désignés sont tantôt des particuliers, tantôt des princes, tantôt des corps tels que l'Amphictyonie de Delphes, le synédrion panhellénique, le sénat romain ; ces juges, surtout dans le dernier cas, peuvent transférer leurs pouvoirs à des délégués. Mais, ordinairement, les villes en désaccord s'en réfèrent à une tierce ville qui constituait un tribunal extraordinaire, pris parmi ses citoyens, ou s'en remettait à un seul d'entre eux. Les compromis à fin d'arbitrage étaient généralement rédigés par écrit avec le plus grand soin : il s'agissait non seulement de choisir l'arbitre et de déterminer ses pouvoirs, mais d'obliger les parties à comparaître devant lui et à exécuter sa sentence, quelquefois sous peine d'amende. La procédure variait selon la composition du tribunal et selon l'espèce de l'affaire. Elle était réglée par les juges d'accord avec les représentants des parties, qui se faisaient assister d'avocats. Si l'une des parties faisait défaut, le jugement pouvait exceptionnellement être rendu par contumace. Les juges tentaient souvent de concilier les parties, avant d'en arriver à un jugement formel. La sentence devait naturellement être basée sur les règles de droit communément

admis par les peuples helléniques. L'arbitrage international, qui tend à consolider le droit des gens, en suppose donc l'existence. Il y avait des principes reconnus par tous les États autonomes, qui formaient ainsi une société des nations. Ces principes et, par suite, la pratique de l'arbitrage international pouvaient même s'étendre peu à peu à la barbarie hellénisée, ce qui explique la convention d'arbitrage intervenue vers 360 entre la ville de Phasélis et le satrape Mausole. Si le jugement rendu ne trouvait de sanction que dans la conscience universelle, l'opinion publique des nations avait presque toujours assez de force pour en assurer l'exécution. La cause de l'arbitrage international rencontrait donc les mêmes obstacles, mais pouvait se targuer de succès au moins aussi nombreux chez les anciens Grecs que dans la civilisation contemporaine¹.

En traitant le même sujet d'une façon tout à fait indépendante, Tod donne moins de détails sur les circonstances des arbitrages connus et sur certains détails de la procédure; mais son ouvrage répond plus pleinement aux exigences de la critique tant philologique qu'historique. Nous avons affaire cette fois à un épigraphiste expert, qui passe rapidement sur les textes littéraires et néglige délibérément la légende pour aller droit aux inscriptions. Il en a réuni quatre-vingt-deux, dont plus de deux douzaines avaient échappé à Ræder, entre autres celles qui intéressent des villes arcadiennes et proviennent, excepté la dernière, d'Olympie (n° VIII-XI), celles qui ont été trouvées à Delphes, à Thermos (n° XII-XXVIII), celles qui sont relatives à des arbitrages entre Gortyne et Cnossos, entre Cnossos et Tylissos (n° L, LI) et entre Priène et Milet (n° LVIII, LIX). Les documents sont rangés par ordre géographique, si bien que l'auteur se réserve le droit de garder des doutes sur leur date et a l'avantage de grouper les pièces d'un même dossier lorsqu'elles proviennent d'époques différentes. Mais pourquoi nous dit-il (p. 3) que la plus ancienne de ces inscriptions est celle qui fait connaître le procès entre Milet et Myonte vers 390 (n° LXX), puisqu'il fait état de l'accord conclu par Argos entre les Cnossiens et les Tylissiens (n° LI) et qu'il le date fort justement d'environ 450? Tod étudie spécialement et avec une louable précision les différends soumis à l'arbitrage, la constitution du tribunal, la procédure, le système des preuves, le prononcé de la sentence. Ses idées sur le développement et l'influence de l'arbitrage dans le monde hellénique

1. A. Ræder, *L'Arbitrage international chez les Hellènes* (Publications de l'Institut Nobel norvégien, t. I). Kristiania, Aschehoug; Paris, Alcan; München und Leipzig, Duncker und Humblot; London, William and Norgate; La Haye, Nijhoff; New-York, Putnam's sons, 1912, in-4°, 324 p.

concordent avec l'opinion de Ræder, c'est-à-dire qu'il n'approuve pas l'attitude sceptique prise jadis par Bérard. Sans vouloir faire tort à aucun de ses précurseurs, on peut dire que c'est à Tod qu'il faut demander désormais les solutions les plus sûres concernant une question d'un si grand intérêt dans l'histoire générale¹.

Il y a plus d'un quart de siècle qu'a été trouvée la grande loi de Gortyne, et cette découverte fut suivie presque aussitôt de fouilles qui ont fait connaître d'autres fragments de lois, et plus récemment d'heureux coups de pioche ont encore ramené au jour de nouveaux documents (voir t. CXXI, p. 117). Pendant une dizaine d'années, les éditions, traductions et commentaires s'étaient multipliés dans toutes les langues; mais un grand nombre de questions étaient restées obscures, dont quelques-unes ont été élucidées peu à peu par maints ouvrages de droit grec et de droit comparé. Il était donc utile de refaire un travail d'ensemble. C'est ce qu'ont pensé deux savants dont la collaboration devait, semblait-il, produire des résultats merveilleux, le juriste KOHLER et l'helléniste ZIEBARTH. De fait, leur publication n'est pas inférieure à ce qu'ont jadis donné chez nous les auteurs du *Recueil des inscriptions juridiques grecques*, et naturellement, dix-huit ans plus tard, elle apporte des corrections et des additions devenues nécessaires. Mais, à dire vrai, à côté des excellentes parties que ne pouvait manquer de renfermer un ouvrage écrit par de tels auteurs, on en trouve d'autres qui causent une certaine déception. La traduction est loin d'être parfaite et marque quelquefois une régression par rapport au *Recueil* (I, 51; II, 36; III, 10, etc.). Les deux parties du commentaire, dont la première est plus spécialement consacrée au droit gortynien, la seconde au droit comparé, enjambent constamment l'une sur l'autre et auraient, par conséquent, gagné à être fondues. La conclusion dit très justement que la loi de Gortyne est un document de tout premier ordre pour qui veut étudier la transformation de la justice familiale et les origines de la justice publique. Mais alors il eût été bon d'indiquer avec plus de soin — comme il a déjà été fait par d'autres — que l'apportionnement du fils délinquant est un des artifices juridiques qui montrent le mieux comment la propriété collective de la famille s'est démembrée au profit des individus. Au lieu de constater que le témoignage assermenté est sorti de la cojuration, on pouvait marquer plus nettement les différents stades qui menèrent de la coutume primitive à la procédure moderne. Il était également facile d'être plus précis sur les changements que subit la composition

1. Marcus Niebuhr Tod, *International arbitration amongst the Greeks*. Oxford, Clarendon press, 1913, in-8°, XII-196 p.

pécuniaire jusqu'au moment où elle devint l'amende. Enfin, nous voudrions bien voir les juristes d'outre-Rhin renoncer une bonne fois à entonner l'hymne traditionnel sur l'unité du droit grec. Ou alors qu'ils se décident à nous dire ce qu'ils entendent par là et jusqu'à quel point les choses peuvent être différentes sans cesser d'être identiques¹.

LIPSIUS a terminé l'ouvrage où il se proposait de refaire le travail classique de Meier et Schœmann sur la procédure attique. Dans la dernière partie, qui a paru en 1912, il examine les actions privées d'après l'ordre des magistratures compétentes. Il commence par les procès qui relèvent de l'archonte : ce sont les affaires qui ont trait au droit matrimonial, au droit des parents et des enfants, au droit de tutelle, au droit de succession et, par extension, au contentieux en matière de liturgies qui soulève toujours des questions de propriété. Puis viennent successivement les actions dont l'hégémonie appartient au roi, au polémarque, aux thesmothètes, aux Quarante et aux eisagogeis. Dans cette dernière catégorie se rangent des actions résultant d'un délit ou d'un quasi-délit et intentées à fin de dommages-intérêts (*δίκαια κατά τινας*) et des actions résultant d'un contrat et purement réelles.. (*δίκαια τρόπος τινα*), à savoir : les affaires de saisie, de cautionnement, de prêt, de dépôt, d'achat et de vente, de donation, d'affermage et de location, d'association. Enfin viennent les litiges soumis aux stratèges et aux surveillants des arsenaux maritimes. L'ouvrage de Lipsius rendra les plus grands services ; mais il ne pourra vraiment prendre la place qu'il ambitionne que lorsqu'il sera muni d'un index².

LAUM a voulu traiter avec l'ampleur qui convient un sujet auquel avait touché naguère Ziebarth (voir t. CI, p. 139) ; il a vu que la donation-fondation n'est pas seulement une question de droit formel, mais qu'elle constitue dans l'antiquité un trait caractéristique des mœurs sociales et, par conséquent, de l'histoire même. C'est donc dans un esprit large qu'il considère la personne des donateurs, les motifs, l'objet, les formes, les ressources et les garanties des donations, les donataires, les résultats des œuvres, etc.; puis il se demande comment une institution aussi complexe a évolué en Grèce et dans toutes les provinces du monde romain. Les documents sur lesquels

1. Joseph Kohler und Erich Ziebarth, *Das Stadtrecht von Gortyn und seine Beziehungen zum gemeingriechischen Rechte*. Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1912, in-8°, VIII-140 p.

2. J. H. Lipsius, *Das attische Recht und Rechtsverfahren*, mit Benutzung des *Attischen Prozesses* von Meier und Schœmann dargestellt. II. Bd., 2. Hälfte. Leipzig, Reisland, 1912, in-8°, p. I-VIII, 463-785.

se fonde cette étude forment un volume à part, où ils sont disposés par ordre géographique et accompagnés chacun d'une traduction ou d'une paraphrase¹.

Gregor SEMEKA se propose de donner un pendant au traité de Meier et Schoemann ou à celui de Lipsius, en composant un ouvrage sur la procédure de l'époque ptolémaïque. La plus grande partie du premier volume, paru en 1913, décrit l'organisation judiciaire du royaume des Lagides. L'auteur ne se borne pas à reproduire les tableaux présentés par Bouché-Leclercq, Wenger et Mitteis, ni même à y faire les retouches nécessitées par les travaux des Lesquier (voir t. CXXI, p. 134), de Zucker et de Gradenwitz (voir à la page suivante). Il se livre à un nouveau travail d'investigation sur les papyrus publiés, qu'il possède à fond et qu'il interprète souvent à l'aide du droit romain et du droit germanique. Son exposé est clair dans l'ensemble, mais quelquefois pénible à suivre dans le détail. Il commence par déterminer les principes fondamentaux de la justice ptolémaïque : du roi, maître absolu, souverain justicier, émanent tous les pouvoirs, le pouvoir judiciaire comme les autres, et nulle distinction n'est à établir entre l'administration proprement dite et la juridiction. Tous ceux qui jugent jugent au nom du roi, aussi bien les magistrats et les conseils qui les assistent que les tribunaux ordinaires et les juridictions d'exception. Et, si le droit de juger descend du roi jusqu'au dernier des fonctionnaires, jusqu'au cômogrammate du plus humble village, il remonte en sens inverse, par appel ou par évocation, jusqu'au roi. A une époque où les communications sont lentes, un système aussi fortement centralisé rendait la justice dilatoire et compliquée. Pour remédier à cet inconvénient, on faisait à tous les degrés de la hiérarchie un large emploi de la conciliation (εἰδίλλωσις). Dans la seconde partie de ce volume, Semeka s'arrête au premier stade de la procédure, à l'introduction de l'instance. Il étudie avec soin la doctrine ptolémaïque des actions et distingue avec finesse l'ἐντελέχεια, l'ἐπιτελόλη et l'ὑπέμυημα. Le prochain volume de cet ouvrage comprendra le système des preuves, la procédure du jugement et d'exécution et suivra l'évolution du droit gréco-égyptien jusqu'à la période romaine. Nous aurons alors un guide précieux qui nous permettra de nous mouvoir à l'aise dans les broussailles épineuses d'une procédure encore insuffisamment explorée².

1. Bernard Laum, *Die Stiftungen in der griechischen und römischen Antike. Ein Beitrag zur antiken Kulturgeschichte*. Leipzig, Teubner, 1914, 2 vol. in-8°. I. Bd. : *Darstellung*, x-255 p. II. Bd. : *Urkunden*, viii-224 p.

2. Gregor Semeka, *Ptolemäisches Prozessrecht. Studien zur ptolemäischen*

Bien que le traité de Semeka ait profité des résultats obtenus par ses devanciers, il ne dispense pas de recourir au mémoire antérieur de ZUCKER; car ce mémoire, moins volumineux, moins général, examine plus à fond certaines questions spéciales et, d'autre part, il s'étend de la période ptolémaïque à la période romaine. On fera bien de rapprocher les études de Zucker sur les clauses des requêtes en justice des recherches publiées par Lesquier dans l'Introduction des *Papyrus de Magdóla*. On consultera aussi avec fruit les deux appendices de la fin : un tableau des requêtes adressées directement au stratège dans des affaires relevant des tribunaux pendant le III^e siècle, un aperçu des plaintes intentées par les ὑπότεττομένοις τῷ διαιρήσει à Kerkéosiris vers la fin du II^e siècle av. J.-C. (d'après les *Papyrus de Tebtynis*)¹.

Sur le droit successoral de l'Égypte ptolémaïque, on avait jusqu'ici pour principal document le dossier du procès d'Hermias, jugé en 117. On y joindra désormais les documents de l'affaire Patous contre Paménôs et Taménôs. C'est une affaire assez embrouillée qui fut plaidée en dernier ressort en 111 devant l'épistratège de Thébaïde. Nous la connaissons grâce à la collaboration de GRADENWITZ, PREISIGKE et SPIEGELBERG. Les trois auteurs ont eu de la peine à en retrouver les pièces. De Gébélén (ancienne Pathyris), elles se sont dispersées, à la suite de fouilles et de ventes clandestines à Strasbourg, à Heidelberg, à Giessen, à Berlin et à Londres; un original en démotique est maintenant à Strasbourg, tandis que la traduction en grec se trouve à Giessen. Les papyrus grecs ont été déchiffrés et commentés par Preisigke, les papyrus démotiques par Spiegelberg. Gradenwitz s'est chargé spécialement de la partie juridique. Sa compétence avérée s'exprime quelquefois avec une concession qui suppose plus de connaissances que n'en a la moyenne des lecteurs. Au reste, les pièces relatives à cette question d'héritage n'ont pas seulement un intérêt juridique; elles permettent de suivre l'histoire d'une famille grecque établie en Thébaïde et de voir comme elle s'Egyptianise d'une génération à l'autre².

MODICA traite une question économique autant que juridique, le

Gerichtsverfassung und zum Gerichtsverfahren. Heft 1. München, O. Beck, 1913, in-8°, v-311 p.

1. Friedrich Zucker, *Beiträge zur Kenntnis der Gerichtsorganisation im ptolemäischen und römischen Ägypten*. Habilitationsschrift München (*Philologus*, Supplementband XII, Heft 1). Leipzig, Dieterich, 1911, in-8°, 132 p.

2. Otto Gradenwitz, Friedrich Preisigke, Wilhelm Spiegelberg, *Ein Erbstreit aus dem ptolämaischen Ägypten*. Griechische und demotische Papyri der wissenschaftlichen Gesellschaft zu Strassburg i. Els. Strassburg, Trübner, 1912, in-8°, 62 p., avec 4 pl. en phototypie.

prêt dans les papyrus gréco-égyptiens de la période ptolémaïque. Mais son petit mémoire est très superficiel. Le vaste sujet reste à qui voudra le prendre¹.

Les questions de droit hypothécaire qui préoccupaient naguère Pappoulias (voir t. CIV, p. 352) n'ont pas cessé d'attirer les historiens du droit grec. D'après A. B. SCHWARZ, les deux sortes de garanties connues dans l'Égypte hellénisée, l'hypothèque et l'hypallagma, sont absolument distinctes en principe. L'hypothèque confère un droit d'exécution sur un bien-fonds déterminé, mais ne permet de réaliser le gage qu'après une procédure spéciale. L'hypallagma ne comporte pas de pacte promissoire; il oblige le débiteur à donner en garantie une chose ou une personne dont il perd la disposition, sans que le créancier en ait la propriété ni en fait, ni en expectative; enfin il est exécuté sur le gage par les moyens de contrainte ordinaires. Si les deux institutions produisent pratiquement des effets semblables, si elles se rapprochent dans le cours des siècles, elles ne se confondent jamais et, surtout, elles n'ont pas la même origine. L'hypallagma est intermédiaire entre la fiducie primitive et l'hypothèque perfectionnée de l'époque impériale; il n'a pas, comme la fiducie, l'inconvénient de priver le débiteur sans nantir le créancier; mais il n'offre pas, comme l'hypothèque, la forte sûreté connue sous le nom de βεβάωσις².

La question capitale en matière de garantie hypothécaire est celle du droit conféré au créancier faute de paiement à l'échéance. Hitzig a enseigné en 1895 que le droit grec, et particulièrement le droit attique, diffère sur ce point du droit romain et des législations modernes : conformément au principe du vieux temps, où l'on ne connaissait encore que la vente à réméré (*πρᾶσις ἐπὶ λύσει*), le créancier qui n'a point reçu satisfaction procède sans autre formalité à l'expropriation du débiteur (*ἐμβάτευσις*) et devient, non pas simple possesseur, mais propriétaire de la chose hypothéquée. Cette théorie était généralement admise, lorsque Pappoulias et, à sa suite, Mitteis soutinrent qu'à l'époque classique l'hypothèque a perdu son caractère primitif, sauf le cas exceptionnel où elle garantit, sous le nom d'*ἀποτίμημα*, les biens des mineurs et les dots. Mais, dans un travail où une forte documentation étaie une argumentation vigoureuse, RAAPE vient en aide à Hitzig. Il se place successivement au point de vue formel et au point de vue matériel pour montrer que,

1. Marco Modica, *Il mutuo nei papiri greco-egizii dell' epoca tolemaica*. Palermo, stab. tipogr. Optima, 1911, in-8°, 38 p.

2. Andreas Bertalan Schwarz, *Hypothek und Hypallagma. Beitrag zum Pfand- und Vollstreckungsrecht der griechischen Papyri*. Leipzig-Berlin, Teubner, 1911, in-8°, VIII-152 p.

ni en Attique ni, plus tard, en Égypte, l'institution de l'hypothèque n'est arrivée au terme de son évolution. Les deux thèses sont aujourd'hui face à face, armées de pied en cap. Peut-être semble-t-il que Raape ait l'avantage ; mais bien hardi qui le proclamerait définitivement vainqueur¹.

XII. VIE ÉCONOMIQUE. — En publiant une seconde édition de son « Histoire du communisme et du socialisme dans l'antiquité », PÖHLMANN la présente sous ce titre, légèrement modifié : « Histoire des questions sociales et du socialisme dans le monde antique ». Il reconnaît par là qu'en écrivant cet ouvrage il s'était occupé autant des faits que des théories. C'est à ce point de vue qu'il se place pour opérer quelques remaniements. Les modifications concernent, d'ailleurs, la partie romaine plutôt que la grecque. La principale consiste en l'addition d'un chapitre sur les conceptions sociales du christianisme naissant².

Toujours indispensable, l'ouvrage de BLÜMNER sur la technique de l'industrie et des arts dans l'antiquité grecque et romaine avait tout de même ses quarante ans. Les fouilles exécutées dans l'intervalle et maints travaux de détail rendaient utile une seconde édition. Elle a commencé de paraître. Dans le tome I se trouvent la paniéfaction, le filage et le tissage, la confection du vêtement et du feutre, la teinture et le foulage, la pelleterie, le tressage des filets, corbeilles et cordes, la préparation du papyrus et des calames, la fabrication de l'huile et des onguents. Tout ce que les textes, les inscriptions et les monuments figurés peuvent fournir de renseignements est mis en œuvre. La critique pourra s'en prendre à des points particuliers ; l'ensemble est net, sobre, sûr, excellent. L'illustration a été améliorée autant que le texte ; de 53, le nombre des figures a passé à 135³.

Les questions de métrologie sont de celles qu'on ne peut exposer brièvement. Nous nous bornerons donc à signaler les articles où VIEDEBANTT expose des vues nouvelles sur la réforme solonienne des poids et monnaies, sur les poids commerciaux d'Athènes au II^e siècle av. J.-C., sur les mesures des liquides dans l'Égypte ptolémaïque, sur les mesures égyptiennes pour matières sèches, sur l'origine et la

1. L. Raape, *Der Verfall des griechischen Pfandes, besonders des griechisch-ägyptischen*. Halle, Buchhdl. des Waisenhauses, 1912, in-8°, 167 p.

2. Robert von Pöhlmann, *Geschichte der sozialen Frage und des Sozialismus in der antiken Welt*. München, O. Beck, 1912, 2 vol. in-8°, xv-610, xii-644 p.

3. Hugo Blümner, *Technologie und Terminologie der Gewerbe und Künste bei Griechen und Römern*. I. Bd. 2. gänzlich umgearbeitete Auflage. Leipzig-Berlin, Teubner, 1912, in-8°, xii-364 p., avec 135 fig. dans le texte.

nature du système phidonien de poids et mesures, sur les mesures de volume en Asie Mineure, enfin sur les mesures de l'ancienne Babylorie et des Perses¹.

Les comptes des hiéropes déliens, récemment publiés par Dürrbach (voir t. CXXI, p. 116), fourniront une ample matière aux études économiques. Dès à présent, j'ai pu montrer dans une série d'articles qu'ils nous donnent plus de renseignements sur les prix des denrées et sur les salaires que tous les autres documents réunis de la Grèce ancienne. Ils nous font assister, de 310 à 250, à une baisse générale, réaction naturelle contre la hausse énorme qui avait suivi la conquête d'Alexandre. Cette baisse se produit sur toutes les marchandises pour lesquelles se forme un marché universel, céréales, vin et huile, bétail, bois et charbon, tissus, marbre, briques et tuiles, ivoire. Les seules denrées dont le prix augmente sont celles qui ne mettent pas en concurrence plusieurs pays de production, surtout le plomb, qui vient du Laurion aux veines appauvries, les parfums et le papyrus, que renchérit le tribut payé aux monopoles des Ptolémées. Mais le petit consommateur ne profite guère de la baisse à cause de l'excessive cherté des transports et des bénéfices prélevés par le commerce de détail. De plus, les salaires diminuent dans de plus fortes proportions que le prix des denrées. La situation des classes laborieuses paraît de plus en plus sombre. Les plus humbles parmi les travailleurs sont payés deux oboles par jour. L'organisation croissante de la concurrence pèse lourdement sur la rémunération du travail².

D'un travail inédit sur les artisans et les commerçants à Délos, Maurice LACROIX a tiré un article fort intéressant sur les architectes et les entrepreneurs. Il y a là une classe qui, malgré la crise économique, tire de l'industrie d'assez larges ressources et prend place parmi les citoyens capables de faire les frais des chorégies. Les commandes qu'ils acceptent ne témoignent pas toujours d'une division du travail très poussée; non seulement ils se chargent d'entreprises très différentes, mais ils travaillent parfois à la journée, au taux de simples manœuvres. Cependant, plusieurs d'entre eux font figure de vrais industriels et quelques-uns se livrent aux spéculations financières ou s'occupent de politique³.

Dans un mémoire présenté en Sorbonne et qui méritait d'être

1. Oskar Viedebant, *Metrologische Beiträge*, dans *l'Hermes*, t. XLVII (1912), p. 422-465, 562-632.

2. Gustave Glotz, *le Prix des denrées à Délos*, dans le *Journal des Savants*, 1913, p. 16-29. — *Les Salaires à Délos*, *Ibid.*, p. 206-215, 251-260.

3. Maurice Lacroix, *les Architectes et entrepreneurs à Délos*, de 314 à 240, dans la *Revue de philologie*, t. XXXVIII (1914), p. 303-330.

publié, Sylvain MOLINIER a étudié au point de vue juridique et économique la location d'immeubles à Délos. L'intendance sacrée possédait un certain nombre de maisons, dix-neuf en tout; elle les louait, les unes pour être habitées bourgeoisement par une ou plusieurs familles, les autres comme locaux destinés au commerce ou à l'industrie. Les loyers payés figuraient tous les ans dans les comptes des hiéropes parmi les revenus ordinaires. C'est dans ces comptes que Molinier a trouvé sa documentation, et, grâce à la liberalité de Dürrbach, qui a bien voulu lui communiquer des inscriptions inédites, il a pu étendre ses investigations à toute la période d'indépendance, de 315 à 166. Le travail était hérissé de difficultés. Les listes de baux, qui s'ajoutent de temps en temps aux états de recettes, sont rares et incomplètes; les états eux-mêmes donnent des indications mutilées et déconcertantes: les noms des maisons varient; d'une année à l'autre, ce ne sont pas toujours les mêmes locaux qui sont mentionnés, soit pour cause de réparation, soit à défaut de preneur ou de paiement. Mais de ce grimoire ténébreux et tronqué, l'auteur tire parti avec un soin méticuleux qui ne laisse échapper aucun détail, avec une sagacité pénétrante qui aboutit tantôt à des restitutions, tantôt à des corrections de texte, tantôt à des datations toujours vraisemblables et souvent certaines. — Suivant un plan logique, il commence par suivre l'histoire de chaque maison, nous parlant des locataires, nous disant si ce sont des indigènes ou des étrangers et à quelle classe ils appartiennent. Cette recherche analytique a pour complément les listes et tableaux rejetés dans les appendices. — Dans une seconde partie sont traitées les questions de droit: nature des contrats, obligations des parties, cautionnement du preneur et responsabilité des garants. Entre autres résultats acquis, il faut noter les conclusions sur la durée des baux: de quatre ans, elle fut portée à cinq en 277; par conséquent, toutes les inscriptions qui, depuis 277, portent une liste de contrats, et non pas seulement d'encaissements annuels, sont d'un millésime terminé par 7 ou 2. — La troisième partie est consacrée aux questions d'un caractère économique. On peut se demander d'abord quelles ont pu être dans le cours du temps les variations des loyers. Homolle avait jadis présenté à ce sujet une observation qui avait son prix: d'après les chiffres donnés pour les années 279 et 179, il avait remarqué qu'en un siècle la somme des loyers perçus avait doublé, que cette hausse sur la location des immeubles avait pour contre-partie une baisse sur les revenus des biens-fonds, et qu'il y avait là un indice sur le développement du commerce et l'afflux des étrangers. Mais Molinier fait voir que la progression n'est ni simple ni continue. Si, au lieu de prendre les termes extrêmes 279-179 (ou plutôt 282-178),

on examine toute la période intermédiaire, on aperçoit de perpétuelles oscillations : le maximum est atteint en 247; puis vient une baisse, suivie d'un relèvement. Si, au lieu de prendre les totaux en bloc, on considère les fluctuations du loyer pour chaque maison, on constate que les augmentations toujours dues à la loi de l'offre et de la demande ne sont pas seulement en rapport avec la situation générale, mais tiennent aussi au développement de tel ou tel quartier et à des travaux de remaniement. Toujours est-il que le logement, qui coûtait en 250 à un artisan le vingtième de son salaire, exigeait en 200 le douzième ou le dixième d'un salaire égal. Aussi les maisons sacrées ont-elles contribué pour une part de plus en plus grande à la fortune d'Apollon. En 279, sur un revenu total de 200,000 drachmes, les immeubles rapportent 12,250 drachmes, beaucoup moins que l'affermage des biens-fonds et les prêts d'argent. Les représentants du dieu se bornaient alors à mettre en location les maisons dont il était devenu propriétaire par dons, legs, saisies ou confiscations, tout simplement pour ne pas les laisser improductives. A partir de 247, la location des immeubles devient une industrie lucrative, une entreprise financière. Les hiéropes font exécuter de grosses réparations, des travaux d'aménagement; moyennant une mise de fonds modérée, ils obtiennent de grosses plus-values, demandent des loyers « de plus en plus forts à des locataires de plus en plus aisés ». Ils acquièrent même, par achat, de nouveaux immeubles pour y établir des hôtelleries, des ateliers, des locaux commerciaux, des maisons de rapport divisées en logements (*συνοίκια*), et ils en tirent de bons prix. — En résumé, Molinier apporte, avec ce mémoire sur le régime de la propriété bâtie, bien des éléments nouveaux à l'histoire sociale de Délos et, en général, de la période hellénistique. Toutefois, en ce qui concerne spécialement Délos, il aurait dû, tout en précisant l'opinion d'Homolle sur la hausse des loyers, s'en tenir à l'idée que cette hausse est bien en concomitance avec une prospérité croissante. Les décrets de proxénie en l'honneur des marchands de grains, les offrandes d'étrangers énumérés dans les inventaires du temple, l'importation des cultes exotiques comme celui de Sarapis, les travaux publics d'embellissement exécutés de 250 à 200, la construction d'une agora et du portique de Poseidôn destinés l'un et l'autre aux négociants, tout indique que l'île sainte était le centre d'un mouvement actif dès le III^e siècle¹.

Si la grandeur commerciale de Délos remonte avant 166, avant la

1. Sylvain Molinier, les « Maisons sacrées » de Délos au temps de l'indépendance de l'île, 315-166/5 av. J.-C. (Bibliothèque de la Faculté des lettres de Paris, fasc. XXXI). Paris, Alcan, 1914, in-8°, 108 p., avec 4 pl.

seconde domination des Athéniens qui se sont bornés à l'exploiter et à la développer, à plus forte raison est-elle antérieure à l'arrivée en masse des Romains. Ceux-ci n'ont occupé la première place dans l'île qu'après 130. C'est ce qu'a démontré Jean HATZFELD dans un mémoire intitulé *les Italiens résidant à Délos*. Le sujet avait été traité en 1884 par Homolle ; mais les inscriptions découvertes depuis un quart de siècle permettaient de renouveler complètement ce chapitre d'histoire gréco-romaine. D'après les inscriptions déjà connues et celles qui sont publiées ici pour la première fois (p. 197-218), l'auteur commence par donner la prosopographie des résidents italiens en les groupant par familles (p. 10-101). Puis il présente l'histoire de cette immigration (p. 102-129). Il la connaît par les formules qui désignent les collèges italiens, par les monuments qu'ils font élever, par les emplacements qu'ils fréquentent. Malgré l'apparition de quelques noms italiens dans le cours du III^e siècle, les Romains n'affluent dans l'île qu'après y avoir rétabli la domination athénienne, et même ils n'y font figure que dans la seconde moitié et surtout dans le dernier quart du II^e siècle. C'est entre 150 et 125 que les Hermaïstes, les Apolloniastes et les Poseidoniastes construisent des édicules et consacrent des statues au sud-est du port principal ; c'est en 126/5 que l'épimélète Théophrastos fait aménager l'esplanade qui leur sert de rendez-vous ; c'est en 113 qu'ils se réunissent pour dédier un monument à Héraclès. Quant à la grande agora des Italiens, elle n'est pas antérieure à 100 ; alors seulement les *negotiatores*, laissant aux Compétaliastes l'ancien emplacement, installèrent leur Bourse sur une place spéciale, qui fut comme une enclave italienne en terre grecque. La grande prospérité des Italiens à Délos ne fut donc pas de longue durée ; car, s'ils revinrent dans l'île après la guerre de Mithradate et la catastrophe de 88, le commerce ne fit plus qu'y languir pour disparaître vers 50. Dans une troisième partie de son travail (p. 130-196), Hatzfeld étudie la condition sociale et l'organisation politique de la colonie italienne. Il indique les lieux d'origine des Italiens, classe d'après l'onomastique les ingénus, les affranchis et les esclaves, détermine les professions (banquiers, marchands d'huile, exportateurs, industriels). Il nie l'existence à Délos d'un *conventus civium romanorum* et n'y trouve que des *collegia* religieux dirigés par des bureaux de *magistreis*, de petites sociétés purement déliennes et des groupements de *pagi* sur le modèle campanien¹.

1. Jean Hatzfeld, *les Italiens résidant à Délos mentionnés dans les inscriptions de l'île*, dans le *Bulletin de correspondance hellénique*, t. XXXVI (1912), p. 1-218.

A l'exemple de Lumbruso et de Wilcken, on tire volontiers des papyrus des études d'histoire économique. Deux travaux intéressants ont déjà été recensés dans la *Revue historique*: l'ouvrage de FITZLER sur les carrières et les mines dans l'Égypte ptolémaïque et romaine¹ (voir t. CVIII, p. 341-342) et celui de Mariano SAN NICOLÒ sur les associations² (voir t. CXV, p. 354).

La dissertation de REIL sur les métiers et les gens de métier au temps des Ptolémées mérite également d'attirer l'attention. L'auteur étudie l'organisation générale de l'industrie, en relevant certaines survivances de l'économie domestique et en indiquant avec précision la part de l'État, des temples et des particuliers dans l'exercice des métiers. Il revient, à ce propos, sur la question des monopoles, des patentnes payées par les artisans et des droits de douane. Dans un chapitre nourri de faits et sur des listes données en appendice, on observe une extrême division du travail ou du moins une extraordinaire spécialisation des métiers. La condition des travailleurs, isolés ou groupés par corporations, paraît peu brillante; cependant, la main-d'œuvre libre n'est pas avilie par la main-d'œuvre servile, puisque les esclaves sont peu nombreux dans les ateliers comme aux champs³.

XIII. VIE INTELLECTUELLE. — *Lettres et instruction.* — L'ouvrage de MEILLET sur l'histoire de la langue grecque ne semblerait guère, à en juger par le titre, intéresser l'histoire générale de la Grèce. Et, cependant, depuis de longues années, peu de livres ont paru qui fassent aussi bien comprendre les transformations politiques et sociales des Hellènes depuis leurs plus lointaines origines jusqu'à nos jours. C'est que Meillet n'est pas seulement un maître de la linguistique, capable de passer de l'une à l'autre des langues indo-européennes avec l'aisance d'une érudition toujours égale à elle-même, il n'apporte pas seulement dans ses fortes études une méthode critique qui donne une singulière valeur à chacune de ses affirmations ou même de ses hypothèses; mais il applique avec une intelligence pénétrante ce principe, dont il ne se départit jamais, que les mots sont des êtres vivants, qu'un parler révèle

1. Kurt Fitzler, *Steinbrüche und Bergwerke im ptolemäischen und römischen Ägypten* (*Leipziger historische Abhandlungen* hrsg. von E. Brandenburg, G. Seeliger, U. Wilcken, Heft XXI). Leipzig, Quelle und Meyer, 1911, in-8°, 159 p.

2. Mariano San Nicolò, *Ägyptisches Vereinswesen zur Zeit der Ptolemäer und Römer*. Bd. I. München, O. Beck, 1913, in-8°, 1v-225 p.

3. Theodor Reil, *Beiträge zur Kenntniss des Gewerbes im hellenistischen Ägypten*. Dissert. inaug. Borna-Leipzig, Noske, 1913, in-8°, 211 p.

l'âme d'un peuple, que l'évolution d'une langue est régie par des conditions historiques et demeure en rapport constant avec l'évolution d'une société. Voilà pourquoi l'historien a tout profit à suivre, avec un pareil guide, les alternatives de différenciation et d'unification par lesquelles passe la langue grecque durant plus de trente siècles. — Comme toutes les langues indo-européennes, le grec naît d'un idiome primitif. Chaque tribu de la nation primordiale, à mesure qu'elle s'éloigne davantage des autres, introduit dans le parler commun des variations plus nombreuses et d'un dialecte fait une langue. On ne sait ni où ni quand a vécu la nation qui parlait la langue indo-européenne; on ne peut que déterminer certains caractères de sa civilisation par les mots qu'elle a légués à tous ses descendants et la placer dans une région septentrionale où poussait le bouleau, dans un temps qui connaissait déjà le cuivre ou le bronze. Avant de s'établir sur les rives de la mer Égée, les Grecs durent séjourner à l'intérieur du continent européen assez longtemps pour désapprendre le mot indo-européen qui, du pays slave au pays latin, désigne la mer. Le grec, langue commune d'une nation conquérante, conserva donc dans sa structure les éléments indo-européens et se distingua par des innovations phonétiques et grammaticales. Il ne fut pas non plus sans faire des emprunts aux peuples parmi lesquels s'établirent les Hellènes. On n'a pas idée, il est vrai, de ce que pouvait être la géographie linguistique des peuples méditerranéens au moment de l'invasion grecque; mais il est certain qu'à Lemnos, en Crète, à Cypre, les premiers occupants conservèrent leur langue longtemps encore et que nombre de mots grecs, et non pas seulement des noms propres, ne peuvent s'expliquer par une origine indo-européenne. La langue de civilisation que parlaient les Égéens exerça forcément son influence sur le parler des nouveaux venus. Ainsi formée, la langue commune des Grecs ne tarda pas à revêtir des formes variées. Chaque région, chaque cité eut son parler propre. Ces idiomes se ramenaient, dès l'époque préhistorique, à quatre dialectes, apportés par les groupes d'envahisseurs qui s'étaient superposés les uns aux autres. Les deux groupes de l'ionien-attique présentent une parenté intime, bien que l'attique soit d'un archaïsme prononcé. L'arcado-cypriote, qui comprend un troisième groupe, le pamphylien, doit beaucoup aux Achéens, qui ont précédé en Grèce l'invasion dorienne. Entre les trois groupes étoliens (Éolide, Thessalie et Béotie), les divergences sont assez profondes. Les dialectes occidentaux, c'est-à-dire le groupe dorien et le groupe du nord-ouest (élien, phocidien, locrien, étolien), présentent de grandes différences, non seulement de groupe à groupe, mais

d'une localité à l'autre, ainsi qu'il convient à des cantons occupés par une aristocratie rurale. En somme, l'ionien-attique et le groupe occidental représentent deux termes extrêmes; l'arcado-cypriote et l'éolien forment les types intermédiaires, dont l'un marche avec l'ionien-attique et l'autre (surtout le thessalien et le bétöen) avec le groupe occidental. Ainsi, du vi^e au v^e siècle, s'opposent deux tendances : la langue se diversifie; mais l'hellénisme n'a pas perdu le souvenir de l'ancienne unité, et les mélanges dus au commerce et à la colonisation en font retrouver la tradition. — A l'évolution des parlers naturels contribuèrent puissamment les langues littéraires. En Grèce, plus qu'en tout autre pays, se multiplièrent ces langues aux formes arrêtées, aux normes établies, à l'aspect archaïsant, ces langues qui, ailleurs, avaient souvent pour matrice des langues religieuses, et dont le caractère artificiel correspondait exactement aux tendances générales de l'art grec. Elles pouvaient aisément gagner des hommes habitués à des parlers différents. Les premières œuvres littéraires de la Grèce traduisirent les sentiments des générations qui avaient participé au grand mouvement de la civilisation. La poésie n'eut pas à se créer d'instruments nouveaux : la métrique appartient au même type, la prosodie se conforme aux mêmes principes en grec qu'en védique. Le vieux fonds des poèmes homériques a été rédigé dans une langue mixte éolo-ionienne, qui même n'est pas sans accointance avec l'arcado-cypriote. Si l'épopée éolienne a été ionisée, elle a eu elle-même un prototype achéen. Composée par une corporation ambulante d'aëdes, elle s'adressait non pas à la populace d'une cité, mais à la noblesse de plusieurs régions. Les langues des poètes lyriques varient selon les genres : l'élegie imite l'épopée; la poésie iambico-trochaïque est écrite dans cet ionien des gens cultivés qui devenait dans la Grèce du vi^e siècle la grande langue de civilisation; la lyrique éolienne adapte à la métrique indo-européenne le parler le plus choisi de Lesbos ou de Béotie; la lyrique chorale est dorienne, non pas qu'elle soit l'œuvre des Doriens (des Doriens il ne vient rien en littérature), mais parce qu'elle était destinée aux sociétés où la vie publique absorbait le plus la vie des citoyens. La tragédie attique, par son dialogue, est proche du parler ordinaire; pourtant, par ses origines religieuses et les nécessités du théâtre à l'air libre, elle s'en éloigne. « A la tragédie athénienne viennent aboutir tous les genres de la poésie grecque ancienne; la lyrique populaire ionienne et la lyrique religieuse dorienne s'y fondent en un spectacle unique. Ces deux influences s'unissent dans un attique fortement stylisé... Ce n'est pas seulement la culture d'Athènes, c'est une culture hellénique... Athènes, cité impériale, n'a pas une

littérature purement régionale; elle hérite de toutes les acquisitions déjà faites, et, tout en étant fortement locales, les œuvres poétiques qui lui sont destinées ont déjà, au moins dans leur vocabulaire, un caractère international. » L'histoire de la prose grecque présente un phénomène analogue. La prose littéraire semble être une création des Ioniens; car les Ioniens sont partout les initiateurs, et, dans la science comme dans l'art ou dans le commerce, ils représentent à l'étranger la civilisation hellénique. Ils furent les premiers à se donner une langue commune. L'ionien officiel est déjà une *κοινή*. Ce n'est qu'au milieu du v^e siècle que l'attique, jusque-là archaïque, rural et inculte, prend une tournure littéraire grâce au dialogue de la tragédie. Bientôt il se donne, par la rhétorique, un vocabulaire abstrait qui pouvait servir à tous les Grecs et, par le dialogue philosophique, le ton de la société instruite. La prose attique supplante l'ioniennne et sert de modèle en tous pays. Enfin, de même qu'ils remplacent la prose ionienne par la leur, les Athéniens substituent leur comédie à celle des Siciliens. L'attique est devenu alors la langue unique de la vie intellectuelle. — Mais la conquête ouvre au grec un domaine immense : depuis le Rhône et la Sicile jusqu'à l'Indus, depuis le Nil jusqu'au Tanais, les Hellènes apprennent leur langue à tous les étrangers. Les grandes monarchies absorbent les petites républiques; la politique internationale est entre les mains des rois. Dans la cité, les institutions deviennent purement municipales et le parler local n'a plus aucune force d'expansion. Toute la valeur et toute la gloire de l'hellénisme lui viennent de sa civilisation. Alors se constitue la *κοινή* proprement grecque, à la fois populaire et littéraire. Cette langue de civilisation, préparée par la conquête perse en Ionie, fortifiée par l'empire athénien dans les îles, répandue par la conquête macédonienne dans toute la Grèce et aussitôt dans tout l'Orient, se perpétuera par delà la période romaine et la période byzantine jusqu'à nos jours. Fondée sur une norme idéale, la langue « commune » n'en subit pas moins d'inévitables modifications et dure « par une sorte d'équilibre constamment variable entre fixation et évolution ». Continuation de l'ionienn et de l'attique, cette langue générale de communication prend un caractère banal et abstrait, complètement évolué; en même temps qu'elle se montre impropre à fournir l'instrument d'une littérature nouvelle, elle met un outil excellent aux mains des savants et des philosophes¹.

Le succès obtenu par le joli petit livre de ZIEBARTH sur les écoles

1. A. Meillet, *Aperçu d'une histoire de la langue grecque*. Paris, Hachette, 1913, in-12, xvi-368 p.

dans la Grèce ancienne (voir t. CIV, p. 350-351) lui a valu les honneurs de la seconde édition. L'auteur a heureusement profité des rares critiques qui lui ont été adressées, des objections qu'il s'est faites lui-même et surtout des nouveaux documents qui ont paru dans les dernières années. Quelques rectifications et d'assez nombreuses additions ont remis l'ouvrage au point. On y trouvera, par exemple, tous les renseignements que les papyrus et les ostraca ont fournis sur les méthodes et les livres en usage dans les écoles. Tout ce qu'on peut savoir sur l'enseignement primaire dans la période hellénistique est là. Avis aux pédagogistes comme aux historiens¹.

Une des questions traitées par Ziebarth, celle des méthodes usitées dans l'enseignement primaire, a suggéré l'idée d'un travail fort attrayant. On a trouvé en Égypte, sur bon nombre de papyrus, d'ostraca et de tablettes, des devoirs d'écoliers. ZIEBARTH lui-même a réuni tous ces exercices dans une collection très curieuse²; BEUDEL en a tiré une bien intéressante contribution à l'histoire des écoles. L'enfant apprenait à lire et à écrire par des exercices d'assemblage portant sur les lettres, puis sur les syllabes. Il se familiarisait avec l'orthographe par des dictées dont les textes, tirés des poètes et des philosophes, étaient pris dans des recueils de morceaux choisis. Les feuilles des cahiers étaient rayées. Le maître mettait sa note dans la marge; c'était le plus souvent *ξιλοπένει*, « de l'application! ». On lisait et l'on apprenait par cœur de l'Homère, de l'Euripide, du Callimaque, de l'Esope. La grammaire comprenait les déclinaisons, les conjugaisons et les éléments de la syntaxe. Des classes de grammaire on passait dans les classes de rhétorique. Là les devoirs consistaient en dissertations, en lettres et en narrations³.

Le seul pays de l'antiquité où l'on puisse trouver des renseignements précis sur l'extension de l'enseignement primaire, c'est le pays des papyrus et de l'écriture courante. Mais, pour apprécier le nombre de ceux qui savaient écrire et des illettrés, il est nécessaire de lire et d'observer minutieusement le plus grand nombre possible de documents. C'est à ce travail que s'est attaché, sur le conseil de

1. Erich Ziebarth, *Aus dem griechischen Schulwesen. Eudemos von Milet und Verwandtes*. 2. vermehrte und verbesserte Auflage. Leipzig-Berlin, Teubner, 1914, in-8°, VIII-178 p.

2. Erich Ziebarth, *Aus der antiken Schule. Sammlung griechischer Texte auf Papyrus, Holztafeln, Ostraka (Kleine Texte für Vorlesungen und Übungen hrsg. von H. Lietzmann, n. 65)*. 2. Auflage. Bonn, Marcus und Weber, 1913, in-16, 33 p.

3. Paulus Beudel, *Qua ratione Graeci liberos docuerint papyris, ostracis, tabulis in Aegypto inventis illustratur*. Dissert. inaug., Münster, Aschendorff, 1911, in-8°, 69 p.

Kalbfleisch et avec l'aide de Schubart, Plaumann, Jensen et Böser, un élève de l'Université de Marburg, MAJER-LEONHARD. Il a examiné 1,264 manuscrits et en a tiré trois indices où il énumère : 1^o 488 pièces écrites par une personne à la place d'une autre ne sachant pas écrire ; 2^o 750 pièces que les intéressés déclarent expressément écrites de leur propre main ou dont la signature ou l'écriture donne la preuve de ce fait ; 3^o 26 pièces qui mentionnent une personne sachant écrire difficilement ($\beta\varphi\alpha\delta\epsilon\omega\varsigma$). En guise de conclusion, l'auteur présente un tableau qui donne, siècle par siècle, le nombre des lettrés et des illettrés avec l'indication de leur métier. Avant de se servir de cette statistique, il est bon que l'historien contrôle la méthode qui a permis de la dresser. Elle n'est pas sans soulever des objections sérieuses. Mitteis a fait observer que bien des personnes se font pour leur signature une écriture différente de leur écriture courante, et que cette différence ne prouve pas que le signataire n'a pas écrit le corps du manuscrit. Jouguet, publiant des reçus délivrés par un fonctionnaire et y distinguant plusieurs mains, se demande si les scribes n'avaient pas quelquefois le droit de signer pour leur chef. L'auteur connaissait ces réserves et a passé outre. Soit. Mais Maspero (*Revue critique*, 1915, t. II, p. 69-70) lui adresse une critique qui va beaucoup plus loin : « Il pouvait, il devait arriver que des gens qui s'avouaient $\alpha\gamma\rho\alpha\mu\pi\tau\alpha\iota$ en grec ne l'étaient pas en démotique » ; par conséquent, toute cette statistique ne vaut que pour les $\alpha\gamma\rho\alpha\mu\pi\tau\alpha\iota$ du grec, et non pour les illettrés en général. A ces diverses objections, qui conspirent à diminuer la proportion des illettrés, j'en ajouterai une qui va dans le même sens et une qui va en sens contraire. D'une part, les personnes même qui savaient parfaitement écrire étaient souvent obligées, faute d'être assez familiarisées avec les formules compliquées des requêtes et des contrats, de recourir aux bons offices des monographes, tout comme aujourd'hui le Parisien le plus lettré va chez le notaire. D'autre part, les petites gens qui ne possédaient rien, surtout dans les villages, n'avaient presque jamais l'occasion de conclure un de ces contrats ou de remettre un de ces reçus qui constituent le gros de la documentation dépouillée par l'auteur, et c'est précisément dans cette classe-là que pullulaient les ignorants. Bref, les statistiques de Majer-Leonhard nous renseignent non pas sur le nombre des illettrés dans l'Égypte entière, mais sur le nombre de ceux qui savaient écrire le grec dans les classes moyennes. Mais, ces réserves ayant une valeur égale pour toutes les périodes sur lesquelles s'étendent les documents examinés et pour les personnes des deux sexes, les tableaux dressés par l'auteur sont intéressants surtout par les com-

paraisons qu'ils permettent d'établir soit entre les époques successives, soit entre hommes et femmes de la même époque. Voici, en dernière analyse, un tableau où nous indiquons les pourcentages des personnes ne sachant pas écrire :

	HOMMES.	FEMMES.
Avant J.-C.	11 %.	80 %.
1 ^{er} siècle après J.-C.	36 %.	100 %.
II ^e —	27 %.	91 %.
III ^e —	18 %.	62 %.
IV ^e —	38 %.	83 %.
V ^e —	23 %.	81 %.

Sur ce tableau, on voit l'extension donnée à l'instruction publique et à l'hellénisme par les Lagides, la décadence qui suivit la conquête romaine, le développement des écoles dans l'empire au siècle des Antonins, les progrès de la langue grecque et de l'enseignement des filles pendant le siècle où régna la dynastie syrienne et où dominèrent Julia Mœsa et Julia Sœmias, la crise intellectuelle que produisit la diffusion du christianisme, l'emploi généralisé du grec dans l'empire d'Orient. Mais tout cela, Majer-Leonhard n'aurait pas dû nous laisser le soin de le dire¹.

D'après GOMPERZ, toute la sophistique du V^e siècle n'a jamais été que de la rhétorique, et chez tous les sophistes, même chez ceux qui prennent des airs de philosophes, on ne découvre jamais qu'un idéal d'éducation purement formelle, qu'une virtuosité de pensées et de mots. Qu'a produit Gorgias? Des exercices du genre « épideictique » à fond de paradoxes. Voyez les autres sophistes, Protagoras, Prodicos, Antiphon, Hippias, l'Anonyme de Jamblique. A des sujets qu'ils cherchent à varier, mais qui restent toujours secondaires à leurs yeux, ils attachent une parure qui seule les intéresse. Il y a toujours à gagner en compagnie de Gomperz. Il est si pénétrant, si peu dupe des phrases et des préjugés! Mais cette fois il exagère extraordinairement une idée juste. Les sophistes ont répandu dans la Grèce et dans le monde la rhétorique, c'est vrai; mais ils apportaient autre chose aux Athéniens, à savoir la philosophie, surtout la philosophie sociale et juridique. Dans leurs écoles, les jeunes gens faisaient leur philosophie aussi bien que leur rhétorique. Trouver une définition adéquate à des notions abstraites, ce n'est pas pur verbiage. Quand Périclès discutait une journée entière avec Protagoras, il ne voyait pas seulement en lui un bel esprit. Si Socrate passait pour un

1. Ernestus Majer-Leonhard, *'Α γράμματοι. In Aegypto qui litteras scivint, qui nesciverint ex papyris græcis quantum fieri potest exploratur.* Francfurti ad Moenum, Diekmann, 1913, in-4°, 78 p.

sophiste, c'est que les sophistes se rapprochaient de Socrate, au moins dans leurs bons moments¹.

Les découvertes papyrologiques ont renouvelé à bien des égards l'histoire du livre et de l'écriture dans l'antiquité. Aussi GARDTHAUSEN a-t-il complètement transformé le traité de paléographie grecque qu'il avait publié en 1879. L'ouvrage est aujourd'hui en deux volumes. Le premier traite des matières de l'écriture, de la forme extérieure des manuscrits, des lettres et des sceaux, de la reliure, des instruments de l'écriture, des encres et des couleurs, des ornements. Le second donne une étude des écritures grecques depuis l'origine, placée vers 890, jusqu'à l'époque byzantine, puis des recherches souvent nouvelles sur la tachygraphie, dont l'invention est attribuée à Corinthe, et sur la cryptographie, enfin des listes de souscriptions et des investigations sur la chronologie. Ce traité sera évidemment critiqué dans le détail, et, par exemple, les comptes des inscriptions déliennes donnent tort à Gardthausen en ce qui concerne le prix du papyrus. Malgré tout, c'est une œuvre qui fait époque².

Sciences. — La science grecque est représentée dans trois de ces collections qui se multiplient maintenant en Allemagne. — E. HOPPE a donné à la *Bibliothek* de Geffken une histoire des mathématiques et de l'astronomie dans l'antiquité classique. Il n'a pas l'intention de faire oublier l'œuvre monumentale de Cantor, ni même les ouvrages de S. Günther et de M. Simon ; il ne paraît pas qu'il ait la vigueur et la sûreté des Paul Tannery, des Heiberg et des Zeuthen. L'astronomie est négligée. L'histoire des mathématiques est divisée en trois périodes : de Thalès à Euclide, les Alexandrins, la période gréco-romaine jusqu'à la fin du vi^e siècle. Sur la question des origines, les conclusions restent incertaines : même s'il était avéré que Thalès de Milet et Pythagore aient séjourné en Égypte, il resterait toujours à savoir quelle est la part de la Chaldaïe dans la science égyptienne³. — HEIBERG présente les sciences naturelles et mathématiques dans la collection *Aus Natur und*

1. H. Gomperz, *Sophistik und Rhetorik. Das Bildungsideal des οὐ λέγειν in seinem Verhältniss zur Philosophie des V. Jahrhunderts*. Leipzig-Berlin, Teubner, 1912, in-8°, vi-291 p.

2. V. Gardthausen, *Griechische Paleographie*. 2. Auflage. Bd. I : *Das Buchwesen im Altertum und im byzantinischen Mittelalter*. Bd. II : *Die Schrift, Unterschriften und Chronologie im Altertum und im byzantinischen Mittelalter*. Leipzig, Veit, 1911, 1913; 2 vol. in-8°, xii-243 p., avec 38 fig., vn-156 p., avec 12 pl. et 35 fig.

3. Edmund Hoppe, *Mathematik und Astronomie im klassischen Altertum* (*Bibliothek der klassischen Altertumswissenschaft* hrsg. von J. Geffken, Bd. I). Heidelberg, Winter, 1911, in-8°, xi-443 p.

Geisteswelt. Il semble que ce soit une gageure de prétendre résumer en cent pages, sans rien omettre d'essentiel ni même d'important, les mathématiques et l'astronomie, la physique et la chimie, la botanique et la médecine de l'antiquité grecque et romaine. Ce tour de force, Heiberg l'a réalisé. Par cela même qu'il va droit aux résultats acquis, il n'est pas tenté d'exagérer l'influence de l'Orient sur la Grèce aux temps historiques. On peut conclure avec lui que « tous les fondateurs de la science moderne, Galilée, Copernic, Giordano Bruno, Newton, aussi bien que Vesale, ont appris des Grecs non seulement des résultats particuliers, mais avant tout ce qu'est la science¹ ». — Avec une compétence égale, ZEUTHEN a écrit pour la collection de Hinneberg une histoire des mathématiques depuis les origines jusqu'au xvi^e siècle. Il sait intéresser aux mathématiques ceux même qui ne se croyaient plus capables d'y rien comprendre².

Peu d'érudits ont plus fait pour l'histoire des sciences dans l'antiquité que le regretté Paul TANNERY; nul n'a uni plus complètement les dons du mathématicien, du philologue et du critique. Mais les articles et les mémoires, fruits de ses veilles, étaient dispersés dans toutes sortes de recueils et de périodiques. Il était utile de les rassembler. C'est ce monument qu'ont élevé à la mémoire du grand savant la noble piété de sa veuve et l'amitié de ses émules Heiberg et Zeuthen. La publication doit être divisée en sept sections; la première section est consacrée aux sciences exactes et aura trois volumes, dont deux ont paru. Pas d'observations, pas d'appréciations; l'œuvre apparait telle qu'elle a été conçue, dans sa simple et pure nudité. Les vingt-neuf articles du tome I et les trente-six du tome II permettent de suivre l'histoire de l'astronomie et des mathématiques dans les pays grecs depuis le vi^e siècle avant J.-C. jusqu'au vi^e après. Cependant, les éditeurs ont eu tort de classer les travaux dans l'ordre de publication, et non pas, comme il eût convenu, d'après l'ordre chronologique des sujets. Nous apprécierions mieux les progrès de l'astronomie si l'on nous avait montré successivement les solutions d'Archytas, le système d'Eudoxe, la quadrature des lunules d'après Hippocrate de Chio et Eudème, Aristarque de

1. J. L. Heiberg, *Naturwissenschaften und Mathematik im klassischen Altertum* (*Aus Natur und Geisteswelt*, Bd. 370). Leipzig, Teubner, 1912, in-8°, 102 p., avec 2 fig. dans le texte.

2. H. G. Zeuthen, *Die Mathematik im Altertum und Mittelalter* (*Die Kultur der Gegenwart* hrsg. von Paul Hinneberg, III. Teil, 1. Abt. : *Die mathematischen Wissenschaften* unter Leitung von F. Klein, 1. Lief.). Leipzig, Teubner, 1913, in-8°, 95 p.

Samos et sa grande année, Autolycos de Pitane, Apollonios de Pergè et Adraste d'Aphrodisias, si l'on avait placé à leur date historique les recherches sur les inscriptions astronomiques, sur les subdivisions de l'heure dans l'antiquité, sur la coudée astronomique et les anciennes divisions du cercle. De même, il eût mieux valu passer de l'arithmétique pythagoricienne et de Thymandas à la langue mathématique de Platon, au nombre nuptial, à l'hypothèse géométrique du *Ménon* et au neveu de Platon, Speusippe, pour examiner ensuite la solution géométrique des problèmes du second degré avant Euclide, les axiomes d'Euclide lui-même, les diverses démonstrations d'Archimède, les mesures des marbres et des divers bois de Didymos d'Alexandrie; on aurait dû considérer la représentation des fractions chez les Grecs et l'histoire des lignes et surfaces courbes dans l'antiquité avant de faire connaissance, à l'époque romaine, avec Héron d'Alexandrie, Théon de Smyrne, Sérénos d'Antissa, Diophante et Pappos, à l'époque byzantine, avec Hypatia, Procllos, Isidore et Eutokios. Cette longue liste que nous venons de dresser n'est pas seulement un essai de classement; elle est surtout destinée, quoique incomplète, à donner une idée du labeur énorme qu'a fourni pendant toute sa vie un administrateur dont ces recherches abstruses étaient le délassement. Personne n'a mieux dit ni mieux montré que Paul Tannery que « la formation du concept de science est l'œuvre d'un seul peuple, le peuple hellène, qui l'a communiqué aux autres¹ ».

Si elle se perpétue en France, où Tannery était l'héritier de Scaliger, l'histoire des sciences positives dans l'antiquité grecque est particulièrement cultivée en Angleterre, où les *Éléments* d'Euclide figurent encore dans les manuels classiques. Depuis deux siècles, les œuvres mathématiques des anciens sont publiées dans ce pays avec un zèle qui ne se lasse point. Sir Thomas HEATH, connu par ses travaux sur Diophantos, sur Apollonios de Pergè, sur Archimède et sur Euclide, a édité récemment le traité d'Aristarchos de Samos sur les *Grandeurs et les distances du soleil et de la lune*, avec traduction, figures et notes. Il a fait mieux: comme introduction à ce travail, il a écrit une belle et claire histoire de l'astronomie grecque depuis l'âge homérique jusqu'au temps d'Aristarchos, qui vivait au III^e siècle. Le savant dont le nom termine cette histoire a eu ce grand mérite d'être le précurseur de Copernic, qui

1. Paul Tannery, *Mémoires scientifiques*, recueillis par J. L. Heiberg et H. G. Zeuthen. T. I et II : *Sciences exactes dans l'antiquité*; mémoires 1-29, 1876-1884; mémoires 30-65, 1883-1898. Toulouse, Privat; Paris, Gauthier-Villars, 1912, in-8°, xix-465 p., avec 17 fig. et un portrait; xii-555 p.

l'a connu et cité : il a exposé par théorèmes la théorie héliocentrique ou, selon les termes d'Archimède, « cette hypothèse que les étoiles fixes et le soleil restent immobiles et que la terre tourne autour du soleil¹ ».

Dans quelle catégorie classer l'ouvrage d'Otto KELLER sur le règne animal dans l'antiquité ? Il intéresse l'histoire de l'histoire naturelle, mais aussi l'histoire économique, l'histoire de l'art et l'histoire des religions. Ne le classons pas et servons-nous-en. Déjà en 1887 l'auteur avait publié un volume sous le même titre ; il le complétait deux ans après, en collaboration avec Imhoof-Blumer, par un album où il réunissait plus de mille figures d'après les monnaies et les gemmes ; depuis, il rédigeait sans se lasser des mémoires et des articles sur la faune antique. Toutes ces études, mises au point, entrent dans les deux volumes du nouvel ouvrage, qui ne dispense pas, d'ailleurs, de consulter l'ancien, parce que les premières notices sont bien plus détaillées pour un certain nombre d'animaux. De pareils livres ne s'analysent pas ; mais ils se recommandent d'eux-mêmes. Otto Keller n'est pas philologue, et l'on s'en aperçoit vite à ses références ; mais il vient obligamment en aide aux philologues et aux historiens².

Arts. — Qu'est-ce que l'archéologie et que doit-elle être ? Quels sont les vices de ses méthodes et comment y remédier ? Quelles sont les lois les plus générales de l'art universel ? Telles sont les grandes questions que s'est posées W. DEONNA. Il y répond avec une critique acérée qui aboutit à une tentative hardie de synthèse. On lit avec un intérêt soutenu la série d'ouvrages où il expose ses idées en faisant toujours une large place à la Grèce antique. Il veut que l'archéologue ne soit plus le savant à lunettes, ridicule et méprisé, prisonnier d'étroites hypothèses, doux maniaque qui a trop souvent fait la joie du public et le bonheur des faussaires. Il faut qu'il soit désormais un artiste doublé d'un historien. L'erreur capitale de l'archéologie a été la croyance à l'évolution continue et rectiligne. En réalité, on constate que, dans toutes les périodes de l'humanité, les progrès ont été suivis de régressions. L'évolution artistique se déroule donc partout suivant un rythme semblable. « Ces éternels

1. Thomas Heath, *Aristarchus of Samos, the ancient Copernicus. A history of greek astronomy to Aristarchus, together with Aristarchus's treatise on The Sizes and Distances of the Sun and Moon, a new greek text with translation and notes*. Oxford, Clarendon press, 1913, in-8°, VIII-425 p.

2. Otto Keller, *Die antike Tierwelt*. I. Bd. : *Säugetiere*. II. Bd. : *Vögel, Reptilien, Fische, Insekten, Spinnentiere*, etc. Leipzig, Engelmann, 1909, 1913, 2 vol. in-8°, XII-434 p., avec 145 fig. dans le texte et 3 pl. en phototypie; XV-618 p., avec 161 fig. et 2 pl.

recommencements de l'art sont nécessités par la forme même de l'esprit humain et par les circonstances sociales dans lesquelles il vit » (*l'Arch.*, t. III, p. 25). On peut ainsi distinguer quatre grandes périodes pendant lesquelles l'art a passé par des alternatives de progrès, de grandeur et de décadence. La première de ces périodes a commencé avec l'homme quaternaire et l'art paléolithique; la seconde a mené la société crétoise des origines néolithiques à l'apogée minoen; puis vient l'art grec; enfin l'art chrétien. Quand on passe de l'une à l'autre période, on voit toujours une loi naturelle faire produire aux mêmes causes les mêmes effets. L'art minoen aboutit comme l'art hellénistique au réalisme, aux instantanés, au grouillement des foules, à la représentation de la musculature nerveuse pour l'homme et de la ligne souple et fine pour la femme. Mais c'est surtout entre l'art gréco-romain et l'art chrétien que le parallélisme est constant. L'art géométrique, qui est un retour de l'art néolithique, se retrouve au début du moyen âge; le vi^e siècle avant J.-C., avec ses « *kouroi* » archaïques, ressemble au xi^e siècle après J.-C., avec ses saints primitifs; de part et d'autre, le progrès de la technique amène la rupture de la frontalité et, au v^e siècle comme au xiii^e, l'idéalisme exprime la foi collective par des symboles rationalistes et spéculatifs; le iv^e et le xv^e siècle tournent également au réalisme, par un besoin nouveau d'humaniser le divin, et cette tendance est poussée à l'exagération par les artistes de l'époque hellénistique comme par ceux du xv^e siècle. Voilà par quelles oscillations perpétuelles, par quel balancement toujours répété l'universelle loi du rythme agit sur l'art. On ne peut nier que l'auteur ne soutienne sa thèse avec beaucoup d'ingéniosité, une science très étendue, une indépendance absolue de jugement. On peut lui objecter que, si les circonstances historiques où évolue l'art s'opposent violemment à la conception unitaire, elles changent assez, dans des intervalles qu'il faut évaluer par millénaires, pour déranger une symétrie aussi parfaite et, par endroits, aussi raide. Mais on doit féliciter l'auteur d'avoir tant écrit sur le sujet qui lui tient à cœur sans lasser l'attention et en faisant toujours penser¹.

Pour étudier rapidement l'histoire de l'architecture dans l'antiquité, on n'avait pas jusqu'à présent de manuel qui fût pour la

1. Waldemar Deonna, *l'Archéologie, sa valeur, ses méthodes*. T. I : *les Méthodes archéologiques*; t. II : *les Lois de l'art*; t. III : *les Rythmes artistiques*. Paris, H. Laurens, 1912, 3 vol. in-8°, 479 p., avec 32 fig. dans le texte; 532 p., avec 143 fig.; 564 p., avec 88 fig. — *Les Lois et les rythmes de l'art*. Paris, Flammarion, 1914, in-16, 188 p. — *L'Expression des sentiments dans l'art grec. Les facteurs expressifs*. Paris, H. Laurens, 1914, petit in-8°, 379 p., avec 56 fig.

France ce que sont pour les pays de langue allemande celui de J. Durm et pour les pays de langue anglaise celui d'Allan Marquand. Fr. BENOIT a voulu combler cette lacune. Mais, tandis que le manuel américain se borne à la Grèce et l'allemand à la Grèce et à Rome, le manuel français comprend tous les pays depuis les temps préhistoriques jusqu'à la fin de l'empire romain. On a déjà rendu compte dans la *Revue historique* (voir t. CXII, p. 109-110) des chapitres consacrés à Rome. En ce qui concerne la Grèce, la brièveté, qualité certainement louable en ce genre d'ouvrages, est pourtant exagérée. Il y a des oubliés tels qu'on se demande s'il ne faut pas les mettre au compte d'une préparation un peu trop hâtive plutôt que d'une exposition trop rapide. La période crétoise est bien sacrifiée. Rien sur la hutte ronde, ce prototype si fécond. Pour étudier la maison grecque avant Pompéi, l'auteur n'a pas mis à profit autant qu'il le devait les découvertes de Priène et de Délos. Il n'a pas non plus accordé l'attention qu'ils méritent aux monuments déliens, aux portiques et à la salle hypostyle. Malgré les lacunes, l'ouvrage rendra de grands services aux étudiants comme aux amateurs sérieux¹.

C'est précisément la grande salle hypostyle de Délos, publiée par le regretté Gabriel LEROUX, qui a été pour lui le point de départ d'études nouvelles et lui a fait écrire son beau livre sur les origines et les transformations de tout un type architectural. En même temps que la construction rectangulaire groupée autour du mégaron, on voit évoluer dans l'antiquité le plan de la demeure absidale, suggéré dès les temps primitifs par l'habitation rupestre. Tandis qu'un de ces types est arrivé de bonne heure à sa perfection, si bien que l'art grec n'a plus rien ajouté d'essentiel au temple du VI^e siècle ou du moins au sécos, l'autre s'est modifié sans cesse jusqu'à l'époque chrétienne en produisant l'hypostyle grec, l'hypostyle oriental et la basilique romaine. Mais, si la basilique romaine est dérivée de l'hypostyle alexandrin, ce n'est pas elle qui a donné naissance à la basilique chrétienne, c'est l'hypostyle grec. Ce dernier genre de basilique servait déjà aux cultes païens, comme le prouvent le télestéron des Cabires à Samothrace et le Baccheion d'Athènes. Les églises chrétiennes d'Afrique sont des copies, non pas sans doute de temples païens, mais d'églises païennes; le nom même de basilique ne fut pas emprunté par les chrétiens aux monuments profanes des *fora*,

1. Fr. Benoit, *L'Architecture. Antiquité* (collection des *Manuels d'histoire de l'art* publiés sous la direction d'Henry Marcel). Paris, H. Laurens, 1911, in-8°, viii-575 p., avec 148 grav., 13 cartes et 997 dessins schématiques par l'auteur.

mais à des édifices religieux, tels que la basilica Hilariana de Rome, consacrée à Attis et à la Mère des dieux¹.

Rufus RICHARDSON a publié une histoire de la sculpture grecque qui répond au même besoin de vulgarisation que le manuel d'architecture grecque de Marquand. C'est un exposé succinct et clair. On regrette qu'il commence brusquement par la période mycénienne, comme s'il datait d'il y a quinze ans. A détacher ainsi l'art hellénique de ses antécédents crétois, on le décapite².

La question des origines est précisément celle que traite Max. COLLIGNON dans un mémoire court, mais plein de choses. Il a trouvé au musée d'Auxerre et fait entrer au Louvre une statuette qui prouve de façon éclatante la persistance des traditions crétoises dans la sculpture archaïque. L'école des Daidalides n'est plus un mythe; elle a donné aux Grecs les plus anciennes de leurs « corai ». Ce n'est donc pas seulement en Ionie qu'ont émigré les artistes chassés de Crète par l'invasion dorienne; quelques-uns d'entre eux ont dû s'établir dans le Péloponèse parmi les Doriens eux-mêmes. L'auteur porte ainsi un coup sérieux au « tout à l'ionisme », mais en faisant aux influences locales une part assez large pour ne pas aller non plus au « tout à la Crète³ ».

La collection des *Villes d'art célèbres* s'est enrichie d'une superbe monographie sur Athènes par G. FOUGÈRES. L'auteur aurait pu reproduire en les enjolivant les pages les plus intéressantes du Guide-Joanne dont il venait de donner une nouvelle édition. Il ne l'a pas voulu. C'est un ouvrage tout neuf qu'il présente, où le gai savoir s'orne de beaux mots. L'Acropole, naturellement, l'attire d'abord et le retient longtemps. Mais, pour bien faire admirer, il explique. Il montre comment le désir de loger dignement la déesse chryséléphantine et de l'offrir à la vénération de tout un peuple a obligé Ictinos à modifier pour le Parthénon les dimensions traditionnelles du plan dorique, en élargissant la nef, comment un autre emprunt aux Ioniens a permis à Phidias de dérouler en frise courante, sur le mur extérieur, l'immortelle procession des Panathénées. Il indique avec discréption les solutions données aux nombreux problèmes que soulèvent les édifices juxtaposés de l'Érechthéion. De

1. Gabriel Leroux, *les Origines de l'édifice hypostyle en Grèce, en Orient et chez les Romains*. Paris, Fontemoing, 1913, in-8°, xviii-357 p., avec 74 grav.

2. Rufus B. Richardson, *A history of greek sculpture*. New-York, American book company, 1911, in-16, 291 p., avec 131 fig.

3. Maxime Collignon, *la Statuette d'Auxerre (musée du Louvre)*, dans les *Monuments et Mémoires de la fondation Piot*, t. XX. Paris, Leroux, 1913, in-fol., p. 1-38, pl. I-III, fig. 1-16.

l'Acropole, il nous mène aux monuments de la ville basse. Athènes elle-même, il l'enchaîne dans la radieuse parure que lui font les ruines du Pirée, d'Éleusis, de Salamine, d'Égine et de Sounion. Comme si, pour la mieux voir, il lui fallait un certain recul dans le temps comme dans l'espace, il s'éloigne un moment de la ville antique pour errer dans la ville byzantine, franque ou moderne. Mais ce qui fait pour lui le charme de la cité vivante, c'est d'y retrouver les traits de celle qu'un œil moins expert pourrait croire morte ; ce qu'il aime dans le vieux quartier du bazar, c'est d'y prendre au passage les gestes et le parler qui lui rappellent Aristophane. Le présent lui plaît parce qu'il s'enchaîne au passé¹.

Ceux que ne contenteront pas les brillantes et rapides descriptions de Fougères et qui voudront examiner de près les monuments de l'Acropole auront à leur disposition plusieurs travaux récents. On a vu plus haut (t. CXXII, p. 105) les résultats obtenus par les épigraphistes qui, comme Dinsmoor, ont déchiffré les comptes des épistates. Les archéologues ont travaillé avec une ardeur égale. Depuis longtemps on n'avait pas autant fait pour l'étude du Parthénon. Hill en a exploré les fondements de manière à en renouveler complètement l'histoire et à modifier sur certains points les cotations généralement admises pour l'ancien temple : ses observations feront époque². — Svorónos a proposé des explications nouvelles pour les sujets des sculptures ; mais là nous sommes en pleine hypothèse, et il est à craindre que Svorónos ne fasse pas définitivement, comme il l'espère, « la lumière sur le Parthénon³ ».

Après toutes ces recherches, on avait besoin d'un guide sûr, d'un juge impeccable ; on l'a trouvé en la personne de Max. Collignon. Mettant à profit les conclusions de Dinsmoor et de Hill, rejetant les suggestions de Svorónos, on dirait qu'il va d'instinct à la vérité. Si aucun problème ne lui échappe, il ne dit sur chacun que ce dont il est certain ; mais cela, il le dit si bien ! C'est comme s'il avait emprunté à son sujet le secret de la solidité harmonieuse et de l'élégante sobriété. Le volume est la réimpression d'une introduction écrite pour un magnifique recueil de planches *in-folio* composé d'après les photographies de Boissonas et Mansell. On y lira d'abord

1. Gustave Fougères, *Athènes (les Villes d'art célèbres)*. Paris, H. Laurens, 1912, petit in-4°, 204 p., avec 168 fig.

2. B. H. Hill, *The older Parthenon*, dans l'*American journal of archaeology*, t. XVI (1912), p. 535-538, pl. VIII-IX, 21 fig.

3. I. N. Svorónos, Φως ἐπὶ τῷ Παρθενώνι. Extrait du *Journal d'archéologie numismatique*, t. XIV. Athènes, Eleutheroudakis et Bart, 1912, p. 193-339, pl. XIII-XXI, 42 fig.

l'histoire de l'Acropole en général et du Parthénon en particulier. Au nord de l'Acropole, sur l'emplacement occupé primitivement par le palais royal, s'élevèrent au vi^e siècle deux temples, l'Hécatompédon et l'ancien Érechtheion. De 540 à 510, l'Hécatompédon fut agrandi par les Pisistratides; déjà il avait grand air avec sa colonnade formée, selon les côtés, de six ou de douze fûts, avec la Gigantomachie violemment enluminée de ses frontons, avec sa frise ionique. Après les édifices des rois et des tyrans, celui du peuple. En 506, la démocratie triomphante entreprit, au côté sud de la colline, la construction d'un Parthénon, et elle décida, en 490, après la victoire de Marathon, qu'il serait non pas en poros, mais tout en marbre. Il commençait à sortir de terre quand vinrent les Perses. En 479, le Parthénon fut rasé; après la retraite de l'ennemi, quelques tambours de colonnes qui avaient échappé au désastre furent encastrés dans le mur de Thémistocle. Au temps de Cimon, on ne voulut rien faire pour le malheureux Parthénon; on ne songea qu'au vieux temple qui rappelait les plus vieilles traditions: un Érechtheion II s'éleva, qui fut remplacé en 420, à l'époque de Nicias, par un Érechtheion III. Mais, deux ans après la mort de Cimon, en 447, Périclès fit commencer le second Parthénon. Le monument d'Ictinos et de Phidias fut inauguré en 438 pour recevoir l'Athèna chryséléphantine; mais on n'y mit la dernière main qu'en 433/2. Collignon décrit le monument avec amour. Rien de ce qui subsiste n'est négligé, et les pierres qui manquent sont presque partout comme remises en place. L'ordre extérieur, l'ordre intérieur, la polychromie, les divisions du temple, l'éclairage, toutes les questions d'architecture sont traitées de telle façon que l'ignorant, surpris de tout comprendre, se croirait architecte. Et puis, plaisir suprême, on passe devant les métopes, les frontons, la frise, pour s'arrêter, dans le naos, à la place où se dressait, toute en or et en ivoire, la déesse elle-même. Mais ce n'est pas, comme disait Renan, « l'idéal cristallisé en marbre pentélique » que fait voir Collignon. Le temple d'Athèna n'est pas celui de la « pure raison », abstrait du temps et de l'espace; il est humain, parce qu'il est national. Pas plus qu'on ne pourrait détacher le Parthénon de l'Acropole, on ne peut l'isoler de l'Attique. Il est le pur produit du terroir; il résume l'histoire d'une ville. « Le Parthénon est la complète expression du génie d'Athènes, au point culminant de son histoire¹. ».

C'est encore un beau livre, et qui fait réfléchir, que Max. COLLIN-

1. Maxime Collignon, *le Parthénon; l'histoire, l'archéologie et la sculpture*. Paris, Hachette, 1914, in-4°, 213 p., avec 22 pl. et 79 fig. dans le texte.

GNON a écrit sur les statues funéraires de la Grèce. L'historien de la sculpture grecque n'a pas seulement trouvé là une occasion de suivre le développement de l'art qui lui est cher en se plaçant à un point de vue particulier; il a fait encore une étude attrayante et profonde des croyances sur la vie posthume. La difficulté la plus grave du sujet tenait au choix même des monuments : si les stèles funéraires se distinguent au premier coup d'œil, les statues placées sur les tombes ressemblent fort à celles dont la destination était autre et ne se peuvent reconnaître la plupart du temps que par le lieu où elles ont été découvertes. Il y faut de la science et du tact. Aux qualités qu'exige ce travail préliminaire, Collignon a joint, tout le long de son exposé, cette élégante sobriété qui est sa marque propre et comme sa signature. On s'en voudrait de rechercher et d'exprimer soi-même les idées essentielles de l'auteur, quand il les a résumées, comme il sait le faire, dans une conclusion de quatre pages qui est un petit chef-d'œuvre. « En Grèce, la statue funéraire ne répond pas, comme en Égypte, à une nécessité impérieuse, au besoin d'assurer l'existence d'outre-tombe du défunt. Elle est une forme de commémoration..., elle constitue le luxe de la sépulture... La statue funéraire n'est pas faite pour l'obscurité de la tombe..., c'est au grand jour qu'elle revendique sa place... Au VI^e siècle, dans les raides effigies de *kouroi*, les morts ont la même apparence que les dieux... Le mort est élevé au-dessus de l'humanité... Il devient un héros, doué d'une puissance qui peut agir sur les destinées des survivants... Au V^e et au IV^e siècle, les statues de défunts se rapprochent de la vie réelle... Jamais peut-être l'idée de la mort, qui dénoue sans les rompre les liens de tendresse et d'affection, n'a été exprimée avec une émotion plus discrète et plus pénétrante. Ces images sont à la fois irréelles et vivantes... La plastique funéraire des Grecs ... a fait sortir de la tombe les figures mythologiques ou réelles qui faisaient cortège au défunt... Le sphinx ravisseur d'âmes est devenu le gardien des tombeaux. La Sirène, à laquelle s'attachait jadis le souvenir des terreurs de l'Hades, s'est transformée en une plaintive Muse de la mort, qui compatit aux douleurs des hommes. Les humbles pleureuses de terre cuite ont pris, dans le marbre, l'attitude de belles statues pensives... Depuis les origines de l'art grec jusqu'au temps des Antonins, nous n'avons pas une seule fois rencontré l'image de la mort traduite dans sa lugubre réalité... Ce qu'il a représenté, aussi bien dans les statues tombales que dans les stèles, c'est la vie, et rien que la vie... A vrai dire, la mort est toujours présente; mais, comme si elle respectait la beauté de la forme humaine, elle ne touche ces effigies de marbre que d'un

doigt léger pour leur imprimer un caractère de gravité tranquille et douce, de mélancolie apaisée et de sérénité¹ ».

Passons aux arts mineurs. Bien des gros livres ne valent pas l'excellent article *Vasa* donné par Charles DUGAS et Edmond PORTIER au *Dictionnaire des Antiquités*. Nous ne pouvons pas nous laisser entraîner à faire ici l'analyse d'un article de dictionnaire; mais celui-là, nous tenons au moins à le signaler.

Dans les trois dernières années de sa vie, Georges PERROT, jeune jusqu'au dernier jour, a pu ajouter deux volumes à sa monumentale *Histoire de l'art*. Il a ainsi mis à chef la série consacrée à la Grèce archaïque, c'est-à-dire à une période qui s'étend pour lui jusqu'après la crise des guerres médiques. Dans ces deux volumes, il étudie la glyptique, la numismatique et la céramique. Pour les intailles, il avait pour se guider l'excellent ouvrage de Furtwängler; pour les monnaies, les travaux de Babelon. C'est donc à l'étude des vases qu'il a réservé son principal effort. Si l'histoire de la poterie antique n'était qu'un chapitre d'archéologie pure, nous pourrions nous contenter d'indiquer en quelques mots le développement de la fabrication et de la peinture céramiques, tel qu'il nous est présenté, depuis la décadence ou, si l'on veut, les recommencements de l'art géométrique jusqu'à la plus belle époque des vases attiques à figures rouges. Et il n'est pas d'un mince intérêt pour l'historien d'assister à un pareil spectacle. Première période : l'Ionie, mère de tous les arts, féconde les survivances crétoises et mycéniennes au contact des civilisations orientales; les principales cités de l'Asie Mineure et des îles maintiennent leur autonomie et se disputent l'hégémonie dans la production céramique, comme dans le reste; Milet l'emporte quelque temps, grâce à ses marins et à ses colons autant qu'à ses artistes. Deuxième période : le courant de la civilisation se déplace et gagne l'Occident; là, tandis que les pays d'esprit conservateur travaillent pour la consommation locale, l'ingénieuse Corinthe fabrique à la douzaine et enlumine d'éclatants trompe-l'œil les vases qu'elle expédie sur toutes les côtes de la Méditerranée. Troisième période : Athènes se borne longtemps à façonner pour l'aristocratie souveraine les pithoi du Dipylon; au VII^e siècle, quand elle commence à transformer ses institutions, elle se met consciencieusement à l'école de Corinthe et de l'Ionie pour produire les vases proto-attiques; s'aidant des étrangers attirés par Solon et Pisistrate, elle crée le style à figures noires et ruine le

1. Maxime Collignon, *les Statues funéraires dans l'art grec*. Paris, Leroux, 1911, in-4^e, vii-404 p., avec une pl. et 241 fig. dans le texte.

monopole de Corinthe par sa probité artistique; au temps où elle prépare la révolution contre les Pisistratides, elle s'évertue à renouveler ses procédés et, avec le concours d'Ioniens chassés par la conquête perse, se livre à des recherches dont témoignent les « vases de transition »; enfin, lorsque la réforme de Clithènes fait triompher la démocratie, les vases à figures rouges de beau style marquent la fin de la période archaïque. Mais dans l'histoire de la céramique grecque la science intelligente de Perrot voit bien autre chose encore qu'une matière à descriptions archéologiques. Pour cette période de trois ou quatre siècles, qui nous est connue surtout par la tradition recueillie plus tard, aucun document direct n'est à dédaigner, et, après la poésie, il n'en est pas de plus précieux que l'image. Les potiers du Dipylon nous font connaître les navires des vieux temps, la piraterie toujours menaçante et la défense organisée contre elle par les naucrarii. Des illustrations plus récentes représentent la vie agricole, les carrières et les ateliers, les maisons privées et les édifices publics, les scènes familiaires de la vie militaire ou sociale, les funérailles, les cérémonies du culte et les légendes célèbres. Au moment des guerres médiques, Épictétos dessine les exercices des éphèbes nus; après la victoire, Smicros décrit la volupté des symposia et Brygos se plaît à peindre des scènes de genre, l'école et le gymnase, les camps et les festins. L'abondance des poteries, leur provenance, leur technique, l'origine de leurs formes et de leurs décors, leurs divers emplois, leur répartition dans le monde méditerranéen, tout cela est d'une importance capitale pour l'histoire économique et même pour l'histoire générale. Il n'y a pas une industrie qui nous soit aussi bien connue que la céramique : on peut en suivre les différents travaux sur certaines plaques peintes de Corinthe, depuis le moment où la terre est extraite de l'argilière jusqu'au moment où les vases finis sortent du four et s'alignent à bord des bateaux en partance. Non seulement nous savons quelle était l'importance de l'atelier dirigé par un Nicosthénès; mais nous en voyons la distribution, nous y comptons les ouvriers, nous sommes renseignés sur leur condition sociale et sur la discipline à laquelle ils étaient soumis. Les inscriptions des vases nous disent quelle était la patrie des maîtres, nous révèlent par la distinction du potier et du peintre les progrès de la division du travail et nous font assister aux débuts prometteurs de la réclame commerciale. L'imitation évidente des étoffes et des tapis assyriens et lydiens dans l'ornementation ionienne, la présence* simultanée de vases identiques dans l'établissement milésien de Naucratis et dans les colonies milésiennes du Pont-Euxin, le cheminement de ces alabastres protocorinthiens remplis jadis de parfums phéniciens, égyptiens ou cyriotes

et retrouvés au fond de l'Étrurie, l'extension parallèle de types monétaires et de belles amphores destinées à l'exportation des vins ou des huiles réputées : autant de faits précis qui nous renseignent sur les voies maritimes du monde grec, depuis le VIII^e jusqu'au V^e siècle, sur les relations des métropoles avec les colonies et sur la concurrence internationale. Voilà ce que Georges Perrot nous fait voir sur les pots qu'il place sous nos yeux. Et ainsi, jusqu'à la fin d'une longue et belle vie, il a bien mérité de cette antiquité grecque qu'il aimait tant¹.

PERDRIZET a montré jadis, par sa belle étude sur les bronzes de Delphes, avec quelle finesse il sait déduire des moindres fragments les caractères propres à une époque. On peut juger des sentiments qu'il a dû éprouver quand il a visité la collection du Dr Fouquet à Alexandrie et qu'il s'est trouvé devant une admirable série de bronzes gréco-égyptiens. Ces sentiments, il ne les a pas gardés pour lui ; grâce à la munificence accoutumée de M. Doucet, il les a exprimés dans une publication fastueuse. Quand on aura lu ces jolies pages et contemplé ces belles planches, on saisira mieux tout ce que la société alexandrine renfermait de mysticisme et de sensualité ou vulgaires ou raffinés. Les statuettes d'Aphrodite et de Dionysos nous apprennent la destinée des cultes grecs dans les temples et les oratoires privés où les femmes viennent demander la beauté, la joie et la fécondité. Mais d'autres images nous révèlent l'action exercée par les divinités égyptiennes sur les âmes des Hellènes eux-mêmes, par exemple cet admirable prêtre d'Isis qui s'avance dans la blancheur sacrée du lin, « net de tout contact impur, la tête levée au ciel, comme perdu dans un rêve mystique ». Puis tout à coup on aperçoit des nains, des nègres, des grotesques, des danseurs et des danseuses, des types attrapés dans les bouges et qui attestent que les bas-fonds des grandes villes sont les mêmes dans tous les temps. Visite charmante et troublante dont on remercie, au départ, le connaisseur subtil qui vous a servi de guide, savant à qui rien n'échappe, écrivain qui fait sentir tout, même quand il se retient de tout dire².

Les progrès de la toretutique vont de pair avec ceux de l'orfèvre-

1. Georges Perrot, *Histoire de l'art dans l'antiquité*. T. IX : la Grèce archaïque : la Glyptique, la Numismatique, la Peinture, la Céramique. T. X : la Grèce archaïque : la Céramique d'Athènes. Paris, Hachette, 1911, in-4°, 703 p., avec 22 pl. hors texte et 367 gravures; 818 p., avec 25 pl. hors texte et 421 gravures.

2. Paul Perdrizet, *Bronzes grecs d'Égypte de la collection Fouquet*. Paris, Bibliothèque d'art et d'archéologie, 1911, in-4°, xxi-97 p., avec 40 pl. et 6 grav. dans le texte.

rie. Cette règle est rendue visible par des moules antiques découverts à Memphis et conservés aujourd'hui au musée Pelizaeus à Hildesheim. RUBENSOHN a montré qu'ils sont tirés de moules pris sur des vases, des boîtes, des pièces d'armure, de harnachement et d'argenterie. Les modèles appartenaient en partie au VI^e siècle, en partie à l'époque romaine; mais le plus grand nombre provient de la période hellénistique, entre 350 et 220. Ces moules, dont les bronziers et les joailliers faisaient usage dans leurs ateliers, donnent une haute idée de leur technique. Comme il semble bien que le mouleur vendait ses produits aux artisans qui les employaient, l'existence de ce métier séparé est un témoignage remarquable sur la division du travail dans l'industrie antique¹.

On ne saurait être trop reconnaissant aux savants qui nous aident à visiter les musées consciencieusement ou nous dispensent même parfois de cette visite en nous donnant de bons catalogues. Le nombre de ces bienfaiteurs s'est accru depuis quelques années.

Il y a longtemps que l'École française d'Athènes s'est chargée de cataloguer les vases peints du Musée national d'Athènes. Dès 1902 paraissait le volume préparé par Couve et achevé par Collignon (près de 2,000 numéros). Mais en moins de dix ans l'acquisition d'une collection cypriote, les fouilles prémycéniennes de Tsountas, les trouvailles mycéniennes des Cyclades, de Thoricos, de Salamine, l'afflux des coupes à reliefs avaient enrichi le Musée à tel point qu'un supplément était nécessaire. Il a été publié par Georges NICOLE. La classification est généralement conforme aux résultats des études les plus récentes. Chaque série est précédée d'une bonne notice².

Guy DICKINS s'acquitte d'une tâche confiée à l'École anglaise par l'éphore général Cavvadias, le catalogue du musée de l'Acropole. Dans un premier volume, il présente les sculptures archaïques, celles qui ont survécu à l'incendie de 479. Il raconte l'histoire des fouilles, fait une étude chronologique des trouvailles, indique les matériaux et la technique, décrit les sujets et les costumes. Qui-conque s'est trouvé, sans autre aide que le souvenir de ses lectures, en face des femmes énigmatiques rangées dans les salles inoubliables du petit musée regrettera de n'avoir pas eu en main un guide aussi précieux. Presque tout ce qu'on peut savoir sur les vieux temples

1. O. Rubensohn, *Hellenistisches Silbergerät in antiken Gipsabgüssen*. Public. du musée Pelizaeus à Hildesheim. Berlin, Curtius, 1911, in-4°, 89 p., avec 21 pl. et 22 fig. dans le texte.

2. Georges Nicole, *Catalogue des vases peints du Musée national d'Athènes*. Supplément. Paris, Champion, 1911, in-8°, xi-351 p., avec 9 fig. hors texte. Ouvrage accompagné d'un album in-fol. de 21 pl.

de l'Acropole est là. Il est regrettable que l'illustration cherche à compenser la qualité par la quantité¹.

Le musée de Constantinople est d'une extraordinaire richesse en sculptures antiques : il concentre ce qu'ont livré Thasos, Assos, Milet et Didymes, Priène, Lagina, Magnésie du Méandre, Aphrodisias, Tralles, la Lycie, la Phénicie, la Palestine et la Libye. Pour faire l'inventaire de ces trésors, le regretté directeur des musées ottomans, Hamdi-bey, et son frère et successeur, Halil-bey, ont désigné Gustave MENDEL. Le choix a été fort heureux. Le catalogue de Constantinople est aujourd'hui considéré comme un modèle. Chaque monument est reproduit en traits et décrit avec un soin minutieux, en style « télégraphique », dit l'auteur. Au milieu des connaissances prises aux meilleures sources, les idées personnelles foisonnent. Deux volumes n'ont pas épousé le sujet ; quand le troisième aura paru, on aura entre les mains un excellent instrument de travail².

DE RIDDER a terminé récemment le catalogue de la fameuse collection de Clercq par un beau volume sur les bijoux et les pierres gravées et par une table générale³. Aussitôt il s'est mis à cataloguer les bronzes antiques du Louvre. Travail nécessaire, s'il en fut ; car ceux qui avaient à examiner ces monuments ne pouvaient consulter que le rudiment de catalogue esquissé jadis par Longpérier. De Ridder était bien préparé à la tâche, l'ayant accomplie déjà pour le musée d'Athènes et pour la collection de Clercq. Il a publié simultanément un guide pour toute la collection du Louvre et le premier volume du catalogue. Dans le guide on remarque un bon chapitre sur la technique du bronze dans l'antiquité, paru peu de temps auparavant sous forme d'article dans la *Revue de Paris*⁴. Le premier volume du catalogue donne les figurines classées par groupes, à savoir : grands bronzes, statuettes grecques archaïques et de beau

1. Guy Dickins, *Catalogue of the Acropolis Museum*. Vol. I : *Archaic sculpture*. Cambridge, University press, 1912, in-12, vn-291 p., avec de nombreuses illustrations.

2. Gustave Mendel, *Musées impériaux ottomans. Catalogue des sculptures grecques, romaines et byzantines*. Constantinople, Musée impérial, 1912, 1914, 2 vol. in-8°, xxiv-596 p., avec 285 fig. dans le texte; 596 p., avec 493 fig.

3. *Collection de Clercq. Catalogue* publié par les soins de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et sous la direction de MM. de Vogué, E. Babalon, E. Pottier. T. VII : *les Bijoux et les pierres gravées*, par A. De Ridder. 1^{re} partie : *les Bijoux*; 2^e partie : *les Pierres gravées*. Paris, Leroux, 1911, 2 vol. in-fol., 436-874 p., avec 16-30 pl. en héliogravure. — *Table générale des t. I à VII (1898-1911)*, par A. De Ridder, 1912, 149 p.

4. A. De Ridder, *Guide du musée du Louvre. Les bronzes antiques*. Paris, Braun, 1913, in-8°, 143 p., avec 64 fig. hors texte.

style, exemplaires étrusques et italiotes, monuments grecs d'époque hellénistique, bronzes gréco-romains et figurines trouvées en Gaule. Dans les premiers groupes, les pièces sont rangées par ordre chronologique ; à l'époque hellénistique, elles le sont par pays ; à l'époque gréco-romaine, où les origines sont le plus souvent incertaines, par matières. Les planches, dues à l'habileté des frères Catala, se présentent avec un relief saisissant. Pour les notices, l'auteur renvoie au guide ; il réduit le texte à l'essentiel, enfermant une science irréprochable dans une forme concise. Parmi les plus érudits faiseurs de catalogues, De Ridder occupe une belle place : il est l'homme du bronze¹.

Gabriel LEROUX a manifesté l'activité de l'École française d'Espagne en publiant le catalogue du musée céramographique de Madrid. Il étudie plus de six cents vases. Beaucoup sont de provenance incertaine ; quelques-uns avaient été publiés jadis et passaient pour perdus : il y en avait, par exemple, que Gargiulo faisait figurer dans son *Recueil du musée Bourbon* et qui avaient disparu. Tous ces vases grecs et italo-grecs sont classés avec soin. Chaque série est précédée d'une notice substantielle et claire ; chaque exemplaire est décrit avec une sobre précision².

Parmi les catalogues particulièrement intéressants pour les historiens, il faut mentionner ceux des terres cuites gréco-égyptiennes. Valdemar SCHMIDT en a publié un pour le musée Ny Carlsberg³ ; Wilhelm WEBER, un autre pour le musée de Berlin⁴. Weber, professeur à l'Université de Groningue, a fait une étude complète de ces figurines qui sont généralement assez grossières et appartiennent à la basse époque. Il a montré ce que ces produits de l'art populaire fournissent de renseignements à qui veut connaître la toilette des femmes, le travail des hommes, les types de la rue et du marché, du cirque et du théâtre, et spécialement les dieux et les démons adorés

1. A. De Ridder, *les Bronzes antiques du Louvre*. Ouvrage publié avec le concours du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de l'Academie des Inscriptions et des Belles-Lettres (fonds Dourlaux). T. I : *les Figurines*. Paris, Leroux, 1913, in-4°, 135 p., avec 64 pl. en phototypie.

2. Gabriel Leroux, *Vases grecs et italo-grecs du musée archéologique de Madrid* (*Bibliothèque des universités du Midi*, fasc. XVI). Bordeaux, Féret, 1912, in-8°, xx-330 p., avec 58 pl.

3. Valdemar Schmidt, *De græsk-egyptiske Terrakotter, Ny Carlsberg Glyptothek*. Kjøbenhavn, Host, 1911, in-8°, 94 p., avec 70 pl.

4. Wilhelm Weber, *Königliche Museen zu Berlin. Sammlung der ägyptischen Allerthümer. Die ägyptisch-griechischen Terrakotten. Beiträge zur Religions- und Kulturgeschichte des griechisch-römischen Ägyptens*. Berlin, Karl Curtius, 1914, 2 vol. grand in-4°. Textband, x-271 p., avec 131 fig. Tafelband, iv p., avec 487 fig. sur 42 pl. en phototypie.

par les paysans dans les temples et les chapelles ou placés dans les tombes comme protecteurs des morts.

Les catalogues mentionnés jusqu'ici sont surtout destinés aux savants. Tout autre est l'esprit du guide que le directeur du musée des antiquités d'Alexandrie met à la disposition du visiteur; mais Ev. BRECCIA a trop de goût et de science pour que son petit livre n'en porte pas la trace à chaque page. Il suffit de le feuilleter pour y trouver des idées nouvelles sur le pouvoir des Lagides, sur leurs mariages consanguins, sur le plan d'Alexandrie, sur les savants du musée, sur l'art alexandrin et ses origines¹.

Gustave GLOTZ.

(Sera continué.)

1. Evaristo Breccia, *Alexandria ad Aegyptum*, guide de la ville ancienne et moderne et du musée gréco-romain. Bergame, Istituto italiano d'arti grafiche, 1914, in-16, xi-319 p., avec 196 fig. et 1 pl.

COMPTEES-RENDUS CRITIQUES.

Paul GAUCKLER. **Nécropoles puniques**. Paris, Auguste Picard, 1915. 2 vol. in-8°, t. I, XLIII-270 pages et 236 planches hors texte; t. II, 344 pages et 113 planches.

Une main pieuse a rassemblé dans cette importante publication les reliques archéologiques d'un bon travailleur, enlevé à la science prématurément et avant qu'il nous eût donné l'œuvre que nous étions en droit d'attendre de lui; il était juste et profitable que fussent sauvés de la dispersion et de l'oubli les esquisses, les essais, les études de détail et jusqu'aux notes, où s'est fixé quelque chose d'une activité véritablement admirable chez un homme de santé précaire; les érudits qui s'intéressent aux antiquités puniques trouveront longtemps à glaner dans ce riche amas d'observations directes et précises, autant que les apprentis y trouveront des modèles de méthode et des exemples de conscienceuse probité.

On a tenu à ne rien donner dans ce livre qui ne fût punique et on a poussé ce scrupule jusqu'à supprimer, des carnets de fouilles qu'on publiait, tout ce qui se rapportait au romain et au byzantin, et même jusqu'à ne point s'occuper de Baal-Hamman, parce que c'était un dieu très romanisé et qui finit par se confondre avec Saturne; il y a sans doute un excès dans cette réserve.

Une Introduction sobre et nourrie, due à M. Anziani, permet au chercheur de s'orienter dans ce vaste champ de matériaux et indique fort justement les plus intéressantes conclusions qui ressortent de son exploration; spécialement, elle montre quel secours l'historien peut tirer de l'étude des tombes de Carthage pour réduire à des proportions exactes les récits des anciens sur l'opulence de la ville et apprécier ses goûts artistiques, lesquels semblent, du reste, fort médiocres. Les marchands de Carthage, jugés par le mobilier de leurs sépultures, paraissent être demeurés étrangers et même hostiles à la civilisation hellénique et s'être contentés d'objets communs, reproduisant, avec une affligeante monotonie, des modèles syriens ou égyptiens, tantôt les uns, tantôt les autres, selon les hasards de leurs contacts commerciaux. Très rares sont ici les occasions où se fasse sentir à l'archéologue la nécessité d'une appréciation artistique de ses trouvailles.

La première partie, sous-intitulée *Carnets de fouilles*, contient ce qui a été retrouvé des carnets et des fiches où Gauckler consignait, sur place et immédiatement, l'inventaire des objets que rendait chaque fouille et leur description précise, accompagnée de croquis, dessins et mesures. On nous donne la reproduction photographique

des pages les plus intéressantes et les plus instructives; des planches soignées et bien venues, mais malheureusement rejetées à la fin du livre, au lieu d'être placées en regard des descriptions qu'elles complètent, mettent sous nos yeux les objets les plus remarquables. Aux carnets et aux fiches s'ajoutent déjà quelques notices assez développées sur les hachettes-rasoirs de la nécropole de Dermech, sur la céramique de Carthage, sur diverses collections d'objets puniques, sur l'histoire de la tombe africaine, esquisse qui laisse entrevoir le livre que Gauckler aurait peut-être tiré de ses notes. La seconde partie : *Études diverses*, rassemble de nombreuses notices relatives aux antiquités puniques : aucune n'est inédite, m'a-t-il semblé, mais leur extrême dispersion les rendait pratiquement inutilisables, et elles rendent spécialement au lecteur le service de le ramener, avec les précisions et remarques convenables, aux trouvailles les plus instructives de l'auteur.

L'ouvrage ne pouvait échapper à la monotonie, et il n'y échappe pas; aussi bien, encore que plusieurs des notices qu'il contient donnent une étonnante impression de réalisme et de vie, est-il fait pour être consulté, comme un riche répertoire d'observations directes et d'opinions compétentes, plutôt que pour être lu. Et, considéré de ce point de vue, il faut bien confesser qu'il n'est pas très commode; j'ai déjà signalé l'inconvénient de sa disposition matérielle; l'absence d'un index analytique en est un autre, beaucoup plus grave et qui sera, je le crains, rédhibitoire pour les travailleurs tant soit peu pressés; la table, bien qu'assez détaillée, est très loin de donner une idée complète du contenu du livre; je m'étonne qu'après avoir pris tant de soins pour présenter dignement ces « reliques » on ait négligé le plus nécessaire de tous.

Naturellement, toutes les opinions de l'auteur ne sont pas incontestables; il n'en pouvait être autrement dans un domaine encore insuffisamment exploré et où le mouvement même des découvertes modifie les conclusions anciennes assez fréquemment; il n'en reste pas moins certain que c'est avoir rendu à la science des antiquités puniques un signalé service que de lui avoir donné ce recueil où se marque l'effort d'un de ses plus dévoués serviteurs et qui restera comme le témoin d'une époque de l'archéologie de Carthage.

Ch. GUIGNEBERT.

J.-Th. WELTER. **Le speculum laicorum. Édition d'une collection d'exempla composée en Angleterre à la fin du XIII^e siècle.**
Paris, Auguste Picard, 1914. In-8°, XLIV-170 pages.

On n'ignore pas, depuis le livre de Lecoy de la Marche sur la *Prédication française au moyen âge* et depuis son édition d'Étienne de Bourbon, l'importance des recueils d'*exempla* faits à l'usage des prédicateurs populaires : ils fournissent une foule de renseignements

sur la société et les mœurs du XIII^e au XV^e siècle. M. l'abbé Welter a conçu le projet de former une sorte de *corpus* de ces recueils, un *thesaurus exemplorum*, et déjà il a dressé le plan de ce *thesaurus*. Un premier fascicule sera un répertoire de toutes les anecdotes réunies par Étienne de Bourbon — Lecoy de la Marche en a laissé de côté un certain nombre, quelques-unes fort significatives — les trois suivants seront consacrés à trois recueils encore inédits, deux dérivés d'Étienne de Bourbon : le *liber de dono timoris*, un *liber exemplorum secundum ordinem alphabeti*, et un troisième indépendant reproduit par le manuscrit du British Museum Royal 7. D. I; et voici qu'il nous donne, pour commencer, le fascicule V, occupé par un recueil jadis très célèbre en Angleterre, le *Speculum laicorum*. Ce recueil est représenté, dans les bibliothèques anglaises, par dix-huit manuscrits. M. Welter prend pour base de son édition le plus ancien, le ms. addit. 11284 du British Museum, encore que bien incorrect. Il ne publie pas, avec beaucoup de raison, le texte intégral de ses 87 chapitres disposés de façon très artificielle par ordre alphabétique : *De abstinentia, de acquisitis injustis, de advocatis, de adulterio, etc.*; il ne donne que la définition et les divisions — en général en trois points ; — il laisse de côté les nombreuses références bibliques et les citations des pères que les auteurs du recueil mettaient à la disposition des prédicateurs ; pour les *exempla*, qui forment la troisième partie des chapitres, il indique simplement ceux qui sont connus par des recueils antérieurs¹ ; il édite tout au long ceux qui sont ou semblent particuliers au présent recueil. Son édition est établie avec beaucoup de soin² ; les variantes principales sont indiquées en note et les anecdotes ajoutées après coup au recueil primitif sont distinguées par des lettres *a* ou *b*. Le manuscrit additionnel 11284 comprend en tout 579 *exempla*. Sur presque chacun de ces 579 numéros et sur les numéros supplémentaires, M. Welter nous donne d'abondants renseignements ; il en indique les origines, s'il est possible ; il en suit la filiation ; il nous fournit toutes les notices historiques et bibliographiques nécessaires³. Dans son introduction,

1. Il aurait dû mettre ces indications ou ces simples analyses en caractères typographiques plus petits, pour que ressorte bien le texte des *exempla* édités intégralement.

2. M. Welter a pourtant parfois varié dans son système ; tantôt il indique la mauvaise leçon dans le texte et corrige en note : ainsi p. 1, *in fine, nequunt*, et en note : *nequent* ; tantôt il nous prévient de la faute, p. 14, *in fine* : *in alicujus comodum (sic) provenire* ; tantôt il corrige en indiquant par un signe sa correction, p. 54 : *com[m]endavit*.

3. P. xxii, saint Prix et saint Project, c'est le même personnage ; il faut lire : saint Brice, 185 ; saint Prix, 1 ; — p. 89, 463^a, il faut certainement lire 1256 et non 1356, 1256 correspond bien à la 40^e année du règne d'Henri III ; — p. 95, 483. Il faut lire au lieu de *Netunus* *Wettinus*. Il s'agit de la vision du moine de Reichenau Wettin que l'évêque de Bâle Hatton a transcrise et que Walafrid Strabon a mise en vers. Il est question, p. 135, 300, de cette vision de

il établit fort bien que le recueil a été compilé en Angleterre entre 1279 et 1292, qu'il a pour auteur un moine franciscain; nous sommes moins convaincu qu'il ait été adressé à un moine du même ordre; nous croyons plutôt que le destinataire était un prêtre de paroisse¹.

Ce fascicule a été présenté à la Sorbonne comme thèse d'Université. M. l'abbé Welter est venu, en costume militaire, de la région de Verdun pour soutenir cette thèse en Sorbonne le 27 mai 1916. La Faculté des lettres de Paris a été heureuse de lui décerner le titre de docteur d'Université avec la mention *très honorable*.

Chr. PFISTER.

Abbayes et prieurés de l'ancienne France. Recueil historique des archevêchés, évêchés, abbayes et prieurés de France, par dom BEAUNIER; tome VII : **Province ecclésiastique de Rouen**, par dom J.-M. BESSE. Chevetogne (Belgique), abbaye de Ligugé, et Paris, A. Picard, 1914. In-8°, 248 pages. Prix : 12 fr. (Forme le vol. XVII des *Archives de la France monastique*.)

Le tome VII de l'ouvrage de dom Besse, tout entier consacré à la province ecclésiastique de Rouen, est, comme ses ainés², un inventaire méthodique des abbayes et prieurés du moyen âge et des temps modernes, accompagné de courtes notices historiques et d'indications bibliographiques détaillées.

Comme dans les derniers volumes dont nous avons rendu compte, dom Besse n'a retenu du texte de dom Beaunier que quelques lignes ou tout au plus quelques pages sur l'histoire de chacun des archevêchés ou des évêchés dans le diocèse desquels étaient situés les abbayes et prieurés passés en revue — ce qui n'est, à tout prendre, qu'un hors-d'œuvre.

Pourquoi même ces courts passages ont-ils trouvé grâce? — Mystère. A moins que ce ne soit uniquement pour permettre le maintien du nom de dom Beaunier dans le titre. Car il est évident que le peu de lignes, dont le nouvel auteur des *Abbayes et prieurés* a cru devoir opérer le sauvetage, se ressent vraiment trop, en dépit de toutes les notes complémentaires et rectificatives, de la date (1726) où elles ont

façon inexacte. Charlemagne n'est pas *en enfer* et il n'est pas dévoré par une bête immonde; il est dans un lieu indéterminé qui paraît être le purgatoire et on lui promet le paradis pour avoir bien défendu l'Église.

1. Le recueil est adressé à un prêtre qui vient d'être appelé *ad animarum curam*; il a un état, *de tuī status debito sollicitus*. — La phrase du prologue : *Si tamen frangatur candoris aliquid impensurum*, est tout à fait incompréhensible.

2. Cf. *Rev. histor.*, t. LXXXVIII (1905), p. 441; t. CI (1909), p. 444; t. CVIII (1911), p. 132; t. CXII (1913), p. 344; t. CXVI (1914), p. 98.

paru pour la première fois. Et nous n'insistons même pas sur l'étrangeté d'un texte composite, dû à la collaboration de deux érudits, également bénédictins sans doute, mais dont l'un décrivit en contemporain de Louis XIV et de Louis XV les splendeurs d'une cathédrale aujourd'hui en ruines ou les frais ombrages et les cascades de jardins épiscopaux disparus, tandis que l'autre nous rappelle rudement à la prosaïque réalité du temps présent en nous signalant que telle abbaye est devenue une caserne de gendarmerie, telle autre un établissement de remonte, cette autre encore une mairie, ou qu'il ne faut pas confondre les moines de Fécamp avec les distillateurs de la célèbre bénédictine.

Nous ajouterons enfin qu'à aucun égard le texte de dom Beaunier n'apparaît d'une qualité telle qu'il y eût intérêt à en conserver précieusement même les rares épaves que renferme encore le volume de dom Besse — sauf peut-être au point de vue du folklore, car la crédulité du bon moine n'a d'égale que la médiocrité de sa science historique, et après avoir hésité à prendre à son compte la légende du dragon qui dévorait, paraît-il, les contemporains du roi Dagobert (p. 15), il croit fermement que, s'il n'y a plus eu de protestants à Lisieux depuis la Saint-Barthélemy, c'est que l'évêque Jean Le Hennuyer a interdit de les y massacrer..., ce qui a eu pour résultat d'amener tous les hérétiques à abjurer leur erreur « sitôt qu'ils eurent appris cet acte de bonté » (p. 194).

Les pages de dom Beaunier mises à part, le nouveau volume de dom Besse constitue un utile répertoire, plus complet, à coup sûr, que la *Gallia christiana*, mais qui, à la différence de ce dernier ouvrage, ne prétend donner sur l'histoire de chaque abbaye ou de chaque prieuré que les renseignements essentiels. Les notes bibliographiques placées au bas de toutes les pages permettent d'ailleurs de les compléter aisément, quoique ces notes soient, comme dans les volumes antérieurs, d'une richesse qui n'est certes pas à dédaigner, mais dont l'excès embarrasse parfois et qui tourne trop souvent à la confusion. On voudrait plus de netteté dans le classement, un peu plus de précision aussi et de correction : car les indications bibliographiques incomplètes, erronées ou défigurées par de fâcheuses fautes d'impression continuent à n'être pas rares¹.

Malgré ces défauts, le *Recueil* de dom Besse ne peut manquer de rendre des services. Il a, en outre, le mérite de progresser rapidement : après les provinces ecclésiastiques de Paris, Aix, Arles, Avignon, Embrun, Auch, Bordeaux, Albi, Narbonne, Toulouse, Bourges et Sens, nous voici arrivés, avec ce septième volume, à la province de Rouen, c'est-à-dire sans doute à plus des deux tiers de l'ouvrage², et les tomes II à VII ont tous paru en moins de cinq ans.

1. Nous constatons cependant avec satisfaction que le nom de Potthast, qui dans tous les volumes précédents était régulièrement diminué d'un *t*, a maintenant les trois *t* que nous réclamions pour lui.

2. L'ordre dans lequel se succèdent les volumes est assez déroutant : il n'est

Si les violences et les tristesses que l'occupation allemande ne doit pas ménager aux moines de Chevetogne ne brisent pas l'activité de dom Besse, nous posséderons donc avant peu au complet, grâce à lui, pour l'histoire monastique de la France, un instrument de recherches dont nous n'avions pas encore l'équivalent.

Louis HALPHEN.

Édouard MAUGIS. *Histoire du Parlement de Paris, de l'avènement des rois Valois à la mort d'Henri IV; t. III : Rôle de la cour par règnes, 1345-1610.* Paris, Auguste Picard, 1916. XLIII-360 pages.

Voici qu'apparaît très vite après les deux premiers le t. III de l'*Histoire du Parlement de Paris* et il convient avant tout de rendre pleine justice au vigoureux effort que M. Maugis poursuit en des temps difficiles. Il n'a jamais cessé ses investigations dans les registres si rébarbatifs du Parlement; les renseignements qu'il en avait tirés ont toujours été vérifiés et de nouveaux ont été ajoutés. Le t. III n'est pas, à vrai dire, une suite des deux volumes précédents : c'en est un complément et un appendice. Nous avons regretté précédemment¹ que M. Maugis n'ait en réalité commencé son histoire qu'au règne de Charles V ou de Charles VI; il a comblé cette lacune dans l'introduction du t. III, en faisant un excellent historique du Parlement pendant les années 1345 à 1364; il est même remonté plus haut, à l'époque où des conseillers et des vassaux du roi étaient délégués, par rôles successifs, au service des diverses chambres : grand'chambre, enquêtes, requêtes du palais. Il publie *in extenso* les rôles des parlements des 12 novembre² 1340 et 1341. Le premier avait été édité de façon fautive par M. Aubert qui mentionne comme conseiller *R. Hospicerii*, alors que l'expression *R. hospicii*, ajoutée en surcharge au nom de Henri de Belmont et d'autres conseillers, indique qu'ils ont passé dans la suite aux requêtes de l'hôtel.

Par l'ordonnance du 11 mars 1345, le Parlement est définitivement constitué : au lieu de parlements successifs, dont les membres sont choisis par le roi chaque année ou pour chaque session de l'année, il n'y a qu'un Parlement ayant un personnel fixe, dont les membres sont nommés à vie et qui se continue; il forme désormais un corps qui eut bientôt ses traditions; alors naquit vraiment en France la

ni géographique ni historique et nous fait passer, sans raison apparente, du nord au midi et de l'est à l'ouest ou inversement. Mais, après tout, l'inconvénient n'est pas grave : l'essentiel est que les volumes prêts paraissent le plus tôt possible.

1. Cf., pour le tome I, *Rev. histor.*, t. CXV, p. 153; pour le tome II, *ibid.*, t. CIXIX, p. 385.

2. Dans le tableau p. xxviii, 13 novembre est sans doute une faute d'impression.

profession de magistrat. C'est à partir de ce moment qu'il est permis de dresser une liste des conseillers du Parlement, de ses présidents, des gens du roi : procureurs et substituts, avocats clercs ou lais. Dresser cette liste de 1345 à la mort de Henri IV en 1610, réunir tous les renseignements précis que fournissent sur les membres du Parlement les registres, à l'exclusion des autres sources de renseignements, tel est l'objet propre du troisième volume de M. Maugis.

La tâche ne laissait pas que d'être difficile. Jusqu'en 1402, on en est réduit à des indications éparses ; il fallait chercher les noms des conseillers dans les commissions d'informés qui leur sont adressées par des mandements du roi ou de la cour, ou bien encore dans les signatures du ou des rapporteurs placées au bas des jugés. Mais de toute évidence on ne saurait jamais être certain qu'une liste ainsi obtenue soit complète. Sans doute nous avons la liste complète des conseillers institués le 11 mars 1345 ; nous possédons un rôle de confirmations, fait en 1364 à l'avènement de Charles V ; encore ce dernier qui porte sur 73 noms est certainement incomplet. Mais des conseillers nommés en 1346 et morts avant 1364 ne figurent sur aucune des deux listes ; M. Maugis a retrouvé leur nom un à un et jusqu'au dernier moment il a fait de nouvelles découvertes. Nous croyons deviner qu'il a fait recomposer les deux premières feuillets du volume, puisqu'à la page 32 s'ajoutent des pages 32 a-32 d.

A partir de 1402, les difficultés devenaient moindres. Désormais, on a inséré aux registres du Conseil les procès-verbaux d'élection et de réception. Il fallait seulement suppléer aux registres en déficit, 1443-1451, 1462-69, 1505-06, 1510-11, 1536-37. Mais il était possible de combler ces lacunes et de contrôler le catalogue par les lettres de confirmation de 1418 (installation du Parlement bourguignon), de 1436 (Parlement de Charles VII), par celles faites à l'avènement des divers princes, 1461, 1483, 1498, 1515, 1548, et, après une interruption, en 1594, à la rentrée d'Henri IV à Paris, puis aussi par les procès-verbaux des assemblées générales du Conseil où signent les conseillers à peu près dans l'ordre de réception. On arrive ainsi à peu près à une certitude absolue.

M. Maugis a relevé tous les noms dans l'ordre chronologique. Il part d'une date déterminée, en général celle des listes dont nous avons parlé, indique les conseillers à cette date, puis les conseillers nommés jusqu'à la date où commence le chapitre suivant. A la fin du volume, une table alphabétique très bien dressée permet de retrouver le nom du conseiller auquel le lecteur s'intéresse. Peut-être ici M. Maugis aurait pu rendre nos recherches dans le volume plus aisées. La table alphabétique nous donne simplement la date de la première nomination : ainsi, Bodin (Denis), 1543 ; et nous n'avons pas de peine à trouver les renseignements qui le concernent p. 182, dans la division : Parlement de François I^r. Mais l'article ajoute : V. Parlement d'Henri II. Nous retrouvons dès lors Denis Bodin p. 198 et nous appre-

nons que de conseiller laï il a passé conseiller clerc le 20 décembre 1548. Mais autre renvoi : V. Parlement de Charles IX; nous sommes obligé de chercher et d'aller à la p. 219 où nous apprenons qu'il mourut le 2 décembre 1560. N'eût-il pas été plus simple de mettre à la table : Bodin (Denis), p. 182, 198, 219? Et, pour d'autres noms, les recherches sont plus compliquées.

Mais nous voulons dire, en finissant, qu'il y a dans ce volume une véritable mine de renseignements, auxquels il est permis d'avoir une confiance entière; des milliers de personnages défilent devant nous, dont l'état civil est très exactement déterminé; et parmi eux ce sont des membres des plus illustres familles françaises, les Amelot, Séguier, Lamoignon, Marillac, Hurault de Cheverny, d'Ormesson. Tout érudit qui s'occupe de notre histoire nationale de 1345 à 1610 aura des précisions à chercher dans cet excellent répertoire.

Chr. PFISTER.

Abbé A. BERGA. **Un prédicateur de la cour de Pologne sous Sigismond III. Pierre Skarga. 1536-1612. Étude sur la Pologne du XVI^e siècle et le protestantisme polonais.** Paris, Société française d'imprimerie, 1916. In-8°, 374 pages.

Id. **Les sermons politiques (sermons de diète, 1597) de P. Skarga, traduits du polonais en français et accompagnés d'une introduction et de notes critiques.** Paris, Société française d'imprimerie, 1916. In-8°, 188 pages.

I. — L'important travail de M. A. Berga, qui est une thèse de doctorat ès lettres, se compose de trois livres de caractère assez différent. Le premier, qui est intitulé : Le milieu politique et religieux ou la Pologne au XVI^e siècle, est en réalité, en 143 pages, un résumé de l'histoire de la Pologne depuis la conversion du duc Mieszko I^{er} au christianisme (966) jusqu'en l'année 1566, date où le P. Skarga commença ses prédications. Et je me rends parfaitement compte ce qu'aurait d'étrange un ouvrage écrit par un Polonais, à l'usage des Polonais, sur notre Bossuet — puisqu'aussi bien les Polonais rapprochent sans cesse ces deux noms — qui débuterait par un long préambule sur les trois ordres de la nation au temps de Louis XIV, sur leur formation, sur le concordat de 1516, sur le gallicanisme, sur le baptême de Clovis, etc.; mais j'aime mieux constater que cette première partie de la thèse est tout à fait excellente; elle expose fort bien, d'après les travaux polonais, la manière dont la Pologne s'est formée, quels étaient les priviléges de la noblesse, ceux de la haute noblesse, les *pans*, et ceux de la petite noblesse, la *szlachta*, quelle était la situation des villes et des paysans, et aussi comment la royauté, d'abord héréditaire, est devenue peu à peu élective et comment ont été limitées ses

attributions. On nous dit ensuite quel était l'état religieux du royaume et comment le protestantisme s'y répandit et faillit y triompher, sauf dans le duché de Mazovie (environs de Varsovie). M. l'abbé Berga parle des protestants, même des antitrinitaires, sur un ton très modéré et avec une véritable impartialité dont il faut le féliciter. Combien nous préférons ses pages à celles que Dalton a écrites, d'un point de vue protestant, à l'article *Polen* dans la *Realencyclopädie* de Herzog et Hauck ! Cette première partie, d'un caractère général, est celle qui nous plaît davantage dans le volume ; c'est celle qui rendra le plus de service aux Français, en leur apprenant ce qu'il importe de connaître sur la Pologne au moyen âge et au XVI^e siècle, jusqu'en 1566 du moins.

Le livre II (p. 147-260) introduit Skarga, dont jusqu'à présent il n'avait presque pas été question. Il doit nous faire connaître « l'homme, sa vie et ses œuvres ». Nous sommes convaincu que M. l'abbé Berga a réuni tout ce qu'il est possible de savoir sur le célèbre jésuite et qu'il a fort bien apprécié ses livres de controverse et ses écrits d'éducation. Il reprend aussi l'histoire du protestantisme en Pologne à partir de 1566 ; il indique qu'à partir de l'avènement de Sigismond III Vasa (1587), les progrès des protestants furent peu à peu arrêtés, et que bientôt le protestantisme, en partie à cause des divisions entre luthériens, calvinistes, frères moraves et antitrinitaires, il perdit du terrain. Mais cette histoire de la Réforme, racontée pour elle-même dans la première partie, devient maintenant secondaire, un simple appendice à une biographie. Et encore si M. Berga nous avait montré davantage dans Skarga le membre de la compagnie de Jésus, luttant contre l'hérésie, selon les principes de son ordre, par l'enseignement, par les livres, par la prédication, par son rôle politique auprès du roi ; mais il s'est trop astreint à suivre l'ordre chronologique rigoureux de la vie de son personnage et l'intérêt de son exposé en est diminué.

Le livre III, consacré au « prédicateur », est surtout un chapitre d'histoire littéraire. On y apprécie le talent de l'orateur ; on recherche sa place parmi les grands représentants de la chaire chrétienne. Peut-être M. Berga écrase-t-il trop Skarga sous les noms de Bossuet et de Bourdaloue ; il aurait fallu, ce nous semble, le rapprocher surtout des orateurs populaires de la fin du XV^e et du début du XVI^e siècle, un Olivier Maillard, un Geiler de Kaysersberg, et surtout des orateurs de la Ligue, ses contemporains, quoique ses sermons fussent davantage travaillés et qu'il ne se laissât guère aller à l'improvisation.

Dans l'ensemble, l'ouvrage de M. Berga est excellent ; sa composition manque peut-être un peu de vigueur ; on pourrait y relever quelques menues erreurs inévitables dans un travail de si longue haleine¹ ; mais il faut se féliciter qu'en France, à cette Sorbonne où

1. P. 58, n. 4. Sur le denier de saint Pierre, payé par la Pologne dès l'époque du pape Jean XV, 985-996, consulter l'excellent travail de Paul Fabre, *la Pologne et le Saint-Siège du X^e au XIII^e siècle*, dans les *Etudes d'histoire du moyen*

s'est constitué déjà avant la guerre un Institut slave, où cet Institut nous a donné toute une série d'admirables conférences pendant la guerre, ait été soutenue, au cours des hostilités, sur une nation slave qui nous a toujours été chère, une thèse de cette valeur.

II. — Le 10 février 1597, Sigismond III Vasa avait réuni une diète pour prendre des mesures contre les Turcs qui menaçaient la Pologne. Skarga, prédicateur du roi, prit la parole à cette diète; quand l'assemblée se fut séparée, il réunit, sous le nom de *sermons de diète*, en un véritable *corpus*, les exhortations, les avis sévères, les reproches sanglants et les menaces qu'il avait disséminés dans les sermons prononcés soit à cette diète, soit à des diètes antérieures, soit en d'autres circonstances. Ces huit sermons n'ont pas été prononcés en réalité; mais ils sont devenus très célèbres dans la suite. Skarga y prédit tous les malheurs qui ont fondu dans la suite sur la Pologne et réclame des changements à la constitution polonaise. M. l'abbé Berga a traduit ces sermons pour la première fois en langue française; les spécialistes qui faisaient partie de son jury ont témoigné de l'exactitude de cette traduction, et tout le monde peut en constater l'élégance. Le texte est accompagné de notes discrètes, mais très précises, où sont relevées les citations empruntées à l'antiquité classique, à la Bible et aux Pères et données les explications historiques indispensables.

Chr. PFISTER.

J. R. A. MARRIOTT et C. Grant ROBERTSON. *The Evolution of Prussia, the making of an Empire*. Oxford, Clarendon Press, 1915. In-8°, 458 pages.

Le livre de MM. Marriott et Robertson n'est pas une étude érudite et de longue haleine consacrée aux origines de la monarchie prus-

âge dédiées à Gabriel Monod. — P. 63. Pour la date du concile de Florence, lire 1439 au lieu de 1434. — P. 78-79. Tout le passage sur les ordres mendiants est à modifier; ni les Chartreux ni les Bernardins ne doivent être comptés parmi les ordres mendiants; les deux termes de *mineurs* et *franciscains* sont synonymes. — P. 201, n. 1. Les *Vita sanctorum* de Lippomani, Venise, 1551-1558, ne sont pas empruntés pour la plus grande partie à Métaphrase. Deux volumes seulement, traduits du grec de Métaphrase, ont été ajoutés après coup à la collection. — P. 265. L'*Éloge de la folie* d'Érasme a paru en 1511, puis à Strasbourg en 1512; l'*Ecclesiastes* à Anvers en 1535. M. Berga intervertis, par inadvertance, la date de ces deux traités. Tout ce passage doit être remanié. — On aurait trouvé des renseignements complémentaires sur le protestantisme en Pologne dans les *Nuntiaturberichte*, publiés par l'Institut historique prussien de Rome et par la Commission historique de l'Académie de Vienne, par exemple dans les relations de Vergerio, Campeggio, Hosius. Cf. les lettres de la nonciature en Germanie du cardinal Commendon, publiées par Mazzolini, à Turin, en 1861.

sienne, comme les *Douze livres d'histoire prussienne* de Ranke ou l'*Histoire de la politique prussienne* de Droysen ; mais c'est un très bon résumé, aussi lucide qu'impartial, des événements principaux qui ont contribué à constituer tout d'abord l'Électorat de Brandebourg, puis le royaume de Prusse et qui ont abouti à la naissance de l'Empire allemand en janvier 1871. Les deux auteurs connaissent très suffisamment la littérature si riche, j'allais dire si encombrante, de leur sujet¹. Ils ont passé rapidement sur les périodes préliminaires ; une trentaine de pages à peine sont consacrées aux siècles du moyen âge, une quarantaine aux électeurs et rois de Prusse, de 1618 à 1740. Cinquante pages résument le règne si rempli de Frédéric II ; l'auteur y donne un jugement équitable et sobre sur ce personnage, peu sympathique au fond, mais que les Allemands ont quelque raison d'appeler Frédéric le Grand, encore que la grandeur de l'Allemagne ait été le dernier de ses soucis.

Avec le cinquième chapitre, nous abordons l'étude du rôle de la Prusse durant la Révolution française, sa chute profonde après Iéna et Tilsit, sa renaissance par les guerres d'indépendance de 1813 à 1815 ; MM. Marriott et Robertson ont consacré près du quart de leur volume à l'histoire de ce quart de siècle, qui marque si profondément dans la métamorphose graduelle de l'Allemagne contemporaine. Les chapitres VII et VIII racontent les délibérations du Congrès de Vienne, la création de la Confédération germanique, l'histoire de la réaction conservatrice, les émotions passagères de la révolution de 1830, l'organisation du Zollverein ; le chapitre IX résume l'histoire de la révolution de 1848 et la vaine tentative faite par le Parlement de Francfort pour réaliser l'unité de l'Allemagne dans la liberté. Les trois derniers chapitres nous jettent en plein dans l'histoire contemporaine, que nous avons vécue nous-mêmes. Nous assistons à la *prussification* de la Confédération germanique, à la prépondérance croissante de Berlin sur Vienne dans les affaires allemandes, à l'action commune des deux rivaux pour l'hégémonie contre le Danemark, à leur rivalité ouverte qui se manifeste par la rupture de 1866 et aboutit au triomphe de la Prusse à Sadowa. Puis c'est la préparation à la lutte suprême contre l'influence française, afin d'empêcher à tout jamais l'ingérence séculaire de la remuante voisine dans les affaires d'outre-Rhin ; c'est le drame de la guerre franco-allemande qui réalise, dans la galerie des glaces du palais de Versailles, à la date du 18 janvier 1871, le rêve si longtemps caressé de la résurrection du Saint-Empire romain et place sur la tête de Guillaume I^{er}, roi de Prusse, la couronne des Otton et des Barberousse. Enfin la constitution du nouvel Empire allemand y est analysée dans ses éléments essentiels, et nous y suivons l'action politique du prince de Bismarck pendant les dix-neuf années durant lesquelles, en sa qualité de chancelier impérial, il a été,

1. Ils en ont donné la bibliographie, sinon complète, du moins assez abondante, p. 448-450.

sous trois souverains, le véritable régulateur de l'hégémonie allemande et, dans une certaine mesure, des destinées de l'Europe¹. Nos auteurs jugent le rude jouteur sans la moindre sympathie, mais aussi sans dissimuler le moins du monde la puissance de son génie politique, qui, loin de laisser la Prusse s'absorber dans l'Allemagne, sut mettre d'abord l'Allemagne du Nord, puis celle du Sud aussi, sous la puissance à peu près absolue des Hohenzollern. Assurément « l'épée prussienne est un triste équivalent pour les compositions de Schubert et les superbes harmonies de la neuvième Symphonie », mais de celles-ci M. de Bismarck n'avait cure et il sut assez vite modifier les goûts idylliques de ses compatriotes. Fortement épaulé par un prince d'intelligence très moyenne, mais qui avait une confiance absolue dans ses ministres et conseillers mieux doués que lui, le grand chancelier put réaliser l'unité nationale rêvée par les générations précédentes et faire jouer à son pays au dehors un rôle si considérable qu'il facilita l'oubli de tant de compressions au dedans. On ne nous cache aucune des tares et des lacunes dans l'organisation mentale et morale de l'homme politique, nature froide, brutale, égoïste, inaccessible à la pitié comme au remords, d'une « détermination démoniaque » dans ses volontés, « insolent autant qu'ingrat » vis-à-vis des impératrices opposées à sa politique ; mais on nous le montre aussi armé de tous les moyens qui donnent le succès dans les affaires de ce monde : l'audace des initiatives risquées, l'appréciation précise des forces rivales, les avances et les menaces opportunes, le jeu des alliances, manié d'une main toujours calme, et sans que « l'intoxication du succès » le fit sortir jamais des limites qu'il avait tracées à l'action pratique de son pays. On comprend que l'Allemagne actuelle en ait fait son héros national, dès son vivant, et qu'après sa mort on l'y traite en demi-dieu. C'était un réaliste, qui savait ce qu'il voulait, mais qui savait aussi ce qu'il pouvait vouloir. Son dernier maître, qui le congédia d'un geste brutal, pour être le seul pilote de la nef germanique, n'a jamais su clairement ce qu'il voulait, parce que son orgueil immense lui a toujours fait croire que rien ne serait impossible à son génie. Il a surchauffé l'imagination, surexcité les appétits matériels de l'Allemagne, devenue industrielle et commerçante d'agricole qu'elle était naguère, accrue de vingt-cinq millions d'habitants, de 1871 à 1914, et réclamant sa part au banquet mondial avec une avidité croissante. Il a si bien fait qu'après un règne d'un quart de siècle, durant lequel nous avons vu alterner les appels à la paix et les fanfares de guerre, il a réuni toutes les nations indépendantes de l'Europe dans une ligue générale contre les ambitions mondiales du pangermanisme déchainé par lui.

1. MM. Marriott et Robertson ne sont pas tendres à l'égard de la politique suivie par certains hommes d'État de leur pays vis-à-vis de ce développement rapide de la Prusse contemporaine; Lord John Russell, le comte de Granville, Gladstone marquent à leurs yeux *the lowest ebb of ineptitude* de la politique étrangère de l'Angleterre (p. 341).

Le court *Épilogue* qui retrace, en traits sommaires, mais énergiques, les destinées de l'Allemagne depuis la chute de Bismarck jusqu'aux débuts de la guerre actuelle (1890-1914) n'est pas un des chapitres les moins intéressants du livre.

Un tel ensemble de faits, condensé en un total de quatre cent cinquante pages seulement, ne permettait pas aux auteurs de se livrer à de grands développements, ni à des considérations plus étendues, encore moins de prodiguer les détails. Mais le choix des faits cités est généralement heureux, les points de vue auxquels se placent MM. Marriott et Robertson sont nets et précis, leur opinion s'exprime sans réticences et on ne peut leur reprocher aucune partialité de mauvais aloi — pas plus que de sympathies, bien entendu, pour les aspirations prussiennes — dans cette étude terminée en pleine guerre nationale (octobre 1915). L'ouvrage des deux savants d'Oxford vient à son heure ; dans la littérature historique de nos alliés d'outre-Manche, elle comble une lacune. Le récit a le grand mérite d'être exact, lucide et court ; il fera voir aux lecteurs anglais comment se font les empires, peut-être aussi — dans une édition prochaine — comment ils se défont quand, trop entichés de leurs victoires d'autan, les vainqueurs du jour veulent forcer le destin.

Le style de l'ouvrage est simple et sans prétention, mais riche néanmoins en expressions heureuses, en formules topiques qui s'impriment facilement dans la mémoire et faciliteront l'assimilation des faits. Tout naturellement, il n'y a point lieu à beaucoup d'observations de détail dans un résumé aussi sommaire. Pourtant j'en note ici quelques-unes dont les auteurs pourront faire leur profit dans une seconde édition que je leur souhaite prochaine¹.

Rod. REUSS.

1. P. 158, une faute d'inattention fixe à l'année 1762 la ligue de la neutralité armée de 1781. — P. 183, c'est un anachronisme de dire, à propos de la campagne de 1796-1797, « Napoleon was in command ». — P. 189, lire *Tadeusz Kościusko* au lieu de *Tadenz*. — P. 203, le traité d'Amiens n'a pas été signé en 1803, mais en 1802. — P. 230, les auteurs expriment l'opinion qu'au début du xix^e siècle, l'idée d'un État puissant et celle de l'État tout-puissant n'eussent pu être conçues par la pensée allemande (*would have been unthinkable*). Il est permis de douter aujourd'hui de cette prétendue incapacité. Fichte n'a pas inventé ces idées ; il n'a fait qu'en donner une formule plus générale et elles existaient à l'état latent dès alors. — P. 285, Kotzebue était un auteur dramatique allemand *au service de la Russie*, mais non pas un *Russian dramatist*. — P. 309. En 1847, Bismarck n'était plus précisément un « young prussian junker » et surtout il n'était pas encore « le comte Othon de Bismarck-Schoenhausen ». — P. 313. Le mouvement révolutionnaire de Munich, en 1848, n'a pas, comme point de départ, la révolution parisienne de février, mais le scandale des amours du roi Louis I^r avec la danseuse espagnole Lola Montez. — P. 351, l'Autriche ne pouvait « graviter vers Buda-Pesth depuis 1648 », puisqu'à cette date la ville était encore aux Turcs ; c'est sans doute 1848 qu'il faut lire.

Sir Ernest SATOW. **The Silesian loan and Frederick the Great.**
Oxford, Clarendon Press, 1915. Gr. in-8°, XII-436 pages.

Le livre de Sir Ernest Satow est une monographie très détaillée consacrée à l'examen d'un point de droit maritime international, longtemps en litige entre le gouvernement anglais et Frédéric II de Prusse, au cours de la guerre de la succession d'Autriche. Il s'agissait du droit de saisir des marchandises ennemis transportées par des navires neutres, droit dont avait fait usage le gouvernement de George II, alors que le roi de Prusse, pour trancher la question en sa faveur, déclarait qu'il refusait de payer certaines sommes dues à des créanciers anglais jusqu'à ce qu'on lui eût restitué certains navires et leurs cargaisons, injustement confisqués, selon lui, par les tribunaux de prise de l'Angleterre. Les ministres anglais répliquaient que le gouvernement prussien n'avait pas le droit de privé des particuliers de l'argent qui leur revenait de droit, par esprit de représailles contre le *gouvernement* de leur pays.

Cet argent, c'était le *Silesian loan*, l'emprunt de Silésie, que l'empereur Charles VI avait sollicité l'autorisation de contracter à Londres, au moment de la guerre de la succession de Pologne. Son ambassadeur, le comte Kinsky, avait pu conclure en effet, au mois d'août 1734, un emprunt de 250,000 livres sterling (à 7 %), avec un syndicat de riches particuliers, engageant, comme garantie, les revenus impériaux dans les duchés de Silésie, et les Etats de la province avaient contresigné la garantie impériale. Le remboursement de l'emprunt devait commencer en 1740 et avoir pris fin en 1746; mais, quand Charles VI mourut en octobre 1740, aucun versement n'avait encore été fait et bientôt se produisit la première conquête de la Silésie par le jeune monarque prussien. L'envoyé de la Grande-Bretagne, Lord Hyndford, s'entretenant avec lui des intérêts des créanciers anglais, au cours de l'automne 1741, Frédéric II promit bien, en termes généraux, de remplir les engagements pris à leur égard; mais en même temps il chargeait son ministre Podewils de le libérer, autant que possible, de l'obligation de porter ce poids, qui lui semblait trop lourd, sur ses seules épaules. L'article du traité de paix de Berlin (28 juillet 1742) promettait le paiement des sommes dues, différé jusque-là, et encore, en décembre 1744, le roi Frédéric écrivait à George II qu'il « s'acquitterait avec ponctualité des sommes hypothéquées à la nation anglaise ». La même promesse figure à l'article II de la paix de Dresde (25 décembre 1745). Mais, entre-temps, la guerre maritime avait commencé entre la France et l'Angleterre (1744-1748); une quinzaine de vaisseaux marchands prussiens avaient été saisis sur mer et conduits dans les ports anglais; en décembre 1747, les représentants diplomatiques de la Prusse (qui n'avait toujours rien versé) commencèrent à déclarer que le roi, leur maître, se dédommagerait des dégâts commis par les troupes du roi George II dans ses domaines

situés en Hollande, en retenant les sommes dues pour l'emprunt de Silésie.

Il y eut alors des négociations prolongées de part et d'autre. Legge, puis Sir Charles Hanbury Williams vinrent à Berlin (1748, 1750); Klinggraeff (1749) et Michell, l'agent de Frédéric de Londres, essayèrent d'obtenir tout au moins une réduction des sommes réclamées à la Prusse et présentèrent des mémoires qui furent réfutés dans un long rapport des officiers de la couronne de Sa Majesté Britannique, que l'auteur nous donne tout entier, avec de longs commentaires. Des négociations furent également entamées avec le cabinet de Versailles et les États-Généraux de Hollande, afin d'obtenir les bons offices de la France et des Provinces-Unies pour une liquidation amicale du conflit. La situation générale de l'Europe finit par donner à l'affaire une solution très acceptable à la fois pour les finances prussiennes et les *bondholders* ou créanciers anglais, mais après plusieurs années de correspondances et de notes échangées à ce sujet, au moment même où se nouait l'alliance anglo-prussienne par le traité de Westminster (16 janvier 1756). Le gouvernement de la Grande-Bretagne s'engageait à payer les deux tiers des dommages-intérêts réclamés par Frédéric II pour ses navires confisqués, à condition qu'il leverait d'abord le séquestre mis sur les *fonds siléziens* dus à ses créanciers. L'arrangement était terminé en juin 1756; c'était, on le voit, le trésor anglais qui faisait, en somme, les frais de la réconciliation.

Sir Ernest Satow a joint à son exposé une très copieuse documentation, ne comprenant pas moins de 118 appendices pour les années 1734-1756; on peut dire que c'est le dossier complet de l'affaire, colligé aux archives de Londres, de La Haye, etc. Le récit de l'auteur est minutieusement détaillé et semble écrit, par moments, avec des ménagements quelque peu exagérés à l'égard de la politique habile, mais peu scrupuleuse, de Frédéric II. Il rectifie certaines erreurs courantes de ses prédecesseurs, notamment de l'*Histoire de Frédéric le Grand* de Thomas Carlyle, et il élucide d'une façon si consciencieuse cette question de l'*Emprunt silésien de 1740*, qu'on ne sera pas tenté d'y revenir de sitôt. L'ouvrage intéressera surtout les juriconsultes par l'étude approfondie d'une question longtemps controversée de droit maritime; les simples historiens trouveront peut-être que le sujet aurait pu être traité d'une manière plus compendieuse sans rien perdre en netteté.

Rod. REUSS.

Raymond DU BOIS CAHALL, Ph. D., one time Fellow in Modern European History, Columbia University; Acting Assistant Professor of European History and Government, Miami University. **The Sovereign Council of New France, A Study in Canadian Constitutional History.** New-York, Columbia University; Londres, Longmans, 1915. 1 vol. in-8°, 274 pages. (Vol. LXV, n° 1, des *Studies in History, Economics and Public Law*, edided by the Faculty of Political Science of Columbia University.)

L'histoire héroïque et guerrière du Canada est amplement connue. Aussi les universités américaines semblent-elles incliner à diriger leurs élèves vers l'étude des institutions intérieures de la colonie. Le travail de M. du Bois Cahall, sur le Conseil souverain du Canada, est un bon exemple de ce que l'on peut attendre de leur activité¹.

Sans doute, les historiens nous avaient déjà fait connaître cet organe administratif, sa composition et les détails extérieurs de son rôle. Mais il demeurait à l'arrière-plan; quelque attention était nécessaire pour le découvrir. Les dissensions des personnages éminents — évêque, gouverneur, intendant — accaparaient la curiosité du lecteur. Et le Conseil souverain, quoiqu'il eût sa part dans ces dissensions, passait presque inaperçu. On négligeait complètement son œuvre, qui eut pourtant sa valeur et permet de mieux connaître, par sa réglementation, la vie des Canadiens dans leur intimité journalière.

Le gouvernement de l'Ancien Régime, parce qu'absolu, se méfiait de l'absolutisme chez les inférieurs, évitait de rien déléguer de son autorité décisive et s'efforçait de tenir ses fonctionnaires en échec les uns par les autres, tout en leur recommandant de vivre en bons termes. Diviser pour régner, en empêchant les gens de se prendre aux cheveux, tel fut le problème de la politique française, jusque chez les sauvages que l'on s'ingénierait à désunir, en même temps que l'on prenait toutes les précautions pour prévenir les guerres dont les calamités féroces retombaient sur les habitants de la colonie. Des onze intendants du Canada, un seul fut un frivole; mais de se combattre, intendant contre gouverneur, de se dénoncer mutuellement et rageusement au ministre en exercice, plus d'un ne se fit aucune faute. Et, sans avoir été créé précisément dans ce dessein, entre ces animosités, le Conseil souverain — plus tard l'on dit simplement et modestement supérieur — fut un joli pommier de discorde².

1. La reproduction des textes français, en note, est parfois assez fautive. En outre, l'auteur, comme presque tous les étrangers, ne peut se faire à l'emploi de nos particules dans les noms propres : par exemple, il écrit *Martinière*, pour *La Martinière* (p. 72); *l'Abbé Fénelon*, le frère de l'archevêque, pour *l'Abbé de Fénelon* (p. 46), etc.

2. Il est vrai que le gouvernement central semblait prendre à tâche d'inven-

Après deux essais timides de contrôle, en 1647 et 1648, dont le premier consistait à mettre le supérieur des Jésuites avec l'évêque en face du gouverneur, le Conseil avait été créé en 1663, après la démission des Cent Associés, vis-à-vis desquels il se trouva d'ailleurs au début dans une situation assez désobligeante¹. Composé d'abord de cinq membres désignés par l'évêque, le gouverneur et l'intendant — mais l'évêque fut bientôt éliminé — le Conseil ne tarda pas à être nommé par le roi et finit par compter vingt-deux membres, à mesure que diminuait son importance (p. 125). Toutefois, quoique dépendant de l'autorité supérieure en France, le gouvernement entendait que le Conseil fut indépendant des autorités coloniales. Et il le fut réellement, orageusement aussi, surtout au beau temps du comte de Frontenac. M. du Bois Cahall, dans ses trois premiers chapitres, nous raconte l'histoire du Conseil : son origine, son apogée, sa décadence au XVIII^e siècle. Mais il insiste sur la nouveauté des quatre derniers chapitres de son livre qui montrent son sujet sous l'aspect administratif : le recrutement du Conseil, sa procédure, ses attributions, son œuvre. Pour nous, ce sont ces deux derniers chapitres qui nous ont paru les plus intéressants. On y voit ce que peut être le gouvernement de bons bourgeois, libres de leurs actes et sentiments, soustraits à l'élection, assurés de leur poste ordinairement à vie, témoignant d'un zèle suffisant pour le bien public, mais n'oubliant jamais leurs petites affaires, en premier lieu. Ainsi, quoique ménageant extrêmement l'Église, dont ils redoutent les sanctions religieuses, ils refusent d'appuyer ses anathèmes contre la traite de l'eau-de-vie chez les sauvages; non pas tant parce que, dit-on, l'Indien, sevré de l'eau-de-vie française, ira chercher le rhum anglais — quoiqu'il l'aime moins — et l'échanger contre ses pelleteries, que parce qu'il y a dans ce trafic un bénéfice dont tous les honnêtes bourgeois doivent profiter, sans l'abandonner

ter des chinoiseries pour brouiller les cartes : par exemple, de regarder le gouverneur comme le président en titre du Conseil et de donner la présidence effective à l'intendant (du Bois Cahall, p. 58-65. Cf. cependant Parkman, *Count Frontenac and New France under Louis XIV*, p. 49-50. Il semble que le roi n'ait pas eu d'idée bien arrêtée de ce chef); ou, pour le Conseil lui-même, d'établir qu'à l'église le Conseil aurait le pas sur les marguilliers, quand il se trouverait en corps ou dans les occasions solennelles, mais non dans les cas ordinaires (p. 54).

Il convient de rappeler que, dans les colonies anglaises du voisinage, la concorde n'allait pas mieux entre le gouverneur et son parlement démocratique. « Les extrêmes se touchent; l'autocratie et la démocratie peuvent se donner la main, au moins dans leurs vices » (Parkman, *The Old Regime in Canada*, Préface, p. vii).

1. Les conseillers nouveaux étaient personnellement débiteurs, ou liés avec des débiteurs, des Cent Associés. Peu soucieux de payer leurs dettes, ils s'emparèrent des papiers de la Compagnie à main armée, ayant la police à leur disposition (Parkman, *Old Regime in Canada*, p. 132 et suiv.; du Bois Cahall, p. 24-25).

aux seuls interlopes et « coureurs de bois¹ ». Pareillement, quand on rappelle aux propriétaires de seigneuries qu'ils doivent construire des moulins pour leurs vassaux, les membres du Conseil, dont beaucoup sont des seigneurs, feront la sourde oreille². Néanmoins, leur œuvre fut bonne, dans l'ensemble, et leur sollicitude s'adressait à toutes les branches d'activité : agriculture, commerce, essais d'hygiène, prévention d'incendies, police et maintien de l'ordre. Sur tous ces chefs, on trouvera dans le livre d'abondants renseignements.

A la longue, cependant, le Conseil ne se défendit plus contre les injonctions de l'autorité métropolitaine qui finit par conférer à l'intendant tout le pouvoir effectif. Avec des intendants honnêtes, le système fonctionnait sans difficultés ni heurts trop violents d'amour-propre. Le malheur fut qu'il aboutit au seul intendant fripon de cette histoire, l'omnipotent François Bigot; disposant seul des fonds, il dépensera 104 millions pour les dernières années de la colonie, de 1755 à 1760, dont 36 millions en 1759, ce qui fut la ruine du régime et du Canada³. Bigot ne ressemblait pas à l'un de ses prédécesseurs, Jean Talon. Voici, pour finir, un trait délicieux qui montrera l'institution sous un meilleur jour. Talon demande au ministère une gratification pour un vieil officier : « J'ay tant de connoissance que cette destination doit faire dans tout le corps un très bon effet pour le service, que

1. Sur la question de l'eau-de-vie, cf. p. 19-20, 34, 38-39, 196-198, 225-226.
— L'évêque avait fait de ce trafic un « cas réservé ». On finit par soumettre sa prohibition à vingt citoyens notables de Québec, qui se prononcèrent unanimement en faveur de la liberté : l'évêque dut renoncer à son exceptionnelle sévérité contre les trafiquants.

Les conseillers recevaient un traitement minime, de 5 à 600 livres pour les premiers conseillers, de 300 à 450 livres pour les autres. Mais ils se votaient facilement des indemnités supplémentaires. C'est ainsi que le conseiller Damours se fait payer deux sous par livre de castor qu'il inspecte (p. 133 et suiv.).

2. L'arrêté du 4 juin 1686, sur les moulins, ne fut, en effet, publié à Québec que le 24 janvier 1707 ; aux Trois-Rivières, le 25 ; et à Montréal, le 15 février, sans doute sur les représentations de l'intendant Jacques Raudot, qui se plaint, dans son rapport du 10 novembre au ministre, de la partialité du Conseil sur cette affaire (Munro, *Doc. relating to the Seigniorial Tenure in Canada*, Toronto, 1908, Soc. Champlain, p. 61-62, 77). Mais M. Munro a prouvé que Raudot exagérait parfois dans ses plaintes contre les seigneurs. La banalité du four dont il parlait n'a jamais été sérieusement établie ; quant au « retrait rotvrier » qu'ils imposaient de leur autorité privée, M. Munro explique parfaitement sa raison d'être. Un censitaire vendant sa tenure, le seigneur reprenait la terre pour son compte personnel, en remboursant le prix du marché conclu, afin d'empêcher qu'on ne déclarât un prix inférieur au prix réel et qu'on ne le frustrât des *lods et ventes*.

3. M. Munro n'en fait pas moins, en somme, un bel éloge de l'intendant en général et il montre comment son rôle lui permettait de venir en aide au petit peuple, rapidement et sans frais. Il était le « volant » de la machine administrative, et les Anglais se trouvèrent fort embarrassés de le suppléer, avec leurs tribunaux encombrants, appuyés sur une procédure dispendieuse (p. ci-civ).

plustost que cette gratification ne soit pas faite, je demande qu'on diminue mes apointements de 5 à 600 escus pour luy estre appliqués, pourvu qu'il luy paraisse dans quelque despêche que c'est le Roy qui luy fait cette grâce pour marque de l'estime que Sa Majesté fait de son zèle à son service¹. »

René DE KERALLAIN.

Un demi-siècle de civilisation française (1870-1915). Paris, Hachette, 1916. In-8°, VIII-472 pages. Prix : 10 fr.

Le livre que fait paraître la librairie Hachette sur la civilisation française contemporaine rappelle à plusieurs égards la grande publication que notre ministère de l'Instruction publique consacrait naguère à une revue d'ensemble du travail scientifique accompli par la France depuis trois ou quatre siècles². Dans ces deux ouvrages, on s'est proposé de mettre en lumière la part prise par notre pays à l'œuvre générale de la civilisation; dans l'un comme dans l'autre, on a insisté sur cette vérité que, pour avoir été plus modestes, plus discrets, moins amateurs de réclame que quelques-uns de leurs émules, nos savants et nos penseurs n'en ont pas moins joué un rôle décisif de créateurs ou de régulateurs de la science et de la pensée humaines. Mais le nouveau volume n'embrasse que les quarante-cinq dernières années de notre histoire — celles où la France a été souvent représentée au delà du Rhin comme une France déchue, une France éteinte — et cherche, par contre, des preuves de notre vitalité et de la bienfaisante intervention de notre pays dans le monde, non plus seulement dans les œuvres de ses hommes de sciences, mais aussi dans celles de ses artistes et de ses hommes d'action.

Celles-ci ont été tour à tour passées en revue dans un ordre qu'on eût pu souhaiter plus rationnel (on a adopté l'ordre alphabétique des noms des collaborateurs), mais dans un esprit commun de stricte objectivité : ce n'est pas un plaidoyer; c'est — sous la réserve des observations que nous présenterons tout à l'heure — l'exposé simple et loyal de faits qui parlent d'eux-mêmes.

La rédaction de chaque chapitre a été confiée à un spécialiste dont le nom est — ou devrait être — toujours une garantie de compétence : l'œuvre de nos astronomes a été résumée par M. Baillaud (p. 1-23), celle de nos mathématiciens par M. Émile Picard (p. 297-322), celle de nos physiciens par M. Lucien Poincaré (p. 323-347), celle de nos chimistes par M. Georges Lemoine (p. 197-220), celle de nos naturalistes par M. Edmond Perrier (p. 269-296), celle de nos biologistes et de nos

1. 27 octobre 1667 (Munro, p. 28-29).

2. *La science française* (Paris, Larousse, 1915, 2 vol. in-8°). Cf. *Rev. histor.*, t. CXXII (1916), p. 137-141.

médecins par M. Charles Richet (p. 349-376), celle de nos géologues et de nos minéralogistes par M. Louis de Launay (p. 153-168). Dans le domaine des sciences appliquées à l'industrie, M. Painlevé a traité de l'automobilisme et de l'aéronautique (p. 247-267), M. Eugène Schneider de la métallurgie (p. 377-401). Notre activité littéraire a été étudiée par M. Boutroux pour la philosophie (p. 25-48), par M. Doumic pour la littérature proprement dite (p. 73-90), par M. Ch.-V. Langlois pour l'histoire (p. 115-132). M. Robert de La Sizeranne s'est occupé des arts plastiques (p. 133-152) et M. Widor de la musique (p. 449-469). C'est à MM. Albert Viger, Raphaël-Georges Lévy, Joseph Chailley qu'a été confié le soin de parler de l'effort français au point de vue agricole (p. 421-447), au point de vue financier et commercial (p. 221-245), au point de vue colonial (p. 49-72); M. Paul Strauss nous a entretenus des œuvres d'assistance (p. 403-420); M. Georges Lecomte nous a introduits à la Chambre et au Sénat en étudiant les orateurs parlementaires (p. 169-196); enfin M. Auguste Gérard a résumé l'action exercée au dehors par notre pays (p. 91-114) pour reconquérir d'abord la place et le rang dont les douloureux événements de 1870 l'avaient un moment fait déchoir et pour remplir ensuite la mission pacifique et civilisatrice que la France a toujours considérée comme l'essentiel de son rôle.

Malheureusement, il ne semble pas que les éminents collaborateurs qu'a su grouper autour de lui M. Raphaël-Georges Lévy, signataire de l'avant-propos, aient apporté tous un soin égal à la confection des notices qui leur étaient dévolues. Celle de M. Widor est même tout à fait déroutante. Dans les vingt petites pages qu'elle compte, il est question de beaucoup de choses : de la « cantilène syllabique » de Pindare, « de la psalmodie et de la vocalise hébraïques », de l'antiphonaire, de l'Italien Palestrina, de l'Anglais Dunstable, de l'école musicale française du xv^e siècle, de Rameau, de Gluck, de Haydn, de Rossini, de Meyerbeer, de Berlioz († 1869), de Gounod, qui n'a plus rien produit d'important après 1870, des origines du Conservatoire, de l'histoire de l'Opéra depuis Lulli jusqu'à l'inauguration de la salle de Garnier en 1875, de celle de l'Opéra-Comique depuis 1762, et la conclusion consiste en une page sur les règles de l'acoustique d'après M. Cavaille-Coll, lequel avait déjà eu les honneurs de toute une autre page comme facteur d'orgues. — Mais les musiciens français ? Les musiciens français de 1870 à 1915, où sont-ils donc ? M. Widor les aurait-il oubliés ? — Non ; pas tout à fait : il a eu la bonne pensée de leur réservier une page et demie, dont les deux tiers sont occupés par M. Saint-Saëns, une quinzaine de lignes restant pour tous les autres. Parmi ceux-ci, dès lors, on aurait beau jeu de signaler d'étranges omissions : celle des disciples de César Franck, de M. d'Indy surtout, est à coup sûr la plus extraordinaire.

La notice de M. Doumic sur la littérature a été écrite avec moins de négligence : M. Doumic ne fait rien à la légère. Mais certaines

exclusions ne frappent que davantage : parler de nos poètes sans citer M^{me} de Noailles, ni Samain, ni Charles Guérin ; de nos romanciers sans réserver une place à Paul Adam, aux Rosny, à Mirbeau, à Abel Hermant, à Jules Renard, à Charles-Louis Philippe, à André Gide, alors qu'on s'arrête longuement sur les livres de René Bazin et qu'on met un Henry Bordeaux au pinacle ; s'il s'agit de théâtre, ne pas même prononcer les noms de Porto-Riche, de Bataille, de Bernstein et, dans un autre genre, celui de Courteline, alors qu'on consacre une demi-page aux comédies de Jules Lemaitre ; en histoire enfin — puisque M. Doumic se mêlait d'en parler, bien qu'un historien eût mission de le faire dans un autre chapitre — ne retenir, en dehors de Renan (auquel il est beaucoup pardonné, parce que, affirme-t-on, il n'a fait de mal qu'aux voltaïriens), que Taine, Sorel, Vandal, Housaye, Frédéric Masson, Thureau-Dangin et P. de La Gorce, cela semble une vraie gageure. Et puis réduire toute la littérature en quatre compartiments : poésie, roman et nouvelle, théâtre, critique et histoire, n'est-ce pas s'exposer à d'étranges oublis ? C'est un fait, en tout cas, que l'on chercherait vainement les noms d'un Claudel, d'un Péguyl, d'un Francis James, pour n'en pas citer d'autres. Est-ce là vraiment l'exposé complet et loyal du mouvement littéraire contemporain en France ?

L'ouvrage, dans son ensemble, laisse aussi, il faut bien le dire, une impression un peu trouble. Pourquoi tout un chapitre — et un chapitre de vingt-huit pages — sur nos orateurs parlementaires ? Loin de nous cette idée irrévérencieuse qu'en notre Parlement tout se passe en beaux discours. Mais alors, est-ce que ce serait cette éloquence qui imposerait la France au respect du monde ? Constatons seulement que nos tribuns ont été mieux partagés que nos hommes de lettres, nos philosophes, nos historiens ou nos artistes, auxquels la place a été plus strictement mesurée. — En outre, puisque l'on se payait le luxe d'un chapitre sur l'éloquence parlementaire, ne pouvait-on réservier quelques pages à nos philologues, à nos orientalistes, à nos archéologues, à nos jurisconsultes ? Si l'on s'occupait, et avec raison, de nos progrès industriels, n'y avait-il vraiment rien à dire qui ne rentrât dans les deux courts chapitres de MM. Painlevé et Schneider ?

Ces réserves faites — et malheureusement elles sont graves — on lira avec intérêt la plupart des notices. Elles ne pèchent guère que par excès de brièveté. Celles qui ont trait à nos efforts dans le domaine de l'action (l'effort colonial, diplomatique, financier et commercial, etc.) ne sont que de rapides résumés, mais des résumés où les faits essentiels ont été d'ordinaire bien mis en relief. Parmi les autres notices, nous signalerons plus particulièrement celle de M. Ch.-V. Langlois. Il y donne une juste image de ce qu'est devenue l'histoire de nos jours : œuvre d'érudition et de patience, où l'art n'intervient qu'après un long et minutieux travail de recherches, de confrontations

et de critique; et nous regrettons seulement qu'il n'ait pu, toujours faute d'espace, insister comme on l'eût souhaité sur les livres les plus notables qui jalonnent les routes parcourues depuis un demi-siècle par nos maîtres de l'histoire et sur les résultats qui s'en dégagent.

Louis HALPHEN.

Baron BEYENS. **L'Allemagne avant la guerre. Les causes et les responsabilités.** Bruxelles et Paris, G. van Oest et C^{ie}, 1915.
In-12, XII-364 pages. Prix : 3 fr. 50.

Le baron Beyens a été ministre de Belgique à Berlin depuis l'été de 1912 jusqu'à la déclaration de guerre. A ses dons naturels d'observateur, sang-froid, mesure, lucidité, sagacité, finesse, il joignait une connaissance approfondie de tout le milieu allemand : sur la psychologie politique des classes dominantes et de la nation, sur les sentiments et les aspirations des cercles militaires, universitaires, industriels et financiers, ouvriers, il a des vues nettes et précises, qui n'ont pu être acquises que par l'étude personnelle et directe. Son livre est un des meilleurs qui nous aient été donnés jusqu'ici sur les origines de la guerre. C'est le témoignage d'un observateur de premier ordre, que la chance a placé, durant les années où se préparait la crise et la semaine où elle s'est décidée, au premier plan.

Ce témoignage est impartial dans toute la mesure où l'on peut encore l'être aujourd'hui. Nulle violence de langage n'en dépare la belle tenue littéraire et morale : et si, en de rares passages, l'écrivain, au souvenir du mal que l'Allemagne a fait et fait encore à son malheureux pays, ne peut pas absolument contenir son émotion et son indignation patriotiques, toujours du moins elles s'expriment avec la plus grande discrétion, sans déclamation, sans gros mots. Avant la guerre, M. Beyens n'avait aucun sentiment d'hostilité contre l'Allemagne. Le gouvernement allemand, toujours court de psychologie, s'est imaginé le compromettre en publiant, dans les *Belgische Aktenstücke* « trouvés » aux archives des Affaires étrangères de Bruxelles, certains de ses rapports de 1912 à 1914, dictés par une confiance extrême dans l'esprit pacifique de l'Allemagne. Même le diplomate le plus avisé peut, on le sait du reste, se laisser prendre à des attitudes et à des assurances calculées; au demeurant, cette petite perfidie ne tourne qu'à la confusion de ses auteurs : car, si le ministre de Belgique à Berlin avait quelques préventions, c'est le gouvernement allemand lui-même qui fait la preuve qu'elles étaient en faveur de l'Allemagne, non contre elle; et, puisqu'il n'est point un détracteur systématique, mais tout au contraire un ancien ami désabusé par une cruelle expérience, ses accusations mesurées n'en sont que plus graves et ses juge-

ments, presque toujours si sobres et si discrets, que plus accablants.

L'agression allemande de juillet 1914 est un coup de folie : folie raisonnante sans doute, et même par certains côtés raisonnée, mais folie pure, quand on songe, présent et avenir, à tout ce que l'Allemagne a, sur cette seule carte, joué et perdu. C'est un cas de psychopathologie, et M. Beyens contribue à l'éclaircir en nous donnant l'histoire psychologique de la politique allemande sous Guillaume II. Il est trop avisé et trop bien informé pour admettre avec la formule simpliste que l'Allemagne ce soit l'empereur : cour et armée, ministres et Parlements, intellectuels et industriels, pangermanistes et socialistes, il fait sa place à chaque influence, à chaque force politique ou sociale, il les décrit, les analyse, les caractérise toutes avec autant de précision que de pénétration. Mais l'empereur reste au centre, il domine le tableau; et telle est bien la vérité. Dans cette Allemagne prussienne, monarchique, hiérarchique et disciplinée, il disposait, on le voit aujourd'hui, d'un pouvoir infiniment supérieur à celui que lui reconnaît la Constitution, d'un prestige resté inébranlé malgré tant d'erreurs, tant d'incidents fâcheux qui ont fait du bruit, d'une autorité morale qui ne s'explique que par le dressage prussien. Un veto énergique de lui, et la ruée de son peuple était contenue. Il a choisi au contraire de la déchainer et d'en prendre la tête. Tel que nous le dépeint M. Beyens, Guillaume II est un souverain vaniteux encore plus qu'orgueilleux, avide d'éclat et de louange, même la moins délicate, démesurément ambitieux. Dès son avènement, il a son programme tracé. Son grand-père, dont il est en vérité le successeur direct, a établi l'autorité et l'hégémonie de la Prusse en Allemagne et créé l'empire allemand ; lui, il établira l'autorité et l'hégémonie de l'Allemagne en Europe, sinon dans le monde, et créera l'empire mondial allemand. C'est un historien officiel qui raconte cette anecdote ; tout petit garçon encore, Guillaume dit un jour à son frère Henri : « Quand nous serons grands, nous irons en Angleterre, et nous casserons les bateaux de grand'mère. » Dans ces paroles d'enfant, le panégyriste admire la force du sentiment allemand. Que pouvait bien être alors le sentiment allemand envers les pays qui n'étaient ni parents, ni amis de l'Allemagne ? Pendant tout son règne, Guillaume II a été l'homme de ce mot. Casser les bateaux anglais, c'est la formule de toute la politique mondiale allemande, avide de domination, impatiente non pas de toute supériorité, mais de toute rivalité, de toute égalité. Elle impliquait la guerre, et c'est miracle que la paix ait pu quand même durer si longtemps. Toute l'Allemagne en loue son empereur, « prince de la paix » ; et peut-être est-elle sincère, tant l'a pervertie l'orgueil germanique. Au vrai, c'est la patience et la longanimité de l'Europe qu'il faudrait louer, ou mieux peut-être sa faiblesse et son aveuglement qu'il conviendrait d'accuser. Elle a continué à faire crédit à l'Allemagne idéale des « penseurs et des poètes », quand elle n'avait plus en face d'elle que l'Allemagne matérialiste des bobereaux prussiens,

des capitaines d'industrie rhénans et des financiers berlinois ou hanseatis. Elle s'est laissé tromper par « l'acteur le plus impressionnant qui ait paru sur la scène politique contemporaine » (p. 3). M. Beyens attribue à l'infortuné Frédéric III quelque action sur la politique sociale où Guillaume II a paru s'engager au début de son règne (p. 7); n'est-ce pas méconnaître et le caractère des sentiments de ce fils pour son père et la nature de cette politique, moins spontanée et généreuse sans doute que calculée et intéressée ? Récemment, M. Schmoller écrivait que Guillaume II tenait peu de son « aimable » père, mais que les traits principaux de son caractère s'expliquaient par l'« énergie » de sa mère. Cela aussi étonne un peu. Au vrai, il semble que, dans cette famille des Hohenzollern, l'hérédité ait ici sauté une génération. Guillaume II a des traits de son grand-père Guillaume I^e, et d'autres, plus nombreux, de son grand-oncle Frédéric-Guillaume IV, le « romantique sur le trône des Césars ». M. Beyens, qui connaît assurément le parallèle, ne l'indique guère que par sous-entendu ; mais, avec beaucoup de finesse, il note chez Guillaume II ce trait si caractéristique de son grand-oncle : l'idée de leur puissance et de leur dignité les exalte, les grise, leur fait perdre le sens de la mesure et de la réalité. Ce vertige du droit divin a, sans nul doute, agi fortement sur Guillaume II en cette année 1913 que M. Beyens, avec juste raison (p. 16, 121), tient pour l'année critique de l'Allemagne et de l'Europe, et dont il souligne l'importance jusqu'à lui trop méconnue : jubilé des vingt-cinq ans de règle et centenaire des guerres de l'indépendance, occasion de constater la force nouvelle de l'Allemagne et d'exalter son âme à des souvenirs de gloire militaire et de conquête. Mal informé par des diplomates qu'il choisissait capricieusement au gré de ses engouements personnels (p. 33-35), trop sûr de son habileté et de sa séduction personnelles, convaincu que l'alliance franco-russe n'était pas « un bloc indestructible » (p. 19), raillant volontiers les illusions des Français sur la Triple-Entente et tenant d'ailleurs l'Angleterre pour déssarmée par des querelles intérieures (p. 32), il a lancé l'Allemagne dans la guerre pourachever l'œuvre qu'il avait préparée durant vingt-cinq ans dans la paix ; mais, pour se décider à la guerre, il n'a point eu à rompre avec lui-même : sa pensée est une, dans la paix comme dans la guerre ; d'un bout à l'autre de son règne, il est l'homme d'une idée d'hégémonie, demi-mystique et demi-mercantile, que seule, bien évidemment, la guerre pouvait forcer l'Europe à subir.

Dans sa longue carrière de diplomate et surtout dans ses deux années d'observation à Berlin, M. Beyens a recueilli plus d'une confiance, plus d'une parole révélatrice. On notera, page 23, la façon dont Guillaume II parlait de ses rapports avec la France (elle marque une singulière duplicité) ; page 51, les propos belliqueux de l'impératrice au moment d'Agadir ; pages 83-84, les opinions de M. de Jagow sur l'avvenir des petits États, destinés à être absorbés, sous des formes diverses,

par les grandes puissances (c'est toute la philosophie de l'invasion de la Belgique, et, comme l'indique M. Beyens, cela éclaire d'un jour singulier le fameux entretien de M. de Bethmann-Hollweg avec Sir Edward Goschen); pages 226-229, l'explication donnée par M. de Kiderlen lui-même du coup d'Agadir; page 331, l'opinion des milieux militaires prussiens sur la loi militaire belge de 1913 (« avec votre petite armée, vous n'auriez pas songé à nous disputer le passage dans une guerre contre la France... L'accroissement de vos effectifs pourrait vous inspirer la prétention de nous tenir tête. Si un seul coup de fusil était tiré sur nous, Dieu sait ce qu'il adviendrait de la Belgique »). Parmi un très grand nombre d'observations et de réflexions fines et suggestives, on relèvera particulièrement, page 181, celle qui, par la date même de la publication du *Livre blanc*, démontre la déloyauté de la politique allemande dans la crise de la fin de juillet 1914 : pendant qu'elle se donnait l'air de travailler à éviter la guerre, elle préparait, pour pouvoir la publier sans délai, le jour même de la déclaration de guerre, la justification diplomatique de l'attaque à laquelle elle était résolue; page 201, l'explication de la fameuse loi Delbrück, inspirée par un sentiment de jalousie contre l'Angleterre; pages 238-239, les indications sur le mécontentement que l'Allemagne a éprouvé de l'annexion par l'Autriche-Hongrie de la Bosnie-Herzégovine. — Sur un point seulement, la pensée de M. Beyens, partout ailleurs si nette, marque un peu de flottement. Aux pages 206-209, il indique pour quelles raisons, à son sens, la guerre qu'a faite l'Allemagne n'est pas une guerre économique, et, comme cette vue a provoqué quelques objections, il revient sur le sujet dans une note, pages 363-364. Or, ses arguments démontrent bien que la guerre n'est pas purement une guerre économique, et qu'une guerre quelconque est une mauvaise affaire pour un pays de large développement industriel; mais ils ne prouvent pas que dans les espoirs de l'Allemagne l'hégémonie économique ne dût pas être l'effet le plus utile du triomphe militaire et politique dont elle se croyait assurée, ni qu'à la grande majorité des industriels et commerçants allemands ce résultat parût payé trop cher d'une guerre et de la gêne temporaire qu'elle apporterait aux affaires. Peut-être d'ailleurs à l'orgueil allemand hypertrophié, l'hégémonie politique et l'hégémonie économique apparaissent-elles inséparables, la première entraînant la seconde et celle-ci à son tour fortifiant, assurant, étendant, complétant la première et lui donnant en vérité toute sa valeur¹.

Louis EISENMANN.

1. Une petite critique. M. Beyens, p. 259 et 262, parle du « traité de Saint-James ». Pourquoi risquer de dérouter le lecteur en n'employant pas l'expression usuelle de traité de Londres ?

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

LA GUERRE.

— *Spectator Galliae. Frankreichs Kriegsvorbereitungen in Wort und Bild* (Leipzig, 1916, in-4°, 32 p., nombreuses illustrations; extrait de la *Zeitschrift für Bücherfreunde*). — L'auteur anonyme de cet article veut nier les atrocités allemandes. Elles n'existent, d'après lui, que dans les imaginations des Français, pervertis depuis longtemps par la littérature patriotique, par les romans à 0 fr. 65 avec leurs couvertures bariolées, par les représentations du Grand-Guignol, par les crimes que montrent les cinématographes, et l'on nous donne des échantillons de ces dessins et de ces films. Évidemment, beaucoup d'entre eux sont de médiocre qualité; mais l'auteur, qui connaît les noms des actrices de Paris, ignore que ces reproductions ont été interdites bien avant la guerre; il assimile de la façon la plus singulière le Guignol de Lyon, si amusant dans sa verve toute spéciale, au Grand-Guignol de Paris. Et puis tout cela ne prouve pas que Louvain, Senlis, Gerbéviller, Le Nouvion, tant d'autres endroits n'aient été détruits systématiquement par les hordes allemandes de la façon la plus barbare. Les ruines sont là : *et etiam ruinae loquuntur.*

C. PF.

— Paul GAULTIER. *La mentalité allemande et la guerre* (Paris, Félix Alcan, 1916, in-8°, 117 p.; prix : 1 fr. 25). — M. Paul Gaultier a résumé ce que nous avons lu sur l'Allemagne dans un grand nombre d'excellents ouvrages. Il essaie de définir l'âme allemande en commentant le mot de Froissart : « Ils sont lourds et de gros engin » et s'appuie sur les analyses de romans faites par Th. de Wyzewa. Pour bien montrer comment la Prusse s'est imposée à l'Allemagne et en a fait disparaître l'ancienne sentimentalité, il se sert des belles études de M. Lavisse sur la marche de Brandebourg et le duché de Prusse. Il dit comment le germanisme est devenu un dogme, expose le système du comte de Boulainvilliers et raconte, à la suite de M. Ernest Seillière, la curieuse aventure du comte Arthur de Gobineau, dont les théories nuageuses, mal interprétées, ont servi à l'exaltation de la race allemande. Et voici, après Charles Andler, le compte-rendu des livres des pangermanistes Dietrich von Bülow, Friedrich List, Paul de Lagarde, etc., qui nous montrent toute l'étendue des ambitions allemandes. Haeckel, Ostwald nous indiquent, de leur côté, la conception allemande de la guerre, considérée comme un fait biologique : la forme, la plus violente, de la lutte pour la vie; une telle conception

explique toutes les cruautés commises par les Allemands, dont des exemples sont empruntés aux ouvrages de Reiss, Bédier, Nothomb et aux rapports des commissions d'enquête. De nombreuses lectures sont ainsi condensées dans cet opuscule que nous recommandons à tous les Français.

C. PF.

— Paul LOUIS. *La guerre d'Orient et la crise européenne* (Paris, Félix Alcan, 1916, in-8°, II-422 p.; prix : 1 fr. 25). — Les articles réunis dans cette brochure ont été insérés dans la *Revue bleue* d'août 1915 à février 1916; ils renferment une série d'idées générales et d'aperçus souvent judicieux, qui sont étayés par les dates maitresses et les incidents principaux. Ils tendent à montrer le rôle essentiel de la question d'Orient dans la guerre européenne. M. Paul Louis lui attache une importance exclusive et omet complètement l'aspect occidental de la question. Sa thèse est que la conflagration de 1914 est sortie des conflits balkaniques de 1912 et de 1913, que les empires centraux, deux fois battus dans cette première phase, ont cherché une revanche en rompant la paix du monde; la conception de M. Paul Louis est à ce point systématique qu'il tient simplement la déclaration de la guerre à la France et à l'Angleterre pour un moyen d'exécution du plan oriental. Il traite succinctement la question de l'absorption de l'Autriche par l'Allemagne et celle des rapports entre Austro-Hongrois, Slaves et Italiens dans l'Adriatique; il étudie surtout les deux grands problèmes des ambitions asiatiques de l'Allemagne et de l'orientation politique et militaire des peuples balkaniques. Il met en relief l'importance de la soudure du panislamisme et du pangermanisme; il montre que le chemin de fer de Bagdad n'est pas une simple voie ferrée, mais doit engendrer la création d'une ligne continue d'étapes en terres inféodées de Hambourg à Bassorah et qu'ainsi le germanisme espère trouver en Orient le levier de la domination du monde. Il expose l'activité des diplomatiques rivales dans les capitales des Balkans; il a bien vu que sur la Bulgarie se concentraient leurs efforts et il signale les répercussions matérielles et morales de son intervention, la profonde rancune de Sofia à l'égard des voisins balkaniques et sa méfiance à l'égard des puissances de l'Entente, le rôle capital du problème macédonien; mais il exagère lorsqu'il parle de la répugnance bulgare à servir les desseins de l'Autriche; en réalité, la politique austrophile de Ferdinand I^e ne s'est jamais démentie, même lors de la catastrophe de 1913, et la guerre de 1914 a encore fait ressortir la similitude des intérêts bulgares et autrichiens. M. Paul Louis insiste sur l'intérêt des alliés à reconstituer la ligue balkanique; il est certain que l'Entente pouvait difficilement pratiquer une autre politique, et que l'auteur a raison quand il affirme qu'en dehors de la ligue il n'y a point d'ordre durable dans les Balkans; mais il ne met pas en lumière le fossé qui sépare la conduite réelle des Balkaniques de la conduite idéale que devrait leur dicter la saine compréhension de leurs intérêts. Les faits ont infligé un démenti à la plupart de ces articles; mais ils

ont été rédigés sous la pression des événements et ils sont un précieux témoignage de la manière dont les contemporains bien informés ont jugé ces événements; ils reflètent ces tenaces illusions sur la possibilité d'une nouvelle ligue balkanique et font comprendre les déceptions qu'éveillent successivement la trahison bulgare, puis la défection hellénique. Ces articles ont également un caractère de propagande et sont en partie des plaidoyers en faveur de l'Entente, destinés à affermir la confiance du grand public et à éclairer les neutres. De là, l'atténuation de la portée d'actes hostiles à notre cause et un optimiste voulu, par lequel ils pèchent légèrement. Malgré leur abondance, les idées sont claires; le style du livre est alerte et la lecture en est agréable et facile.

P. G.

— Albert DE BASSOMPIERRE. *La nuit du 2 au 3 août 1914 au ministère des Affaires étrangères de Belgique* (Paris, Perrin et Cie, 1916, in-8°, 47 p.; prix : 1 fr.). — M. de Bassompierre a eu parfaitement raison de publier en brochure ce récit, paru d'abord dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 février 1916, et d'évoquer au début la mémoire de l'un des principaux acteurs du drame, M. Davignon, mort depuis à Nice le 12 mars dernier. Il se trouvait sous les ordres du ministre des Affaires étrangères de Belgique, et c'est en témoin oculaire qu'il parle. Son récit est des plus émouvants; il prouve une fois de plus la parfaite correction du gouvernement belge, la stupeur que provoqua à Bruxelles l'ultimatum de Guillaume II, l'odieuse duplicité du ministre allemand, M. de Below-Saleske, et aussi la ferme résolution prise par le roi et la nation belges de résister par les armes à toute invasion de leur pays. Oui, au 4 août, après l'historique séance des Chambres réunies, « pour avoir sans hésitation poussé l'honnêteté politique jusqu'à ses dernières conséquences, la Belgique était, d'un seul coup, entrée dans la gloire ».

C. PF.

— Commandant Willy BRETON. *Un régiment belge en campagne. Les fastes du 2^e chasseurs à pied, août 1914-janvier 1915.* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1916, in-12, 153 p.). — Nous supposons qu'après cette guerre chacun des régiments voudra posséder un récit très précis des actions auxquelles il a pris part, recueillir le souvenir des exploits accomplis par ses officiers et ses hommes, dresser aussi la liste de ceux qui sont tombés. Voici que déjà un commandant belge expose les fastes d'un régiment d'infanterie pendant les trois premiers mois de la lutte¹. Au début d'août, le 2^e chasseurs à pied est en garnison à Mons; après que les Allemands ont violé la neutralité de la Belgique, il est envoyé à la hâte sur la Gette pour s'opposer au flot de l'invasion; il se retire sous Anvers, où il livre une série de combats héroïques, à Eppelghem, au Pont-Brûlé, au Katte-Meuter-Bosch, jusqu'à la « nuit tragique » du 5 au 6 octobre. Hélas! à cette date le

1. Le récit s'arrête en réalité au 1^{er} novembre 1914, au moment où le régiment, reconstitué avec ses débris mêmes, retourne aux tranchées de l'Yser.

sor d'Anvers est décidé et la contre-attaque à laquelle participa le 2^e chasseurs fut l'un des derniers soubresauts de la défense. C'est ensuite la retraite vers la côte et la glorieuse défense de l'Yser; le 1^{er} bataillon se couvre de gloire à Saint-Jacques-Cappelle et à Pervyse; le 2^e et le 3^e à Dixmude et à Oud-Stuyvckenskerke. Les pertes sont énormes. « A leur départ de Mons, les 2^e et 5^e chasseurs à pied comprenaient ensemble 57 officiers et 4,500 soldats. Trois mois plus tard, la bataille de l'Yser virtuellement terminée, 19 officiers et un peu plus de 2,000 hommes répondraient encore à l'appel. » On ne lira pas sans une profonde émotion le récit de tous les exploits du 2^e chasseurs belge.

C. PF.

— Baron A. DE MARICOURT. *Le drame de Senlis* (Paris, Bloud et Gay, 1916, in-12, 287 p.). — Le baron de Maricourt est bien connu des historiens par son ouvrage sur Mme de Souza et ses deux volumes sur la duchesse d'Orléans, mère de Louis-Philippe. Il habite d'ordinaire à Villemétrie, qui est un faubourg à deux kilomètres à l'est de Senlis; c'est là qu'il se trouvait le 1^{er} août 1914, au moment où le tocsin annonça la mobilisation générale; il offrit ses services à la Croix-Rouge et contribua à l'organisation de l'hôpital Saint-Vincent; puis, pendant la marche en avant des Germains, il s'installa dans Senlis même. Il tint un journal de tous les faits dont il fut le témoin pendant cette guerre et il publie aujourd'hui ces notes prises à peu près au jour le jour depuis le 1^{er} août jusqu'au 31 décembre 1914. Il en a simplement retranché ce qui est trop personnel ou ce qui touche des personnes tierces; mais il les donne sous la forme même dans laquelle, de premier jet, il les a confiées au papier, et il a eu bien raison. Nous avons ici des impressions en leur première fraîcheur. L'ouvrage se divise en trois parties : avant, pendant et après; il converge tout entier vers « le drame de Senlis », cette soirée du mercredi 2 septembre où systématiquement les Allemands ont mis le feu avec des pastilles incendiaires à toutes les maisons de la rue de la République et où ils ont fusillé le maire de la ville, M. Odent. Nous revivons avec M. de Maricourt la vie des habitants de la cité pendant le mois d'août; nous partageons leur anxiété quand, le 29 au matin, ils lisent le communiqué : « Nous tenons la ligne depuis la Somme jusqu'aux Vosges », quand ils devinent l'approche de l'ennemi. Ensuite viennent les journées douloureuses, l'occupation allemande, l'incendie. M. de Maricourt ne s'est sans doute pas sur le moment même rendu compte de tout ce qui se passait; il a enregistré dans son journal des détails qui ont été reconnus plus tard comme faux; mais dans ses notes, qui sont ici plus abondantes, il rectifie, et il mentionne les événements qu'il n'a connus que plus tard; en appendice, il publie une série de témoignages d'autres habitants de la ville, qui confirmant le sien; on lira avec une vive émotion le récit fait par un témoin oculaire de l'assassinat de M. Odent. Le 9 septembre, 400 zouaves, partis de Saint-Denis, arrivent à Senlis en autobus. La ville est libérée, et les

habitants entendent vers l'est le canon : c'est la bataille de la Marne qui est engagée. Nous assistons désormais à tous les incidents qui se passent dans une petite ville située un peu en arrière du front : passage de troupes, particulièrement de troupes anglaises, arrivées de blessés, soins qu'on leur donne, bruits qui courrent sur les opérations militaires, visites de touristes qui viennent contempler les ruines. L'intérêt du journal est naturellement ici moins vif, après avoir été si palpitant dans les deux premières parties. Nous recommandons à tous les Français la lecture de ce volume ; ils y verront comment les Allemands nous font la guerre ; l'incendie systématique d'une partie de Senlis sera pour l'Allemagne, comme tant d'atrocités commises en Belgique ou en Lorraine, un éternel opprobre.

C. PF.

— Jacques ROUJON. *Carnet de route*, août 1914-janvier 1915. Préface de Robert DE FLERS. Croquis de Carlos REYMOND (Paris, Plon, 1916, in-12, 317 p.). — M. Jacques Roujon nous a raconté, en phrases courtes et hachées, avec une simplicité savante, sans aucune déclamation, ce qu'il a vu dans les six premiers mois de cette guerre. Il a quitté la gare de l'Est le mardi 11 août 1914, a rejoint sa compagnie du 352^e à Humes, à cinq ou six kilomètres de Langres, y a retrouvé quelques copains, s'y est exercé pendant quelques jours et, à sa demande, est parti pour le front avec le premier détachement. Le voici en Lorraine, où il reçoit près de Rambervillers le baptême du feu. Il est blessé — et de cette blessure il parle avec une grande modestie, une sorte de détachement — et ramené à Humes dans les derniers jours d'août. Il repart dès le 9 septembre, cantonne à Villers-Cotterets, Vic-sur-Aisne, Fontenoy, Port-Fontenoy, où tombent les obus, et retrouve son camarade Verrier, qui lui raconte la bataille de la Marne. Au début d'octobre, la compagnie prend les tranchées au nord de l'Aisne, à Bucy-le-Long, et ce sont les mille incidents de cette vie dans les tranchées, les allées entre l'avant et l'arrière, le ravitaillement, la boue, le froid de l'hiver, les bombardements, l'enterrement des camarades tombés, le réveillon de Noël¹ que nous exposent les derniers chapitres du volume. Le récit s'arrête, au début de janvier 1915, à la bataille de Crouy, qui nous oblige à nous replier au sud de l'Aisne. Malade, Jacques Roujon échappe à la mitraille, franchit le pont, atteint Vénizel, est évacué sur Septmonts. Ne cherchez point dans ce volume des considérations sur la stratégie, la tactique ou la conduite de la campagne, mais bien des croquis de la vie militaire dessinés avec beaucoup de bonne humeur, de rapides dialogues entre ces soldats qui, appartenant à toutes les classes, font avec gaieté tout leur devoir, des physionomies de militaires qui nous sont familièrement présentés, chacun avec ses traits caractéristiques, depuis le lieutenant Roberty et le peintre Raymond, qui a orné le

1. Ici le poilu s'est un peu embrouillé dans les jours. Lire, p. 260 : jeudi 24 décembre ; p. 267 : vendredi 25 décembre.

volume de dessins pittoresques, jusqu'à l'ordonnance Jules. Une pointe d'ironie dissimule une vive sensibilité et une émotion profonde; la manière rappelle les articles du père, Henry Roujon. Le livre est précédé d'une préface toute étincelante de M. Robert de Flers. Il aura de nombreux lecteurs, qui y trouveront distraction, réconfort et sentiront augmenter leur admiration pour nos vaillants soldats. C. PF.

— *Carnet de route d'un officier d'alpins. 2^e série, octobre-novembre-décembre 1914. En Argonne, sur l'Yser, en Artois* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1916, in-8°, 86 p., avec 3 gravures et 3 cartes hors texte; prix : 1 fr. 50; dans la collection : *la Guerre, les récits des témoins*). — Nous avons signalé la 1^{re} série de ces souvenirs de guerre (*Rev. histor.*, t. CXX, p. 413) et nous en avons dit le très vif intérêt. Cette seconde série ne le cède pas à la première. C'est le même récit, alerte, entraînant comme une charge de clairons, par un officier qui sait observer et qui sait écrire. C'en est fini désormais de la guerre de mouvement : c'est l'époque où l'armée est obligée de se mettre en tranchées; mais nos chasseurs alpins sont désignés à diverses reprises pour les assauts héroïques. Le bataillon est successivement transporté sur trois théâtres de la guerre. Après avoir pris part à la bataille de la Marne, il fait face, fin septembre 1914, à Vauquois, où les Allemands ont pris pied; il séjourne tout un mois dans la forêt de Hesse, au sud, puis, le 29 octobre, il s'élance contre Montfaucon, perché sur sa hauteur. Il faut lire dans le volume le récit de cette montée où, de quart d'heure en quart d'heure, les impressions sont notées. L'attaque échoue : « Mais je relève la tête. Je garderai devant moi la vision de cette journée où nous avons su ce que c'était qu'il audace. » Nous voici dans le voisinage d'Ypres. Le bataillon prend part à la fin de cette longue bataille de l'Yser qui, comme celle* de la Marne, se termine par l'échec des Allemands; il est engagé du 10 au 18 novembre dans les combats de Saint-Éloi et de Voormezeele; puis, près de ce dernier endroit, il organise les tranchées face au bois 40. On nous décrit la vie des troupiers dans ces tranchées qui sont souvent transformées en ruisseaux; les souffrances des hommes y sont très vives. Puis les chasseurs quittent la Belgique et sont ramenés, vers la Noël, sur le front de l'Artois; ils savent qu'ils sont destinés à un nouvel assaut. Ils doivent prendre pied, à droite de Carency, dans le hameau de la Targette, sur la route d'Arras à Béthune. Le 27 décembre, le signal est donné; notre lieutenant tombe blessé et doit quitter ses troupes auxquelles, en un dernier chapitre : l'héroïsme des humbles, il rend un touchant hommage. Le bataillon a accompli depuis de nouveaux exploits, en Alsace sur l'Hartmannswillerkopf et à Metzeral, dans les îles rocheuses de l'Adriatique; le lieutenant n'était plus là. Notre vœu est celui qu'il exprime à la fin de son livre : que, guéri, il puisse retrouver ses hommes et les conduire à la victoire; souhaitons aussi qu'il nous raconte la fin de la guerre avec la même sincérité, le même entrain et le même talent qu'il nous en a exposé le début.

C. PF.

— Georges STOFFLER. *La prophétie de sainte Odile et la fin de la guerre, avec notes et commentaires* (Paris, Dorbon ainé, 1916, in-8°, 64 p.; prix : 1 fr.). — L'auteur de cette brochure raconte d'abord la biographie de sainte Odile, « la vierge de Hohenbourg ». C'est le récit ordinaire où toutes les légendes, venues des documents les plus divers, sont fondues. Suit la « prédiction », écrite tout entière en latin comme tous les documents de cette époque ». Quelle époque ? L'époque mérovingienne où vécut Odile ? Le xi^e siècle où fut rédigée la *Vita Ottiliae* ? L'auteur ne s'explique pas. Il ne publie pas le texte latin, ou du moins n'en cite que des bribes en latin classique, intercalées dans la traduction française. Et ce lui est un prétexte de dire leurs vérités aux Allemands, à von der Goltz, au pasteur Loebel, etc., et de persuader aux peuples que le colosse german sera abattu en 1917. La France a d'autres raisons de croire à sa victoire que cette prophétie dont l'origine ne nous est pas indiquée. C. PF.

— Mme HOLLEBECQUE. *La jeunesse scolaire de France et la guerre* (Paris, Henri Didier, 1916, in-12, 101 p.; prix : 1 fr. 25). — Ce petit volume, qui fait partie d'une collection « la guerre et l'école », énumère toutes les œuvres de guerre auxquelles prennent part les élèves des écoles primaires ou des lycées, garçons ou filles; il montre l'influence que la guerre a sur l'instruction, la pensée et la vie morale des écoliers. On y a rassemblé toute une série de petits faits qui auront une valeur documentaire pour les futurs historiens de cette lutte. C. PF.

— *Vive la Pologne* (plaquette in-8° de 34 feuillets, 2 cartes, 16 gravures, couverture en deux couleurs; prix : 1 fr. 50). — C'est le premier fascicule d'une série intitulée : *Publications des États alliés*. Les suivants seront consacrés à la Belgique, à la Serbie, au Monténégro, etc. La présente brochure nous paraît réussie. Elle contient le chant national polonais, la reproduction des armoiries de la Pologne, une carte de la Pologne avant le premier partage, une autre indiquant sa place dans l'Europe, quelques notions géographiques un peu sommaires, une sorte de répertoire des littérateurs, des savants et des artistes polonais, sans oublier les musiciens (cf. *Rev. histor.*, t. CXXII, p. 407). L'histoire de la Pologne est résumée à grands traits et de façon exacte et précise. Il semble toutefois que l'auteur, M. Louis VALLOT-DUVAL, ait confondu les *articuli Henriciani* et le *Pacta conventa* (écrire Vioménil et non Viaumenil). On nous rappelle les légions polonaises qui s'organisèrent en France à la fin du Directoire, les Polonais qui moururent pour la France en 1870-1871 et les « Bayonnais » qui se sont couverts de gloire dans la guerre actuelle. C. PF.

— Jean LÉRY. *La bataille dans la forêt (Argonne, 1915). Impressions d'un témoin* (Paris, Hachette, « Mémoires et récits de guerre », 1916, in-12, 117 p.; prix : 2 fr.). — L'auteur a combattu dans les tranchées, dans les boues de l'Argonne de janvier à mars 1915; il y est

revenu en août et en septembre et il a assisté à la bataille de Champagne. Il raconte avec simplicité et netteté les faits dont il a été témoin; mais surtout il note ses impressions : les souffrances endurées pendant un long hiver dans les tranchées, l'abnégation consciente des soldats et des chefs, la trempe des âmes. Le résultat des luttes souvent obscures poursuivies avec une opiniâtreté admirable a été important : d'abord harcelées par l'offensive allemande, mieux préparée que la nôtre et abondamment alimentée par la place forte de Metz, nos troupes reprennent peu à peu l'avantage; et c'est enfin un nouvel échec germanique. « Les Allemands n'ont pas mieux réussi en Argonne qu'ils n'avaient réussi sur l'Yser. Ils voulaient passer; nous les avons arrêtés. » C'est par ces mots que se termine ce très intéressant volume.

Ch. B.

— Henry RICHARD. *La Syrie et la guerre* (Paris, Chapelot, in-12 carré, 1916, 132 p., avec une carte). — M. Richard a résumé, dans cette brochure, les derniers ouvrages ou articles sur la Syrie de M. de Vogué, du général Torcy, du comte Cressaty, de M. Étienne Flandin, de M. Georges Vincent. Il a eu connaissance des rapports présentés sur la question syrienne au ministre des Affaires étrangères par les chambres de commerce de Lyon et de Marseille. Il expose fort bien pour quelles raisons, politiques et économiques, la France doit occuper la Syrie, ce que doit être la Syrie sous le régime français, la manière dont la France doit organiser et administrer le pays. Nous avons lu en particulier avec intérêt les pages consacrées aux diverses religions de la Syrie : musulmans, chrétiens catholiques ou dissidents, israélites, puis sectes mystérieuses : Druses, Ansariés, Ismaïliens, Cadmoudistes, Yézidis. Et il conclut : « L'exemple de l'Algérie à laquelle nous avons rendu la prospérité qu'elle avait connue sous l'empire romain — encore que nous y soyons trouvés en présence d'une population hostile parce qu'entièrement musulmane — nous laisse entrevoir de quoi nous serions capables en Syrie, c'est-à-dire dans un pays où la domination turque pèse lourdement même sur les indigènes mahométans, et où une bonne partie de la population parle notre langue et réclame notre protection. »

C. PR.

— William Jennings BRYAN. *British rule in India* (s. l. n. d., in-16, 14 p.). — *Indias « loyalty » to England* (« The Indian national party », décembre 1915, in-16, 13 p.). — *A manifesto of the Indian national party* (un placard in-8°, signé : « The executive Committee of the Indian national party », mars 1916). — Les historiens de la grande guerre ne liront pas sans intérêt ces trois produits de la propagande allemande aux Indes. Cette propagande a commencé de façon discrète par une petite brochure de quatorze pages que nous avons déjà signalée aux lecteurs du *Temps* (n° du 6 juin). *British rule in India*, tel est le titre; William Jennings Bryan, « secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique », tel est l'auteur. Un article de propagande antianglaise signé Bryan, voilà certes un morceau de choix ! On

lit sans méfiance, mais non sans étonnement, cette étude sur le « despotisme » colonial anglais, « pire que le despotisme russe », pour constater bientôt que c'est là un vieil article qui a été exhumé pour les besoins de la cause de quelque recueil oublié, car il y est question comme d'une nouveauté d'un livre de Sir Cotton (*New India or India in transition*), paru en 1904, et comme de fonctionnaires en exercice du vice-roi Lord Minto, du lieutenant-gouverneur du Bengale occidental, Sir Fraser, de celui des provinces d'Agra et Oudh, Sir La Touche, et du gouverneur de la province de Bombay, Lord Laming-ton, ce qui nous renvoie en 1906. Mais le « parti national indien » s'est bien gardé de nous en avertir et, alors qu'il donne soigneusement même l'indication du mois de publication de ses autres factums, il a fait disparaître cette fois toute date de la couverture et, pour mieux dérouter le lecteur, a fait suivre le nom de M. Bryan d'un titre officiel qui n'était point le sien il y a dix ans, quand cette étude a été écrite.

Dans une autre brochure — celle-là sans nom d'auteur, mais de format, d'impression et d'apparence semblables et qui porte la date de décembre 1915 — le « parti national indien » démasque ses batteries. Le sujet est « le loyalisme de l'Inde » ; mais une dédicace significative nous indique tout de suite l'esprit dans lequel il en sera parlé : « Dédié à la mémoire des soldats indiens arrachés des Indes pour être massacrés au profit des intérêts particuliers de la Grande-Bretagne. » En effet, ce factum n'est d'un bout à l'autre qu'un vénétement réquisitoire contre le gouvernement anglais et un appel à la révolte. Le loyalisme hindou ! mais c'est là, nous dit-on, une pure comédie : les belles troupes hindoues qui prirent part, avec quelle vaillance et quel élan, on le sait, aux combats de France et d'Orient, n'ont été amenées en Europe que par force ou par ruse ; les princes hindous ne sont que des « arrivistes », des hypocrites ou des victimes. Le peuple des Indes attend sa libération ; il n'est pas tombé dans le panneau de la lutte « pour l'humanité » et pour la « libération de la Belgique » ; il déteste les Anglais, il n'a pas oublié la révolte de 1857, « qu'il appelle la première guerre d'indépendance hindoue », et il n'attend qu'une occasion de s'affranchir et de revendiquer pour lui l'application de ces principes des nationalités et du respect des traités au nom desquels la Triple-Entente déclare se battre. « La domination de la Grande-Bretagne, fondée par le sang, finira dans le sang. » — A la bonne heure ! Cette fois le masque est jeté et le « parti national indien » nous révèle même où il puise ses inspirations quand il se laisse entraîner (p. 7) à de belles théories savantes sur la psychologie de l'Oriental, dont la protestation reste muette (« The oriental mind can never be measured by external demonstration... ») et surtout quand il invoque le témoignage des soldats hindous « qui se battent en France et en Egypte, ou qui ont été faits prisonniers par les Allemands ».

Le dernier spécimen de cette propagande qu'il nous ait été donné de lire date du mois de mars dernier. Ce n'est plus qu'un simple placard d'une cinquantaine de lignes intitulé : « Manifeste du parti

national indien. » Mais, si l'on a fait court, c'est pour frapper plus fort. On dit son fait à « la perfidie, la brutalité et le brigandage » du gouvernement britannique, qui se pose en défenseur des droits de la Belgique et « claironne à travers le monde qu'il se bat pour le maintien de la liberté et de la civilisation », alors que dans les Indes il déchire les traités et les engagements les plus solennels, viole tous les droits et foule aux pieds les libertés les plus sacrées; et, en manière de conclusion, on invite tous les Hindous, « de l'Himalaya au cap Comorin », à secouer le joug de l'opresseur. — Voilà qui est net, et nous ne pouvons souhaiter à ces ardents patriotes que le bonheur suprême : celui de connaître enfin les joies de la civilisation, de la vraie civilisation — de la « Kultur », puisqu'il faut l'appeler par son nom.

L. H.

— Capitaine OLIVIER. *Onze mois de captivité dans les hôpitaux allemands* (Paris, Chapelot, 1916, in-8°, 264 p.; prix : 3 fr. 50). — Grièvement blessé à Charleroi, le capitaine Olivier est ramassé le 22 août 1914 sur le champ de bataille, dirigé d'abord sur l'hôpital du Châtelet, puis sur des hôpitaux de Liège, où il est amputé d'une jambe. Réformé par l'autorité allemande, il trouve un gîte et des soins délicats dans une ambulance de la Croix-Rouge, boulevard Piercot, et bientôt il est conduit à Namur, où il espère « être échangé » et rentrer en France. La déception la plus cruelle l'attend; il est ramené en arrière; le train de retour dépasse Liège et c'est désormais en Allemagne même, à Mayence, puis à Stralsund, dans la lointaine Poméranie, que va se dérouler la captivité du mutilé. Il parle bien l'allemand; il est observateur; il sait décrire les paysages qu'il traverse en chemin de fer, le Rhin, qu'il voit de sa chambre à Mayence, l'île où il est relégué à Stralsund. Il nous dit surtout la vie misérable que ses compagnons et lui doivent mener, l'ennui qui finit par les gagner, la raideur de leurs gardiens, la médiocrité de la nourriture; il trace de certains officiers allemands d'amusantes silhouettes. Au début de juillet 1915, il pense que l'heure de la délivrance a sonné; de Stralsund, le train le mène à Carlsruhe, à Fribourg-en-Brisgau, puis à Constance; mais là la commission d'échange émet sur lui un avis défavorable; à nouveau, il fait la route en sens inverse, au moins jusqu'à Villingen. Quelques jours après, il est rappelé à Constance et cette fois-ci c'est bien la libération. Le voilà en Suisse, puis en France : « Dans l'impression de joie que je ressens en retrouvant la France donnant toutes ses forces au combat qui se poursuit sans trêve et sans merci pour sa vie et sa liberté, j'oublie ma blessure et j'oublie ma captivité. » Mais non, il n'a pas oublié cette captivité; il nous en a décrit les péripéties de la façon la plus saisissante; il nous a émus, et cette émotion sera partagée par tous ses lecteurs : c'est encore un témoignage authentique contre l'inhumanité de l'Allemagne. — C. PF.

— Louis ROUQUETTE. *La propagande germanique aux États-Unis* (Paris, Chapelot, 1916, in-8°, 154 p.). — Ce livre, vivant et pit-

toresque, n'a pas la prétention de dresser le tableau complet de la propagande germanique aux États-Unis; l'auteur a voulu restreindre son étude à un rayon peu connu, l'ouest américain, et à son centre principal, San Francisco. Une assez longue introduction énumère les organes principaux de l'action allemande; en ce qui concerne la presse, M. Rouquette s'attache à nous donner une idée de la violence de ses campagnes, menées surtout contre l'Angleterre. Ses sources sont bonnes, mais exemptes de variété; elles consistent en longs extraits du principal journal pro-german, le *San Francisco Examiner*. Les arguments employés contre la déclaration du coton comme contrebande de guerre, contre l'emprunt, contre l'envoi de munitions aux alliés tendent à établir que l'Amérique viole la neutralité et se trouve, par cette tolérance, en état de guerre. Joignez des procédés d'intimidation contre les banques et des attaques contre le président Wilson. M. Rouquette insiste avec raison sur la campagne en faveur de la paix, menée par les germanophiles, qui se refusent à croire aux atrocités allemandes et réclament une déclaration du droit des neutres, ainsi que la formation d'une ligue des neutres. Il décrit les exhibitions publiques auxquelles donna lieu la semaine germanique à l'exposition de San Francisco. Il est regrettable que le portrait des principaux agents de la propagande, le comte Bernstorff et ses collaborateurs, R. W. Hearst, le roi des cinémas et des journaux, Richard Barthold, le président de la Ligue germano-américaine, ne soit pas tracé de manière plus vigoureuse et plus complète. De même, une des manifestations les plus importantes de l'activité germanique, la propagande par le fait, est traitée de manière un peu sommaire; un chapitre est toutefois consacré au mouvement terroriste en Californie. La conclusion qui se dégage de cette lecture est que si, dans l'organisation allemande, rien n'a été négligé ni laissé au hasard, les résultats obtenus n'ont pas été en rapport avec l'activité inlassablement prodiguée.

P. G.

HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

— J. TOUTAIN. *Héros et bandit. Vercingétorix et Arminius* (Paris, Paul Leroux, 1916, 16 p.; extrait de *Pro Alesia*). — Sur le plateau d'Alésia se dresse la statue de Vercingétorix; sur la colline de Grottenburg, dans le Teutoburger Wald, un monument « colossal » a été élevé à la mémoire d'Arminius; le premier est un vaincu, le second un vainqueur. Mais les deux personnages ne se ressemblent guère; le premier est un héros, le second un bandit : c'est ce que M. Toutain prouve dans cette brochure.

C. PF.

HISTOIRE DE FRANCE.

— Maurice BARRÈS. *Autour de Jeanne d'Arc* (Paris, Éd. Champion, 1916, in-4°, 86 p.; prix : 6 fr.). — M. Édouard Champion, sous-

lieutenant d'un peloton de mitrailleuses, tout en faisant la guerre, veut venir en aide aux œuvres de guerre de l'arrière, et à leur profit il édite des volumes de luxe que se disputent les amateurs. C'est ainsi qu'au profit des blessés du XV^e corps il a fait paraître *l'Étang de Berre*, de Charles Maurras; au profit de l'œuvre du vêtement du prisonnier de guerre : *Pendant l'orage*, de Remi de Gourmont (cf. *Rev. histor.*, t. CXX, p. 175); au profit des mutilés de guerre : *Sur la voie glorieuse*, d'Anatole France, et ce choix d'articles de Maurice Barrès sur Jeanne d'Arc. Ces articles sont d'époques diverses. M. Barrès, qui s'est rendu si souvent à Domrémy, a interrogé la vallée de la Meuse, l'ancienne église du village, les bois qui couronnent les coteaux, les sources qui jaillissent des pentes, pour leur arracher le secret de la mission de Jeanne. « Quand je regarde cette vallée, la rivière et les côtes de Meuse, j'entends Jeanne qui parle; je répète les phrases toutes simples qu'elle dit à son procès en réponse aux questions de ses juges et sous lesquelles semble palpiter la vie même de cette nature. Ces mœurs qui mûrissaient ici dans l'ombre, et la poésie familière domestique, exhalée aujourd'hui encore de ce paysage et que notre cœur y recueille, a la qualité, le son de tout ce que nous savons de l'héroïne avant sa vie publique. » Il se fait dire les légendes que Jeanne a pu connaître et avec quelle savante simplicité il raconte l'histoire de sainte Libaire martyrisée à Grand, à quelque distance de Domrémy, par Julien l'Apostat! Dans les derniers articles écrits depuis la guerre, il demande l'institution d'une fête nationale de Jeanne d'Arc; il rappelle les hommages rendus par les Anglais, séduits par sa grâce et son héroïsme, à celle qui a « bouté » leurs ancêtres hors de France; il proteste contre le geste de Mgr Benzler, évêque de Metz par la grâce de Guillaume II, qui a donné l'ordre d'enlever des églises de son diocèse les statues de la bonne Lorraine. Sur le nom de Jeanne aussi s'est faite l'« union sacrée », et les exploits de nos vaillants soldats pour la délivrance du sol national ont pu être rapprochés de l'œuvre accomplie par la jeune fille de Domrémy.

C. PF.

— Dans la *Revue générale des sciences pures et appliquées*, du 30 mai 1916, M. Henry LEMONNIER, membre de l'Institut, publie un très intéressant article : *l'Académie d'architecture et les premières machines à vapeur essayées en France*, qui présente un grand intérêt historique. L'architecte Boffrand fit exécuter le premier en France, à Cachan, au sud de Paris, une machine « pour éléver de l'eau par le moyen du feu »; sur cette machine, MM. de Cotte père et fils firent un rapport daté du 7 décembre 1725 et qui fut lu dans la séance de l'Académie royale d'architecture du 4 février 1726. La machine était imitée de celles dont l'on se servait en Angleterre. Peu de temps après, deux Anglais, MM. May et Meyer, exécutèrent à Passy une machine semblable, et l'Académie d'architecture chargea deux de ses membres de l'examiner; mais la priorité de la construction de ces machines en France appartient bien à Boffrand.

C. PF.

— Les émotions de ces dernières années n'ont pas empêché M. l'abbé UZUREAU de continuer la tâche utile et laborieuse qu'il s'est donnée, de réunir des documents inédits ou peu connus sur le passé d'Angers et de l'Anjou. Nous n'avons pas moins de trois séries nouvelles de ses *Andegaviana* (Angers, Siraudeau; Paris, A. Picard), la *quinzième* (1914, 501 p., in-8°), la *seizième* (1915, 503 p.) et la *dix-septième* (1915, 503 p.), à signaler aux lecteurs de la *Revue historique*. On connaît la façon de travailler de M. Uzureau; on trouvera dans ces trois nouveaux volumes, un peu pêle-mêle, de nombreux documents intéressants, et d'autres qui le sont moins, relatifs au passé angevin, surtout du XVII^e au XIX^e siècle, et touchant principalement à l'histoire ecclésiastique, à celle de l'instruction publique et parfois à celle des mœurs, etc. Nous relèverons, au tome XV, la note sur le constituant Pilastre de La Brardiére (1752-1830), qui fut encore député plus tard sous le Directoire, sous l'Empire et sous la Restoration; le récit du bannissement des prêtres angevins et manceaux réfractaires en Espagne (septembre 1792), récit fait par un prêtre anonyme; la narration du voyage de Larevelliére-Lépeaux, commissaire du directoire de Maine-et-Loire, dans la Vendée angevine, au début de l'année 1790; la liste des intendants de la Touraine, du Maine et de l'Anjou, de 1618 à 1690; l'enquête administrative sur le clergé de Maine-et-Loire, après le 18 fructidor; l'avènement de Louis XVIII et les Angevins. — Au tome XVI, on peut mentionner plus spécialement les études suivantes : le district de Segré de 1790-1795; le rapport de Merlet de La Boulaye sur le musée d'Angers en 1794; les vicissitudes du monument de Cathelineau au Pin-en-Mauges, de 1826-1832; une très curieuse description de la ville d'Angers au commencement du XVIII^e siècle, rédigée par un chapelain de l'église cathédrale, René Lehoreau (1691-1724), dont le volumineux manuscrit (*Cérémonial de l'église d'Angers*) se trouve aux archives départementales de Maine-et-Loire. Citons encore le tableau de la lutte de Henri Arnauld, l'évêque d'Angers, contre le directeur de son propre Grand-Séminaire, l'abbé Maillard, adversaire déterminé du jansénisme (1676). Il est retracé d'après un récit manuscrit de cet abbé, conservé à la bibliothèque de Grenoble. — Au tome XVII, nous signalons une description de l'Anjou à la fin du règne de Louis XIV, tirée du même manuscrit de René Lahoreau, déjà mentionné plus haut; le mouvement religieux en Maine-et-Loire avant le 18 fructidor; l'évacuation d'Angers, en juin 1793, après la prise de Saumur par les chouans; l'application de la constitution civile du clergé en Maine-et-Loire; le clergé insérément d'Angers sous le Directoire; des notes sur les prisonniers prussiens internés en Maine-et-Loire en 1814 et en 1815, et puis encore sur l'apparition des Prussiens dans ce même département en 1871.

En dehors de ces trois nouvelles séries d'*Andegaviana*, M. Uzureau nous a fait parvenir toute une série d'études isolées, tirages à part de différents périodiques, principalement des *Mémoires de la Société*

nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers. La plus importante de ces études est intitulée *le Mouvement religieux en Maine-et-Loire après le 18 brumaire* (Paris, impr. Grassin, 1915, 139 p. in-8°) et renferme de nombreux détails curieux et instructifs sur la reprise du culte après cette date. Les *Actes des septembriseurs à Angers* (Angers, 1914, 21 p. in-8°) sont racontés d'après les rapports de Félix et Bodson, officiers municipaux de Paris, envoyés en mission dans le département de Maine-et-Loire. Deux brochures, *la Société royale d'agriculture d'Angers (1761-1793)* (Angers, 1915, 42 p. in-8°) et *la Société d'agriculture d'Angers (1798-1806)* (Angers, 1914, 15 p. in-8°), sont consacrées aux travaux des prédécesseurs de la Société nationale actuelle, dont le domaine s'est étendu aux sciences, aux lettres et aux arts. L'étude sur *l'État civil en Maine-et-Loire avant la loi du 20 septembre 1792* nous montre quelques conflits caractéristiques entre les deux clergés, réfractaire et conformiste, également hostiles, et les autorités administratives indécises, au sujet de l'enregistrement des naissances, mariages et décès, avant que les législateurs se fussent enfin décidés à créer les registres de l'état civil laïque. — Mentionnons enfin — car, malgré tout notre bon vouloir, nous ne disposons pas d'assez de place pour énumérer ici toutes les plaquettes sorties de la plume féconde du directeur de l'*Anjou* — le travail de M. l'abbé Uzureau sur les *Amnisties proposées aux Vendéens et aux Chouans, 1794* (Angers, Grassin, 1916, 49 p. in-8°), soit par des conventionnels en mission, soit par des généraux de la république, du 24 juin au 2 décembre 1794, sans qu'elles inspirassent confiance aux révoltés, jusqu'au moment où la loi du 21 février 1795, sur la liberté des cultes, les décida enfin à déposer les armes. Quelles que puissent être les divergences d'opinions sur certaines questions de méthode ou de principes, on trouvera toujours dans les opuscules de l'auteur une abondante récolte de données précises et de renseignements nouveaux, dont tous les travailleurs sérieux, régionaux et autres, lui sauront gré.

R.

— Fernand ÉVRARD. *L'esprit public dans l'Eure, juillet-septembre 1792* (Paris, impr. Maretheux, 1914, 89 p. in-8°; extrait de la *Révolution française*). — Le département de l'Eure ne figurait pas parmi les plus avancés du royaume, car, à la veille du 10 août, les autorités constituées, l'administration centrale, comme celle des districts, étaient en grande partie des *monarchiens*, comme on disait alors. Évreux était un « foyer de feuillantisme » et le directoire du département venait de protester contre l'invasion des Tuilleries au 20 juin. Les doléances et les vitupérations de Thomas Lindet, l'évêque constitutionnel de l'Eure, dans sa correspondance mise récemment au jour par M. Montier, caractérisent suffisamment cette attitude, absolument correcte d'ailleurs, des autorités locales. Mais en face d'elles s'agitait la démocratie soupçonneuse des villes et des bourgs et les Jacobins d'assez nombreuses municipalités réclamaient, bien avant le

10 août, la déchéance de Louis XVI comme traître à la patrie. C'est cet état des esprits que M. Évrard s'est appliqué à décrire dans la présente étude, en utilisant les documents d'archives, les correspondances des corps administratifs et des Sociétés populaires. Quand arriva la nouvelle de la prise des Tuilleries, dès le 11 août, les meneurs convoquèrent une réunion générale de leurs partisans pour adresser des félicitations à l'assemblée nationale et exercer par là une pression sur les autorités constituées départementales. Personne n'osa protester contre la violation de la Constitution; mais on peut croire que la majorité des populations de l'Eure subit plutôt l'insurrection victorieuse qu'elle n'y applaudit, et il semble bien qu'avant le mois de septembre personne ne s'y déclara ouvertement républicain, puisqu'au dire de M. Évrard lui-même, qui est plutôt favorable aux novateurs, on « élude tout vœu formel sous des phrases sonores » et « personne ne prononce le mot de république, même du bout des lèvres » (p. 28). On suivra, dans l'étude de M. Évrard, le développement rapide des influences nouvelles, qui se marquent surtout dans les élections à la Convention; l'Eure y envoie des Girondins comme Buzot, Brissot, Carra, Condorcet, mais aussi de futurs montagnards comme Robert Lindet, Albrite, Duroy, etc. On y étudiera de près l'épuration des autorités locales, la lutte de plus en plus ardente contre les émigrés et les prêtres réfractaires, le manque d'enthousiasme aussi pour les enrôlements volontaires; dès septembre, les Jacobins tiennent le haut du pavé dans l'Eure; ce n'est que plus tard que, sous l'impulsion de Buzot, l'opinion publique y redevient hostile aux meneurs parisiens, envoyés par la commune de Paris pour révolutionner la province. Par l'abondance des détails empruntés à des sources sûres, le travail de M. Évrard mérite d'attirer l'attention de tous ceux qui désirent étudier de près la répercussion des événements et des passions de la capitale dans un département qui ne semblait pas destiné précisément à les accepter ou à les partager si facilement. De pareilles monographies sur l'esprit public d'un département, à une époque précise, seront toujours très utiles aux historiens¹.

R.

1. Il faut signaler, p. 78, une singulière méprise de l'auteur, qui fait du vieux maréchal de Broglie, émigré depuis juillet 1789, « le chef de l'état-major de l'armée du Rhin », refusant de reconnaître la révolution du 10 août 1792; il le confond avec le maréchal de camp Victor de Broglie, l'ex-constituant, son fils.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — **Annales révolutionnaires**. 1916, mars-avril. — Albert MATHIEZ. Danton et l'or anglais (réédite une lettre adressée par le Foreign office au banquier Perregaux et qui figure aujourd'hui dans les papiers de Danton mis sous scellé au moment de son arrestation. Il y est question d'une somme de 18,000 livres données à un « Mr. C. D. » pour les services essentiels qu'ils nous a rendus en *soufflant le feu* [en français dans l'original] et en portant les Jacobins au paroxysme de la fureur»; mais qui était « Mr. C. D. »?). — G. ROUANET. Les débuts du parlementarisme français (organisation matérielle de la salle des séances du Tiers état, puis de l'Assemblée nationale, d'abord à Versailles, dans l'hôtel des Menus, puis à Paris, à l'Archevêché et au Manège. Les tribunes et la publicité des débats). — Henri LION. N.-A. Boulanger, 1722-1759. Contribution à l'histoire du mouvement philosophique au XVIII^e siècle (suite; analyse de son *Essai sur le gouvernement*, ouvrage posthume publié en 1776, avec un succès considérable, que la Révolution ne fit qu'accroître encore. Vue d'ensemble sur la doctrine et les idées de Boulanger). — M. DOMMANGET. La déchristianisation à Beauvais : les laïcisations de noms et de prénoms. — Albert MATHIEZ. Un rapport dantoniste sur la conspiration de l'étranger (publie un document anonyme, mais qui est sans doute l'œuvre de Fabre d'Eglantine; c'est une dénonciation faite au Comité de sûreté générale contre la conduite des chefs hébertistes accusés de tripatotages et de complicité avec les cabinets de Londres et de Vienne. Il est intitulé : « Précis et relevé des matériaux sur la conspiration dénoncée par Chabot et Bazire » et aide à faire comprendre l'origine de la scission qui divisa les Montagnards et les conduisit à s'entre-dévorer). — Un récit inédit de l'arrestation de Louis XVI à Varennes (lettre adressée, le 29 juin 1791, au député de Varennes, le citoyen Fouché, par un des officiers de la garde nationale qui pratiquèrent l'arrestation dans la nuit du 21 au 22 juin. Elle confirme le récit de Victor Fournel et prouve l'inanité de celui qu'y a opposé M. Lenôtre : les hussards de Lauzun étaient parfaitement à Varennes; mais le roi ne leur donna aucun ordre et préféra se laisser prendre). — Une relation inédite du massacre des prisonniers d'Orléans à Versailles, les 9 et 10 septembre 1792 (cette relation, qui a déjà été utilisée par Maton de La Varenne et Mortimer-Terreaux, a pour auteur Gillet, qui était alors accusateur public près le tribunal de Versailles, dont Alquier était le

président. C'est un témoin direct et qui mérite toute confiance; il écrit ses relations en l'an V). — Une nomination de maître d'école en 1789 (à Gagny, près Paris).

2. — Bibliothèque de l'École des chartes. 1915, novembre-décembre. — F. LOT. La Loire, l'Aquitaine et la Seine de 862 à 866. Robert le Fort. — F. AUBERT. Les sources de la procédure au Parlement au XIV^e siècle (Éudes de Sens, Guillaume et Pierre de Maucreux; leur vie et leurs œuvres). — H. OMONT. Inventaire des manuscrits de Claude Dupuy, 1595 (cet inventaire se trouve dans le testament de Claude Dupuy, que M. Coyecque a retrouvé dans le minutier d'un notaire parisien). — G. GUIGUE. Documents des archives de la cathédrale de Lyon récemment découverts (dans les voûtes de la cathédrale, on trouva l'an dernier trois coffres et une layette contenant une partie des archives du chapitre métropolitain; elles avaient été distraites et dissimulées par le dernier archiviste du chapitre à la fin de l'ancien régime, l'abbé Jean-Nicolas Sudan. Note détaillée sur le plus ancien original de cette inestimable trouvaille : un diplôme de Charles de Provence, en faveur de l'abbaye de l'Île-Barbe, donné à Mantaille le 22 août 862, et transcription de ce document, avec fac-similé du chrisme, du sceau, des sigles et du monogramme). = C.-rendus : Éd. Audouin. *Essai sur l'armée royale au temps de Philippe Auguste* (travail ingénieux et approfondi par endroits; mais l'auteur n'a pas vu que le service militaire était dû aussi par les serfs, et il n'a pas remarqué que les chiffres d'effectifs marqués dans les documents sont toujours des multiples de 50 ou de 40, parce qu'alors l'unité de contingent était de dix hommes. Il a eu tort enfin de parler d'armée « permanente » au temps de Philippe Auguste). — G. Doublet. Recueil des actes concernant les évêques d'Antibes (important). — J. Cordey. Correspondance du maréchal de Vivonne relative à l'expédition de Messine. T. I : 1674-1676 (édition instructive; aux sources d'origine française, il eût fallu ajouter les sources espagnoles et hollandaises pour donner du texte une annotation complète). — L.-H. Labande. Trésor des chartes du comté de Rethel. Sceaux. — Collections sigillographiques de MM. Gustave Schlumberger et A. Blanchet (corrections assez nombreuses de M. Prinet). — Fr. Chevalier. Histoire de la guerre de la Vendée, publiée par l'abbé Uzureau (texte intéressant, bien édité). = Chronique : Autobiographie de La Porte du Theil (adressée au consul Lebrun en l'an IX). — La nouvelle bibliothèque de l'Université Harvard, à Cambridge, Mass.

3. — La Révolution française. 1916, mai-juin. — Camille BLOCH. Le classement de la série Q des archives départementales (cette série renferme les documents relatifs aux domaines; diverses subdivisions à adopter pour le classement de cette série). — Doctorat de M. Henri LABROUE. La mission de Lakanal en Dordogne; la société populaire

de Bergerac (résumé des deux thèses fait par l'auteur). — Léon GAUTHIER. Les municipalités cantonales et la tradition révolutionnaire (veut démontrer que l'idée de centraliser l'administration municipale dans les chefs-lieux de canton est de pure tradition révolutionnaire; de telles municipalités étaient déjà réclamées à la Constituante). = C.-rendus : André Blum. La caricature révolutionnaire de 1789 à 1795 (travail utile). — A. Le Moy. Cahiers de la sénéchaussée d'Angers, t. II (édition très soignée). — Ouvrages sur la guerre présente.

4. — Revue des études anciennes. 1916, juillet-septembre. — M. HOLLEAUX. Études d'histoire hellénistique. IV. L'anonyme du papyrus de Gourob (c'est une relation sur les opérations de la flotte égyptienne en Syrie en 246; croit que l'auteur est Ptolémée III). V. Ἀντίπατρος ἀδελφόσους (Antipatros n'était pas le neveu d'Antiochos III, mais de Séleukos II). VI. Sur la date de la fondation des Νικηπόλεις (cette fête n'a pas été instituée avant 226-223). — H. DE LA VILLE DE MIRMONT. Annaeus Serenus, préfet des vigiles; II (ses relations avec Séneque). — L.-A. CONSTANS. Cippe funéraire d'une prêtresse trouvé à Ain-Maja, Tunisie (prêtresse des Cereres qui vécut cent années; dans les Cereres, il faut voir le couple Démetter-Coré). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. LXXI. De Lyon à Augst par Nyon (importance de Nyon à mi-chemin entre Lyon et Augst; probablement déjà César y établit une colonie, *Colonia Julia Equestris*, et un an après la mort de César L. Munatius Plancus fonda les colonies de Lyon et d'Augst). — Ph. FABIA. Les mosaïques de la planche XXXII d'Artaud (l'une vient de Valence, l'autre de Vienne; les descriptions qu'on en a données ne sont pas exactes). — W. DÉONNA. Encore le dieu de Viège (il porte, outre le polos et le collier de lierre, le pot mystique, le clou-éclair, la clef cosmique, le maillet du tonnerre, le zig-zag-éclair). — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. = C.-rendus : H. Alline. Histoire du texte de Platon (très grande valeur). — H. Graillot. Le culte de Cybèle (excellent; Toutain fait quelques réserves). — R. Cagnat. L'annone d'Afrique (pages savantes et claires). — E. S. Bouchier. Syria as a roman province (bibliographie insuffisante).

5. — Revue des études historiques. 1911, avril-juin. — Ch. DE LA RONCIÈRE. La guerre de Candie : l'intervention française (première intervention française en 1646 avec Nuchéze, alors que nos armées étaient engagées dans la guerre de Trente ans; puis récit détaillé des expéditions de Beaufort et Vivonne, de 1669, fait d'après les sources; la mort de Beaufort). — J. MATHOREZ. La pénétration des Allemands en France sous l'ancien régime (suite; quelques voyageurs allemands sous Henri IV : Jodocus Sincerus; les colonies allemandes aux XVII^e et XVIII^e siècles; les Allemands à Paris, en Bretagne, en Normandie, à Lyon et dans le Midi; les ébénistes allemands à Paris; les Allemands dans les mines françaises et dans l'industrie métallurgique). — A. CHUQUET. J.-G. Eynard au congrès de Vienne (pittoresque ana-

lyse du journal publié par Éd. Chapuisat). — E. RODOCANACHI. La cour de Ferrare (à la fin du xvi^e siècle, au temps d'Alphonse II d'Este). — Léo MOUTON. La rue du Cherche-Midi, son histoire, son historien (l'historien est Paul Fromageot; à sa suite, on signale les principaux hôtels de la rue et les souvenirs qu'ils évoquent). = C.-rendus : E. Wickersheimer. Les commentaires de la Faculté de médecine de l'Université de Paris, de 1395 à 1516 (publication très précieuse). — Louis Passy. Un ami de Machiavel, Francesco Vettori (2 volumes importants pour l'histoire générale au début du xvi^e siècle). — Dr Maria d'Angelo. Luigi XIV e la santa sede (de 1689 à 1693, apporte les documents italiens sur la querelle des régales). — L. de Lanzac de Laborie. Essais historiques et biographiques (sept études qui font le plus grand honneur à l'éminent historien). — H. Hauser. Les méthodes allemandes d'expansion économique (on ne saurait trop conseiller aux Français la lecture et la méditation de ce volume). — Publications sur la guerre, dont la *Rev. histor.* a déjà rendu compte. — Papers of James A. Bayard, publiés par Elizabeth Donnan (intéressant l'histoire de la politique américaine de 1796 à 1815).

6. — Revue des études napoléoniennes. 1916, mai-juin. — La question du Slesvig (manifeste rédigé au nom des associations slesviennes réunies du Danemark). — Paul MARMOTTAN. Le palais impérial de Strasbourg (dernière partie). — Jean MONVAL. Un plan de pièce sur la bataille de Leipzig par François Coppée. — Henri FROIDEVAUX. Histoire coloniale de la France depuis l'époque de Napoléon I^r. — E. M. Le véritable vainqueur de Waterloo (le colonel Feyler, qui a traité la question, aboutit à cette conclusion, un peu saugrenue sous cette forme, que ce ne fut pas Napoléon). — Un récit contemporain de Waterloo (tiré du *Times weekly edition*, 25 juin 1915; il a pour auteur le capitaine Digby Mackeworth, du 7^e fusiliers).

7. — Revue des sciences politiques. 1916, 15 juin. — Louis RENAULT. La nouvelle législation du protectorat français au Maroc (analyse des lois et codes promulgués le 30 août 1913). — P. VIDAL DE LA BLACHE. Exode et immigration en Alsace-Lorraine (étude très intéressante; environ un demi-million d'Alsaciens-Lorrains ont quitté leur pays; il y a en ce moment en Alsace environ 400,000 Allemands; de l'antipathie entre les immigrés et la population indigène, alors que la fusion s'est faite entre les Alsaciens et les habitants du département des Vosges). — St. PIOT. La crise nationale italienne : de la neutralité à l'ultimatum, août 1914-mai 1915 (comment M. de Bülow, si diplomate, abusa si bien de la diplomatie qu'il dressa contre lui l'Italie unanime). — Pierre RAIN. Les pangermanistes et la guerre (d'après les publications de Charles Andler). — P. CH. M^{me} de Staël et la Russie (ce qu'elle nous apprend de la Russie, où elle est demeurée de la mi-juillet à la fin de septembre 1812). — Eug. B. DUBERN. Les projets d'union économique entre les alliés dans l'hiver 1915-1916. — A. CHUQUET. Paris

en 1810 (d'après les lettres du prince de Clary-et-Aldingen, qui passa trois mois à Paris, du 26 mars au 26 juin 1810 : Napoléon, l'impératrice, les princesses, le théâtre, la mode à Paris). — Louis LEGER. La Transylvanie roumaine (d'après le livre de Mircea Sirianu). — B. COMBES DE PATRIS. La leçon de Waterloo (à propos du livre d'E. Lenient). — M. C. Un autre « morceau de papier » (Winston Churchill, dans un meeting du 15 novembre 1913, a parlé de « la feuille de papier » sur lequel s'écrirait le pacte des amitiés pacifiques de l'avenir; et, à propos d'un papier rédigé, signé et scellé, un autre homme d'état a prononcé le mot sacrilège, monstrueux et stupide qu'on sait). — C.-rendus : Publications sur la guerre, dont : *Joseph Barthélemy. Les institutions politiques de l'Allemagne contemporaine* (ouvrage substantiel, solidement documenté aux bonnes sources); *Ch. Cestre. L'Angleterre et la guerre* (beau livre d'une fougue et d'un souffle généreux); *Nadra Moutran. La Syrie de demain* (l'étude la plus complète sur la question); *Ch. Hennebois. Journal d'un grand blessé* (instruc-tif et émouvant); *Henri Hauser. Les méthodes allemandes d'expansion économique* (excellent); *A. Delaire. Au lendemain de la victoire* (trop de traces d'ancienne polémique); *W. H. Shaggs. German conspiracies in America* (courageuse protestation; a fait preuve de clairvoyance).

8. — Revue historique de la Révolution française. 1915, octobre-décembre. — O. KARMIN. Les finances russes en 1812 et la mission de Sir Francis d'Ivernois à Saint-Pétersbourg (commence la publication de la correspondance que d'Ivernois échangea avec son ami Nicolas Vansittart, chancelier de l'Échiquier de 1812 à 1823). — P. HECKMANN. Félix de Wimpffen et le siège de Thionville en 1792 (Thionville et son administration municipale depuis 1789; Wimpffen commandant supérieur de la place, nommé le 18 mai 1792; la place était en mauvais état, avec une garnison trop peu nombreuse au milieu d'une population divisée). — Jos. COMBET. L'enseignement à Nice sous le Consulat. De l'École centrale au lycée, 13 brumaire an XI-germinal an XIII. — Jean RÉGNÉ. Les prodromes de la Révolution dans l'Ardèche et le Gard. Une relation inédite de la révolte des Masques armés dans le Bas-Vivarais pendant les années 1782-1783 (ces Masques armés étaient des hommes grimés, le visage recouvert d'un masque ou barbouillé de suie, qui dévastaient les officines de procureurs, de praticiens ou même de notaires et jetaient au feu leurs papiers. La relation ici publiée est un « Journal » tenu par M. de Dampmartin, commandant de la ville et département d'Uzès, qui avait été chargé de réprimer cette espèce particulière de Jacquerie. Il y réussit d'ailleurs médiocrement). — J.-P. PICQUÉ, député des Hautes-Pyrénées à la Convention. Souvenirs inédits (suite; réflexions sur les hommes de la Révolution, sur Louis XVI; état de la France après la mort du roi. Tout cela a été écrit après 1814). — L. LAZARD et Ch. VELLAY. Hippolyte Monin, 1854-1915 (notice nécrologique et

bibliographique). — O. K. Deux lettres de Sylvain Maréchal sur l'état des rues de Paris en 1786 et 1787. — Ch. VELLAY. Robespierre et les troubles de Soissons, 14 février 1790 (lettre de Robespierre à propos de la fixation du prix de la journée de travail). — G. VAUTHIER. Un essai de ballon dirigeable en 1793. — P.-M. FAVRET. Quelques notes et documents inédits pour la deuxième édition du rapport de Courtois sur les papiers trouvés chez Robespierre. — O. KARMIN. Une lettre inédite de Malthus à Francis d'Ivernois relative aux effets de la Révolution sur la natalité française, 29 octobre 1813. = C.-rendus : *Fr. Laurentie*. Le cas de M. Aulard. — W. Wight. Louis XVII, a bibliography (utile bibliographie qui comprend 478 numéros).

9. — **Journal des savants**. 1916, avril. — Henri CORDIER. Études sur le vieux Paris (on sait que les 77 volumes consacrés à des monographies des communes du département de la Seine par Fernand Bournon doivent être complétés par les monographies des onze communes annexées à Paris en vertu de la loi du 16 juin 1859; M. Lambeau a publié celle de Bercy, dont on nous fait connaître ici les principaux résultats). — R. LANTIER. Les grands champs de fouilles de l'Espagne antique; suite et fin (les fouilles de Numance, d'Osuna, du Monte Villar dans la province de Soria, de Mérida). — P. BOISSONNADE. La vie urbaine à Douai au moyen âge; suite et fin (d'après le livre de G. Espinas; organisation sociale et économique; formation de la grande industrie; déclin). — H. DEHÉRAIN. Asselin de Cherville, drogman du consulat de France en Égypte et orientaliste (de 1806 à 1822; sa collection de manuscrits orientaux; ses études sur la langue amharique parlée en Abyssinie; sa traduction de la Bible en cette langue; à suivre). = C.-rendus : A. Bouché-Leclercq. Histoire des Séleucides, 2^e partie (série d'excellents éclaircissements ajoutés à l'ouvrage et qui en augmentent le prix). — E. S. Bouchier. Life and letters in Roman Africa (livre de vulgarisation savante). — Félix Sartiaux. Troie, la guerre de Troie et les origines préhistoriques de la question d'Orient (en M. Sartiaux, à côté de l'érudit méticuleux, il y a un enthousiaste, un voyant, porté à élargir les problèmes; les deux apparaissent dans ce volume). = Mai. E. POTTIER. La France en Chaldée (les découvertes d'E. de Sarzec et les ouvrages de L. Heuzey, F. Thureau-Dangin et G. Cros. Dans ce champ d'études, la moisson de la France est fort belle). — J.-A. BRUTAILS. Les fiefs du roi et les alleux en Guienne au XIII^e siècle (d'après les *Recogniciones feodorum in Aquitania*, publiés par Ch. Bémont; ce qu'ils nous apprennent sur le régime féodal à la fin du XIII^e siècle et sur la géographie du sud-ouest de la France). — P. LEJAY. Les élégies romaines de Properce, I. — H. DEHÉRAIN. Asselin de Cherville, drogman du consulat de France en Égypte et orientaliste, II (sa correspondance avec Sylvestre de Sacy en 1814 et 1815; il mourut au Caire le 25 juin 1822; ses manuscrits arabes, persans et turcs entrèrent à la Biblio-

thèque royale de France; la Société biblique de Londres acheta la version de la Bible en amharique). — C.-rendus : *Paul Peeters*. Évangiles apocryphes. II. L'Évangile de l'enfance (utile traduction des rédactions syriaque, arabe et arménienne). — *P. A. A. Boeser*. Description de la collection égyptienne du musée royal des antiquités à Leyde, t. VII (excellent; ce volume termine la série des *antiquitates majores*). — *G. A. Harrer*. Studies in the history of the roman province of Syria (solide étude épigraphique). — *F. Picavel*. Essais sur l'histoire générale et comparée des théologies et des philosophies médiévales (série de bons mémoires). — *Luigi Berra*. L'Academia delle Notte Vaticane (académie créée par le cardinal Borromée le 20 avril 1562 et qui dura jusqu'en 1565; beaucoup de renseignements).

10. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1916, 20 mai.

— *R. Dean*. A study of the cogomina of soldiers in the Roman legions (grand travail, mais bien inutile). — *L. Schemann*. Gobineau's Rassenwerk (suite de cette biographie; opinions de Renan et de Mérimée sur le système de Gobineau). — *O. Zuccarini*. Il partito repubblicano e la guerra d'Italia (vraie page d'histoire). — 27 mai. Allemagne, Autriche et Roumanie en 1888 (A. Chuquet résume des lettres écrites par un Français très bien informé, dans la première moitié de 1888. Il en résulte que, malgré l'aversion du prince héritier d'Autriche, l'archiduc Rodolphe, pour le nouvel empereur allemand, l'alliance austro-allemande se maintint et se fortifia même par une entente avec le roi de Roumanie). — *J. von Pflugk-Harttung*. Urzeit und Altertum (conférence de pure vulgarisation). — *Calhoun*. Documentary frauds in litigation at Athens (utile dissertation). — *L. Schemann*. Gobineau's Rassenwerk (suite; opposition de Tocqueville aux paradoxes exprimés dans l'*Essai sur les races*; il écrit : « Je désapprouve le livre et j'aime l'auteur; et j'ai quelquefois de la peine à me retrouver dans des sentiments si contraires »). — La guerra delle nazioni, 1914 e 1915, t. I (ouvrage très conscientieux). — 3 juin. *L. Schemann*. Gobineau's Rassenwerk (suite : après avoir proclamé dans l'*Essai sur l'inégalité des races* la dégénérescence fatale et déjà fort avancée de l'espèce humaine, Gobineau reconstitue, dans son *Ottar Jarl*, dans ses *Pléiades*, dans son *Amadis*, un groupement de non-dégénérés dont il se considère comme un des plus beaux représentants. Il prétend avoir travaillé toute sa vie au premier de ces livres; en réalité, ce travail ne commença guère avant 1850; avide de se constituer une ancienne origine, de montrer qu'il était de famille noble et germanique, après avoir échoué du côté de la Normandie, il se tourna du côté bordelais. Pendant trente ans, Jules Delpit fit des recherches pour lui dénicher d'illustres ancêtres; il lui trouva seulement des homonymes à partir du XVI^e siècle et notamment des Gobinot de Gournay. C'était la piste tant désirée, et, désormais, Gobineau n'eut qu'une idée fixe, « celle d'assurer aux Gobineau, jurats de Bordeaux, par l'intermédiaire des barons de Gournay, cette origine scandinave ou même

odinique dont leur petit-fils avait fait le partage incontesté dans sa *Manfredine* ». Le séjour de Gobineau en Scandinavie comme ministre plénipotentiaire à Stockholm lui fit enfin découvrir dans le viking Ottar le plus ancien ancêtre connu de sa famille. Jules Delpit fut un des premiers à signaler à l'auteur en 1879 l'absurdité d'*Ottar Jarl*. L'auteur termine en précisant la place occupée par Gobineau dans le mouvement des idées au cours du siècle romantique et en définissant la nuance de son mysticisme). = 10 juin. *A. Laudien*. Griechische Inschriften als Illustrationen zu den Schulschriftstellern (assez intéressant). — Livres sur la guerre (ceux de *Stanley Washburn*, Sur le front russe; *Henry Babby*, L'épopée serbe; commandant *Willy Breton*, Les fastes du 2^e chasseurs à pied [de l'armée belge], août-1914-janvier 1915; *J. de Dampierre*, Carnets de route des combattants allemands, etc.). = 17 juin. *C. Conti-Rossini*. Studi su popolazioni dell'Etiopia (bonne étude sur les races habitant l'Érythrée italienne). — *Al. Zehetmair*. De appellationibus honorificis in papyris graecis obviis (consciencieuse collection de fiches). — *K. Dieterich*. Byzantinische Quellen zur Ländere- und Völkerkunde, t. II (utile compilation où sont réunis les renseignements d'ordre géographique et ethnographique disséminés dans les écrits byzantins du v^e au xv^e siècle. Les textes sont accompagnés d'une traduction allemande et de notes explicatives). — *R. Waddington*. La guerre de Sept ans. T. V : Pondichéry, Villinghausen, Schweidnitz (remarquable; utilise un très grand nombre de documents nouveaux). — *G. Chinard*. Notes sur le voyage de Chateaubriand en Amérique, juillet-décembre 1791 (quand il décrit dans ses *Mémoires d'outre-tombe* les grands lacs, l'Ohio, le Mississippi, Chateaubriand ne dit pas ce qu'il a vu; il utilise des notes prises par lui dans des ouvrages parus avant 1800, alors qu'il préparait à Londres *Atala* et les *Natchez*). — *Charles de Saint-Cyr*. Pourquoi l'Italie est notre alliée? (intéressant, mais écrit trop vite). — *J. Bainville*. La guerre et l'Italie (beaucoup de remarques originales et de considérations ingénieuses, à côté de regrettables erreurs). = 24 juin. *E. Welvert*. Les conventionnels régicides. III : Julien de la Drôme (deux pages de notes biographiques). — *F. Legge*. Forerunners and rivals of Christianity (œuvre de vulgarisation savante). — *M. Asin Palacios*. La mystique d'Al-Gazzali. Aben Masarra y su Escuela. El original árabe de la disputa del Asno contra Fr. Anselmo Turmeda (trois intéressants mémoires sur les idées religieuses et philosophiques de l'Islamisme à des époques très différentes). — *J. L. Myres*. The influence of anthropology on the course of political science (intéressante brochure). — *G. Richard*. Le conflit de l'autonomie nationale et de l'impérialisme (très intéressant). — *É. Waxweiler*. Le procès de la neutralité belge. Réplique aux accusations (remarquable). = 1^{er} juillet. *Kyriakidès*. La Grèce et la guerre européenne. Neutralité néfaste (intéressant; mais l'auteur, s'il sait pourquoi la Grèce a refusé de marcher au secours de la Serbie,

son alliée, omet de nous le dire). — *Ferguson*. Hellenistic Athens, an historical essay (intéressante étude sur le mouvement général des affaires athéniennes de 323 à 86 av. J.-C.; l'ouvrage s'adresse d'ailleurs plutôt au grand public). — *D. Comparetti*. Tabelle testamentarie ed altre iscrizioni greche edite ed illustrate (important). — Marquis *d'Elbée*. Missions d'éémigrés en Vendée. Le colonel d'Angély. Un émissaire de M. de Charette, M. de La Robrie (intéressant; quelques documents nouveaux). = 8 juillet. *M. Brillant*. Les secrétaires athéniens (bon). — *H. Graillot*. Le culte de Cybèle, mère des Dieux, à Rome et dans l'empire romain (important). — *R. Le Forestier*. Les Illuminés de Bavière et la franc-maçonnerie allemande (énorme et lourd volume, mais sérieux, fouillé, fondamental. « Nous possédons enfin une histoire des Illuminés »). — *H. Labroue*. La mission du conventionnel Lakanal dans la Dordogne en l'an II (bon). — *É. Bernard*. Un chef chouan dans les Côtes-du-Nord. Bras-de-Forges, seigneur de Boishardy (bon). — *Misermont*. Le serment de liberté-égalité et quelques documents inédits des Archives vaticanes (bonne étude sur le second serment demandé le 14 août 1792 et sur lequel Pie VI ne prononça jamais de jugement solennel). — *M^e Juliette Adam*. Le général Skobeleff (témoignages très aventureux sur la mort du général). = 15 juillet. *V. Bérard*. L'éternelle Allemagne (intéressant et intelligent; mais fait trop vite; c'est du journalisme supérieur). — *J. Mark Baldwin*. The Super-state and the « eternal values » (beaucoup d'observations fines et justes sur la conception que les Allemands se font de l'État. Les philosophes se sont faits les adulateurs de la puissance). — *J. Flach*. Essai sur la formation de l'esprit public allemand (remarquable. Article à lire de R. Reuss, qui relève en particulier ce qu'il y a d'excessif à nier qu'il y ait jamais eu « une âme allemande » au moyen âge et dans les temps modernes). — *F. Passelecq*. Le second livre blanc allemand. Essai critique et notes sur l'altération officielle des documents belges (excellent; l'auteur « a complètement éclairé les procédés de l'Allemagne et montré que, là encore, elle a manqué de correction et de loyauté »).

11. — **Annales de géographie.** 1916, 45 mai. — *P. VIDAL DE LA BLACHE*. Évolution de la population en Alsace-Lorraine et dans les départements limitrophes; suite et fin (Strasbourg et le Rhin; le sous-sol et la population en Lorraine; la découverte et l'exploitation des richesses minières du plateau de Briey). — *Ch. Alluaud*. La frontière anglo-allemande dans l'Afrique orientale, avec une carte dans le texte. — *M. ZIMMERMANN*. La production et le commerce de la soie.

12. — **Bulletin italien.** 1916, avril-juin. — *C. DEJOB*. La Félicité céleste dans la Divine Comédie. II. — *H. HAUVETTE*. Les poésies lyriques de Boccace. II. — *R. STUREL*. Bandello en France au XVI^e siècle. VIII (un poème inédit de Desportes sur « les Amours infortunées de Didaco et de Violante »). = C.-rendu : Scrittori d'Ita-

lia : *rimatori siculo-toscani del Duecento*, a cura di G. Zaccagnini e A. Parducci (belle publication).

13. — Revue archéologique. 1916, mars-avril. — Ada MAVIGLIA. L'Alessandro di Cirene (Alexandre-Hélios, trouvé en juin-juillet 1914; article en italien). — E. GUIMET. Les Isiaques de la Gaule (particulièrement dans la vallée de la Saône et du Rhône). — B. CHAMPION. Outils en fer du musée de Saint-Germain (minutieux catalogue avec seize planches). — L.-A. CONSTANS. Mosaïques de Carthage représentant les jeux du cirque (trouvées en mars 1915 sur la colline de l'Odéon; enceinte du cirque représenté; la spina; la course). — W. DÉONNA. Notes archéologiques. II. Antéfixes gallo-romaines (y voit l'expression d'une très vieille religion solaire). — F. DE MÉLY. La Vierge au donateur du Louvre et la ville de Lyon (ne doute point que la ville qui forme le fond du célèbre tableau de Van Eyck ne soit Lyon avec, dans le lointain, l'Ile-Barbe; la ville aurait été repérée d'un point élevé, au-dessus de l'abbaye d'Ainay). — Robert DE LAUNAY. Les fallacieux détours du Labyrinthe; suite (le tholos d'Epidaure).

14. — Revue de l'histoire des religions. 1915, novembre-décembre. — A. MORTET. Horus sauveur (étude sur une série de textes magiques s'étendant de 1320 à 525 av. J.-C., gravés sur de petites stèles qui représentent comme sujet principal Horus enfant, nu, debout, foulant aux pieds des crocodiles et maîtrisant de ses deux mains d'autres animaux typhoniens, serpents, scorpions, gazelles, lions). — Cl. HUART. Le khalifat et la guerre sainte (le sultan de Constantinople, qui n'appartient pas à la tribu arabe des Qoréichites, n'a aucun droit de se parer du titre de khalife; ce titre appartient plutôt au sultan du Maroc ou au chérif de La Mecque; le khalife seul a le droit de déclarer le *djihâd*). — Ch. FLACHAIRE. La dévotion à la Vierge dans la littérature catholique du commencement du XVII^e siècle (très remarquable travail d'un jeune normalien mort au champ d'honneur le 10 septembre 1914; dans ce premier article, cette dévotion est étudiée chez les jésuites, chez saint François de Sales et la Visitation, chez l'Oratoire et en particulier dans les œuvres de Bérulle et le P. Gibieuf). — Franz CUMONT. La roue à puiser les âmes du manichéisme (le fils de Dieu aurait créé une machine munie de douze jarres qui, tournant avec la sphère céleste, puisait les âmes des morts et les portait jusqu'au vaisseau du soleil : cette roue n'était autre dans la pensée de Mâni que le cercle du zodiaque). — C.-rendus : S. A. Cook. *The study of religions* (il est très difficile de saisir la pensée de l'auteur; trop de formules algébriques). — Henri LAMMENS. Le berceau de l'islam. L'Arabie occidentale à la veille de l'hégire, t. I (grande valeur documentaire; trop sévère pour les Bédouins). — Carl PSCHMADT. *Die Sage von der verfolgten Hinde, ihre Heimat und Wanderung* (l'hypothèse de l'auteur, prétendant que la légende de la biche poursuivie se ramène à un mythe d'origine babylonienne, est

contestable; mais utile recueil de matériaux). — *M. Maeterlinck*. La mort (ce que l'historien des religions peut apprendre de cette enquête menée par un cerveau éminent, largement ouvert à toutes les recherches et qu'une saine critique ne cesse de guider).

15. — Revue du seizième siècle. (*La Revue des Études rabelaisiennes* qui a paru de 1903 à 1912, et dont précédemment nous avons rendu compte, s'est transformée en 1913 et est devenue la *Revue du seizième siècle*.) T. I (1913). — *Abel LEFRANC*. Le guide des chemins de France de Charles Estienne (paru à Paris en 1552; services que rend ce Guide-Joanne du XVI^e siècle). — *Jean PLATTARD*. La procédure au XVI^e siècle d'après Rabelais. — *H. HAUSER*. Comment Louise de Savoie a rédigé son journal (ce n'est pas une suite de notes rédigées au jour le jour; mais, sur un livre d'heures, Louise a inscrit, sous chaque mois, ses anciens souvenirs dans l'ordre où ils lui venaient à la mémoire; les dernières mentions remontent à la fin de 1522). — *René STUREL*. Notes sur Étienne Dolet, d'après des documents inédits (trois notes se rapportant aux dernières années de Dolet, 1542-1545). — *Lucien ROMIER*. La mort de Henri II (chapitre de son livre : *les Origines politiques des guerres de religion*). — *Armand GARNIER*. Un scandale princier au XVI^e siècle (série de trois articles; il s'agit de la conduite de la reine de Navarre — la reine Margot — à la cour de France en 1583; étude qui épouse le sujet). — *P. VILLEY*. L'influence de Montaigne sur Charles Blount et sur les déistes anglais (Blount vécut de 1654 à 1693). — *Jean PLATTARD*. Le système de Copernic dans la littérature française au XVI^e siècle. — *Jean BAFFIER*. Nos géants d'auterfoés (le sculpteur berrichon a entrepris de reconstituer l'histoire orale de son pays; ici est publié, en une orthographe simplifiée, le récit des aventures de Gargantua). — *Louis CONS*. L'auteur de la farce de maître Pathelin (Jean de Noyon). — *V. DAUPHIN*. Rabelais à la Baumette (près d'Angers; le séjour de Rabelais en cet endroit ne peut être ni né ni affirmé). — *Paul M. BONDOIS*. Les chancelleries présidiales au XVI^e siècle (créées par lettres patentes de Henri II en 1557). — *L. ROMIER*. La Saint-Barthélemy, les événements de Rome et la préméditation du massacre (l'attitude de Grégoire XIII, son intimité avec le cardinal de Lorraine dès l'arrivée de celui-ci à Rome au mois de juin 1572, la créance qu'il donna sans hésiter au premier bruit du massacre et son empressement à ordonner des réjouissances laissent supposer qu'il connaissait le projet des Guise). — T. II (1914). *H. HAUSER*. Quelques fragments inédits de Michelet sur le XVI^e siècle (sur Philippe II, l'imprimerie, Michel-Ange, l'amour divin au XVI^e siècle). — *Arthur TILLEY*. Rabelais et Jean Le Maire de Belges (quelques emprunts du second au premier). — *Jean BAFFIER*. Nos géants d'auterfoés (suite et fin). — *H. CHAMARD* et *C. RUDLER*. La documentation sur le XVI^e siècle chez un romancier du XVII^e (il s'agit de Mme de La Fayette et de la princesse de Clèves. L'auteur a consulté les Mémoires de Brantôme, ceux de Castelnau

avec les additions de *Le Laboureur*, *l'Histoire de France* de Pierre Mathieu, celle de Mézeray. On montre comment elle a combiné les données historiques de ces écrivains, d'autres encore, dans les deux épisodes de Diane de Poitiers et d'Anne de « Boulen »). — René STUREL. Poésies inédites de Marguerite de Navarre (d'après un ms. de Soissons et une *Farrago* de poésies réunies par son secrétaire, Jacques Thiboust, au Musée Condé et à la Bibliothèque nationale). — Marcel GOBET. Tragique histoire d'Haymon de La Fosse, étudiant picard (il fut brûlé vif en 1503 pour avoir arraché l'hostie des mains d'un prêtre après la consécration). — Jean PLATTARD. André Chénier et Rabelais (le premier a imité le second dans un fragment inédit récemment publié par Abel Lefranc). — CROLL. Juste Lipse et le mouvement anticicéronien à la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècle (étudie l'homme, sa rhétorique, l'application de ses théories, sa place dans l'histoire littéraire). — Jean PLATTARD. Les jardins français à l'époque de la Renaissance. — Abel LEFRANC. Rabelais et les pays conquis (Rabelais a séjourné dans le Piémont près de Guillaume du Bellay, de 1537 à 1542; il nous indique la politique généreuse suivie dans ce pays par son protecteur). — H. CLOUZOT. Béroalde de Verville et la querelle de « l'Abstinente » (il est question de cette querelle à propos d'une fille de Confolens qui aurait jeûné de 1599 à 1603 dans le *Moyen de parvenir* de Béroalde, d'où il résulte que cet ouvrage est postérieur à cette date). — Lazare SAINÉAN. Mélanges du XVI^e siècle : Les termes patois de d'Aubigné; les Bigarrures de Tabourot et leur source principale (Rabelais); un chapitre d'histoire littéraire (*la Galiade* de Guy Le Fèvre de La Borderie, 1578, où défilent les principaux poètes de la Grèce, de l'Italie et de la France); Joseph-Juste Scaliger et ses connaissances linguistiques (il a cherché à se procurer les textes originaux de l'Orient); qu'est-ce que « le jargon de galimatias » de Montaigne? (galimatias est un mot gascon). — L. ROMIER. Régime médical pour un prince adolescent (pour le prince Louis de Gonzague, envoyé en France en 1555 comme page du dauphin François et qui y était tombé gravement malade). — Id. Rapport sur l'attitude des protestants de la Bourgogne en 1566 (il a été adressé par le président Godran à J. de Morvilliers; le texte a été retrouvé aux archives du Nord). — T. III (1915). Abel LEFRANC. Les Épithètes de Maurice de La Porte, Parisien, et la légende de Rabelais (série d'épithètes accolées par La Porte au nom de Rabelais). — Max PRINET. Vitrail de l'ancienne église abbatiale de Sainte-Geneviève de Paris (il portait les armoiries de Guillaume Le Duc, abbé de 1517 à 1534). — G. BAGUENAULT DE PUCHESSE. Une lettre oubliée de Henri IV (avril 1606, adressée à Marguerite de Valois, son ancienne femme; elle est relative à la soumission du duc de Bouillon). — L. SAINÉAN. Mélanges du XVI^e siècle, suite : A propos de du Fail (quelques observations sur le lexique dressé par M. Philippot); les provincialismes de Des Périers; le mot *bazac* et ses acceptations métaphoriques (être à bazac

signifie être perdu sans ressource); l'allemand à l'époque de la Renaissance (Rabelais le traite de baragouin). — D'ESPEZEL. Les monnaies anglaises en France en 1527 (publie à ce sujet une lettre du chancelier Duprat à François I^r, du 21 janvier). — Abel LEFRANC. Un réformateur militaire au XVI^e siècle, Raymond de Fourquevaux (c'est l'auteur d'un très curieux livre : *Instructions sur le fait de la guerre*, paru, sans son nom, à Paris en 1548 et souvent réédité; analyse très précise de l'ouvrage, qui est d'une grande originalité et d'un sentiment patriotique très élevé). — Émile BESCH. Les adaptations en prose des chansons de geste au XV^e et au XVI^e siècle (à partir de l'imprimerie). — H. CLOUZOT. Les armuriers de Henri II (signale les trois armures de ce roi conservées au musée d'artillerie, au château de la Warthburg et au Louvre; peut-être sont-elles l'œuvre des frères César et Baptiste de Gambres, Milanais). — L. SAINÉAN. L'histoire naturelle dans l'œuvre de Rabelais (longue et intéressante étude; étudie les données zoologiques que présente le roman de Rabelais en tant qu'elles dérivent de l'antiquité et spécialement de Pline). — H. CLOUZOT. La sériciculture dans Béroalde de Verville (Béroalde a publié à Tours en 1600 un curieux poème : *Histoire des vers qui filent de la soye*). = C.-rendus : *Pierre de Ronsard*. (Œuvres complètes, t. I et II, éd. de Paul Laumonier (marque une date). — Éd. Maugis. Histoire du Parlement de Paris de l'avènement des rois Valois à la mort d'Henri IV (commode et solide instrument de travail).

16. — Revue générale du droit. 1916, mai-juin. — BERGE. La justice française au Maroc (extrait d'une conférence faite le 17 septembre 1915 à l'exposition franco-marocaine de Casablanca; à suivre). — Ch. APPLETON. De quelques problèmes relatifs à l'histoire du mariage. II (conclusion : l'hypothèse d'une promiscuité primitive a fait son temps). — J. BONNECASE. La « notion du droit » en France au XIX^e siècle; suite (le contenu de cette notion). = C.-rendus : *J. Barthélémy*. Les institutions politiques de l'Allemagne contemporaine (tableau d'ensemble, brossé avec les préoccupations du juriste et celles de l'historien). — *Paul Delannoy*. L'Université de Louvain (excellent). — X***. La Belgique sous la griffe allemande (récit des faits et exposé des questions juridiques nées de l'occupation).

17. — Le Correspondant. 1916, 10 juin. — F. ENGERAND. Un chapitre de l'histoire de la métallurgie lorraine. II. Les Wendel et le Creusot (les forges d'Hayange au XVIII^e siècle; les Wendel, maîtres de ces forges. Un d'eux, Ignace de Wendel, fonde le Creusot en 1781 à l'aide de fonds provenant en partie du roi Louis XVI lui-même; deux hauts fourneaux « destinés à désoufrir le charbon de terre suivant le procédé anglais » étaient terminés en 1785; l'affaire est mise par actions en 1787 et entre en pleine prospérité l'année suivante. Hayange sous la Révolution; les Wendel en sont d'abord dépossédés; ils

rachètent cette forge et y ajoutent celle de Moyeuvre en 1803. Ces deux forges passent à l'Allemagne après l'annexion de la Lorraine en 1871). — MILES. Silhouettes de guerre. M. Lloyd George. — E. VERCESI. Les catholiques italiens et la guerre. Ce qu'ils répondent aux catholiques austro-allemands (à lire et à méditer). — H. DONIS. Croquis de Macédoine, janvier-avril 1915. — Une crise politique en Suisse. L'affaire des colonels (très intéressant exposé de cette affaire et de plusieurs autres de moindre importance. Avec une utile bibliographie). — D. BERTRAND DE LAFLOTTE. Dans les Flandres. Notes d'un volontaire de la Croix-Rouge. V (émouvant et amusant). — G. FONSEGRIVE. De Taine à Péguet. L'évolution des idées dans la France contemporaine. II. Le tournant littéraire (évolution vers le catholicisme de Bourget et de Brunetière). — Alex. MASSERON. Vingt mois de « Kriegslitteratur ». = 25 juin. Pierre DE NOLHAC. Guillaume II et l'art allemand. — MILES. Silhouettes de guerre. M. A.-J. Balfour. — F. STROWSKI. Émile Faguet et l'époque de « l'Entre deux guerres ». — D. BERTRAND DE LAFLOTTE. Dans les Flandres. Notes d'un volontaire de la Croix-Rouge. VI (du culte rendu aux morts ensevelis dans les cimetières militaires). — La Syrie et la France (en Syrie, les chrétiens sont les plus fidèles amis de la France; sous un régime de justice, ils formeraient la majorité des classes dirigeantes. Les œuvres de la France y sont déjà nombreuses et prédominantes. Il serait juste qu'elle fût placée sous le protectorat français, pour le plus grand bien et de la Syrie et de la France). — L. DELAVAUD. Les origines d'Arkhangelsk (utilise beaucoup de documents, dont quelques-uns inédits). — Vicomte COMBES DE LESTRADE. L'Italie pendant la guerre. III. La chute du cabinet Salandra; l'entente économique. = 10 juillet. L'esprit public et la situation en Russie. — MILES. Silhouettes de guerre. M. Filippo Meda (un des principaux hommes d'état catholiques de l'Italie contemporaine). — C.-Henry D'ESTRE. L'éénigme de Verdun. Essai sur les causes et la genèse de la bataille (très intéressant. Notons en passant que l'auteur proteste fort justement contre ceux qui parlent encore du « miracle de la Marne »; il montre en effet que cette victoire fut la récompense d'une « splendide manœuvre, la plus belle conception stratégique des temps modernes »). — D. BERTRAND DE LAFLOTTE. Dans les Flandres. Notes d'un volontaire de la Croix-Rouge. VII. — BIARD D'AUNET. Les conférences économiques des Alliés. I. La conférence parlementaire internationale du commerce, avril 1916. — P. DE QUIRIELLE. De Salandra à Boselli. = 25 juillet. Miles. Silhouettes de guerre. L'amiral Sir David Beatty. — **. L'intervention et la campagne de l'Italie. II. La campagne jusqu'à la fin de 1913. — L. DE LANZAC DE LABORIE. Louis de Bourbon, duc de Bourgogne et dauphin de France, d'après sa correspondance intime (publiée par Mgr Baudrillart et L. Lecestre). — M. DESLANDRES. Une mission des universités françaises auprès des universités anglaises, 25 mai-10 juin 1916. — D. BERTRAND DE LAFLOTTE. Dans les Flandres.

Notes d'un volontaire de la Croix-Rouge. VIII (fin de ces notes d'un intérêt vraiment très varié).

18. — Études. Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1916, 20 mai. — Jules LEBRETON. Ce qu'on dit en Allemagne (à travers la presse; la censure; les luttes religieuses qui, en réalité, continuent; le centre allemand veut reprendre la question romaine; contre cette tentative proteste la ligue évangélique; comment les Allemands cherchent à gagner les catholiques belges qui repoussent toutes les avances). — Lucien ROURE. Une école de volonté au IV^e siècle (c'est une étude sur les moines de l'Égypte, d'après les écrits de Cassien; à suivre). — Adhémar d'ALÈS. L'espérance du salut au début de l'ère chrétienne. VII : l'Apocalypse de saint Jean (fin). — A. BESSIÈRES. Ames nouvelles (suite; psychologie des instituteurs ayant la guerre, d'après un livre d'Albert Thierry). — Pierre GUILLOUX. L'amour dans saint Bernard. III : l'Amour des hommes. — Impressions de guerre. XXX : Un prisonnier. — C.-rendu : *Charles Saroléa*. Le problème anglo-allemand (traduction en français par un Belge d'un ouvrage écrit en anglais avant la guerre; beaucoup d'événements prédisits se sont réalisés). — 5 juin. Lucien ROURE. Une école de volonté au IV^e siècle. II (les Pères du désert au IV^e siècle; « tout le livre du recteur Payot sur l'Éducation de la volonté n'est qu'un démarquage des écrits de nos ascètes »). — Paul BERNARD. Une jeune fille d'autrefois : Victoire Letellier, la future fondatrice de la congrégation des Augustines du Sacré-Cœur de Marie (naquit à Mortain le 24 octobre 1778; l'article s'arrête en 1794). — Albert BESSIÈRES. Ames nouvelles. III (très violent contre l'école laïque et l'étude n'est pas terminée). — Louis CHERVOILLOT. Littérature de guerre en Italie (Guglielmo Ferrero, Angelo-Maria Zecca, Luigi Barzini, etc.). — Impressions de guerre. XXXI : Sur la frontière grecque. — Yves DE LA BRIÈRE. Chronique du mouvement religieux (mort du cardinal Sevin; la messe à la Sainte-Chapelle pour les avocats; la loi sur les œuvres de guerre). — 20 juin. P. D. Dans la fournaise (suite; très intéressantes impressions de la bataille de Verdun au mois de mars). — Joseph BOUBÉE. La bienheureuse Marguerite-Marie; sa vie et ses œuvres (Marie Alacoque, d'après les trois volumes qui viennent d'être publiés sur elle par les soins de Mgr Gauthier, archevêque de Besançon). — A. BROU. Sur une nouvelle édition de Lamartine (celle de G. Lanson). — Raoul PLUS. Entretiens des tranchées. — Albert BESSIÈRES. Ames nouvelles (suite et à suivre). — C.-rendus : *L. de Lanzac de Laborie*. Essais historiques et biographiques (recueil très attachant; quelques réserves au point de vue catholique). — *Margareta Priolo*. Legendas lemouzinas (réel intérêt, tant pour les linguistes que pour les amateurs du folklore). — 5 juillet. Paul DUDON. Nation de proie (l'Allemagne d'après Bernhardi, Tannenberg, etc.; les ambitions de l'Allemagne). — Albert BESSIÈRES. Ames nouvelles (suite; série de lettres écrites du front par Pierre LAMOUREUX, août 1914-3 avril 1915). — Aimé LOISEAU. Les réfec-

tions françaises : les jardins-volières (d'après le livre d'André Godard). — Impressions de guerre. XXXII : Lettres d'un interprète aux forces de S. M. britannique (mars-avril 1916). — Yves DE LA BRIÈRE. Chronique du mouvement religieux (l'association pour « la plus grande famille »). — C.-rendus : Mgr Demimuid. Saint Jean de la Croix (exact et complet). — W. Morton-Fullerton. Les grands problèmes de la politique mondiale (jugement assez sévère).

19. — **La Grande Revue.** 1916, mai. — Jules DESTRÉE. Le principe des nationalités et la Belgique (des éléments qui constituent une nation; des faits politiques et sociaux qui se sont réunis pour constituer la nationalité belge; des garanties qu'il faudra donner à la Belgique délivrée pour assurer son indépendance politique et économique). — G. GUY-GRAND. La France unie. La guerre et les partis. — O. HESNARD. L'Allemagne contre les grands Allemands (il y a eu en Allemagne des poètes et des penseurs dont l'humanité peut tirer gloire, et aussi les autres, ceux dont les pangermanistes se sont inspirés pour le déshonneur de l'Allemagne). — L. ABENSOUR. Les origines du pangermanisme (le pangermanisme est une manifestation de l'esprit allemand, non de l'esprit prussien; la Prusse n'a fait que fournir le corps à l'âme, l'instrument de puissance nécessaire aux revendications d'un pangermanisme exacerbé). — M. AGUILERA. « Nécessité ne connaît pas de loi » (analyse un traité récent de J. Kohler, professeur de droit à l'Université de Berlin, un des 93 suivant une très ancienne tradition des jurisconsultes allemands, il veut démontrer que le droit doit se mettre au service de la philosophie, de l'histoire et même de la politique, qu'il doit s'adapter à la culture d'une époque). — J.-M. CABE. L'intoxication du peuple allemand par Nietzsche et Treitschke. — Juin. FABREGUETTES. Les vainqueurs de Denain et le haut commandement (une étude précise des documents montre que l'idée de l'attaque sur Denain appartient exclusivement à Lefebvre d'Orval; que l'intervention personnelle du maréchal de Montesquiou, qui, malgré les hésitations de Villars, fit décider l'assaut des lignes ennemis, a été décisive; qu'enfin Villars, après avoir longtemps considéré comme impossible la réussite du plan proposé par Lefebvre, eut le mérite de s'y rallier au moment le plus opportun). — Ch. SAUNIER. L'imagerie satirique de guerre hors de France. — H. DELACROIX. Verdun et la presse allemande, 22 février-22 mai (intéressant). — M.-L. PUECH. L'Allemagne à travers les annonces et les réclames de journaux.

20. — **Mercure de France.** 1916, 1^{er} juin. — H.-E. CLOUZOT. Disparus et prisonniers. L'agence internationale des prisonniers de guerre à Genève (son fonctionnement, grandeur des services rendus). — Souvenirs sur le maréchal von der Goltz (intéressant; l'auteur a vu et connu von der Goltz à Constantinople en 1884; il tient de lui que son livre, *Gambetta et ses armées*, a été écrit à la demande de Moltke, qui avait pour Gambetta une vive admiration et qui voulait

montrer aux Allemands ce que l'on peut obtenir en faisant appel à la nation dans un cas désespéré). — 16 juin. J. CHOPIN. La préméditation austro-hongroise (la guerre que nous subissons est l'œuvre de l'Autriche-Hongrie; elle prépara longuement son coup de main. Le prétexte lui manqua en 1913; elle le trouva en 1914). — Émile LALOY. De Clausewitz à Hindenburg; étude sur le développement des doctrines stratégiques et tactiques dans l'armée prussienne, et sur la préparation de la guerre de 1914-1916 (parle surtout des théories de Moltke reprises et amplifiées par Schlieffen; c'est en les appliquant que Hindenburg a deux fois réussi à envelopper et à détruire les Russes). — Marc HENRY. Milieux juifs-allemands; souvenirs d'avant-guerre (très intéressant et amusant). — F. WAELOPUT. Les faillites de la guerre (« cette guerre est la faillite de la démocratie, de la diplomatie, de la guerre même »). — 1^{er} juillet. Jules DESTRIÉ. Les villes wallonnes meurtries (revient sur la destruction barbare, méthodique, froidement ordonnée, de Liège, de Namur, de Tamines, de Dinant. A Tamines, le 22 août 1914, les Allemands, victorieux la veille, entrent dans la ville que les Belges avaient pavooisé en l'honneur des troupes françaises et la brûlent après l'avoir pillée : cinq cents civils sont fusillés et mitraillés sur la grande place; le 23 août, d'autres civils, râflés dans les villages voisins, sont amenés pour ensevelir ces morts; on enterre même des blessés qu'un médecin militaire allemand refuse de recueillir). — Ét. FOURNOL. De la succession d'Autriche. II : Mitteleuropa (analyse le livre publié en octobre 1915 par le pasteur Friedrich Neumann, député au Reichstag, monument des convoitises et des haines germaniques). — Paul BONNEFON. Lettres et fragments inédits d'Alfred de Vigny (publie un assez grand nombre de billets et de lettres écrites par le poète; en outre, des fragments d'une « Histoire des grands hommes de mer français sous Louis XIV » et d'une « Histoire des deux Bougainville »). — Aug. MARQUILLIER. Sur un plaidoyer allemand. Réponse à M. Paul Clemen (auteur d'un manifeste intitulé : *Der Zustand der Kunstdenkmäler auf dem westlichen Kriegsschauplatz* et publié dans la *Zeitschrift für bildende Kunst*; c'est la reproduction d'une conférence donnée le 28 août 1915 à Bruxelles comme introduction à un « Congrès de guerre pour la sauvegarde des monuments » tenu sous les auspices du gouverneur général de la Belgique. On peut lire dans ce manifeste que ce sont les Belges et les Français qui sont seuls responsables de la destruction de Louvain, de Reims et d'Ypres. Insulter son ennemi après l'avoir dépouillé est d'une belle âme!). — Jean NOREL. La bataille navale du Jutland. — Jean MARNOLD. Wagner et les Français (spirituelle réplique aux diatribes de M. Poueigh). — 16 juillet. Paul LOUIS. Les difficultés intérieures de l'Allemagne. — R. LANTIER. L'Espagne et le conflit européen. L'information et la littérature de guerre. — Isabelle RIMBAUD. Dans les remous de la bataille. Des Ardennes à Paris par Reims (notes prises par une Ardennaise depuis le 28 juillet 1914 : mo-

bilisation à Roche, Attigny; terreur grandissante de l'invasion prochaine; fuite).

21. — La Revue de Paris. 1916, 15 mai. — A. CHEVRILLON. Shakespeare et l'âme anglaise. — Grégoire ALEXINSKY. La guerre et les soldats dans la poésie populaire russe. — Sergent J. L. Trois mois aux Dardanelles; suite et fin (20 mars-20 août 1915; très émouvant). — A. SOULANGE-BODIN. L'avant-guerre en Belgique (étude sur l'entreprise allemande : comment, en Belgique, les Allemands préparèrent la sujexion économique du pays, et en particulier d'Anvers, comment agirent les associations teutonnes, quelle influence exerça la presse stipendiée, comment dans la « querelle des langues » fut introduit le facteur allemand. Important). — J. VASSAL. Lettres de Serbie. II (dure retraite du contingent français de la Stroumitza sur Salonique). — M. HOSCHILLER. Les dangers de la « guerre économique » (proteste contre la formule du protectionnisme à trois ou quatre degrés qu'on propose d'établir entre les Alliés pour combattre l'Allemagne, après la paix, sur le domaine économique. Pose nettement la question de savoir si les Alliés ont intérêt et possibilité de s'isoler des empires du Centre, la guerre terminée). — 1^{er} juin. Général FONVILLE. L'enseignement de l'École de guerre et la guerre (à l'École de guerre, on enseignait surtout la guerre de mouvements dont Frédéric II et Napoléon I^r avaient fourni les types et les lois; on y avait trop laissé au second plan la guerre de positions, pourtant vieille comme le monde et qui avait fait ses preuves à Plevna, dans la guerre des Boers, dans celle de Mandchourie. De même on discutait encore sur les mérites de « l'ordre mince » ou de « l'ordre profond », sur l'emploi de l'artillerie lourde de campagne. Trop théoriciens, les professeurs de l'École de guerre n'avaient pas su deviner les conditions nouvelles de la guerre. De là une infériorité qui a failli nous être fatale : « A la lutte stationnaire en tranchées qui nous était imposée après la bataille de la Marne, nous n'étions préparés ni dans notre esprit, ni dans notre instruction tactique, ni dans notre armement »). — Marc HENRY. Croquis de l'Allemagne d'avant-guerre. II : la Foire aux vanités (curieuses silhouettes ou caricatures de littérateurs, de musiciens et d'artistes allemands; du besoin de « faire sensation »; du génie de la réclame, qui corrompt jusqu'à la science). — R. GILLOUIN. Émile Clermont (cf. *Rev. histor.*, t. CXXII, p. 227). — F. BRUNOT. La langue française en Alsace après l'annexion à la France (l'étude du français se développa librement en Alsace dès les premières années du XVII^e s.; à Strasbourg, avant l'annexion, le français était parlé dans une notable partie de la jeune bourgeoisie. Cependant aucun effort ne fut fait pour contraindre, ni même pour persuader les habitants d'employer cette langue. Il n'y eut point de « francisation ». L'ordonnance de 1685 concernant « l'introduction et l'usage de la langue française » ne fut pas appliquée. Si les personnes distinguées apprirent et parlèrent le français, c'est parce que cette langue leur permettait de mieux péné-

trer dans une civilisation qu'ils considéraient comme supérieure). — R. LANTIER. La propagande française en Espagne. — 15 juin. Adolphe THIERS. Plan de mise en état de défense de Paris, 2 septembre 1870 (trouvé dans les papiers de Thiers, dont les scellés viennent d'être levés). — Marc HENRY. Croquis de l'Allemagne d'avant-guerre. III : Silhouettes féminines. — Henri RENÉ. Lettre de Verdun (impressions de la bataille). — E. BOURCIER. Les soldats et la presse. — Baron SAILLARD. Autour d'Ypres, mai 1915 (note l'effet terrifiant produit, au début, par les gaz asphyxiants des Allemands, l'effroi et la panique qui en sont résultés; décrit l'art parfait avec lequel les Allemands s'appliquèrent à détruire la ville d'Ypres). — J. DE MORGAN. En Chaldée (description du pays; populations qui l'habitent aujourd'hui; projets des Allemands pour occuper et organiser l'Asie antérieure). — 1^{er} juillet. Un INTERPRÈTE. En regardant l'armée anglaise (curieux types de cette armée en France; de l'éducation et du rôle de l'interprète). — Edm. HARACOURT. Émile Faguet. — Cardinal Tommaso AREZZO. Comment je m'évadai de la Corse. I (le futur cardinal était gouverneur de Rome en 1808 quand les troupes françaises envahirent les États pontificaux. Déporté en Corse avec plusieurs centaines de prêtres romains et enfermé à Corte, il parvint à s'évader en 1812 et à se réfugier en Sardaigne. Là il écrivit le récit de sa captivité et de son évasion; le manuscrit a été retrouvé par le neveu et héritier du cardinal, marquis d'Arezzo. M. Antoine Gavini en donne aujourd'hui une traduction à peu près intégrale). — R. LABRUYÈRE. De Biskra à Touggourt pendant la guerre (avec un croquis de la région de l'oued R'Hir et le tracé du chemin de fer de Biskra à Touggourt). — F. FARJENEL. Yuan Chekai (portrait du fameux dictateur chinois qui vient de mourir). — 15 juillet. Émile MÂLE. Études sur l'art allemand. I : L'Art des peuples germaniques (cet art n'a rien d'original; il est tout d'emprunts faits à l'art oriental. La Lombardie, par exemple, n'a rien reçu des Germains; « elle a tout reçu au contraire des chrétiens d'Orient, des Grecs d'Asie, des Syriens, des Égyptiens qui furent, quand l'art classique s'éteignit, les grands créateurs ». Dans l'art du moyen âge, « il est impossible de discerner le moindre élément germanique. Bien mieux, cet art du moyen âge, que l'Allemagne se vantait d'avoir créé, elle l'a reçu tout fait de l'Italie et de la France »). — Cardinal T. AREZZO. Comment je m'évadai de la Corse (suite de cet amusant et émouvant épisode). — G. WEILL. L'Alsace de 1848 à 1870 (intéressant et bien informé. Le village où enseigna Jean Macé s'appelle Bebenheim et non Bebenheim). — Commandant DAVIN. L'Angleterre dans le golfe Persique. Koweit et Mascate.

22. — Revue des Deux Mondes. 1916, 1^{er} juin. — Robert DE LA SIZERANNE. La caricature et la guerre. I : Chez les Alliés (amusant et instructif). — WELSCHINGER. La mendicité allemande aux Tuilleries, 1852-1870 (d'après les papiers trouvés aux Tuilleries après le 4 septembre 1870; il est difficile de lire rien de plus écœurant que ces

lettres de tant d'Allemands, et non des moindres, qui sollicitaient de l'empereur Napoléon III des faveurs, des décorations et de l'argent. Un singulier lapsus a fait de Mommsen un « professeur à l'Université de Strasbourg en juin 1866 »). — A. MOREL-FATIO. Le troisième centenaire de Cervantes (montre comment Cervantes a été peu à peu connu, apprécié, admiré, en France et en Angleterre; quel sens on a donné à son *Don Quichotte* en Espagne même et en Allemagne; termine en se demandant ce que Cervantes penserait des Allemands et de l'attitude de ses propres compatriotes à l'égard de l'Allemagne s'il vivait encore aujourd'hui et s'il avait assisté aux atrocités allemandes). — F. FARJENEL. L'échec de la restauration monarchique en Chine. — A. BEAUNIER. Un nouveau livre de M. Jørgensen (*la Cloche Roland*; cf. *Rev. histor.*, t. CXXII, p. 396). = 15 juin. G. HANOTAUX. L'ère nouvelle. Problèmes de la guerre et de la paix. I : le Problème de la guerre. — La correspondance de M. Thiers pendant la guerre de 1870-1871. Lettres inédites de Thiers, Mignet, duc de Broglie, Duvergier de Hauranne, etc. (très intéressant. A noter la longue lettre de Thiers à Duvergier de Hauranne, le 17 juillet 1870; il lui conte les efforts qu'il a faits auprès des ministres pour les détourner de déclarer la guerre à la Prusse, le bon accueil qu'il reçut auprès d'eux, les provocations du parti de la guerre, appuyé par le maréchal Lebœuf, « brave homme, excellent soldat, ivre d'ambition et politique fort léger », la déclaration de guerre arrachée par les Bonapartistes à un gouvernement timoré, le tumulte inoui qui se déchaîna contre Thiers lorsque celui-ci prit la parole pour protester à la tribune contre la politique néfaste du saut dans l'abîme). — Ch. CHENU. Le Barreau de Paris pendant la guerre. — Robert DE LA SIZERANNE. La caricature et la guerre. II : En Allemagne et chez les neutres (presque toute la force satirique de l'Allemagne est dirigée contre l'Angleterre et aussi contre la Russie; colère contre les Italiens et mépris à l'égard des Japonais. Chez les neutres, la plus grande place est prise par Raemaekers; aux États-Unis, la plupart des caricaturistes sont pour les Alliés). — Louis MADELIN. Devant Verdun. L'avou allemand; extraits de lettres allemandes (extraits mis en lumière avec beaucoup d'art; ils tendent à montrer l'affaiblissement graduel du moral chez les soldats et même chez les officiers, après tant de sacrifices prodigues pour si peu de profit). = 1^{er} juillet. Louis BERTRAND. L'Italie après un an de guerre. I : Un peuple sous les armes. — La correspondance de M. Thiers pendant la guerre de 1870-1871. II (intéressante lettre du duc de Broglie, ambassadeur à Londres, 2 mars 1871, sur l'émoi que produisirent dans le public anglais les exigences financières de la Prusse; « il sent parfaitement que c'est lui qui, bon gré mal gré, paiera les cinq milliards, ou du moins le plus gros morceau de cet énorme butin ». Lettres échangées entre Thiers et Jules Favre pour la réorganisation politique et administrative au lendemain de l'armistice). — Amiral DEGAUVY. La bataille

navale du 31 mai. — Henry BIDOU. Le front britannique et les fronts voisins (très intéressante étude sur les combats qui ont été livrés de l'Yser à la Somme par les Anglais et les Français depuis les premiers mois de 1915, ce qu'on appelle déjà les batailles d'Ypres, d'Artois et de Loos). — 15 juillet. Étienne LAMI. Choses d'Espagne (considérations suggérées par le récent voyage des académiciens français en Espagne). — R. THAMIN. L'Université de France et la guerre. I (les instituteurs au front et l'enseignement dans les écoles primaires, malgré la guerre et les bombardements). — Louis DE LAUNAY. Le problème franco-allemand du fer. — André BELLESSORT. L'apôtre des Indes et du Japon, François Xavier. IV : Vers le Japon (François Xavier n'aimait pas l'Inde, n'aimait rien de l'Inde; il ne sut jamais déjouer les ruses des princes tamouls et cingalais; « l'âme hindoue se dérobait à son autorité, demeurait fermée à sa séduction ». Aussi, dès qu'il le put, répondit-il à l'appel de quelques Japonais qui l'engageaient à venir évangéliser leur pays. Il partit en avril 1549 et aborda le 15 août à Kagoshima). — Lettres d'Angleterre. II : Impressions d'Oxford et de Cambridge (ce que la guerre a fait de ces universités; sacrifices qu'elle leur a imposés et qu'elles ont consentis avec la plus haute conscience du devoir envers la patrie et l'humanité). — P. KHORAT. Propos d'un combattant (intéressant). — André LE BRETON. Chez nos amis de l'autre France (le Canada; ce que les Canadiens ont fait pour la cause des Alliés, et avec quel cœur!). — T. DE WYZEWA. Un prisonnier de guerre anglais au camp de Wittenberg (poignante analyse d'un livre où un grand blessé, Arthur Green, raconte les odieux traitements qu'il a subis en Allemagne. Deux sont à retenir; les insultes prodigues à ces malheureux par la population et les mensonges que l'on fabriquait à leur intention dans le *Continental Times*).

23. — Revue politique et littéraire (Revue bleue). 1916, 13-20 mai. — Will. IRWIN. L'attitude des États-Unis et la guerre (observations très intéressantes d'un Américain sur l'importance et l'influence des deux partis qui, aux États-Unis, passent pour être les plus hostiles à la cause des Alliés : les Germano-Américains, dont le nombre a été fort exagéré, et les Irlando-Américains. « Le vieux sang américain », nous affirme l'auteur, « celui qui a coulé pendant la guerre de l'Indépendance et pendant la guerre civile, est pour vous...; mais quiconque connaît les États-Unis ne pouvait penser un seul instant que nous pourrions prendre une part active dans ce conflit »). — Pierre LASSEUR. Renan et l'Allemagne. La question religieuse (expose ce que Renan entendait par la religion et les systèmes religieux; pourquoi il s'adressa à la pensée allemande et se rallia au Kantisme). — Paul FLAT. Souvenirs de la vie universitaire (ou mieux : souvenirs que l'auteur a gardés de certains de ses professeurs au lycée vers 1880-1881). — PÉLADAN. Les ombres de la Bible. Le serf arbitre (« Luther est l'Allemand typique, le Moïse de sa race. Je me propose

de montrer en lui la pensée-mère du germanisme par des citations ; et des citations prises un peu partout, sans ordre et sans critique, permettent en effet à l'auteur, qui possède, comme on sait, des lumières spéciales sur l'histoire des religions, de présenter sous une forme odieuse la pensée de Luther. Il en veut surtout au traité de *Servo arbitrio*, où il lui plaît de voir l'œuvre qui représente le mieux la race allemande. « Le *Serf arbitre* est la racine du militarisme. Chaque fois que le protestantisme a saisi le pouvoir, il a été militariste. Qu'on se souvienne de l'inquisition de Genève et de Calvin ! »). — L. DUMONT-WILDEN. Souvenirs d'hier. Notes d'un réfugié. I : les Intellectuels (état d'esprit des Intellectuels français concernant l'Allemagne et de science allemande. Jusqu'à la guerre actuelle, jusqu'au Manifeste des 93, ils n'ont pu se figurer que les savants allemands n'avaient pas les mêmes conceptions qu'eux sur le rôle désintéressé de la science. La dure réalité a détruit leurs illusions ; « ils le sentent, ils en souffrent, comme du sentiment de leur inutilité »). — G. CHOISY. L'Allemagne secrète (sur l'esprit religieux des Allemands et le « néo-wotanisme », suivant l'expression créée par un conférencier de Munich). — Paul LOUIS. Le plus grand des neutres (des idées que représentent et des forces que groupent autour d'eux le président Wilson et le gouvernement américain. Ils peuvent s'appuyer sur les Universités à tendance nettement antigermanique, mais essentiellement pacifique, et sur les républiques sud-américaines, qui sont aussi résolument neutres que les États-Unis eux-mêmes). — 27 mai-3 juin. Pierre LASSEUR. Renan et l'Allemagne. La question religieuse ; suite (le christianisme selon Schleiermacher et l'école hégélienne ; celle-ci, tout en se gardant du mysticisme de Schleiermacher, voulut rendre aux idées chrétiennes le corps que leur ôtait le rationalisme de Lessing et de Kant. Influence exercée sur Renan par ces doctrines et par les essais d'apologétique chrétienne qui en procèdent). — Paul FLAT. Intelligence et volonté (les lycées de Paris vers 1880 se préoccupaient exclusivement de cultiver l'intelligence et ne faisaient rien pour l'éducation de la volonté. Le mal subsiste encore aujourd'hui ; nous souffrons toujours du dilettantisme. A la faculté de vouloir que la guerre a développée à un si haut degré parmi les Français, il faudra, après la guerre, rendre la part de prestige et d'autorité que nous réservions imprudemment aux seules qualités de l'intelligence). — Will. IRWIN. L'attitude des États-Unis et la guerre ; suite et fin (explique pourquoi l'opinion neutraliste, telle que la représente le président Wilson, a finalement conquis la majorité aux États-Unis. Article instructif et intelligent). — G. CHOISY. L'Allemagne secrète (du goût de l'Allemand pour la violence, la cruauté, le goût du sang ; l'Allemand est, avant tout, « l'homme de l'excès »). — Paul GAULTIER. La philosophie de la guerre (à propos de deux livres : *Ph. Gibbs, l'Ame de la guerre*, et *Jean Aicard, le Témoin*). — 10-17 juin. L. BARTHOU. Lamartine orateur d'affaires (sur la question des sucres et celle des chemins de fer ; très intéress-

sant). — G. LE BON. L'âme des races (introduction à une douzième édition des *Lois psychologiques de l'évolution des peuples*). — L. DUMONT-WILDEN. Souvenirs d'hier. Notes d'un réfugié; suite : Bourgeois de Paris (classe d'une moralité saine, affinée, satisfaisante d'un bien-être obtenu par d'honorables affaires, légèrement frondeuse, capable de grands élans pour une juste cause, mais sans goût pour l'action politique; elle est d'ailleurs en train d'évoluer : les jeunes gens et les femmes aspirent à une vie plus active et plus indépendante; la guerre ne peut qu'accélérer ce mouvement rénovateur). — P. LASSEUR. Renan et l'Allemagne. La question religieuse; suite : Emprunts réels de Renan à l'Allemagne (du sens complexe et fuyant que, sous l'influence de l'Allemagne, Renan attribue à la notion et au mot d'infini). — Paul LOUIS. Nord et Sud (opposition entre le Nord de l'Allemagne, soumis à l'hégémonie prussienne, et les États du Sud. « Les antagonismes réveillés, et qui vont encore grandir, du Sud et du Nord ne sauraient susciter chez les adversaires de l'Allemagne des espoirs décavants et par suite dangereux; ils constituent pourtant un élément moral dont nous avons le droit et le devoir de tenir un large compte. A l'heure où nous sommes, nul facteur n'est négligeable »). — = 24 juin-1^{er} juillet. BARTHOU. Lamartine, orateur d'affaires; fin dans la livraison suivante. — 1^{er}-8 juillet. G. DESCHAMPS. L'effort canadien. — L. DUMONT-WILDEN. Souvenirs d'hier. Notes d'un réfugié; suite (constate un état d'esprit nouveau dans le fils de la bourgeoisie actuellement au front : « Cette guerre aura révélé le peuple à beaucoup de gens qui ne le connaissaient pas »). — Paul LOUIS. L'Autriche et les Slaves du Sud. — L. PIÉRARD. Une diversion germano-flammingante (des efforts tentés par l'Allemagne et appuyés par quelques flammingants exaltés pour briser l'unité nationale de la Belgique. L'entreprise a jusqu'à présent échoué piteusement). — = 15-22 juillet. A. LEBON. L'effort britannique. — H. CHARDON. Les origines de la guerre (longue suite chronologique des faits qui, depuis 1895, concourent à prouver que « seul, absolument seul », le gouvernement allemand a préparé et voulu cet effroyable désastre). — Paul LOUIS. La Grèce avant les élections. — G. STIÉNON. L'offensive autrichienne dans le Trentin et l'opinion italienne.

24. — Académie des sciences morales et politiques. Séances et travaux, 1916, juin. — Raphaël-Georges Lévy. Notice sur la vie et les travaux de M. Alfred de Foville; suite et fin. — Charles BENOIST. Rapport sur les causes économiques, morales et sociales de la diminution de la natalité; suite : Monographie du canton de Condé-sur-Noireau (arr. de Vire, Calvados). — Raphaël-Georges Lévy. Quinze jours à Milan et à Rome (avril 1916; ces deux villes pendant la guerre). — Juillet. H. WELSCHINGER. Strasbourg (court résumé de l'histoire de la ville, avec quelques fautes d'impressions et des erreurs, Schoepflin en 1572; sous Théodoric I^{er}, l'Alsace fait partie de la Neustrie; les Alamans battus par Clovis à Tolbiac; raconte en détail l'arrivée des

Zurichois en 1576 et de la bouillie de millet; décrit les principaux monuments; le manuscrit de Herrade de Landsberg). — M. BLONDEL. Un problème de psychologie sociale : la correction du retard chronique de l'heure civile. — D. ZOLLA. Le problème de l'alimentation en France depuis la guerre (hostile à toute idée de monopole; il faut toujours en revenir à la vieille formule : laisser faire et laisser passer).

ALLEMAGNE.

25. — Historische Zeitschrift. T. CXIII, 1914, n° 3. — J. HALLER. L'empereur Henri VI (traits principaux de son caractère; portrait très vivant). — Walter PFALTZHOFF. Hubert Languet et les relations de ses missions (agent politique au service de l'électeur Auguste de Saxe à la cour de Vienne et à celle de Paris, cet humaniste et huguenot français envoya à son maître des relations qui sont d'importants documents sur l'histoire du XVI^e siècle et où se reflète sa personnalité). — Fritz KERN. Karl Zeumér (article nécrologique sur cet historien du droit, mort le 18 avril 1914). = C.-rendus : *H. Merzdorf*. K.-W. Nitzsch. Die methodischen Grundlagen seiner Geschichtsschreibung. Ein Beitrag zur Geschichte der Geschichtswissenschaft (jugements en général trop tranchants). — *Anton von Kostanechi*. Arbeit und Armut. Ein Beitrag zur Entwicklungsgeschichte sozialer Ideen (montre que le prolétariat moderne n'a rien de commun avec l'esclavage antique, mais se rattache aux corporations du moyen âge; très suggestif). — Wolfgang Riepl. Das Nachrichtenwesen des Altertums mit besonderer Rücksicht auf die Römer (livre qui a une grande portée historique, mais trop d'hypothèses). — Alfonso Manaresi. L'impero romano e il cristianismo (connaît bien les sources, forme agréable). — Martin Hobohm. Machiavellis Renaissance der Kriegskunst (la meilleure description du système de Machiavel; pourtant les termes italiens ne sont pas toujours compris et la critique des sources laisse à désirer). — Theodor Lindner. Weltgeschichte seit der Völkerwanderung; t. VI (décrit les origines de l'équilibre européen; a le talent de mettre en lumière les caractères généraux de l'histoire). — Arndt. Werke, Auswahl in zwölf Teilen, hrg. mit Einleitungen und Anmerkungen von August Leffson und Wilhelm Steffens (4 vol.; le but de l'éditeur est de glorifier à nouveau les guerres de l'indépendance de 1813). — Quellen und Darstellungen zur Geschichte der Burschenschaft und der deutschen Einheitsbewegung; t. III et IV (une part importante de cette publication revient à Hermann Haupt, de Giessen). — Lina Kulenkampff. Der erste vereinigte Landtag 1847 und die öffentliche Meinung Südwestdeutschlands (considère surtout le grand-duché de Bade où Gervinus avec sa *Deutsche Zeit* joua le premier rôle; écrit avec talent). — E. Kemmerle. Die Rheinländer und die preussische Verfassungsfrage auf dem 1. vereinigten Landtag 1847 (fait en réalité l'histoire même du Landtag). —

Walther Gabe. Hamburg in der Bewegung von 1848-1849 (bon). — *Hermann Hesselbarth.* Drei psychologische Fragen zur spanischen Thronkandidatur Leopolds von Hohenzollern (utilise des télégrammes secrets jusqu'ici inconnus entre Prim et Salazar y Mazarredo d'une part et Bismarck de l'autre; selon lui, Bismarck croyait que sa politique n'amènerait pas la guerre). — *Richard Fester.* Briefe, Aktenstücke und Regesten zur Geschichte der Hohenzollernschen Thronkandidatur in Spanien. — *Id.* Neue Beiträge zur Geschichte der Hohenzollernschen Thronkandidatur in Spanien (le premier ouvrage renferme toutes les principales sources du sujet; le second s'efforce de traiter l'insoluble problème; jugement très sain). — *Albert Werminghoff.* Verfassungsgeschichte der deutschen Kirche im Mittelalter; 2^e édition (excellent; additions importantes). — *Rudolf Köstler.* Huldetzug als Strafe, eine kirchenrechtliche Untersuchung mit Berücksichtigung des römischen und des deutschen Rechtes (s'est bien servi des sources; discussion bien conduite; résultats importants). — *Ludwig Schmidt.* Geschichte der deutschen Stämme bis zum Ausgang der Völkerwanderung. II, 2 (Angrivarrii, Chérusques, Suèves, Bavarois; étude très solide). — *M. Fastlinger.* Der Volksstamm der Hosi. Ein Beitrag zur Geschichte der baiuwarischen Einwanderung und Besiedelung (identifie les habitants du Hosigau avec les Osi cités par Tacite et qui à l'origine n'étaient pas une population germanique). — *Willy Andreas.* Geschichte der badischen Verwaltungsorganisation und Verfassung in den Jahren 1802-1818; t. I (rattache l'histoire politique à celle des institutions). — *Hermann Haupt.* Hessische Biographien, avec la collaboration de *Karl Esselborn* et *Georg Lehnerl*; t. I, fasc. 1 à 3 (biographie des hommes célèbres depuis 1806). — *Richard Sachse.* Acta Nicolaitana et Thomana. Aufzeichnungen von *Jakob Thomasius* während seines Rektorates an der Nikolai und Thomasschule zu Leipzig, 1670-1684 (quelques détails intéressants; mais il serait inutile de publier in extenso de tels *acta scolastica*). — *Franz Freiherr von Mensi.* Geschichte der direkten Steuern in Steiermark bis zum Regierungsantritt Maria Theresias; t. II (bon). — *Oscar Criste.* Erzherzog Karl von Österreich; t. I-III (vante trop les talents militaires de l'archiduc). — *R. Zehntbauer.* Verfassungsverwandlungen im neueren Österreich (quelques bonnes remarques, analyse pénétrante; mais diffus). — *D. P. Heatley.* Studies in British history and politics (cinq dissertations sur les idées politiques de Bacon, Milton et Laud, sur celles d'un groupe de partisans de l'indépendance américaine, sur le caractère de la politique anglaise, sur la politique considérée comme science pratique et enfin sur Frédéric William Maitland). — *Stanislaus Kutrzeba.* Grundriss der polnischen Verfassungsgeschichte, traduit sur la 3^e édition polonaise par *Guillaume Christiani* (ouvrage utile). — Handbuch für Heer- und Flotte. Enzyklopädie der Kriegswissenschaften und verwandter Gebiete; 5 vol. (tous les articles ont été confiés à d'excellents spécialistes). — T. CXIV (1915), n° 1. *Karl Julius*

BELOCH. La bataille de la Trébie (analyse pénétrante de la suite des événements; solution de quelques problèmes difficiles). — **Gerhard RITTER.** Le bill d'indemnité de 1866 (critique des *Gedanken und Erinnerungen* de Bismarck. Quand fut présenté le projet de loi approuvant après coup les dépenses militaires, Bismarck ne se heurta pas, ainsi qu'il le prétend, à une vive opposition; Roon a également eu tort d'affirmer que tout marcha le mieux du monde; en réalité, il y eut des différends entre les ministres à propos du projet de loi). — **Otto HINTZE.** Reinhold Koser (article nécrologique sur le directeur général des archives d'État de la Prusse). — **C.-rendus :** *Festgabe für Gerold Meyer von Knonau* (plusieurs études dont la plupart traitent de sujets de l'histoire suisse). — **Paul Barth.** *Die Geschichte der Erziehung in soziologischer und geistesgeschichtlicher Beleuchtung* (attribue trop d'importance à la sociologie; conclusions trop absolues). — **O. E. Elert et O. Scheuer.** *Bibliographisches Jahrbuch für deutsche Hochschulwesen* (nouveau périodique dont les éditeurs se proposent de relever tous les deux ans les travaux parus sur les universités de langue allemande). — **Otto Gilbert.** *Religionsphilosophie* (bien écrit et intéressant). — **C. Klotzsch.** *Epirotische Geschichte bis zum Jahre 280 v. Chr.* (insuffisant). — *The Cambridge medieval history planned by J. B. Bury*, edited by *H. M. Gwatkin et J. P. Whitney*; t. I : *The christian Roman Empire and the foundation of the Teutonic Kingdoms* (manuel réellement scientifique; vingt collaborateurs à ce volume). — **Gerhard Schwartz.** *Die Besetzung der Bistümer Reichsitaliens unter den sächsischen und salischen Kaisern, 951-1122* (conclusions sagaces). — **Richard Bock.** *Die Glaubwürdigkeit Bonithos von Sutri im Liber ad amicum und deren Verwertung in der neueren Geschichtsschreibung* (prouve avec raison que l'ouvrage de Bonithon ne mérite aucune confiance). — **Fritz Kern.** *Humana Civilitas. Staat, Kirche und Kultur, eine Dante-Untersuchung* (Dante, qui unit à une excellente éducation scolaistique le génie d'un grand poète, nous donne l'expression la plus haute de la sociologie chrétienne au moyen âge). — **Jos. Cuvelier.** *Les dénombremens de foyers en Brabant, xv-xvi^e siècle* (tout à fait remarquable). — *Die Prager Nuntiatur des Giovan Stefano Ferreri und die Wiener Nuntiatur des Giacomo Serra, 1603-1606*, hrg. von *Arnold Oskar Meyer* (actes bien publiés, notes excellentes). — **W. Bode.** *Karl Augusts von Weimar Jugendjahre* (psychologie du prince; insuffisante). — **August Hartmann.** *Historische Volkslieder und Zeitgedichte vom 16. bis 19. Jahrhundert*. T. III : *Vom Beginn des siebenjährigen Krieges bis 1870-71* (excellent). — **Otto Harnack.** *Wilhelm von Humboldt* (cherche à faire connaître Humboldt à un cercle plus étendu de lecteurs). — **Ernst Müssebeck.** *Ernst Moritz Arndt. Ein Lebensbild*. T. I : *der junge Arndt (1769-1815)*; apporte beaucoup de détails nouveaux). — **Ismar Freund.** *Die Emmanzipation der Juden in Preussen unter besonderer Berücksichtigung des Gesetzes vom 11. März 1812*; 2 vol. (excellente étude appuyée sur les

documents). — *Friedrich Meusel*. Friedrich August Ludwig von der Marwitz. Ein märkischer Edelmann im Zeitalter der Befreiungskriege. T. II, 1^{re} partie : Tagebücher, politische Schriften und Briefe (importante publication). — *Hans Schmidt*. Die polnische Revolution des Jahres 1848 im Grossherzogtum Posen (médiocre). — *Max Cornicelius*. Heinrich von Treitschkes Briefe (édition de ces lettres). — *Maximilian Fliegenschmidt*. Deutschlands Orientpolitik im ersten Reichsjahrzehnt, 1870-1880; 1^{re} partie (l'auteur n'a pas puisé à des documents inédits, mais l'exposition paraît exacte). — *Rudolf Kjellén*. Die Grossmächte der Gegenwart (on loue l'historien suédois qui s'appuie sur les idées de Ranke et de Ratzel). — *G. Krüger*. Handbuch der Kirchengeschichte für Studierende. 2^e partie : Das Mittelalter, éditée par *G. Ficker* et *H. Hermelink* (bon manuel fait à un point de vue protestant). — *Eckard Meister*. Ostfälische Gerichtsverfassung im Mittelalter (excellent). — Lothringen und seine Hauptstadt. Festschrift zur 60. Generalversammlung der Katholiken Deutschlands in Metz (éloge de ce volume dû à un grand nombre de collaborateurs; le point de vue confessionnel n'apparaît pas trop). — *Benno Schmidt*. Frankfurter Zunfturkunden bis zum Jahre 1612 (la plupart des documents publiés étaient inédits). — *Georg Bode*. Der Uradel in Ostfalen (contrairement à l'opinion de Wittich, prouve qu'à l'origine ces nobles n'étaient pas des non libres). — *Richard Sachse*. Die ältere Geschichte der Thomasschule zu Leipzig nach den Quellen dargestellt. — *Friedrich Lenz* et *Otto Unholtz*. Geschichte des Bankhauses Gebrüder Schickler. Festschrift zum 200 jährigen Bestehen. — *L. Bernhard*. Das polnische Gemeinwesen im polnischen Staat; 2^e édition (s'occupe surtout de l'organisation actuelle). — *Waldemar Lippert*. Urkundenbuch der Stadt Lübben; 2 vol. (Lübben en Basse-Lusace; édition modèle). — *Ernst Molden*. Die Orientpolitik des Fürsten Metternich, 1829-1833 (bonne étude). — *L. Ritter von Przibram*. Erinnerungen eines alten Österreicher. T. II (moins intéressant que le premier tome; concerne une époque où Przibram n'était plus au ministère). — *Lucien Febvre*. Philippe II et la Franche-Comté (remarquable étude; a consulté tous les documents). — *F. Braesch*. La Commune du 10 août 1792 (minutie scrupuleuse). — *J. Horace Round*. The King's serjeants and officers of state with their coronation services (très important pour l'histoire des institutions anglaises). — *Anton Palme*. Die russische Verfassung (excellent). — *Alexander Tobien*. Die Agrargesetzgebung Livlands im 19. Jahrhundert. T. II : Die Vollendung der Bauernbefreiung (de 1819 à 1866; fait entièrement avec des documents d'archives). — *Generalfeldmarschall Graf Alfred von Schlieffen*. Gesammelte Schriften; t. I (on y a réuni les études sur les campagnes de Napoléon I^{er}, sur celles de 1866 et 1870-1871, ainsi que son ouvrage fondamental sur la bataille de Cannes). — N° 2. *F. von Bezold*. Le colloquium *Heptaplomeres* de Jean Bodin et l'athéisme au XVI^e siècle; II (cf. *Rev. histor.*, t. CXIX, p. 224; analyse substantielle et précise de ce traité; jusqu'à quel point

il reflète des opinions de cette époque ; Bezold n'a pu connaître les travaux de Chauviré analysés dans le dernier numéro de la *Rev. histor.*) — Hermann ONCKEN. Carl Schurz. Démocratie et les Allemands d'Amérique. — C.-rendus : The collected papers of *Frederic William Maitland*, edited by H. A. L. Fisher (soixante-huit petits articles du célèbre juriste). — H. G. Zeuthen. Die Mathematik im Altertum und im Mittelalter (met ces notions à la portée de ceux qui ne sont pas spécialistes). — W. Thieling. Der Hellenismus in Kleinafrika, der griechische Kultureinfluss in den römischen Provinzen Nordwestafrikas (bon). — Eugen Täubler. Imperium Romanum, Studien zur Entwicklungsgeschichte des römischen Reichs. T. I : Die Staatsverträge und Vertragsverhältnisse (œuvre très distinguée, d'une grande portée ; est arrivé à des résultats nouveaux, là où Mommsen n'a pas réussi à être clair). — The Cambridge Medieval History. T. II : The rise of the Saracens and the foundation of the western empire (vingt et un collaborateurs ; bon, mais l'œuvre n'a pas d'unité). — J. B. Bury. A History of the Eastern Roman Empire from the fall of Irene to the accession of Basil I, 802-867 (comble une lacune). — G. C. W. Görries, S. J. De denkbeelden over oorlog en de hemoeüngen voor vrede in de elfde eeuw (1^{re} partie, sur le droit pendant la guerre ; 2^e partie, étude complète sur la paix de Dieu). — Otto Schumann. Die päpstlichen Legaten in Deutschland zur Zeit Heinrichs IV. und Heinrichs V., 1056-1125; Johannes Bachmann. Die päpstlichen Legaten in Deutschland und Skandinavien, 1125-1159 (deux bons ouvrages). — Philipp Wilhelm Kohlmann. Adam von Bremen. Ein Beitrag zur mittelalterlichen Textkritik und Kosmographie (études préliminaires à un travail sur Adam de Brême). — Wilh. Schiefer. Der Repräsentantencharakter der deutschen Landstände (médiocre et inutile). — Otto Eberhard. Die deutsche Reichsritterschaft in ihrer staatsrechtlich-politischen Entwicklung von den Anfängen bis zum Jahre 1495 (a rassemblé avec soin des documents déjà connus). — Alfred von Martin. Coluccio Salutatis Traktat « vom Tyrannen ». Eine kulturgeschichtliche Untersuchung nebst Textedition. Mit einer Einleitung über Salutatis Leben und Schriften und einem Excurs über seine philologisch-historische Methode (bonne édition). — August Zellfelder. England und das Basler Konzil, mit einem Urkundenanhang (ne distingue pas l'essentiel de l'accessoire ; l'édition des pièces justificatives n'est pas toujours irréprochable). — Dietrich Schäfer et Friedrich Techen. Hanserezesse von 1471 bis 1530, Hanserezesse 3. Abteilung, t. VIII et IX (édition des actes des diètes de 1521 à 1530). — Herbert Grudzinoki. Shaftesbury's Einfluss auf Chr. M. Wieland. Mit einer Einleitung über den Einfluss Shaftesburys auf die deutsche Literatur bis 1760 (étude solide, mais sans vue d'ensemble). — Friedrich Meusel. Edmund Burke und die französische Revolution (rien de nouveau). — Oskar Christe. Befreiungskrieg 1813-1814. Einzeldarstellungen der entscheidenden Kriegsereignisse. T. I : (Esterreichs Bei-

tritt zur Koalition. Nach den Feldakten und andern authentischen Quellen bearbeitet von der kriegsgeschichtlichen Abteilung des k. und k. Kriegsarchivs (fait avec soin, mais prétend à tort que l'Autriche a contribué le plus à la chute de Napoléon). — *Ludwig Stern*. Die Varnhagen von Ensesche Sammlung in der Kgl. Bibliothek zu Berlin geordnet und verzeichnet (bon catalogue d'une collection d'autographes). — *G. K. Barth*. Der Lützower und Pestalozianer W. H. Ackermann (son rôle à l'école d'Yverdon de Pestalozzi et à l'école de Lützow). — *Dora Meyer*. Das öffentliche Leben in Berlin im Jahre vor der Märzrevolution (bon). — *Ernst Schubert*. Die evangelische Predigt im Revolutionsjahr 1848. Ein Beitrag zur Geschichte der Predigt wie zum Problem der Zeitpredigt (bon). — *Wilhelm Schüssler*. Die nationale Politik der österreichischen Abgeordneten im Frankfurter Parlament (bon). — *Franz Xaver Seppelt*. Kirchengeschichtliche Festgabe, Anton de Waal zum goldenen Priesterjubiläum 11. Oktober 1912 dargebracht. Römische Quartalschrift für christliche Altertumskunde und für Kirchengeschichte, Supplementheft 20 (articles dus à dix-sept collaborateurs). — *Friedrich Kauffmann*. Deutsche Altertumskunde; 1^{re} moitié : von der Urzeit bis zur Völkerwanderung (estimable résumé, mais des erreurs, particulièrement sur l'histoire du droit). — *Ludwig Schmidt*. Allgemeine Geschichte der germanischen Völker bis zur Mitte des 6. Jahrhunderts (bon ; connaît bien les sources). — *Walther Seelmann*. Der Rechtszug im älteren deutschen Recht (connaît bien le droit franc et lombard ; résultats nouveaux, mais parfois trop hardis). — Geschichte des humanistischen Schulwesens in Württemberg, hrsg. von der Württ. Kommission für Landesgeschichte. T. I. : bis 1559 (n'est point de première valeur). — Urkundenbuch der Benediktinerabtei St. Stephan in Würzburg. T. I : Mit einer Einleitung von *Anton Chroust*, Bearbeitet von *Franz Joseph Bendel*. Neu bearbeitet von *Franz Heidingsfelder* und *Max Kaufmann* (bonne méthode diplomatique). — *Hugo Brunner*. Geschichte der Residenzstadt Cassel (excellent). — *Engelbert Frhr. von Kerckering zur Burg*. Beiträge zur Geschichte des westfälischen Bauernstandes (documents). — *W. E. Schwarz*. Die Akten der Visitation des Bistums Münster aus der Zeit Johannis von Hoya, 1571-1573 (édition point entièrement satisfaisante). — *Ernst Koch*. Das Lebenbuch des Abtes Georgius Thun zu Saalfeld, 1497-1526 (ce sont des regestes). — *Hermann Gröhler*. Ueber Ursprung und Bedeutung der französischen Ortsnamen; 1^{re} partie : Ligurische, iberische, phönizische, griechische, gallische, lateinische Namen (très utile). — *Adolf Tecklenburg*. Die Entwicklung des Wahlrechts in Frankreich seit 1789 (tient le milieu entre l'histoire politique et l'histoire constitutionnelle). — *Ernst Windisch*. Das keltische Britannien bis zum Kaiser Arthur (clair et méthodique). — *H. W. C. Davis*. *Regesta regum Anglo-Normannorum*, 1066-1154. T. I : *Regesta Willelmi Conquestoris et Willelmi Rufi*, 1066-1100 (excellent). — *Paul Hermann*. Island. Das Land und

das Volk (ouvrage savant). — *Edward G. Browne*. The Press and Poetry of Modern Persia, partly based on the manuscript work of Mirzd Muhammad « Alí Khán » Tarbigat » of Tabriz. — № 3. M. KLINKENBORG. La chambre électorale et fondation du conseil secret dans le Brandebourg (Hintze avait prétendu que la *Ratsstube* avait administré jadis tout le pays; Klinkenborg veut au contraire que le rôle de cette *stube* ait été exclusivement judiciaire; c'est la chambre électrale qui a dirigé l'administration; composition et rôle de cette chambre; sa transformation sous Joachim-Frédéric). — Ludwig BERGSTRÄSSER. Les négociations diplomatiques antérieures à la guerre. Études critiques fondées sur les livres publiés par les divers états. = C.-rendus : *Franz Strunz*. Die Vergangenheit der Naturforschung. Ein Beitrag zur Geschichte des menschlichen Geistes (neuf bons articles). — *Oskar Dähnhardt*. Natursagen. Eine Sammlung naturdeutender Sagen, Märchen, Fabeln und Legenden. T. II : Sagen zum Neuen Testament; t. III et IV : Tiersagen (très riches matériaux). — *Ernst Troeltsch*. Die Soziallehren der christlichen Kirchen (très brillant). — *Anton Bettelheim*. Biographisches Jahrbuch und Deutscher Nekrolog. T. XVI : vom 1. Jan. bis 31. Dez. 1911 (comprend aussi la biographie des Autrichiens et des Suisses). — *Wolfgang Helbig*. Führer durch die öffentlichen Sammlungen klassischer Altertümer in Rom; 3^e édition (l'édition a été remaniée et mise au courant). — *Von Pflugk-Harttung*. Weltgeschichte : Geschichte der Neuzeit; 2 vol. : Das politische Zeitalter 1650-1815; Das nationale und soziale Zeitalter seit 1815 (ouvrage collectif écrit par des spécialistes; va de pair avec tous les ouvrages analogues). — *Friedrich Freiherr von Schrötter et G. Schmoller*. Acta Borussiaca, Münzwesen. T. I-IV : das preussische Münzwesen im 18. Jahrhundert, 1701-1806 (ouvrage tout à fait réussi). — *Sattig*. Die Schlacht an der Katzbach am 26. August und die Verfolgung bis zum 1. September 1813 (fait avec beaucoup de soin d'après des documents inédits). — *Johann Seitz*. Entstehung und Entwicklung der preussischen Verfassungsurkunde im Jahre 1848 (premier projet de cette constitution; travail très méritoire). — *Helene Nathan*. Preussens Verfassung und Verwaltung im Urteile rheinischer Achtundvierziger (rien de nouveau, mais intelligence historique). — *Moritz von Rauch*. Urkundenbuch der Stadt Heilbronn; 2 vol., 1476-1500 (extraits et regestes; très bonne publication). — *Johannes Müller*. Frankenkolonisation auf dem Eichsfelde. Ein Beitrag zur Siedlungsgeschichte und älteren Wirtschaftsgeschichte Westthüringens und Niedersachsens (carte très médiocre). — *Adolf Wohlwill*. Neuere Geschichte der Freien und Hansestadt Hamburg, insbesondere von 1789 bis 1815 (livre écrit avec enthousiasme, mais très objectif). — Mecklenburgisches Urkundenbuch, hrg. von dem Verein für Mecklenburgische Geschichte und Altertumskunde; t. XXIV (excellent). — *Édouard Chapuisat*. De la terreur à l'annexion. Genève et la République française, 1793-1798. — *Id*. La municipalité de Genève pendant la

domination française, extraits de ses registres et de sa correspondance, 1798-1814 (documents très précieux; l'exposé dans le premier ouvrage est trop morcelé). — *Émile Lesne*. Histoire de la propriété ecclésiastique en France. T. I : époques romaine et mérovingienne (fait avec soin, mais aucun résultat nouveau). — *Leonardo Olschki*. Paris nach dem altfranzösischen nationalen Epen. Topographie, Stadtgeschichte und lokale Sagen (pour la première fois on se sert des chansons de geste comme documents pour l'histoire de Paris). — *M. v. Ssczepanski*. Napoleon III. und sein Heer. Ein Beitrag zu den Wechselbeziehungen zwischen Wehrverfassung und Staatsverfassung während des zweiten Kaiserreichs der Franzosen (intéressant). = T. CXV, 1915, n° 1. *Richard Henning*. L'histoire du commerce de l'Europe de l'Est et du Nord du VIII^e au XII^e siècle (traite les routes suivies par le commerce entre Byzance et l'Orient, entre Byzance et la mer Baltique; identifie les noms géographiques cités par les documents). — *Karl Hampe*. Les pays du Palatinat au temps des Hohenstaufen (ce ne sont point des études nouvelles; mais présente un tableau d'ensemble, d'après toute une série de monographies). — *Walther Sohm*, † 10 août 1914. La doctrine sociale de Mélanchthon (traite surtout des relations de l'Église et de l'État; Luther parlait d'une *ecclesia invisibilis*; mais avec Mélanchthon l'Église redevenue visible est subordonnée à l'État, elle est une Église d'État; très pénétrant). — *Walther Platzenhoff*. La première apparition de la Russie et du péril russe dans la politique européenne (récapitule les relations de la Russie avec l'Europe de l'Ouest depuis le XV^e siècle; indique les alternatives diverses et cite les principales appréciations des contemporains). = C.-rendus : *K. Dunkelmann*. Metaphysik der Geschichte. Eine Studie zur Religionsphilosophie (concept de l'histoire qui, sans que l'auteur en ait conscience, est analogue à celui des philosophes scolastiques). — *Otto Schilling*. Naturrecht und Staat nach der Lehre der alten Kirche (Schilling, qui se place à un point de vue strictement catholique, avait surtout dirigé son livre contre les *Sociallehren* d'Ernst Troeltsch; article critique de ce dernier qui reconnaît les hautes qualités du livre de son adversaire). — *Otto Harnack*. Aufsätze und Vorträge (très intéressant; points de vue nouveaux). — Mélanges d'histoire offerts à M. Charles Bémont (quarante-huit articles concernant surtout l'histoire d'Angleterre). — *R. Leszynsky*. Die Sadduzäer (dans leur opposition avec les Pharisiens). — *E. Steplingher*. Das Plagiat in der griechischen Literatur (épuise le sujet; important pour l'étude des sources historiques). — *E. G. Sihler*. C. Julius Cäsar, sein Leben nach den Quellen kritisch dargestellt (traduit en allemand par l'auteur). — *F. Rice Holmes*. Cäsars Feldzüge in Gallien und Britannien; traduction et remaniement des deux livres : Caesar's conquest of Gaul, et : Ancient Britain and the Invasions of Julius Caesar, par *Wilhelm Schott* (très estimable). — *K. Ruess*. Die rechtliche Stellung der päpstlichen Legaten bis Boni-

faz VIII; H. Zimmermann. Die päpstliche Legation in der ersten Hälfte des 13. Jahrhunderts (deux ouvrages utiles). — *N. B. Tenhaeff.* Diplomatische Studien over Utrechtsche oorkonden der x tot XII eeuw (très bonne méthode). — *Gustav Schober.* Das Wahldekret von 1059 (aucun document nouveau qui permettrait de résoudre le problème). — *Karl Bücher.* Die Berufe der Stadt Frankfurt a. M. im Mittelalter (tous les documents d'archives ont été épousés). — *Bernhard Harms.* Der Stadthaushalt Basels im ausgehenden Mittelalter (fait avec soin). — *Georg Mentz.* Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation, der Gegenreformation und des Dreissigjährigen Krieges, 1493-1648, ein Handbuch für Studierende (bon manuel; fait à un point de vue protestant; mais impartial). — *P. S. Allen.* The Age of Erasmus (beaucoup de détails inédits; mais l'ensemble laisse une déception). — *Brieger.* Die Reformation (Troeltsch montre l'histoire de la Réformation dans ses rapports avec toute la civilisation; ici la religion est au centre du récit). — *Rudolf Häpke.* Niederländische Akten und Urkunden zur Geschichte der Hanse und zur deutschen Seegeschichte (nombreux documents nouveaux). — *Karl Schottenloher.* Jakob Ziegler aus Landau an der Isar. Ein Gelehrtenleben aus der Zeit des Humanismus und der Reformation (fait avec soin). — *Johanna Philippson.* Ueber den Ursprung und die Einführung des allgemeinen gleichen Wahlrechts in Deutschland, mit besonderer Berücksichtigung der Wahlen zum Frankfurter Parlament im Grossherzogtum Baden (bonne étude). — *Alfred von der Leyen.* Die Eisenbahnpolitik des Fürsten Bismarck (important). — *Fritz Gillis.* Gewährschaftszug und Laudatio auctoris (solide étude juridique). — *Johann Hübner.* Der Fund im germanischen und älteren deutschen Recht (passable pour le droit franc; interprète médiocrement les documents anglo-saxons et scandinaves). — *Walther Ziesemer.* Das Marienburger Konventsbuch der Jahre 1399-1412 (livre des recettes et dépenses de l'ordre teutonique). — *Richard Kühnau.* Schlesische Sagen (a réuni une centaine de légendes). — *K. Wutke.* Aus der Vergangenheit des Schlesischen Berg- und Hüttenlebens. Ein Beitrag zur Preussischen Verwaltungs- und Wirtschaftsgeschichte des 18. und 19. Jahrhunderts (connait la technique des mines et bonne étude historique). — *Viktor Bibl.* Die niederösterreichischen Stände im Vormärz (explique pourquoi ces états si réactionnaires ont réclamé des réformes en 1848). — *Cartulaire de l'Université de Montpellier.* T. II (s'occupe surtout de la Faculté de médecine). — *A. Lombard.* L'abbé Du Bos, un initiateur de la pensée moderne, 1670-1742; *Id.* La correspondance de l'abbé Du Bos (érudition étonnante; très important pour l'histoire de l'histoire). — *Adolphus Ballard.* British Borough Charters, 1042-1216 (a réussi à faire tenir de très riches matériaux en un volume). — *Id.* The English borough in the twelfth century (deux bonnes études, mais ignore les travaux allemands). — *Carl Güterbocht.* Studien und Skizzen zum englischen Strafprozess des 13. Jahrhunderts (ouvrage écrit en 1885 et qui retarde),

— *Arthur Percival Newton*. The colonising activities of the English Puritans; the last phase of the Elizabethan struggle with Spain (bon). — *Hilda Vernon Jones*. Catalogue of Parliamentary Papers, 1807-1900, with a few of earlier date and 1901-1910 (bon répertoire). — *H. Lufft*. Geschichte Südamerikas; 2 vol. (premier essai d'une histoire générale; a réussi sur certains points, défectueux sur d'autres). — *A. J. Butler*. The treaty of Misr in Tabari (il s'agit du traité qui a livré aux Arabes la capitale de l'Égypte; bon).

GRANDE-BRETAGNE.

26. — **Edinburgh Review**, vol. 223, janvier-avril 1916. — Edmund GOSSE. L'unité de la France (M. Gosse expose qu'il n'y a pas de France nouvelle, comme on le croit à l'étranger. La France actuelle se préparait depuis une quinzaine d'années, par un renouveau d'activité, par les sports, pratiqués parfois mieux qu'en Angleterre, comme l'escrime et l'équitation. Mais l'auteur semble ignorer qu'il y eut, de tout temps, une France calme, active, indifférente aux milieux bruyants des grandes villes, d'ailleurs complètement inconnue au dehors. M. Gosse attribue naturellement une partie du changement visible à l'influence littéraire et, s'excusant de son « extravagance » possible, il est allé chercher parmi ces influences Eugénie de Guérin, « sorte de Jeanne d'Arc intellectuelle et morale pour la jeune génération » (!). Il insiste aussi sur « la légende de Pégu »; mais il semble douteux que l'œuvre de ce dernier, ne fût-ce qu'à raison de sa forme, se soit répandue beaucoup au dehors des cercles intellectuels). — MARIOTTI. Le facteur hellénique dans les problèmes du Levant (« depuis ces derniers mois, l'intérêt de la diplomatie européenne se concentre sur la Grèce ». Ce royaume est l'œuvre de l'Angleterre, de la France et de la Russie; il est né des souvenirs reconnaissants pour l'antiquité classique, du caractère ancien que la Grèce avait elle-même conservé, malgré un fort mélange slave, et de la réaction que provoqua généralement la Sainte-Alliance. Histoire du royaume. Aujourd'hui, le régime politique est constitutionnel à sa façon, qui n'est point celle de l'Occident. Mais, au dehors, la Grèce a perdu d'excellentes occasions parce qu'elle aime mieux faire de la diplomatie que risquer quelque enjeu les armes à la main). — BLAND. La restauration de la monarchie en Chine. — Francis GRIBBLE. Le Luxembourg et la guerre (observations et souvenirs d'un collaborateur habituel de la Revue qui se trouvait dans le grand-duché, de juillet à la fin d'octobre 1914. Antipathie générale des habitants, moins contre les Allemands que contre les Prussiens, dont le premier ministre, Eychem, disait en propres termes : « Ce sont les derniers des cochons. » Parmi les soldats allemands, des contingents de la landwehr, à peine en uniforme, avec un brassard blanc sur leur vêtement civil et qui, rencontrant de leurs amis dans le pays, avouaient qu'ils n'avaient aucun motif de querelle contre les Français; des paysans saxons enrégimentés et qui pleuraient

dans le sein des cuisinières luxembourgeoises; des Bavarois qui ne se souciaient pas de faire la guerre à la reine des Belges, leur compatriote. Un colonel allemand, à Diekirch, se brûlait la cervelle pour échapper à « cette guerre injuste »; et l'on vit, dans les rues de Luxembourg, passer un petit groupe d'officiers bavarois dégradés, les mains liées derrière le dos. Le Kaiser, qui avait installé son quartier général à Luxembourg, partit un soir en grand équipage; on espérait être débarrassé de sa personne, lorsqu'il revint la nuit suivante : il était tombé dans une embuscade de soldats français, perdant une partie de ses bagages, de ses équipages, de ses officiers; et plusieurs de ses autres voitures criblées de projectiles). — J. DE MONTMORENCY. La psychologie des idéals somptuaires (l'Anglais et l'Irlandais — seuls dans notre civilisation — ne comprennent pas l'économie. Les autres peuples, et l'Écossais avec eux, ont subi l'influence du Droit romain, qui regarde la fortune comme appartenant à la famille, de sorte que nous devons la transmettre à nos enfants, augmentée, s'il se peut, comme nous l'avons reçue de nos parents. L'Anglais, au contraire, est libre de ne rien laisser à sa femme, à ses filles. L'ouvrier qui gagne, en ce temps de guerre, 100, 150 ou 200 francs par semaine, dépense le tout immédiatement, sans songer aux années maigres qui suivront la paix. Cette insouciance tient à l'insularité de l'Angleterre, qui a vécu si longtemps sans guerre ni troubles sérieux, au sein de l'abondance. Durant les XIV^e et XV^e siècles, le luxe dépassait toute imagination. Les lois somptuaires de l'époque, dirigées contre toutes les classes, eurent peu de succès. Les Tudors, Elisabeth surtout, essayèrent de les imposer plus rigoureusement sans réussir davantage. La dernière loi somptuaire de l'Écosse n'a été abrogée qu'en 1906. La guerre a fait renaitre quelques mesures en ce sens, auxquelles on s'est soumis pour l'occasion; et peut-être l'exemple français donnera-t-il à réfléchir outre-Manche). — Harold Cox. La reconstruction politique (on n'était pas satisfait du cabinet libéral. On a créé un ministère de coalition qui ne satisfait pas davantage : et l'opposition a disparu). — Havelock ELLIS. La psychologie de l'Anglais (la Grande-Bretagne, avec son climat doux, attira, dès les premiers temps, les peuples du Nord, comme nous attira la Côte-d'Azur. Les caractères les plus aventureux, les plus indépendants, de chaque race, vinrent s'y fondre avec les habitants, d'autant qu'ils n'amenaient point de femmes. Même les Normands de Guillaume laissèrent leurs épouses sur le continent. Ainsi s'est formé le type anglais, individualiste et pratique, gardant « l'esprit d'aventure, le vif désir de l'inconnu, le goût du risque, une immense confiance en soi ; méfiant d'ailleurs, s'entourant de précautions, toujours prêt à faire son examen d'intelligence, sans quoi ses autres qualités le conduiraient à la ruine ». Mais la diversité des races composantes et des esprits a créé, surtout depuis le XVII^e siècle, un autre idéal, celui du *gentleman*, dont le grand soin est d'éviter les heurts en tout genre, et que ne comprennent pas les peuples plus

homogènes). — Francis GRIBBLE. La Hollande en danger (la déclaration de guerre amena une panique en Hollande. Tandis que les gens en villégiature regagnaient leur domicile urbain, les ménagères accumulaient des provisions si abondantes que, un an après, certaines vivaient encore sur leurs réserves. Puis, les craintes se calmèrent et l'on crut que l'orage passerait sans troubler l'avenir du pays. En quoi l'on se trompe, car les Allemands, quelle que soit l'issue du conflit, garderont leurs instincts et leurs visées. Ils auront cette raison de plus d'envelopper pacifiquement la Hollande, que tous les autres pays, sauf la Suède et peut-être l'Espagne, leur seront fermés et que beaucoup chercheront à sauver leur fortune en s'y installant. Pour le moment, la reine est impénétrable ; le gouvernement correct et neutre, quoique composé d'éléments divers ; l'aristocratie et le haut commerce, avec un petit nombre de professeurs et l'état-major militaire, inclinent vers l'Allemagne. Mais les masses populaires sont résolument contre les *Moffen* — les Boches — et l'on risquerait d'être malmené par les simples soldats si l'on parlait allemand devant eux). — W. FOSTER. La décadence des parlements (le régime parlementaire est une institution vieillie, qui devra se transformer après la guerre. « On le regarde avec indifférence aux États-Unis, avec méfiance en France, avec dégoût en Angleterre »). — Edward PORRITT. La campagne présidentielle aux États-Unis. — Wickham STEED. Le programme de la paix (l'auteur, qui a vu l'un des assauts de Verdun, souhaiterait que l'on envoyât sur notre front tous ceux qui auront à traiter de la paix, pour leur montrer combien elle doit être sérieuse et durable. La guerre nous a surpris sans préparation ; il ne faut pas que la paix nous surprenne de même. Nous ne pouvons nous en rapporter à nos gouvernements, ni aux diplomates réunis en congrès mystérieux. Nous devons nous méfier aussi de l'emprise des gens d'affaires à oublier le passé pour reprendre leur commerce et des soldats pareillement pour rentrer chez eux. Il faut donc qu'un programme minimum soit tracé d'avance et imposé à l'ennemi comme préliminaire de l'armistice pour la paix. Ce programme doit comprendre entre autres le retranchement de toutes les provinces mal acquises par la Prusse et le démembrément total de l'Autriche, qui, loin d'être un État-tampon, depuis 1866 met à la remorque de l'Allemagne toutes les races dont elle dispose).

27. — *Quarterly Review*, vol. 225, janvier-avril 1916. — DE-FRANCE. L'évolution politique récente en Argentine (de 1810 à 1853, il fut impossible, à cause des opposants, d'introduire la moindre réforme dans la constitution. En 1853, on établit un régime plus libéral ; mais les politiciens s'en emparèrent, et les grandes banques, compagnies commerciales, sociétés industrielles, devinrent toutes puissantes. Le peuple s'en détacha, satisfait qu'on ne le troublerait pas dans ses affaires et regardant la politique comme une carrière spéciale pour d'autres que lui. En 1910, le président, le Dr Roque Saenz Peña, entreprit de transformer ce système. Il rompit avec son parti,

choisit des ministres intègres pour son cabinet dont il était le chef constitutionnel, fit passer en 1912 une loi organisant le vote secret et obligatoire. L'électeur se présente au scrutin avec son certificat militaire, portant sa photographie, sa signature et son empreinte digitale. Du coup, le nombre des électeurs, qui ne dépassait pas 25 %, s'éleva à 840,852 sur 934,401 inscrits. Les radicaux et les socialistes obtinrent des sièges). — M^{me} DUCLAUX. Un chapelet de héros (Ernest Psichari, Charles Péguy, Émile Nolly, Henri Alain, Fournier, André Lafon (leur œuvre, avec les souvenirs personnels de l'auteur : elle fait remarquer qu'aucun d'eux ne fut un littérateur pur, mais que tous menèrent une existence plus ou moins active). — HAWKIN. Le Sud-Afrique et sa voisine (si l'Angleterre ne songeait pas à la guerre, le Sud-Afrique y croyait, s'y préparait et prévenait ses amis de la métropole. Il en résulte que, dès le début, la colonie put renvoyer les troupes du Cap en Angleterre, réprimer une insurrection sérieuse et battre les Allemands dans leur colonie du Sud-Ouest. La perte de celle-ci vient en grande partie des fautes commises par les Germains. Ils avaient commencé par se brouiller avec les indigènes en accaparant leurs terres sous le prétexte de ventes plutôt fictives ; puis ils se montrèrent maladroits avec les Boers républicains qui s'étaient réfugiés dans la colonie, soit pendant la grande guerre anglaise du Sud-Afrique, soit après le traité de Vereeniging. Les Allemands prétendaient leur interdire de rentrer sur le territoire anglais ; or, l'élément huguenot de ces Boers est difficilement assimilable, surtout à cause de sa religion, qui le rapproche plus du presbytérianisme écossais que des autres églises. Enfin, les fermiers allemands mêmes qui avaient des relations fréquentes avec le Cap et qui jugeaient des libertés anglaises chez leurs voisins se voyaient refuser toute activité politique). — Henri DAVIGNON. Méthodes allemandes de pénétration en Belgique (l'avant-guerre chez les Belges). — La censure et ses effets (la censure, étant chose nouvelle en Angleterre, devait nécessairement commettre des fautes. Au point de vue civil, étant donnée l'habitude de confier le pouvoir à des amateurs et non à des experts, c'est bien le moins qu'on puisse les critiquer : le public ne discute pas Lord Kitchener ni les marins de l'Amirauté, parce qu'ils sont à leur place. Au point de vue militaire, le censeur s'est donné pour règle de dissimuler tout ce qui pourrait encourager l'ennemi, lequel saura bien s'encourager lui-même. Il faut, au contraire, donner aux familles qui se sacrifient des nouvelles intéressantes et surtout faire valoir les corps, les bataillons qui se distinguent, pour que les morts aient un peu de gloire. Il s'agit enfin de renseigner les neutres, les Américains d'abord, dont les Alliés ont si grand besoin et qui parfois, d'après les nouvelles allemandes, pourraient croire la cause de ceux-ci désespérée). — La diplomatie anglaise dans le Levant (quand l'ambassadeur d'Angleterre à Pétrrogard, en juillet 1914, déclarait que les intérêts de l'Angleterre étaient *nil* en Serbie, malgré les observations de M. Sazonov, Sir Edward Grey s'empressa d'approuver Sir George Buchanan,

L'Angleterre n'a jamais pris au sérieux les affaires balkaniques, et le pis est qu'elle s'obstinait à croire l'Allemagne aussi désintéressée qu'elle dans cette région. L'Angleterre était représentée à Sofia par un diplomate qui, depuis l'ouverture des hostilités jusqu'au jour de son rappel, 9 juillet 1915, n'obtint pas une seule audience du roi Ferdinand; quand la Bulgarie demanda une explication sur des propositions qu'on lui adressait, la réponse arriva au bout de deux mois. Cependant, « avant l'été de 1915, la Roumanie, la Bulgarie et la Grèce, chacune à son tour, offrirent de se joindre aux puissances de l'Entente à des conditions que l'on eût acceptées volontiers plus tard et que l'on eût acceptées sur l'heure si les Alliés avaient compris l'importance des Balkans ». — Sir Ernest HATCH. Les réfugiés belges dans le Royaume-Uni (leur nombre est évalué à 250,000, sur un million qui a dû fuir l'invasion, dont une moitié en Hollande. On craignait d'abord qu'ils ne fissent concurrence au travail national; mais leur concours est devenu précieux dans les circonstances actuelles. Bien que ce soient principalement des citadins, quelques-uns, agriculteurs et jardiniers, ont pu montrer aux Anglais leurs méthodes de culture intensive). — GUTHKELCH. Les œuvres en prose de Joseph Addison. — Le gouvernement anglais et la guerre (critique impitoyable du gouvernement. Lord Kitchener a voulu absorber le ministère de la guerre en entier, ce qui écrasait toute autre autorité; mais, s'il a prévu la longue durée des hostilités, su créer des armées et les équiper, il a laissé les munitions en péril et n'entendait rien au travail d'état-major. M. Asquith, légiste, est le type du politicien qui excelle à manier un parlement; mais il ne possède aucune idée personnelle, aucun esprit de décision. Sir Edward Grey est une autre version du même type, mais plus *gentleman*, mieux cultivé, distant, sincère, assez énergique, ayant le sentiment de l'honneur qui convient à son rang; seulement, il connaît mal l'étranger et ne sait pas le comprendre. M. Churchill est, au contraire, un homme d'idées et d'action, de courage, avec beaucoup d'autres qualités d'un vrai chef; mais il manque de jugement. M. Lloyd George, démagogue, pénétrant, imaginatif, enthousiaste, rend de bons services; il s'est débarrassé d'une partie de ses sophismes et de ses amis). — Raphael-Georges LÉVY. Les méthodes allemandes de pénétration économique en France avant la guerre (résume ce que l'on sait déjà au point de vue industriel et commercial. Les Allemands exportaient des hommes, mais peu de capitaux; s'ils prenaient des actions pour lancer une affaire, ils avaient soin de les vendre, dès qu'elle était sur pied, avec une façade française comme raison sociale et comme administration, derrière laquelle ils gardaient la haute main. Ils avaient habitué les banques des pays alliés à leur ouvrir un crédit sans couverture et tiraien sur elles des traites dont ils ne fournissaient la provision qu'au moment de l'échéance. Ils usèrent largement du procédé à la veille de la guerre, escomptèrent aussitôt les traites et gardèrent l'argent, ce qui leur

valut des millions de capitaux, au détriment de nos banques obligées de payer les traites sur leurs propres fonds). — HEARNSHAW. Le service militaire en Angleterre (l'erreur est grande d'imaginer que le service obligatoire soit chose nouvelle en Angleterre; il y est, au contraire, la règle. On l'y trouve établi dès les origines, et il existe encore dans la législation, suspendu par le régime transitoire de l'armée volontaire, mais devant reprendre sa force si le parlement négligeait de renouveler chaque année son vote pour le maintien des lois expirantes. Il est à remarquer que Scharnhorst, en organisant l'armée prussienne, après Iéna et Tilsitt, s'inspira beaucoup du système obligatoire anglais, réaffirmé par Chatham, utilisé pendant la guerre d'Amérique, et qui, de 1793 à 1815, n'a pas exigé moins de 171 statuts sur la milice). — A. V. DICEY. Réflexions sur le parlement d'Écosse (jusqu'à la révolution qui renversa les Stuarts, et surtout pendant leur règne, de 1603 à 1690, le parlement d'Écosse ne légiférait pour ainsi dire pas. Un comité choisi au début de chaque parlement, « les Lords des Articles », se chargeait de préparer les articles, les *bills*, que le parlement votait sans discussion. De 1690 à l'Acte d'union, en 1707, le parlement reprit sa fonction normale de discuter et légiférer; mais jamais il n'eut d'influence sur la vie sociale. L'intérêt se portait de préférence sur l'assemblée générale de l'Église, où les laïques se mêlaient aux ministres presbytériens, qui déjà n'étaient guère ecclésiastiques). — Archibald GEIKIE. Horace dans sa ferme de la Sabine. — Humphry WARD. La correspondance de Lord Granville (on avait déjà publié, il y a quelques années, les lettres fort intéressantes de Lady Granville, ambassadrice à Paris, depuis 1824. Cette fois, il s'agit du futur ambassadeur même et de ses amis, parmi lesquels figure au premier rang Lady Bessborough, dont les lettres abondantes sont d'une très haute valeur pour l'histoire du temps. A noter les lettres de Lord Granville quand il accompagne en France Lord Malmesbury en 1796. Lady Bessborough donne ses impressions sur la société parisienne en 1803. Narbonne et Berthier lui racontent que, malgré leurs instances, Louis XVI ne voulut jamais se mettre à la tête de ses troupes, à la veille du 10 août, de peur d'une bagarre où il périrait quelqu'un. Moreau lui affirmait la haine corse de Bonaparte pour la France et son dédain pour le parlementarisme anglais. Malheureusement, l'ouvrage s'arrête en 1821, trois ans avant la nomination de l'ambassadeur à Paris). — Col. BLOOD. Le cours de la guerre. — La crise du recrutement (nombreuses bavures commises par le gouvernement anglais, dont une partie des membres, à commencer par le premier ministre, regardent la guerre comme une sorte d'expédition coloniale un peu plus grave que les précédentes, tandis que les autres ministres, dont M. Lloyd George, sentent qu'il s'agit d'une lutte pour l'existence. Au début, on ne possédait rien pour loger, équiper, armer les volontaires qui affluaient. Lord Kitchener accepta de les renvoyer chez eux, provisoirement, en même temps qu'il se

montrait, afin de ralentir le flot, plus exigeant pour le physique des recrues. L'enthousiasme du premier moment, ainsi refroidi, ne s'est jamais réchauffé.

28. — The scottish historical Review. 1916, juillet. — R. K. HANNAY. Une élection au chapitre de Saint-Andrews en 1417 (analyse un document inséré sous le titre « electio sive decretum electio-nis per viam scrutinii » dans un *Formulare* compilé par John Lauder, qui fut le principal secrétaire du cardinal Beaton et mourut vers 1552). — D. B. SMITH. François Hotman (sa vie et ses œuvres). — Walter W. SETON. Les premières années de Henry Frederick, prince de Galles, et de Charles, duc d'Albany, plus tard roi Charles I^{er}, 1593-1605 (précepteurs que Jacques VI d'Écosse donna à ses deux fils; éducation qu'ils reçurent). — G. Neilson. Scotstarvet et sa « Trew Relation » (fin de cette publication qu'accompagne un fac-similé du manuscrit original). — A. W. JOHNSTON. La saga d'Orkney (comme l'a montré Vigfusson, cette saga est divisée en deux parties, comprenant la première les années 872-1064 et la seconde les années 1064-1171. Dans sa forme actuelle, la rédaction date du XIII^e siècle). = C.-rendus : *Brooke. A catalogue of english coins in the British Museum. The Norman kings*; vol. I (excellent). — C. H. FIRTH. An american garland; being a collection of ballads relating to America, 1563-1759 (intéressant). — G. F. YOUNG. East and West through fifteen centuries, been a general history BC. 44 to A. D. 1453; vol. I et II (intéressant et intelligent. L'auteur prend souvent le contre-pied de Gibbon; il s'arrête actuellement au IX^e siècle). — SHIRLEY. The growth of a scottish burgh : a study in the early history of Dumfries (bon travail, par l'archiviste même de la ville de Dumfries). = Chronique : Le duc de Clarence et le poème « Sir Gawayne and the Grene knyght » (Lionel, fils d'Édouard III, fut créé duc de Clarence en 1362; le poème de « Sir Gawayne », qui mentionne « the duk of Clarence », ne peut donc avoir été composé avant cette date).

ROUMANIE.

29. — Académie roumaine. 3^e année, 1^{er} octobre 1915. — N. IORGA. Quelques nouveaux renseignements touchant l'histoire des Roumains (signale un livre français de V. Doze, *Un mois en Moldavie*, qui préconisait, en 1857, la candidature du caïmacan Vogoridès au trône de Moldavie; tire du livre d'un Anglais, W. N. Senior, la *Turquie contemporaine*, diverses opinions recueillies sur place en 1857 sur l'avenir des principautés danubiennes; attire l'attention sur un saint roumain, de confession catholique, et capucin, san Geremia di Valachia, dont la biographie parut à Naples en 1625). — J. NISTOR. Les émigrations des Roumains hors de Transylvanie (du XIII^e au XVIII^e siècle; article en allemand). — N. IORGA. Quelques données nouvelles au sujet des relations entre les principautés roumaines et l'église constantinopolitaine dans la seconde moitié du XVII^e siècle

(réinstallation du métropolite de Valachie Théodore en 1679; deux actes de 1696 et de 1707 sur les relations de la Valachie avec le patriarcat au temps de Constantin Brâncoveanu). — Id. Phases psychologiques et livres représentatifs des Roumains (une analyse du mémoire a paru dans le *Bulletin de l'Institut pour l'Europe sud-orientale*, 1915, août-septembre. Cf. *Rev. histor.*, t. CXXI, p. 224).

30. — Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale. 1915, octobre-décembre. — N. IORGА. Quelques observations sur la communauté politique entre Roumains et Serbes à l'époque la plus ancienne (les anciens chefs des Roumains portent des noms slaves; dans la Serbie actuelle, beaucoup de noms de lieux sont d'origine roumaine). — Iv. E. Guéchoff. L'alliance balkanique (ce livre paraît venir d'un passé très lointain; rôle honteux joué par la Bulgarie, se rapprochant de l'Allemagne et envahissant la Serbie). — Documents diplomatiques concernant les rapports entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie, 20 juillet 1914-23 mai 1915 (analyse minutieuse du livre rouge autrichien par N. Iorga). — N. Iorga. Sirbiă, Bulgarii și România în Peninsula Balcanică în evul mediu (simple analyse). — St. ROMANSKY. Carte ethnographique de la nouvelle Dobroudja roumaine (la carte accompagne un mémoire dont les conclusions sont contestables). — Giuseppe Prezzolini. La Dalmazia (bon résumé de l'histoire de ce pays). — 1916, janvier-février. Herbert Adams Gibbons. The foundation of the ottoman Empire, a history of the Osmanlis up to the death of Bayezid I^{er}, 1300-1403 (œuvre d'une haute importance; série de remarques de N. Iorga). — N. Angelescu. Le commerce extérieur et l'industrie nationale de la Roumanie (statistiques intéressantes). — V. Merutiu. România între Tisa și Carpați (cherche à fixer le chiffre exact des Roumains dans le royaume de Hongrie). — N. Iorga. Amănunte din istoria noastră în veacul al XIX-lea (série d'études sur l'histoire de Roumanie : extraits du « Télégraphe philologique » à partir de 1818; les projets de Michel Boiadzchi; les lettres d'Etienne Beiderman, etc.). — Id. Cîteva stîri novă relative la legăturile noastre cu Biserica constantinopolitana (poursuit l'histoire des relations entre l'église de Valachie et le siège patriarchal de Constantinople de 1671 au début du XVIII^e siècle). — I. C. Filitti. Romană fată de capitulările Turciei (les capitulations turques en Roumanie; efforts des principautés pour se dégager de ces liens). — N. Iorga. Notes et extraits pour servir à l'histoire des croisades au XV^e siècle; 5^e série, 1476-1500 (beaucoup de matériaux nouveaux). — L'unité yougo-slave, avec une préface de M. le professeur T. G. Masaryk (quelques objections historiques; mais ce petit ouvrage est un des meilleurs parmi ceux qui ont pour but de demander, au nom du droit national, justice au moment de la grande liquidation qui semble approcher et que plus d'un grand peuple opprimé appelle de tous ses vœux). — N. Iorga. Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie (ce n'est pas un ouvrage de propagande, mais d'histoire puisée aux sources).

SUISSE.

31. — Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde.

T. XII (1913). — H. CHRIST. Une flore de la région de Bâle, publiée en 1622 (par le célèbre médecin Gaspard Bauhin, à l'usage de ses étudiants de l'Université de Bâle). — W. COHN. La flotte du Concile de Bâle en 1437 (étudie, au point de vue de l'histoire de la navigation au moyen âge, les documents réunis dans le tome V du *Concilium Basiliense* sur le voyage à Constantinople des envoyés de la majorité du Concile). — Aug. BERNOULLI. Documents relatifs à la vie universitaire à Bâle, au xv^e siècle. — F. VISCHER. Contribution à l'histoire de la Suisse sous l'Acte de Médiation, années 1803-1805 (important article de plus de deux cents pages, consacré surtout aux relations de la France avec la Suisse, d'après les documents des Archives fédérales et la correspondance des représentants de la France en Suisse, le général Ney et Honoré Vial, conservée aux archives du ministère des Affaires étrangères; renseignements sur la propagande antinapoléonienne des contre-révolutionnaires de Suisse et des agents de l'Angleterre; rapport de l'ambassade suisse envoyée à Paris à l'occasion du couronnement impérial). — Les origines de Zofingue (Argovie) : I. W. MERZ. Origines de la collégiale et de la ville (la localité remonte aux premiers établissements des Alamans dans le pays; elle fut transformée en ville fermée au xii^e siècle par les comtes de Froburg). II. J.-L. MEYER-ZSCHOKKE. Notes sur la construction de l'église collégiale (d'après les fouilles de 1911-1912; les parties les plus anciennes paraissent dater du viii^e ou ix^e siècle). — A. MATZINGER. L'alliance de Mulhouse avec Bâle, en 1506 (ce traité mit Mulhouse à l'abri des entreprises autrichiennes et la rattacha indirectement à la Confédération suisse, jusqu'au jour où un nouveau traité (1515) en fit l'alliée des XIII Cantons). — T. XIII (1914). A. NORDMANN. Histoire des Juifs à Bâle, de 1397 à 1875 (avec des documents inédits). — W. ALTWEgg. Les statues du portail principal du dôme de Bâle (les rapproche d'un cycle analogue à la cathédrale de Strasbourg). — E. SCHLUMBERGER-VISCHER. Contribution à l'histoire de Bâle pendant les dernières années du xviii^e siècle. 1^{re} partie : documents tirés des papiers de Jean-Gaspard Hirzel (utilisé, pour les années 1792 à 1797, les lettres que le conseiller bâlois Pierre Vischer écrivait à son ami, le zurichois Hirzel, sur ce qui se passait à Bâle, où la diète fédérale avait envoyé une garnison pour maintenir la neutralité helvétique pendant la guerre de la première coalition; la proximité des armées belligérantes, la présence de diplomates et agents des puissances européennes faisaient alors de cette ville un centre important de renseignements). — O. ROLLER. La compétition de 1309-1311 au siège épiscopal de Bâle (entre l'évêque de Lausanne Girard de Vuippens, transféré à Bâle par Clément V, et le prévôt Lunold de Röten, élu par le chapitre). — Th. BURCKHARDT-BIEDERMANN. Découverte d'un frag-

ment d'enceinte et d'une porte de la ville romaine d'*Augusta Raurica*. — A. BURCKHARDT. Recherches sur la généalogie des comtes de Tierstein (suite). = T. XIV (1915), 1^{re} livr. Th. BURCKHARDT-BIEDERMANN. Faux monnayeurs à *Augusta Raurica*. — H. CHRIST. Les anciens jardins de la campagne bâloise (à partir de la période franque, pour laquelle le capitulaire « de villis » fournit des données abondantes; étudie les espèces importées ou abandonnées, la culture des fruits et des céréales). — Ed.-A. GESSLER. Les noms des canons bâlois. — K. GAUSS. Le comté du Siggau (subdivision de l'Augstgau, qui s'étendait du Rhin à l'Aar et à la Birse; diminués par des partages et des aliénations, les droits de l'ancien comté furent acquis par la ville de Bâle). — K. STEHLIN. Une relation espagnole d'un tournoi célébré à Schaffhouse en 1436 (texte original et traduction allemande de ce très curieux récit). — A. BURCKHARDT. De l'origine des comtes de Saugern (Soyhières, dans le Jura bernois). — E. DÜRR. Berne et la Savoie; la « capitulation » des cantons orientaux avec Milan (26 janvier 1467) et le traité du 22 mai 1467 entre la Bourgogne et les villes de Zurich, Berne, Soleure et Fribourg (étude diplomatique bien conduite et fortement documentée sur les relations entre les cantons et les puissances voisines avec lesquelles ils devaient entrer en lutte peu d'années après, dans la formidable crise des guerres de Bourgogne; les deux traités mettent en lumière l'opposition qui existait entre la politique bernoise, tournée vers l'ouest et le sud-ouest, et celle des cantons orientaux, préoccupés avant tout des passages alpestres et des pays d'autre-monts).

32. — Bibliothèque universelle et Revue suisse. 1916, février.
 — Paul ROCHAT. La censure politique en Suisse (ramène, pour beaucoup de cas, les choses à leur point exact: cette censure n'est pas aussi ignorante ni coupable qu'on l'a dit). — Anthony HOPE. L'Angleterre en temps de guerre (quelques traits de la physionomie nouvelle qu'a prise Londres depuis que l'Angleterre est devenue une nation militarisée). — R.-A. REISS. L'espionnage (comment sont pratiqués l'espionnage militaire et l'espionnage civil). = Mars. Louis LEGER. Ce qu'on peut espérer pour la Pologne (instructif et sensé. La question du sort de la Pologne étant une des plus angoissantes et des plus urgentes de l'heure présente, il importe d'être bien renseigné par des gens compétents). — R.-A. REISS. L'espionnage (fin: les espions militaires et civils pendant la guerre. Salonique, « paradis de l'espionnage »; partout d'ailleurs on constate le rôle prépondérant joué par les femmes galantes). — N. GAY. La domination allemande en Russie (cette domination fut considérable depuis Pierre le Grand jusque vers la fin du XIX^e siècle; puis la Russie réagit; menacée par cet esprit d'indépendance fatale à ses intérêts, l'Allemagne n'hésita plus à préparer la guerre contre la Russie; Guillaume II refusa la main que lui tendait le tsar le 29 juillet 1914. Rappelons les termes de la dépêche de Nicolas II: « Une guerre honteuse a été déclarée à un

pays faible. L'indignation est énorme en Russie; je la partage... » Est-ce bien la fin de l'emprise allemande en Russie? — Avril. J.-W. HEADLAM. L'égoïsme de l'Angleterre (il est très vrai que, dans ses rapports internationaux, l'Angleterre a cherché d'abord son intérêt. Qui donc oserait l'en blâmer? L'égoïsme est-il cependant le trait caractéristique de sa politique? Mais qui donc, sinon les libre-échangistes anglais, a fait triompher ce principe fécond que la prospérité d'une nation s'accroît de celle des autres? N'est-ce pas chez elle qu'a pris naissance le mouvement antiesclavagiste? L'histoire d'Angleterre n'est pas immaculée; mais, depuis un siècle, elle témoigne d'un désir sans cesse croissant que les relations entre États et la politique étrangère soient soumises aux mêmes règles que la conduite des particuliers). — BRIDEL. Notes sur la campagne du Sud-Ouest africain (en 1915). — Mai. Marquis LORENZO D'ADDA. La crise des marines militaires (l'auteur, qui est un ingénieur naval réputé, donne la raison pour laquelle l'amiral de Tirpitz a donné sa démission. C'est qu'il était en divergence d'idée absolue avec le prince Henri de Prusse. L'amiral tenait pour une marine composée surtout de grosses unités, comme on en construisait en Angleterre, en Italie, etc.; le prince, prévoyant que les gros navires seraient réduits à l'impuissance en face des sous-marins et des mines marines, voulait développer au contraire les petites unités rapides, peu visibles, formidablement armées et dont la perte ne prendrait jamais les proportions d'une catastrophe. Ces idées, le prince les exprima au marquis L. d'Adda au mois de décembre 1914, à Kiel. Le récit, précis et circonstancié, que l'on publie aujourd'hui, devra être noté soigneusement). — J.-M. ROBERTSON. La liberté anglaise (la liberté anglaise est une conquête récente; c'est seulement depuis la fin du XVIII^e siècle que le pouvoir du Parlement et celui de la royauté ont fini par se faire un juste équilibre. Mais ce *self-rule*, l'Angleterre ne l'a pas gardé jalousement pour elle-même; elle en a fait bénéficier aussi ses dépendances d'outre-mer, ses dominions : le Canada, l'Afrique australe sont en fait des États indépendants. L'Allemagne a-t-elle apporté dans le monde un principe supérieur à celui de cette liberté, respectueuse du droit des citoyens et des peuples?). — S. GRANDJEAN. La colonisation chrétienne au Congo belge (expose l'œuvre admirable des missions protestantes). — Dr BONJOUR. La psychologie des foules et la mentalité allemande (« l'état mental des Allemands en 1914 est la conséquence d'une préparation méthodique, volontaire et consentie par le peuple : elle commence à l'école primaire. Leurs manuels d'histoire et de géographie sont compromettants pour les gouvernements qui en autorisent l'emploi »). — Juin. Considérations sur l'avenir de la neutralité belge. L'aspect juridique; fin en juillet (la Belgique doit être rendue et se maintenir forte, ou elle cessera d'être et la paix européenne avec elle). — Lorenzo D'ADDA. Considérations et prévisions sur la guerre continentale. — G. N. TRICOCHE. Au Canada (aspects

du Canada en guerre; conséquences économiques). — Juillet. A. DAUZAT. Émile Faguet. — Lorenzo d'ADDA. Considérations sur la bataille navale du Jutland.

33. — Der Geschichtsfreund. Mitteilungen des histor. Vereins der fünf Orte : Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden und Zug. T. LXVIII (1913). — H. OMLIN. L' « Allmend » de la commune de Sarnen (Obwald) et les associations qui y participent (monographie historique et juridique très intéressante de cette institution issue de l'ancienne « Markgenossenschaft » des colons alamans de l'Unterwald ; les biens-communaux qui formaient celle-ci, après avoir subi des morcellements successifs, se trouvent aujourd'hui la propriété d'associations locales de propriétaires). — P.-X. WEBER. Les rôles d'armes de la ville de Lucerne en 1349 et 1353 (listes des bourgeois tenus de fournir et de tenir prêt leur armement personnel ; publie et commente ces textes intéressants pour l'histoire des armes et de l'organisation militaire des villes suisses au XIV^e siècle). — En annexe, la fin du tome II de l'*Urkundenbuch des Stiftes Bero-Münster* (1313-1362). — T. LXIX (1914). R. GRÜTER. Les « communes de corporation » dans le canton de Lucerne (héritières des anciens biens communaux de l' « Allmend », elles ont encore leur existence propre, possèdent et administrent leurs biens devenus distincts des communaux de formation plus récente appartenant aux communes politiques). — J.-L. BRANDSTETTER. Contribution à l'histoire du Mont-Rigi. — K.-A. KOPP. Louis Bircher, prévôt de la collégiale de Beromünster (avec une introduction sur l'histoire de ce couvent fondé au X^e siècle par un comte de Lenzbourg). — P.-X. WEBER. Ordonnance de 1543 sur les trompettes de la ville de Lucerne. — J.-L. BRANDSTETTER. Bibliographie des Cinq Cantons pour les années 1912 et 1913. — T. LXX (1915). R. SCHMID. La ville et le district de Zoug jusqu'en 1798 (étude de droit public sur le développement et l'organisation de cette petite confédération démocratique, formée de la ville et de trois communautés rurales). — P.-X. WEBER. Le Dr M.-A. Kappeler, 1685-1769 (médecin lucernois, connu par ses travaux d'histoire naturelle et par ses explorations scientifiques dans les Alpes). — Père N. CURTI. Une visite d'église de l'évêque de Coire dans la vallée d'Urseren en 1643. — K. MEYER. Deux documents relatifs à la politique du canton d'Uri au delà des Alpes à l'époque de la république ambroisienne, 1448-1449.

34. — Indicateur d'histoire suisse. 45^e année (1915), nouv. série, t. XIII. — P.-E. MARTIN. La destruction d'Avenches dans les Sagas scandinaves, d'après des traductions et des notes de Ferdinand de Saussure (rapproche le récit légendaire de la prise d'Avenches par les fils de Ragnarr, que l'on trouve dans plusieurs textes norrois, d'une invasion d'Alamans en Gaule et en Italie (259-260), à laquelle le pseudo-Frédégaire rattache la destruction d'Avenches). — Père G.

MEIER. Petite chronique du couvent des Franciscaines de Saint-Léonard à Saint-Gall par la Mère supérieure Wiborada Fluri, 1524-1538 (texte de ce curieux récit des persécutions dirigées contre les religieuses par le conseil réformé de la ville de Saint-Gall). — **L. BRENTANI.** Comment Bellinzona tomba au pouvoir des Suisses (en avril 1500; la ville, privée de tout secours, fut contrainte de se livrer à ceux qu'elle regardait comme ses pires ennemis). — **S. HEUBERGER.** Documents habsbourgeois des archives de la ville de Brugg (publie, avec commentaire, le texte de quinze chartes, d'intérêt local, données par les comtes de Habsbourg ou les ducs d'Autriche, de 1323 à 1453). — **E. WYMANN.** Lettre relative aux massacres de septembre à Paris (mort de l'aide-major Rodolphe de Salis-Zizers, tué le 2 septembre 1792 au bas de l'escalier de la Conciergerie). — Bulletin d'histoire : travaux relatifs à la Suisse allemande parus en 1914. — **R. DURRER.** Notes sur le développement des traditions nationales (publie, en particulier, un fragment d'une brève chronique, tirée d'un manuscrit du XV^e siècle provenant d'Unterwald). — **F. BARBEY.** La fabrique d'horlogerie genevoise de Versailles, 1795-1801 (créeée par un décret de la Convention, probablement sous l'inspiration du Genevois expulsé Jacques Grenus, pour faire concurrence à l'industrie genevoise; installée dans la propriété de M^{me} Élisabeth, cette entreprise mal conçue ne put se développer et fut supprimée par un arrêt des Consuls en mars 1801). — **C. BRUN.** Bulletin d'histoire : travaux relatifs à la Suisse allemande parus en 1914 et 1915. — **G. MEYER VON KNONAU.** Discours d'ouverture de l'assemblée générale de la Société suisse d'histoire, à Genève, le 6 septembre 1915. — **L. BRENTANI.** L'instruction publique à Bellinzona aux XV^e et XVI^e siècles (d'après les documents des archives communales). — **E. GAGLIARDI.** Le rapport des capitaines fribourgeois sur la bataille d'Héricourt, 13 novembre 1474. — **K. MEYER.** L'exemption de péages jusqu'aux fossés de Milan, accordée, le 17 avril 1450, aux cantons de Berne, Lucerne, Uri, Schwyz et Unterwald par le duc François Sforza. — **P.-E. MARTIN.** Bulletin d'histoire du moyen âge pour 1914-1915. Suisse romande. — Annexe : **F. BURCKHARDT.** Bibliographie méthodique des travaux relatifs à l'histoire suisse parus en 1914 (1,435 numéros).

35. — Jahrbuch für schweizerische Geschichte. T. XLI (1916). — **P. SCHWEIZER.** La bataille de Cappel, 11 octobre 1531 (à l'aide de quelques sources contemporaines, signalées par le Dr Gagliardi dans les manuscrits de la Stadtbibliothek de Zurich, l'auteur révise et complète le récit de cette journée, qui coûta la vie à Zwingli et mit fin aux ambitieux projets du réformateur zurichois pour la transformation religieuse et politique de la Confédération). — **W. OECHSLI.** Des noms donnés à l'ancienne Confédération et aux divers éléments qui la composaient; 1^{re} partie (origine et évolution des termes *Waldstätte* et *Waldleute*, qui désignent les trois cantons primitifs, auxquels se joignit plus tard, comme quatrième des Wald-

stätte, celui de Lucerne ; de l'expression « Villes et Pays », qui marque la réunion caractéristique, au sein de la Confédération, de deux catégories d'États très distinctes ; du mot *Orte*, qui s'applique aux États souverains qui sont les membres proprement dits de la Confédération, et du mot français correspondant de « cantons », usité d'abord dans des documents fribourgeois et français de la fin du XV^e siècle, puis dans les documents italiens, enfin, dès le XVII^e siècle, dans le vocabulaire allemand, et qui remplace officiellement le terme *Orte* dans la constitution helvétique de 1798. Les études suivantes, sur l'ordre de préséance des cantons, sur l'organisation de la diète et le rôle de « canton directeur » (*Vorort*), sont autant de chapitres, fort intéressants, de l'histoire du droit public suisse ; enfin, en traitant des noms que portèrent les « États associés » (*Zugewandte*), les « alliés particuliers » des cantons (*Verbündete*), les « Pays sujets » qui appartenaient aux différents cantons ou qui, groupés en « bailliages communs », reconnaissaient la souveraineté de plusieurs cantons, M. Oechsli réussit à présenter un tableau très clair de l'organisme compliqué qu'était la Confédération suisse sous l'ancien régime). — F. DE CRUE. La délivrance de Genève et la conquête du duché de Savoie en 1536 (développement d'une communication présentée, en 1915, à la Société suisse d'histoire, réunie à Genève (*Rev. histor.*, t. CXX, p. 240) ; l'auteur y utilise de nombreux documents tirés des archives de Genève, de Paris, de Bruxelles, qui jettent un jour nouveau sur cette page héroïque de l'histoire genevoise, sur l'invasion de la Savoie et du Piémont par l'armée française et sur la campagne de Charles-Quint dans la Provence, défendue par Montmorency).

CHRONIQUE.

France. — M. Victor-Émile FAGUET est mort le 7 juin dernier; il était né à Bourbon-Vendée, aujourd'hui La Roche-sur-Yon, le 17 décembre 1847. Il fit ses études à Poitiers, où son père était professeur, et il resta toujours fort attaché à sa province; il fut ensuite envoyé à Paris pour préparer les examens de l'École normale supérieure. Élève au lycée Charlemagne et à la pension Massin, il se fit remarquer par un esprit original et primesautier, une grande liberté d'esprit, un goût très déclaré pour la littérature en général et pour celle du grand siècle en particulier. Si, sous la férule de son père, il avait fait de conscientieuses études latines et grecques, c'est pour les exercices de littérature et de langue françaises qu'il montra alors le plus de prédilection, et bientôt il y passa maître. Élève de l'École normale en 1867, agrégé des lettres en 1874, docteur ès lettres en 1883, il enseigna d'abord dans plusieurs lycées de province et de Paris avant d'être appelé à la Sorbonne, où il remplaça Lenient dans la chaire de poésie française (1893). A cette époque, il était déjà célèbre. Il avait beaucoup écrit, soit dans les journaux (il signa nombreux d'articles au XIX^e siècle sous le pseudonyme de Fabrice), soit dans les principales de nos revues, des articles d'histoire et de critique littéraires, des études sur les idées morales et politiques des quatre derniers siècles (*Études littéraires sur le Seizième siècle*, le *Dix-septième siècle*, le *Dix-huitième siècle*, 1890; le *Dix-neuvième siècle*, 1887; *Politiques et moralistes du XIX^e siècle*, 1890). Il y montrait une préférence marquée pour les écrivains et les idées du temps de Louis XIII et de Louis XIV, une hostilité évidente contre certains hommes et contre beaucoup d'idées de l'époque suivante, de celle qui aboutit à la Révolution française. Ce qu'il reprochait au XVIII^e siècle, c'est de n'avoir été, comme il disait, ni chrétien, ni français, sans d'ailleurs qu'il ait jamais déclaré nettement lui-même ce qu'il entendait par ces expressions, car il peut y avoir plusieurs manières d'être bon chrétien et bon français. Dans Voltaire, en particulier, ce qui le choquait, c'est sa sécheresse de cœur; c'est un esprit de dénigrement qui nuit parfois à l'intelligence des choses et des institutions auxquelles on s'attaque. Il n'avait cependant pas de tendresse particulière pour l'ancien régime; car il était et resta toujours un libéral, conservateur sans doute, mais ennemi du despotisme et indifférent à toute pratique religieuse. Il aimait à se ranger dans les partis de l'opposition : républicain sous l'empire et anticlérical (ses camarades n'ont pas perdu le souvenir d'une polémique qu'il engagea contre l'aumônier de la pension Massin), il combattit l'ordre moral triomphant, puis se tourna contre les répu-

blicains quand ceux-ci furent devenus les maîtres; il subit l'influence du parti nationaliste, sans se laisser entraîner par lui. Il protesta de bonne heure contre le flétrissement de l'idée de patrie, sans pourtant s' enrôler dans une faction politique et religieuse qui prétendait appartenir pour des vues intéressées l'idée de patrie, supérieure à tous les partis. Même après qu'il eut été élu membre de l'Académie française (1901), il garda son indépendance de jugement et de relations. Au fond, ce qui l'intéressait par-dessus tout, c'était de lire et de comprendre l'œuvre et les œuvres des temps passés. Il lut donc prodigieusement; comme il avait l'esprit vif, qu'il se formait rapidement des idées sur les hommes et les choses que lui révélaient ses lectures et qu'il s'empressait de les exprimer aussitôt par l'écriture, il écrivit aussi prodigieusement, sans réflexion profonde, sans grande préoccupation de composition ni de style, sans souci de se mettre toujours d'accord avec lui-même. Il écrivait comme il parlait, sans apprêt, avec un jajissement perpétuel d'idées personnelles où l'on trouvait presque autant à admirer qu'à contredire. Il ne se contenta pas d'être professeur et conférencier, il fut encore journaliste et critique dramatique; il dirigea une Revue (la *Revue latine*); il consentit à diriger la réimpression du *Dictionnaire de biographie et d'histoire* de Bouillet (1896), prêt à toutes les besognes qui lui rapportaient autant d'argent que d'honneur. « Je fais travailler dans les prisons », répondait-il un jour à un ami qui lui demandait comment où il pouvait suffire à un si effroyable labeur; sa prison, c'était son cabinet de travail, car personne ne fut moins mondain que Faguet. D'ailleurs accueillant volontiers ceux qui venaient quêter auprès de lui un conseil, toujours très simple dans ses manières comme il était rustique dans son costume, sans faux orgueil, sans pose. Il ne cessa de travailler que vaincu par la maladie. Ses derniers écrits : un gros livre sur *Mgr Dupanloup*, une sorte de manifeste sur *l'Idée de patrie* (1913) témoignent de ses constantes préoccupations. Il a sans doute donné toute sa mesure; mais il laisse à ses admirateurs et à ses meilleurs amis le regret qu'il n'ait pas, au lieu de produire de si nombreux volumes de mélanges, si intéressants soient-ils, pris le temps de composer quelques œuvres fortes, longtemps méditées, qui l'auraient mis au rang d'un Sainte-Beuve, ou même plus haut, à côté des grands moralistes et écrivains politiques, dans l'intimité desquels il avait trouvé tant de jouissance à vivre.

Ch. B.

— L'illustre égyptologue Gaston MASPERO, professeur au Collège de France, secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, est mort le 30 juin dernier. Nous lui consacrerons une notice nécrologique dans un prochain numéro.

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le premier prix Gobert à M. DELACHENAL pour son *Histoire de Charles V* et le second prix à M. DUSSERT pour son *Histoire des États du Dauphiné*. Elle a partagé le prix Bordin pour les études orientales entre M. E.

FAGNAN pour sa traduction de l'ouvrage de Mawerdi intitulé : *Statuts gouvernementaux* et l'abbé F. NAU pour ses travaux sur les Ménologes et évangéliaires coptes-arabes et sur les Œuvres d'Ammounas ; le prix Fould entre MM. DE MÉLY : les Primitifs et leurs signatures ; les miniaturistes, et Pierre GUSMAN : la Gravure sur bois et d'épargne sur métal, la plus grosse partie du prix étant d'ailleurs attribuée à la Société française de reproductions de manuscrits à peintures pour l'ensemble de ses publications. — L'Académie a élu M. CAGNAT secrétaire perpétuel en remplacement de M. Gaston MASPERO, décédé.

— DIPLOME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE. — La Faculté des lettres de Paris a conféré ce diplôme de juin 1916 à vingt et un élèves (treize femmes et huit garçons) qui ont présenté des mémoires sur les sujets suivants : BONNE. La liberté de l'enseignement pendant la Révolution (période de 1789 à 1795), théories et projets. — M^{me} BOUGAREL. La propagande républicaine, d'après les « papiers saisis » pour les procès d'avril. — M^{me} CHEVALIER. Les missions diplomatiques de Rulhière, d'après sa correspondance. — DESJARDINS. Les élections de 1837. — DUBOIS. L'assistance publique dans le district de Bar-le-Duc pendant la Révolution. — M^{me} GASTOWTT. La mission de Bouzy en Pologne. — M^{me} GIRARD. La mère Angélique Arnaud réformatrice des monastères. — M^{me} GOBERT. L'opposition républicaine parlementaire sous le Consulat. — M^{me} GRENÉ. Répression des journées de juin 1848. — GROS DIDIER. Le comté de Bar-le-Duc, des origines à 1189. — M^{me} LEBEDINSKY. L'iconographie de saint Michel. — MAGUIN. La mission du marquis de Feuquières auprès des princes allemands en 1633, 1634 et 1635. — MALLET. Les prieurés clunisiens en Auvergne. — MARTIN. La résistance au coup d'État en 1851 dans le Sud-Est. — M^{me} MASSON. Le journal la *Nouvelle Minerve* (avril 1835-1838). — M^{me} PIOT. Le rôle de T. Quintius Flamininus en Grèce pendant la deuxième guerre de Macédoine. — ROUSSEL. Annales du règne de Philippe-Auguste pour 1212 et six premiers mois de 1213. — M^{me} SOLEUTE. Anne de Beaujeu jusqu'à la mort de Louis XI. — M^{me} TARDY. La direction de l'imprimerie et de la librairie et de la censure des livres sous le premier Empire (1810-1814). — M^{me} VERGEZ-TRICOM. L'esprit public dans le département du Rhône depuis le 2 décembre 1851 à la proclamation de l'Empire. — M^{me} VIOSSAT. Le rôle de Yolande d'Aragon, reine de Sicile.

Italie. — Le Dr. Giuseppe PRTRÉ, sénateur du royaume, président de la Società siciliana per la storia patria, est mort à Palerme le 10 avril 1916, peu de jours après le Dr. SALVATORE MARINO. Tous deux ont contribué, par leurs travaux, nombreux et estimés, à développer notre connaissance de l'histoire de la Sicile au moyen âge.

Le gérant : R. LISBONNE.

